Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — Nº 14023 — 4,50 F — MARDI 27 FÉVRIER 1990 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY — DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La Lituanie sur la voie de l'indépendance

LE grand défi du week-end dernier pour M. Gorbatchev ne sera pas venu, comme on le redoutait, des rues de Moscou, où les manifestations n'ont pas justifié la dramatisation des journées précédentes, mais des urnes. L'écrasante victoire remportée par les indépendantistes aux élections du samedi 24 février en Lituanie confirme en effet à la fois l'échec de la mission de conciliation entreprise le mois dernier dans cette République par le secrétaire général, la fin du monopole du Parti communiste dans les pays baltes et le début de l'éclatement de l'empire soviétique.

De fait, sans même avoir à attendre le deuxième tour, prévu d'ici deux semaines dans 45 circonscriptions, ni les élections nouvelles qui devront être organisées dans six autres faute d'une participation suffisante, le Sajudis, « organisation-parapluie » de tous ceux qui revendiquent l'indépendance de la Lituanie, est déja assuré d'une majorité absolue des 141 sièges du futur Parlement, avec 72 sièges sur 90 qui sont allés soit à ses candidats directs (46), soit à des personnalités qu'il soutenait. Le petit PC minoritaire, recruté parmi les Russes « pieds noirs » installés depuis la guerre dans la République et que Moscou, lors du dernier plénum du comité central, avait décidé de soutenir « par tous les moyens », doit se contenter de 7 sièges.

BIEN que d'autres Républiques soviétiques aient renouvelé leur Parlement ces derniers temps (l'Ouzbékistan, par exemple, au cours d'un scrutin sans surprise, avec plus d'un tiers de candidats uniques), cette élection lituanienne est la première qui se tienne en URSS sous le signe du multipartisme et de la démocratie réelle.

Des sociaux-démocrates (9 sièges) aux écologistes et aux chrétiens-démocrates (2 sièges chacun) l'éventail est à peu près complet, et l'on notera la performance honorable du Parti communiste indépendantiste de M. Brazauskas, qui a fait élire soit sous sa bannière, soit sous celle du Sajudis, 22 députés, dont lui-même.

DÈS lors, le problème pour M. Gorbatchev n'est plus l'indépendance de ce parti, qui avait défrayé la chronique depuis décembre, mais celle de la Lituanie tout court. A défaut du recours à la force brutale, une option qu'on ne peut écarter totalement mais qui contredirait toute l'évolution tolérée en Europe de l'Est et porterait un coup fatal à la perestroïka en URSS même, tout ce que peut entreprendre le « centre » relève de la tactique dilatoire.

C'est bien ce qui est envisagé avec le projet de loi en préparation sur les modalités de sécession, lequel prévoirait, dit-on, un référendum à 75 % dans la République considérée, un vote final du Congrès des députés et, entre les deux, un délai de... cinq ans. Compte tenu de la volonté exprimée par la majorité écrasante des Lituaniens, il est plus que douteux que l'échéance puisse être retardée si longtemps. D'ailleurs, qui peut dire où en seront, dans cinq ans, l'Union soviétique, son système politique et M. Gorbatchev lui-même?

Lire l'article de BERNARD GUETTA page 3

M 0147 - 227 0- 4,50 F



Les élections au Nicaragua

Mme Chamorro, candidate de l'opposition à la présidence, revendique la victoire sur M. Ortega

Avant même que soient divulgués les résultats partiels, qui donnaient — sur un décompte de 30,6 % des bureaux de vote — une avance d'environ 12 points à l'opposition, lundi 26 février en fin de matinée, les responsables de l'Union nationale de l'opposition (UNO) ont annoncé la victoire de leur candidate, Mme Violeta Chamorro, devant le président Daniel Ortega, représentant le Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Mme Chamorro, dans un bref discours à son quartier général, s'est proclamée « président élu », en indiquant qu'il n'y avait, selon elle, « ni vainqueur ni vaincu ».

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

Aux premières heures de l'aube, alors que les dirigeants de l'opposition clamaient déjà leur victoire, les neuf commandants de la direction nationale du Front sandiniste de libération nationale (FSNL) — principale source du pouvoir au Nicaragua — étaient toujours réunis dans un lieu inconnu de la capitale pour évaluer une situation à laquelle ils ne semblaient pas préparés.

Malgré les instructions très strictes du Conseil suprême électoral (CSE) interdisant toute déclaration de victoire prématurée, la radio nationale avait déjà pris le risque d'annoncer, en début de soirée, que l'actuel président de la République, M. Daniel Ortega, avait été reconduit dans ses fonctions, selon des renseignements recueillis par la presse américaine.

Jusqu'à la veille du scrutin, les sandinistes affirmaient que les élections n'étaient plus qu'une « *formalité* » puisque la plupart des sondages et le corps diplomatique leur reconnaissaient, d'ores et déjà, la victoire.

Le CSE avait affirmé qu'il serait en mesure de donner des résultats substantiels à partir de 21 heures (4 heures à Paris). Vers 19 h 30, il a annoncé les chiffres de quatre petits bureaux de vote portant sur quelques centaines de suffrages à peine et donnant un très net avantage au FSLN. Dans le cas de la petite ville d'Ocotal, dans le nord du pays, on citait des chiffres tout à fait invraisemblables de soixante-quinze voix pour le parti au pouvoir et seulement quatre suffrages pour l'UNO (coalition de quatorze partis, des conservateurs aux communistes).

BERTRAND DE LA GRANGE

Lire la suite page 6

L'effondrement de la Bourse de Tokyo

La baisse de lundi, plus de 4,5 %, a fortement perturbé les marchés européens

Après une semaine déjà agitée, la Bourse de Tokyo s'est effondrée lundi 26 février. L'indice Nikkei a perdu 4,5 %, son plus fort recul depuis le krach d'octobre 1987. La faiblesse du yen, les désaccords entre le gouverneur de la Banque du Japon et le gouvernement ainsi que l'aggravation du différend commercial entre Washington et Tokyo sont à l'origine de cet effondrement du marché.

Lundi dans la matinée, les marchés européens ouvraient en baisse, attendant avec inquiétude la réaction de Wall Street.

La Bourse de Tokyo a connu, lundi 26 février, « *une véritable douche froide* ». Les cours des actions se sont effondrés, l'indice Nikkei perdant, en cours de journée, jusqu'à 6,9 %. En fin de séance, l'indice enregistrait une baisse de 4,5 %, la plus forte chute quotidienne depuis le krach d'octobre 1987. Contrairement à une croyance pourtant bien ancrée dans les milieux financiers, la Bourse de Tokyo a ainsi révélé qu'elle n'était pas aussi solide. Ayant adopté les « *mœurs de Wall Street* », elle en a aussi les faiblesses.

Depuis une semaine déjà, le marché financier japonais connaissait de fortes perturbations. En huit jours, l'indice Nikkei avait déjà perdu 6,9 %. Plusieurs facteurs contribuent à cette déprime à Tokyo. L'affaiblissement du yen sur les marchés des changes et la perspective d'une hausse du taux de l'escompte nippon s'ajoutent à la baisse actuelle des résultats des entreprises japonaises et au fonctionnement des programmes informatiques.

Le marché plonge ainsi dans une spirale de baisse. Au cours du week-end, deux autres éléments sont venus aggraver les tensions : les désaccords entre le gouvernement japonais et le gouverneur de la Banque du Japon sur la politique monétaire d'une part, le différend commercial persistant entre Washington et Tokyo d'autre part.

La chute de la Bourse de Tokyo va-t-elle se propager aux autres places financières ? « *Je ne pense pas que cela pourrait provoquer un krach boursier international* », a déclaré lundi M. Yasushi Mieno, le gouverneur de la Banque du Japon, qui a néanmoins ajouté : « *Mais si les fluctuations de la Bourse devenaient excessives, elles pourraient affecter les autres places et nous devrions rester vigilants.* »

Lundi, les principaux marchés boursiers européens ouvraient en baisse. A l'ouverture, les actions étaient en recul de 1,5 % à Londres et à Paris, de 1,70 % à Francfort.

Lire nos informations et l'article de notre correspondant PHILIPPE PONS pages 21 et 40 - section C

Un entretien avec M. Pierre Mauroy

« Notre cap est toujours à gauche et notre volonté est de réussir le plus large rassemblement de la majorité présidentielle »



M. Pierre Mauroy, premier secrétaire au PS, analyse la situation politique à trois semaines du congrès de Rennes.

« Vous avez le premier, dans les rangs socialistes, lancé un débat sur la défense et le désarmement, comptez-vous en faire un thème du congrès ?

— La tâche du premier secrétaire à la tête du parti est d'être un éveilleur, et donc de se projeter en avant de l'actualité pour susciter des débats sur des questions importantes, à moyen ou long terme. J'ai ainsi lancé le débat idéologique, puis j'ai évoqué les questions militaires, dont on ne discutait plus au Parti socialiste. J'ai enfin souhaité une nouvelle étape sociale. Sans oublier la demande pressante d'une grande politique de l'intégration. Ces questions ont été en partie ou totalité reprises dans le débat et se touveront sur la table du congrès. C'est la responsabilité du parti de faire vivre le débat dans le pays.

Propos recueillis par **JEAN-MARIE COLOMBANI et PATRICK JARREAU**

Lire la suite page 8

Croissance en France : + 3,7 % en 1989

La croissance économique a été de 3,7 % l'année dernière en France, progression comparable à celle qui avait été enregistrée en 1988.

L'INSEE qui publie ces résultats signale aussi que le volume des exportations a augmenté de plus de 10 % tandis que les importations ne s'accroissaient que de 8,4 %.

Lire page 21 - section C

CHAMPS ÉCONOMIQUES

La population de l'Asie

En Chine, l'héritage empoisonné de Mao : difficultés et contrecoups d'un freinage brutal. En Inde, l'afflux de la misère : l'échec de la limitation des naissances pousse les paysans vers les bidonvilles.

Le Nigéria malade du pétrole

La manne a dopé l'économie, mais laissé l'inflation et la corruption.

● La chronique de Paul Fabra : « Des Allemands de l'Est à Paris ».

pages 25 à 29 - section C

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 180 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

DÉBATS

Identité

Libérons l'Europe de l'Ouest !

par Jacques Marlaud

VERS 1995, une rétrospective constatera sans doute que 1989 fut la première des années décisives qui changèrent radicalement le cours de l'histoire. Dernière année de l'après-guerre ou première de l'avant-guerre ? Spéculation oiseuse, répondra-t-on, car personne ne peut prédire la date ni même la forme précise du nouveau conflit que nous pressentons, celui qui se substituera à l'affrontement Est-Ouest. Mais nous en connaissons désormais les enjeux : il s'agit de la bataille pour l'identité et l'intégrité, territoriale, politique et culturelle, de l'Europe contre les forces intérieures et extérieures qui refusent l'avènement d'une grande Europe libre.

Vers l'été dernier, pourtant, rien ne laissait présager l'éclipse soudaine des vieilles lunes de discorde au profit des nouveaux enjeux. Le Vieux Monde, avec ses préoccupations futiles, essayait encore de divertir les consommateurs blasés que nous sommes. Les grandes migrations vacancières avaient donné leur traditionnelle moisson d'accidents. Après le printemps avorté de Pékin il ne restait que les incendies de forêt, le beau temps, et les burlesques shows-Elysées de M. Goude pour défrayer la une de l'actualité. Au mois d'août, un journaliste en mal de copie réinventa le vieux truc qui consiste à « piéger le facho » en privé pour en faire la cible d'une indignation publique soigneusement orchestrée. Ce vieux fou d'Autant-Lara, qui n'a pas la langue dans sa poche, donna dans le panneau.

Vers la même date, l'affaire du carmel d'Auschwitz mettait aux prises les sectataires de deux monothéismes rivaux, comme l'avaient fait un peu auparavant les affaires Rushdie et Scorsese. On avait entre-temps extrait le sinistre milicien Paul Touvier de l'ombre des couvents où il se cachait mal : Paris et Lyon se disputèrent un bref instant l'honneur de le traduire en justice.

Pendant que le Vieux Monde n'en finissait pas de nous hanter avec ses pitoyables revenants, l'indice boursier restait satisfaisant, celui du chômage désespérant, mais on s'y faisait. Vers octobre, les premiers froids aidant, on remit les restos du cœur et l'abbé Pierre sur le devant de la scène.

De Prague à Dreux

Mais déjà soufflait un vent d'Est qui, parti de la mer Noire, à Erevan et Tbilissi, atteignait la Baltique à Vilnius, Riga et Tallin. Bientôt la bonne nouvelle se répandit à Varsovie et Budapest : c'était celle d'un révisionnisme historique sans précédent et sans chars soviétiques pour remettre les pendules à l'heure stalinienne.

Bientôt Leipzig, Berlin et Prague s'emplirent de foules ferventes et l'histoire bascula. Chaque jour qui passait nous apportait la nouvelle d'une idole ou d'une institution qui croulait. Honecker, Husak, le mur de Berlin, le rideau de fer furent remisés au musée des mauvais souvenirs, alors que la porte de Brandebourg ouvrait à nouveau sa perspective d'avenir à tous les Allemands et – pourquoi pas – à tous les Européens.

La déferlante libératrice (car le mot « libéralisation » est bien trop faible pour decrire le phénomène) qui avait éclaboussé les rives de la Baltique retomba sur celles de la mer Noire où Ceausescu, « le dernier tyran d'Europe » (en est-on sûr ?) sombrait dans une mare de sang. La hotte du Père Noël 1989 (ou était-ce celle de saint Nicolas dont la racine étymologique, « Niké », la victoire, et « Laos », le peuple, est chargée de joyeux présages ?) apportait le plus beau des cadeaux révolutionnaires : celui de nos frères « déchaînés » et victorieux contre le vent mauvais d'une histoire perverse qui les avait pétrifiés un long hiver durant.

A nous maintenant de nous demander si nous aurons assez de souffle et d'imagination pour accompagner ce mouvement de libération. Car nos sociétés de l'Ouest sont elles aussi nomenklaturées par de vieux appareils, assoupies par d'anciennes langues de bois auxquelles ne croient plus nos électeurs. On l'a vu à Montfermeil, Beaucaire, Creil, Dreux, Salon-de-Provence et Marseille où, sous des formes diverses, s'est exprimé massivement un même rejet de la société déracinée que, par négligence criminelle, ou pour l'amour d'une idéologie marchande et esclavagiste, on nous inflige sans consultation ni avertissement.

Si les Praguois ont pris la rue, malgré les risques qu'ils connaissaient, c'était avant tout pour se débarrasser de l'occupation étrangère. Si les Drouais ont été aux urnes, le 3 décembre, ce fut bien contre la classe politicienne jugée incapable de remplir son mandat, à savoir de veiller à ce que la France à venir soit peuplée majoritairement d'Européens, comme elle l'a toujours été.

Les politiciens n'ont pas compris, semble-t-il, que les enjeux de l'avenir sont désormais *qualitatifs*. Le mirage d'un pouvoir d'achat en expansion indéfinie a cessé d'exercer son emprise sur l'imagination populaire, grevé qu'il est par le chômage, l'insécurité, la détérioration des conditions de vie, de travail et de transports, les méfaits de l'individualisme sauvage, la perte de sens culturel et religieux.

Les batailles politiques à venir, à l'Est comme à l'Ouest – et surtout à l'Ouest depuis que l'Est n'existe plus comme entité séparée – pivoteront autour de deux grands thèmes : l'identité et l'environnement. Pendant qu'à Bucarest la Securitate tirait sur la foule, à Montrevel on déployait les gendarmes mobiles contre les habitants de l'Ain qui refusent de voir leur région transformée en dépotoir nucléaire. La coïncidence est fortuite mais elle n'est pas dépourvue de signification, pas plus que ne l'est celle du vote de Dreux.

Colonisation mentale américaine

D'autres batailles se livrent sur le front occidental de l'identité chez les Corses, les Basques, les Irlandais... Mais le plus grand combat est celui qui oppose dorénavant l'Europe et l'Amérique. Serions-nous devenus aveugles au point de ne pas voir que les Etats-Unis ont profité du moment où tous les yeux étaient tournés vers la Roumanie pour « rétablir l'ordre » au Panama ? Serions-nous devenus sourds au point de ne pas entendre cet arrogant ambassadeur américain sommant les Nations unies rétives à l'impérialisme yankee de *« se mettre du bon côté de l'histoire »* (*le Monde*, 26 décembre 1989) ? Les remarques du secrétaire d'Etat, James Baker, exigeant à Berlin qu'une Allemagne réunifiée fasse partie de l'OTAN nous ont-elles échappé ? Sait-on que les Etats-Unis ont refusé à Malte une proposition soviétique de démilitarisation de la Méditerranée, et pourquoi dans de telles circonstances, la France accueille-t-elle encore leurs forces navales à Marseille où à Villefranche-sur-Mer ?

La réponse est simple : tout cela se produit parce que nous subissons la colonisation mentale américaine dénoncée par Régis Debray dans son récent ouvrage *Tous azimuts*, parce que nos discothèques, nos télévisions, nos loisirs, nos MBA, nos instituts scientifiques, notre style de marketing politique sont pris dans les rets du *one way of life*.

Pendant les derniers jours de décembre, deux images illustrant l'enjeu européen du siècle sont venues s'afficher sur nos petits écrans : sur l'une, une Roumaine disait avoir remplacé dans son foyer les photographies du dictateur déchu Ceausescu par celles de la série télévisée « Dallas » envoyées par un parent en exil. Autrement dit, on gomme l'indigence politique d'une tyrannie policière pour lui substituer les produits culturellement indigents d'un pouvoir de conformation autrement plus redoutable : marché de dupes que tous les peuples ayant encore le respect d'eux-mêmes doivent dénoncer. Sur l'autre image un Berlinois déclarait : *« Nous n'avons besoin ni du communisme ni du capitalisme. Ce qu'il nous faut c'est l'Allemagne. »*

Ce qu'il nous faut à nous, c'est l'Europe des Européens. Et au train (de sénateur) où vont les choses, il y a fort à parier que notre *vox populi* devra, elle aussi, descendre dans la rue afin de redevenir *suprema lex*.

► Jacques Marlaud est maître de conférences à Lyon-III, président du GRECE.

TRAIT LIBRE



« Seule la guerre pourrait changer la frontière Oder-Neisse » (Bronislaw Geremeck, président du groupe Solidarité à la Diète).

Musique

Je ne suis pas paranoïaque, mais...

par Jean-François Zygel

PIERRE BOULEZ veut le pouvoir, tout le pouvoir, sans aucun contre-pouvoir. Et face aux critiques de plus en plus nombreuses dont il est la cible, il tente maintenant d'accréditer la thèse du complot. Il serait l'objet de l'ingratitude des pouvoirs publics, en butte à l'hostilité injuste et partisane des fonctionnaires bornés. Et Pierre Boulez de dénoncer l'actuel directeur de la musique qui, de *l'Express* à *Diapason*, du *Point* à *l'Evénement du jeudi*, de *Paris-Match* au *Monde de la musique* en passant *par la Lettre du musicien* et la récente étude du sociologue Pierre-Michel Menger, orchestrerait cette *« course à la désinformation* (1) *»*.

On connaît bien la technique polémique de Pierre Boulez. Depuis trente ans, en effet, celle-ci a peu évolué. Il s'agit toujours de caricaturer les propos critiques de ses interlocuteurs, puis, sans véritable argumentation, de passer directement au mépris et à la disqualification de ceux qui osent ne pas penser comme lui. Traités de *« solitaires déprimés »*, de *« sourds »*, d'*« invalides de la nostalgie »*, de *« médiocres qui font encore loi par le nombre »*, ceux qui ne partagent pas ses vues esthétiques ne forment à ses yeux qu'une *« classe putride »*, une *« véritable meute de fissurés »*, une *« survivance qui se désagrège et dont il ne restera rien »*, bref, *« un clabaudage putassier d'horribles dégénérés que leur inconscience rend innocents vis-à-vis de leurs immondices* (2) *»*.

« Pauvre et unique syncope »

Mais cette rhétorique quelque peu expéditive ne s'applique pas seulement à ses actuels contradicteurs. Pour Pierre Boulez, en effet, la plus grande partie de la musique de Stravinsky n'est qu'un *« jeu arbitraire et gratuit en vue d'une délectation de l'oreille déjà pervertie »*, Chostakovitch n'est qu'une *« traînée de Mahler »* et les musiciens répétitifs américains des *« réactionnaires »*. C'est avec stupéfaction que nous apprenons encore d'Olivier Messiaen que *« son côté purement harmonique hérissait les plus indulgents »*, du jazz qu'il n'a apporté à la musique aucun renouvellement rythmique *« avec sa pauvre et unique syncope et son inséparable mesure à quatre temps »*, des dernières œuvres de Schönberg qu'elles constituent un cas de *« déviation aussi monstrueuse qu'incompréhensible »* et qu'*« il manque à la musique de Bartok une cohérence interne dans le langage »*.

Il faut expliquer que pour Pierre Boulez, il y aurait dans l'histoire de la musique une sorte de « progrès » historique. Dans cette optique, ce qui fait la valeur d'une œuvre n'est pas tant sa réussite esthétique que son *« utilité dans l'évolution musicale »*. Et comme celle-ci présente *« un sérieux retard sur le développement des autres moyens d'expression » (sic)*, et que seule la musique sérielle est jugée capable par Pierre Boulez de sauver l'art musical de cet effroyable sous-développement, *« tout musicien qui n'a pas ressenti la nécessité du langage dodécaphonique* est inutile *puisque son œuvre se place en deçà des nécessités de son époque »*.

Cette volonté d'écrire l'Histoire en la régentant par des décrets amène logiquement Pierre Boulez à énoncer que *« depuis la Renaissance, on a fait la part trop belle à l'intuition et au bon goût »*, que *« l'ère proprement harmonique de la musique occidentale est close »* et qu'il faut donc *« éliminer toute trace d'héritage dans le vocabulaire musical »*. On n'en finira pas, dans les années à venir, de contempler avec effroi ou amusement l'incroyable naïveté des vues, efficaces mais si peu subtiles, de cette pensée évolutionniste incapable de pénétrer des univers esthétiques qui ne « collent » pas à sa définition de l'art musical.

« Je ne pense pas être paranoïaque », nous informe Pierre Boulez. Cette délicieuse dénégation ne l'empêche cependant pas, après avoir dénoncé un hypothétique complot médiatique dont il serait la victime, de faire solennellement appel au livre *Surveiller et punir* de Michel Foucault pour évoquer les *« gérants carcéraux »* de la direction de la musique. L'art de la dénégation est d'ailleurs une spécialité de Pierre Boulez : il y a un an déjà, dans ce même journal, il tentait d'expliquer que s'il avait tant de pouvoir, c'était bien malgré lui, un peu comme ces politiciens qui nient toute ambition personnelle pour assurer qu'ils ne cherchent qu'à servir la France.

« Gémissements fatigués »

Ainsi il n'y aurait, selon lui, aucune crise de la création musicale en France, et toute parole mettant en doute la validité de ses choix ne serait que *« néant et vent »* ou *« gémissements fatigués »*. Comment expliquer alors que les musiciens eux-mêmes (dont une partie non négligeable des membres de l'Ensemble Intercontemporain) supportent de moins en moins bien la médiocrité des œuvres qui leur sont données à jouer et la vue incroyablement restrictive du vingtième siècle que leur proposent Pierre Boulez et ses émules ? Que dire de la chute vertigineuse des ventes de disques de musique contemporaine depuis une dizaine d'années ? Que dire enfin de tous ces jeunes compositeurs qui remettent en cause les fondements théoriques mêmes de la musique atonale de ces quarante dernières années ?

Redistribution des cartes

Il faudra bien un jour en arriver à une redistribution des cartes. La disproportion extraordinaire qui existe actuellement entre les moyens financiers accordés à Pierre Boulez (75 % du budget affecté par l'Etat aux ensembles de musique contemporaine sont consacrés à l'EIC et près de 50 % du budget total de la création musicale à l'IRCAM) et ceux donnés aux autres tendances de la musique de notre époque ne peut éternellement subsister. L'étrange démonstration qu'effectue Pierre Boulez en comparant les subventions allouées à l'Ensemble Intercontemporain (trente et un musiciens) et celles attribuées à l'Orchestre de Paris (environ cent trente musiciens) ne convainc pas.

C'est l'organisation même de la création et de la « recherche » musicale qui doit être repensée. Pierre Boulez et ses disciples ne représentent qu'une possibilité et non toutes les possibilités d'écrire de la musique aujourd'hui, et s'il n'est pas souhaitable que la création musicale soit soumise à la loi du marché – ce serait alors le règne du Top 50, – on ne peut non plus accepter qu'un seul courant de pensée bénéficie de manière aussi massive et constante des mannes ministérielles. Qui imaginerait, dans un autre domaine, que Patrice Chéreau draine à lui seul 75 % des subventions de la création théâtrale ?

Il ne suffit pas de marteler sans cesse le mot de modernité ou de diaboliser son interlocuteur en lui infligeant les oripeaux de la réaction et de l'inculture pour justifier la validité d'une école qui ne cesse de perdre des auditeurs, y compris chez les musiciens. Faut-il le rappeler, beaucoup de jeunes compositeurs et d'interprètes ne se reconnaissent plus aujourd'hui dans cette parole d'exclusion et de violence. On ne remplace pas une pensée par une posture, on ne remplace pas des arguments par l'invective, on ne remplace pas une sensibilité, une ouverture artistique par la répétition inlassable d'un dogme.

► Jean-François Zygel est compositeur.

(1) *Le Monde*, du 3 février.

(2) Toutes les citations contenues dans cet article sont extraites de textes ou d'interviews de Pierre Boulez parus entre 1948 et 1990.

AU COURRIER DU Monde

PC : « Je me suis battu... »

Quand j'entends un dirigeant du PCF, fût-il le secrétaire général, déclarer : *« on parle dans le Parti, on discute, on tient compte de l'avis de chacun des membres »*, mon sang ne fait qu'un tour. Est-ce de l'inconscience, me dis-je, ou une totale méconnaissance de ce qui se passe dans le parti ? Ces dirigeants ne sont-ils pas comme les anciens rois dont les seigneurs empêchaient les doléances de leurs sujets d'arriver jusqu'à eux ?

Je regrette d'être obligé de me donner en exemple. J'ai adhéré au Parti communiste français en 1942, année de tous les dangers. J'ai milité au côté d'une martyre, Suzanne Lanoy, dont l'Église eût fait une sainte si elle eût été croyante. Non seulement, je n'ai jamais pu me faire entendre, quand, en 1984, après plus de quarante années de présence au parti, j'ai exprimé mon désaccord sur certains points de la politique suivie, mais de plus, on ne m'a pas remis ma carte. Sans explication aucune.

J'ai envoyé des dizaines de lettres aux responsables à tous les échelons, locaux, départementaux, nationaux. Elles sont restées sans réponse. Le premier secrétaire de la fédération du Nord a manqué à la parole donnée. J'en ai fourni la preuve. En vain. Bref, je me suis battu sur tous les terrains, pendant trois ans, pour ma place au sein de mon parti.

En 1987, on m'a rendu ma carte, sans plus d'explications que lorsqu'on me l'avait refusée, mais en m'interdisant d'assister aux réunions du parti. Bel exemple de centralisme démocratique, n'est-ce pas ? Naturellement, j'ai refusé. J'ai quitté le Parti et j'ai suivi le mouvement des Rénovateurs communistes pour rester fidèle à mon idéal de paix, de liberté, de démocratie et de justice.

Les dirigeants du PCF tronquent les faits quand ils disent que nous travaillons pour le PS. J'étais communiste avant la plupart d'entre eux et je le suis toujours autant (peut-être même plus) qu'eux. Je n'ai pas de leçon à recevoir de ceux qui ont fait chuter l'électorat communiste de 22 % à 7 %.

EUGÈNE DUTOUQUET
Président du comité de libération de Somain, ancien membre du comité fédéral du Nord.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouts

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Telex 650572 F MONDPAR

ADMINISTRATION :
11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

هكذا عن الأصل

Manifestations dans les pays de l'Est

URSS : cent mille personnes ont défilé sans incidents à Moscou

Quelque cent mille personnes ont manifesté dimanche 25 février à Moscou dans le plus grand calme, sous la surveillance d'importants effectifs de police. les manifestants demandaient une accélération des réformes.

MOSCOU

de notre correspondant

« Cent mille personnes » ont manifesté à Moscou, selon la milice, et ce chiffre est beaucoup plus proche de la réalité que les *« centaines de milliers de personnes »* dont ont parlé les organisateurs. Ils se faisaient évidemment plaisir, mais, lorsque, au beau milieu de ce meeting, l'historien et député réformateur Youri Afanassiev a soudain pris le micro pour lancer à la foule : *« Nous sommes très, très, très nombreux, malgré la peur, nous sommes venus en masse »*, c'est lui qui, sur le fond, avait raison.

Car cent mille personnes au bas mot, c'était effectivement beaucoup, après une semaine de rumeurs et de psychose organisée qui avait fini par faire croire aux plus sensés des Moscovites que leur ville allait, dimanche, patauger dans le sang. Après surtout qu'elle a été démentie par les faits, une psychose collective se décrit mal. Le bouche à oreille devient dérisoire et la panique navrante, mais il suffisait pour en vérifier l'efficacité de voir à l'heure fixée pour les rassemblements – 11 h 30 – flotter les rangs épars des manifestants.

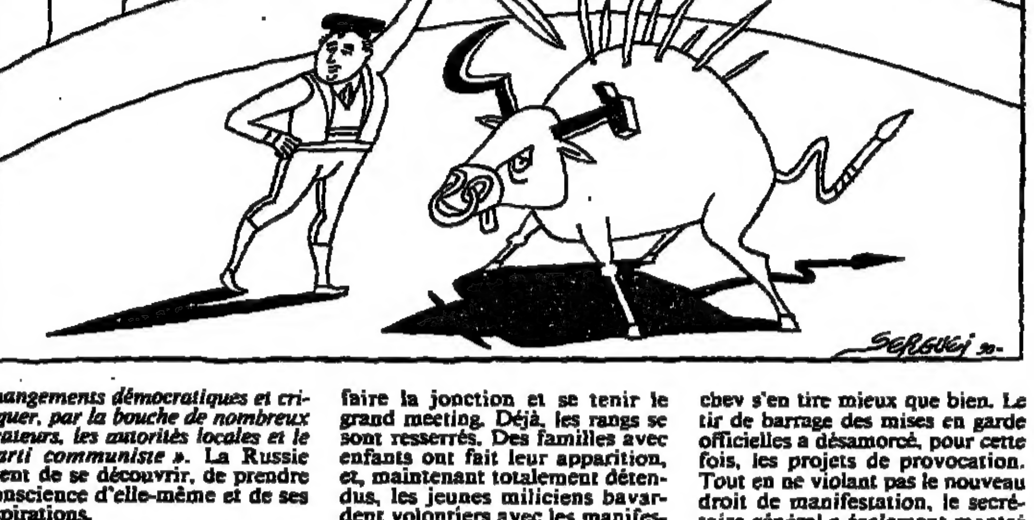
Plus tard, par vagues successives, la foule allait considérablement grossir. Plus tard aussi, on allait apprendre que cent mille personnes étaient descendues dans les rues de Minsk, la capitale de la Biélorussie, et qu'une quinzaine d'autres villes au moins, en fédération de Russie principalement, avaient répondu à l'appel des députés réformateurs du groupe interrégional. Même à Leningrad, où les dirigeants du Front populaire avaient annulé leurs mots d'ordre par crainte de provocations, dix mille personnes ont finalement manifesté d'elles-mêmes, en banlieue, près d'un centre sportif.

Le pays profond

On verra le 5 mars, au lendemain des élections parlementaires et locales de Russie, si la profondeur de ce mouvement se reflètera dans les urnes, mais il est d'ores et déjà sûr que quelque chose de très important vient de se passer. Non seulement la Russie a pour la première fois bougé, toute la Russie, aux quatre coins de son immense territoire, mais ce n'est pas à l'appel de son extrême droite, de la coalition antidémocratique des conservateurs communistes et des nationalistes slavophiles, qu'elle s'est fait entendre.

C'est au contraire les « radicaux » qu'elle a suivis, ceux qui trouvent que M. Gorbatchev ne va ni assez vite ni assez loin. Preuve est ainsi faite que, après cinq ans de perestroïka, c'est bel et bien toute l'URSS qui veut le changement et non pas seulement l'addition d'intellectuels libéraux et d'indépendantistes des Républiques périphériques.

De Voronej à Tcheboksary en passant par Sverdlovsk, Saratov, Vladivostok, Khabarovsk, Iaroslav, Kazan, Kouïbichev ou encore Donestsk en Ukraine, c'est le pays profond qui vient de s'exprimer. – et cela pour *« soutenir*, c'est l'agence Tass qui l'écrit, *les changements démocratiques et critiquer, par la bouche de nombreux orateurs, les autorités locales et le Parti communiste »*. La Russie vient de se découvrir, de prendre conscience d'elle-même et de ses aspirations.



L'effet boule de neige va maintenant jouer à fond. L'irréversibilité de la sortie soviétique du communisme est plus certaine que jamais, mais cela signifie-t-il, pour autant, que cette transition vers l'inconnu du post-totalitarisme en sera moins longue et difficile ? Rien n'est moins sûr, et il suffisait, pour s'en convaincre, d'observer Moscou dimanche.

A l'entrée du parc Gorki et devant le ministère des affaires étrangères, aux deux points de rendez-vous, régnait la liberté. Une liberté surveillée puisque la police était omniprésente, bloquant autour d'amas de bétonneuses, chasse-neige et camions branlants, toutes les rues menant vers le Kremlin, mais liberté totale pourtant.

Tous les 3 mètres, un groupe différent vendait ses bulletins, et même à un rouble, deux roubles, trois roubles pièce, ils s'arrachaient. Là c'était les « nouveaux socialistes ». Ailleurs, les « constitutionnels-démocrates », ressurgis de 1905 et disant *« Madame »* et *« Monsieur »* comme avant 1917.

Et puis il y avait toutes les variantes possibles de la social-démocratie, le Bouclier (le mouvement des militaires démocrates) et encore l'Union démocratique proclamant que *« le communisme c'est la mort »*, tous ces simples citoyens surtout avec leurs dazibaos, la photo d'un fils à l'armée ou leur programme personnel. En nombre, massés sous leurs drapeaux noirs, les anarcho-syndicalistes avaient ressuscité Bakounine et Makhno (1).

Tous ont une permanence téléphonique, un congrès en préparation, et au milieu d'eux naviguent, sacs à dos bourrés de tracts, les représentants des Républiques en voie d'émancipation, les étudiants au front ceint de blanc (marque, expliquent-ils, de non-violence) et les preneurs de notes.

Ceux-là, c'est une espèce bizarre, silencieuse, fébrile, aussi fascinée qu'on pourrait l'être par une invasion de Martiens débonnaires. Ils en croient si peu leurs yeux qu'ils notent tout, pour témoigner et être crus. A l'heure prévue par les accords entre la municipalité de Moscou et les organisateurs, chacun des deux rassemblements s'ébranle vers la place Zoubovskaïa, là où doit se faire la jonction et se tenir le grand meeting. Déjà, les rangs se sont resserrés. Des familles avec enfants ont fait leur apparition, et, maintenant totalement détendus, les jeunes miliciens bavardent volontiers avec les manifestants. Casque métallique vert mal vissé sur la chapka grise qui déborde, ils sont parfaitement comiques. Ils le savent.

Photos de famille

Beaucoup ôtent cette antiquité de leur tête. Les officiers observent sans broncher. De plus en plus de gens arrivent, tout surpris et heureux de n'avoir pas encore entendu tonner les armes, et des fenêtres, des arbres, du pont de chemin de fer, clic-clac, on photographie à tours de bras la famille sur fond de manif.

On dirait un film de sciences naturelles sur la naissance de la démocratie. Le poussin vient de casser la coquille, se hasarde au grand vent, mais un rien peut encore le tuer, car à la tribune comme dans cette foule, on patauge dans la confusion. Ces députés dits (à tort) radicaux avaient fondé, l'année dernière, leur groupe interrégional, pour se serrer les coudes face aux élus de l'appareil et lutter ensemble pour le passage de la démocratisation à la démocratie.

Aujourd'hui que M. Gorbatchev a arraché au comité central l'abrogation du rôle dirigeant du parti et que le pluripartisme est déjà devenu réalité, il faudrait qu'ils deviennent une véritable opposition, avancent des idées, formulent des propositions de solutions aux crises du pays. Or ils n'en ont pas beaucoup plus que le pouvoir, et leur unité date déjà d'une autre période.

Ce qu'ils sentent en revanche beaucoup mieux que le pouvoir, c'est que le rejet du Parti communiste, démocratisé ou pas, ne cesse partout de monter. Après tout, ce parti dit lui-même que tous ses anciens dogmes étaient pernicieux et que l'URSS est dans un état catastrophique. C'est donc qu'il a échoué. C'est donc, si c'est la démocratie, qu'il doit céder la place, et ce qui fait recette dans les discours et les slogans, c'est l'anticommunisme et les attaques contre le parti – bureau politique et Gorbatchev compris.

La faiblesse de l'opposition

Les députés savent, eux, qu'il ne faut surtout pas s'en prendre à M. Gorbatchev ou au parti en tant que tel, car il ne faut ni exciter la rage d'un appareil encore en place jusqu'à l'été ni en déstabiliser le dompteur. Alors ils disent « oui » au régime présidentiel et au président Gorbatchev, mais uniquement s'il se fait élire au suffrage universel sans lequel, proclament les banderoles, il deviendrait un *« dictateur »* – un *« Staline éclairé »*, entend-on de la tribune. Ils plaident pour le compromis mais ne veulent pas le négocier au sein du Parlement, plutôt autour d'une table ronde dont ils ne savent pas définir les objectifs.

Rien de tout cela ne passe. Aux demi-mesures qu'ils reprochent à M. Gorbatchev fait écho leur demi-réflexion et, faute de se voir ouvrir des perspectives, cette foule qu'ils drainent réclame des têtes et conspue la *« mafia du bureau politique »*.

Les partisans de M. Eltsine vantent à la fois son *« honnêteté »* et son... *« léninisme »*. On est près, très près, de ce *« tous pourris »* qui est l'antichambre des dictatures classiques, et il en faudrait peu pour que l'alliance nationalistes-conservateurs sache récupérer une bonne part de ce marais en fusion. Pour l'heure, M. Gorbatchev s'en tire mieux que bien. Le tir de barrage des mises en garde officielles a désamorcé, pour cette fois, les projets de provocation. Tout en ne violant pas le nouveau droit de manifestation, le secrétaire général a également montré sa capacité à maintenir l'ordre et empêché ces rassemblements de prendre une ampleur telle que tout l'échiquier politique en soit bouleversé.

Il va maintenant proposer que le président soit élu au suffrage universel, mais que cette fois-ci encore les pouvoirs présidentiels nouvelle manière lui soient confiés par le Congrès des députés. Ça grincera, mais ça devrait passer. La réalité du pouvoir sera ainsi transférée du bureau politique au président, du parti anciennement unique à l'Etat, et ce président, assisté d'un « conseil » en tout point semblable au Conseil national de sécurité américain, proposera le gouvernement à l'investiture parlementaire.

Beaucoup plus tôt qu'on ne parvient à l'imaginer, il pourra ainsi former, dès que besoin, un gouvernement de coalition – éventuellement même sans communistes – et/ou organiser des élections anticipées. Le mécanisme de gestion de la crise politique se met en place, mais il y manque une chose fondamentale qu'avait la Pologne, qu'avait la Tchécoslovaquie, qu'avait même la RDA et que n'avait pas la Roumanie : une opposition, prête à prendre la relève.

BERNARD GUETTA

(1) Nestor Makhno et Mikhaïl Bakounine étaient des révolutionnaires anarchistes. Ukrainien, Makhno fut l'un des précurseurs de la guerre de guerilla.

A la fin des années 70

M. Eltsine a fait détruire la maison où fut assassiné le tsar

Le chef de file des réformateurs soviétiques, M. Boris Eltsine, a avoué qu'il avait, comme premier secrétaire du parti à Sverdlovsk (ancienne Ekaterinburg), à la fin des années 70, exécuté une « instruction secrète » du bureau politique exigeant la destruction de la maison où avait été assassiné le tsar Nicolas II et sa famille, en 1918.

« Les gens venaient regarder la maison... non pas, je crois, par sentiment monarchiste, ni par volonté de ramener un tsar au pouvoir, mais par curiosité, compassion et hommage à la mémoire (des membres de la famille impériale assassinés). *Attirés par la terrible tragédie qui s'y était produite en 1918, les gens venaient regarder à travers les fenêtres de la vieille maison, où se tenaient là, simplement, en silence »*, raconte M. Eltsine dans ses mémoires, dont le *Sunday Times* a publié des extraits dimanche 25 février.

« Moscou a fini par apprendre qu'il y avait beaucoup de visiteurs devant la maison. J'ai reçu une lettre « secrète » m'ordonnant de (la) *détruire*, poursuit-il. *Quelques jours plus tard, des engins de chantiers étaient sur les lieux, de nuit, et le lendemain matin il ne restait plus rien du bâtiment. Le site fut recouvert d'asphalte »*.

Bulgarie : Vaste rassemblement de protestation à Sofia

« A bas le Parti communiste ! », « Démocratie, transparence, multipartisme ! », « Un tribunal pour juger les anciens dirigeants ! », Assez de cauchemars ! »

C'est en scandant ces slogans que des dizaines de milliers de personnes (les estimations varient entre 50 000 et 200 000) ont participé, dimanche 25 février à Sofia, à un vaste rassemblement de protestation contre le Parti communiste bulgare (PCB).

Cette manifestation, qui a eu lieu devant le siège du PC, était de loin la plus massive depuis la chute du régime totalitaire de Todor Jivkov, le 10 novembre dernier. Elle était organisée par l'Union des forces démocratiques (UFD), qui regroupe, sous la présidence de M. Jelio Jelev, les treize principaux partis et mouvements d'opposition.

L'UFD reproche notamment aux nouveaux dirigeants de tarder à effectuer les réformes économiques annoncées. Elle réclame une nouvelle Constitution *« désidéologisée »* et demande que les élections libres, prévues pour mai, se déroulent dans des conditions équitables pour toutes les forces politiques qui présenteront des candidats.

Dans une résolution adoptée lors de la manifestation de dimanche, l'UFD propose, dans un *« programme préélectoral »*, un renforcement des relations de la Bulgarie avec l'Europe occidentale, un sommet balkanique dans les prochains mois, un développement de l'économie sur la base de la propriété privée et de la libre concurrence.

L'opposition se félicite néanmoins des mesures prises vendredi dernier par le conseil suprême (ex-comité central) du Parti communiste, en particulier la décision, jugée *« raisonnable »*, de supprimer les cellules du PCB sur les lieux de travail. Cette question bloquait les travaux de la table ronde gouvernement-opposition sur l'avenir de la Bulgarie, suspendus le 12 février. – *(Reuter, AFP.)*

TCHÉCOSLOVAQUIE

La visite du président Havel à Moscou coïncide avec le début du retrait des forces soviétiques

Le président tchécoslovaque Vaclav Havel était attendu lundi 26 février à Moscou, où il devrait signer un accord sur le retrait des troupes soviétiques de son pays, rencontrer M. Mikhaïl Gorbatchev et prononcer un discours, mardi, devant le Soviet suprême.

Les premières unités de l'armée soviétique, dont les effectifs depuis 1968 sont de quelque 75 000 hommes, devaient commencer à quitter le territoire tchécoslovaque lundi par le train.

Au cours d'une visite organisée samedi pour la presse à Milovice, quartier général des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie, le général Edouard Vorobiov, commandant en chef de ces forces, a déclaré que le retrait serait terminé *« dans le courant de 1991 »*.

L'opération, a-t-il précisé, se déroulera *« en trois phases, la première d'ici au 31 mai, la deuxième d'ici à la fin de l'année et la troisième courant 1991 »*. Le général soviétique a ajouté que, dans la première phase du retrait, douze des soixante-quatre garnisons soviétiques seraient évacuées. Le président Havel, tout juste de retour des Etats-Unis, a été chaleureusement acclamé dimanche par plusieurs dizaines de milliers de Praguois lors d'un meeting commémorant le « coup de Prague », la prise du pouvoir par les communistes, le 25 février 1948.

Implacable réquisitoire

Depuis ce même balcon du palais Kinsky, place de la Vieille-Ville, d'où le président Klement Gottwald avait annoncé l'événement, M. Havel a dénoncé ce *« coup d'Etat »* et dressé un implacable réquisitoire contre quarante-deux ans de régime communiste.

Non loin de là, place Venceslas, le Parti socialiste réunissait aussi plusieurs dizaines de milliers de personnes pour la même occasion. M. Jan Skoda, le président du PST, y a souhaité *« longue vie à la République de Havel et de Masaryk »* (fondateur et premier président de l'Etat tchécoslovaque).

A Bratislava, des dizaines de milliers de Slovaques ont commémoré le « coup de Prague » en présence d'Alexandre Dubcek, aujourd'hui président du Parlement. – *(AFP, Reuter, UPI.)*



EUROPE

RDA : bien qu'il se situe « au-dessus des partis »

M. Hans Modrow dirigera la liste de l'ancien PC aux élections du 18 mars

Après avoir longtemps hésité, *le premier ministre est-allemand*, M. Hans Modrow, a finalement accepté, dimanche 25 février, d'être la tête de liste du Parti du socialisme démocratique (ex-communiste) pour la campagne électorale. Le chef du gouvernement, qui a été élu président d'honneur du parti, sera candidat, non pas dans le district de Dresde où il dirigeait le SED jusqu'en décembre, mais dans sa région natale du Nouveau-Brandebourg, à la frontière avec la Pologne.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Lors de la mini-crise gouvernementale de fin janvier, résolue par la constitution d'un cabinet de « responsabilité nationale » élargi aux partis d'opposition, M. Modrow s'était engagé à diriger le gouvernement en se plaçant au-dessus des partis et s'est longuement défendu de vouloir changer de cap.

Son engagement dans la campagne électorale devrait se limiter à un ou deux grands meetings. M. Modrow n'ignorait pas cependant qu'il risquait d'être attaqué pour cette décision, dès ce lundi, lors de la réunion hebdomadaire de la table ronde. Mais plusieurs des membres de son gouvernement sont eux aussi aujourd'hui tête de liste de leurs partis respectifs.

Le président du Parti chrétien-démocrate, M. Lothar De Maiziere, a ainsi été désigné officiellement dimanche par le comité directeur de la CDU. La décision du premier ministre a été accueillie avec des acclamations par le congrès de l'ex-Parti communiste qui était réuni ce week-end à Berlin-Est pour entériner la transformation définitive de l'ancien Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) en Parti du socialisme démocratique (PSD). M. Modrow avait à l'ouverture de la réunion été déchargé, à sa demande, de toutes ses fonctions dans le parti, dont il était encore jusque-là vice-président.

Le premier ministre constitue pour le PSD un atout important dans la campagne électorale. Trois mois après avoir pris la tête du gouvernement, et malgré toutes les critiques dont il a été l'objet en raison de la lenteur des réformes entreprises sur le plan économique, il reste de loin la personne la plus populaire du pays.

Après l'effondrement du système communiste, le parti espère avoir atteint aujourd'hui le fond du gouffre. Il revendique encore 650 000 militants. C'est loin sans doute des 2,3 millions de membres qu'il avait encore en septembre, mais c'est un nombre suffisant pour défendre chèrement ses chances lors des élections. Les sondages le créditent encore d'un peu plus de 10 % des intentions de vote, loin, il est vrai, derrière le Parti social-démocrate, qui caracole en tête et est actuellement le mieux placé pour diriger un futur gouvernement de RDA.

La place Karl-Marx de Leipzig, où se sont déroulées toutes les grandes manifestations qui ont ponctué, chaque lundi, depuis le mois d'octobre, l'évolution de la situation politique en RDA, avait une dernière fois fait le plein dimanche pour la clôture du congrès des sociaux-démocrates. Près de 200 000 personnes sont venues écouter l'orateur-vedette, M. Willy Brandt. Déjà président d'honneur du Parti social-démocrate de l'*Ouest*, *l'ex-chancelier*, qui avait négocié au début des années 70 les traités avec l'Est et la RDA, a été élu samedi, symboliquement, président d'honneur du Parti social-démocrate de l'Est, réuni à Leipzig pour son premier grand congrès.

Le plan du SPD-Est pour la réunification

Le SPD de RDA a adopté dimanche 25 février une plate-forme électorale qui contient notamment un plan détaillé de la manière dont le parti envisage les différentes étapes vers l'unité allemande après les élections. Ce plan prévoit que le premier Parlement libre de la RDA se prononce officiellement, aussitôt après sa constitution, pour l'objectif de l'unité allemande et la création d'un Etat fédéral.

En avril, des négociations devraient s'ouvrir entre les deux gouvernements allemands pour établir un calendrier contraignant fixant les étapes vers l'unification et la création de commissions mixtes chargées des principaux dossiers. Dans le même temps, la RDA se doterait d'un système fédéral à l'image de la RFA, en rétablissant ses six anciens Lander (dont Berlin).

En avril -mai, serait constitué un « Conseil de l'unité allemande », composé à parité de députés des deux Parlements. Il aurait pour mission d'élaborer une nouvelle Constitution pour la future Allemagne unifiée, dérivée de l'actuelle Loi fondamentale de la République fédérale. Le plan, qui ne fixe pas de durée pour le processus, prévoit l'élection d'un Parlement unique dans les deux Allemagnes, après l'adoption de cette Constitution.

Parallèlement aux négociations interallemandes, le Parti social-démocrate de RDA demande qu'aussitôt après les élections du 18 mars les deux Parlements reconnaissent officiellement les frontières de la future Allemagne, notamment celle avec la Pologne. Il suggère que la conférence prévue entre les deux gouvernements allemands et les quatre puissances garantes du statut actuel de l'Allemagne (Etats-Unis, URSS, France, Grande-Bretagne) se réunisse en avril.

Contrairement à l'actuel gouvernement chrétien-démocrate du chancelier Kohl, le SPD est-allemand se prononce pour la participation des pays voisins à cette conférence. Enfin, le plan prévoit la convocation pour l'automne de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui serait notamment chargée de substituer à l'actuel système des blocs militaires *« un nouvel ordre de sécurité en Europe »* .

HENRI DE BRESSON

□ **M. Honecker accusé d'avoir détourné des dizaines de millions de dollars.** – La justice est-allemande a annoncé, dimanche 25 février, qu'elle accusait l'ancien numéro un, M. Erich Honecker, d'avoir détourné à son profit des dizaines de millions de dollars versés par la RFA à la RDA pour acheter la libération de prisonniers politiques . Confirmant des informations *diffusées la* veille par l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*, le parquet général de RDA a précisé à ADN que M. Honecker, soixante-dix sept ans, était soupçonné d'avoir viré sur un compte est-berlinois accessible à lui seul une somme de 75 millions de deutschemarks (255 millions de francs). – *(AFP.)*

ASIE

VIETNAM : les réactions aux événements d'Europe de l'Est

« C'est leur affaire, pas la nôtre »

nous déclare le général Giap

HANOI

de notre envoyé spécial

« On veut toujours aller trop vite... C'est aux prises avec la réalité qu'on se rend compte de ses erreurs... Nous ne sommes pas très forts dans le domaine des pronostics. On voyait venir les changements en Europe orientale, mais pas à ce rythme-là, pas avec cette rapidité vertigineuse. » L'homme, à soixante-dix-neuf ans, a plus que jamais le sens de la formule et le goût de la sentence. Droit dans son uniforme de général d'armée, Vo Nguyên Giap a la repartie rapide et connaît trop bien la langue française pour ne pas se défaire habilement des questions trop gênantes. Surtout, il a choisi de prendre du champ, mêlant sa préoccupation du jour – *« la stratégie du développement »* – à la réflexion sur l'histoire du Vietnam et aux souvenirs, toujours alertes, des grands moments qu'il a lui-même vécus.

« Je suis de très près ce qui se passe en Europe orientale, mais c'est leur affaire, pas la nôtre. Si on fait bien les choses, si on a une politique juste, tout va bien. Sinon, ça ne marche pas. Les causes externes des événements ne sont pas l'essentiel », rétorque-t-il quand on lui demande l'effet des bouleversements récents en Europe de l'Est sur les autres régimes socialistes. Et, pour la dixième fois, il rappelle ce qu'il qualifie de cause juste : *« L'indépendance nationale et le socialisme. » « Le président Ho Chi Minh,* ajoute-t-il, *disait que, quand le peuple n'est pas encore complètement libre et n'a pas encore le bonheur, l'indépendance n'est pas totale. »* Et de conclure : *« Voilà ce que nous n'avons pas encore entièrement accompli. »*

Tout en demeurant vice-premier ministre et membre du comité central du PCV, le général Giap ne siège plus au bureau politique depuis 1982. Mais le vainqueur de Dien-Bien-Phu demeure un monstre sacré au Vietnam. Il élude les questions sur le pluralisme politique ou le pluripartisme. *« L'avenir n'appartient à personne »*, dit-il. Ou encore : *« On veut toujours aller trop vite. »* Mais, au passage, il lâche quelques petites phrases comme celle-ci : *« Il faut une véritable démocratie pour que le peuple soit complètement libre. »* On peut en tirer ce que l'on veut.

Pour les raisons qu'on imagine volontiers, le général Giap estime qu'il a vécu le *« grand moment »* de l'histoire du Vietnam, *« la lutte pour l'indépendance et l'unité »* contre les Japonais, puis les Français et, enfin, les Américains. Tout est donc possible pour le *« grand défi »* d'aujourd'hui : comment, avec un tel retard dû à la colonisation et à des décennies de guerre, rattraper le niveau moyen des pays développés ? *« Personnellement*, dit-il, *je suis plus ou moins rêveur. Du temps de la colonisation, avant la deuxième guerre mondiale, je rêvais d'indépendance et d'unité. Cela s'est réalisé. Aujourd'hui, je fais un nouveau rêve : que nous rattrapions, le plus vite possible, notre retard. Il n'y a pas de raison que ce rêve ne se réalise pas. » « On avance*, dit-il alors, *mais à un rythme encore insuffisant. »* Visiblement, à ses yeux, si la ligne est juste – *« indépendance nationale et socialisme »*, répète-t-il, – tous les défis peuvent être relevés.

JEAN-CLAUDE POMONTI

ITALIE : la mort de l'ancien président de la République

La joyeuse dignité de Sandro Pertini

Sandro Pertini est décédé dans la nuit du samedi 24 au dimanche 25 février, à Rome, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans. Membre du Parti socialiste italien, député, sénateur, puis président de la Chambre des députés, il fut président de la République de 1978 à 1985. Sandro Pertini était indiscutablement l'homme politique le plus respecté et le plus populaire d'Italie.

A quel chef s'apparentait-il ? Quel était son type politique ? Les politologues et les historiens seront impuissants sans doute à ramener le personnage de Sandro Pertini dans des normes. Et pour analyser en quoi ce septième président de la République italienne aura compté beaucoup plus que ses prédécesseurs, sans disposer de plus de pouvoirs ni interprétrer trop largement les textes constitutionnels, les commentateurs devront se borner à constater des faits qui ne seront généralement guère pris en compte par les constitutionnalistes. Ceux qui relèvent du tempérament.

La grande période de la vie publique de Sandro Pertini, un peu ménagée certes par le hasard et la lassitude, s'est ouverte le 8 juillet 1978 lorsque, par 832 voix sur 995 votants, le collège électoral des parlementaires et des délégués des régions l'envoya au Quirinal. Il avait quatre-vingt-deux ans. On le disait plutôt candide, voire naïf, et il en jouait. A la présidence de la Chambre des députés, entre 1968 et 1976, il avait fermement exercé son arbitrage. Devenu un symbole dès l'émigration antifasciste, il jouissait très largement de l'estime générale. Ce doyen n'avait jamais vu d'ennemis se lever devant ses ambitions demeurées sagement hors du champ du pouvoir véritable. Et son impeccable intégrité lui procurait le respect.

Elle en fit aussi un recours lorqu'il fallut liquider avant terme la regrettable magistrature du président Leone, élu en 1971, et, tout comme il était arrivé sur l'autre rive du Tibre, à Jean XXIII, élu « pape de transition » mais dont le règne amorça de profondes mutations, Sandro Pertini cantionna et facilita certainement les inévitables évolutions de la République.

Il ne s'était jamais pris pour un maître à penser, ni pour une illustration du droit, de l'histoire, de l'économie. Très attaché à ses racines de l'Italie provinciale, voire paysanne, il n'en était pas pour autant un provincial. Parlant très couramment le français depuis l'émigration, accoutumé à passer de fréquentes vacances dans son petit appartement de Nice, il était absolument dépourvu des sentiments ambigus – envie, passion et détestation mêlées – qui harcèlent tant d'hommes politiques italiens, lorsqu'ils ont affaire à la France.

Vibrant quand l'Italie vibrait

Son atout majeur – et la Constition ne l'interdit pas – consista à se faire aimer par ses compatriotes et à s'y complaire, sans redouter les contacts immédiats. Lorsqu'une catastrophe grande ou individuelle surgissait, Sandro Pertini était là dès la première heure, avec les secours,vibrant sans aucun calcul à ce pour quoi toute l'Italie vibrait : l'étouffement d'un enfant dans un puits, le tremblement de terre de l'Irpania, la victoire en Coupe du monde de football. En juin 1984, il se rend au chevet d'Enrico Berlinguer, qui vit ses dernières heures à Padoue, et ramène le corps du leader communiste à Rome dans l'avion présidentiel. N'ayant pas honte de ses larmes, ni crainte de prometre des mesures politiques qui débordaient peut-être sa compétence.

Ainsi rendit-il à la charge du chef de l'État un potentiel de respect et d'affection dont aucun de ses prédécesseurs n'avait jamais eu le secret, monarques ou présidents. Devant sa figure, le scepticisme renonçait, le cynisme se récusait, sauf dans la classe politique, trop habituée à supputer en termes de rentabilité les manifestations apparemment sentimentales.

Sa spontanéité pouvait être calibrée, et son penchant à faire des déclarations jugées intempestives, stimulées par le plaisir d'inquiéter son entourage, ne manquait pas d'être calculé. A plus d'une reprise, des propos reçus avec résignation, puis aussitôt oubliés par les responsables politiques, n'eurent qu'une seule importance, mais considérable sur le moment : apaiser l'opinion publique en lui montrant qu'au moins le chef de l'État partageait ses fureurs. Il servit ainsi de paratonnerre, fonction implicitement admise mais à laquelle nul responsable ne pouvait – et pour cause – rendre hommage.

C'est durant la présidence de Sandro Pertini, de 1978 à 1985, que l'hégémonie de la Démocratie chrétienne, ses trente ans de direction du gouvernement, s'interrompirent. Dans la limite du pouvoir, il sut à deux reprises refuser la dissolution du Parlement et le recours aux élections anticipées. *Il appela au pouvoir le premier* président du Conseil laïc, Giovanni Spadolini, secrétaire général du Parti républicain. Jamais il ne fut au Quirinal l'homme de son parti d'origine, le PS. Il entretint de bonnes relations personnelles avec tous les dirigeants du parti, rancunier seulement avec celui qui lui avait « manqué ».

L'ouverture des archives montrera probablement plus tard que chacune de ces grandes décisions qui orientèrent la vie politique intérieure, en particulier pendant les années de lutte contre le terrorisme, fut soigneusement dosée. La spontanéité de Sandro Pertini servait en fait des vœux, des conclusions, jugées nécessaires par ses interlocuteurs politiques responsables, mais dont aucun d'entre eux n'aurait eu le pouvoir – ou l'audace – de les traduire en faits. Son impulsion le permit plus d'une fois.

Loin donc d'outrepasser ses compétences, il assuma pleinement cette mission, plus affective que constitutionnelle, de porte-parole des Italiens et de polarisateur des grandes tendances que discernaient des dirigeants responsables. Serait-ce une tare pour un chef d'État que d'être aimé parce qu'il sait l'art et le courage de parler à temps et à contre-temps, surtout lorsque ce contre-temps se révèle le fruit d'un juste calcul ?

Quelles que soient les injustices qui risquent de le frapper, lorsqu'on évaluera sa place dans l'histoire de la République italienne, car d'autres tireront à eux quelques-uns de ses mérites, une qualité demeurera attachée à la personnalité de Sandro Pertini : la dignité personnifiée, la dignité heureuse.

JACQUES NOBÉCOURT

[Né à Stella, dans la banlieue de Gênes, le 25 septembre 1896, d'une famille bourgeoise, avocat, Sandro Pertini est lieutenant pendant la première guerre mondiale. Dès 1918, il adhère au parti socialiste. En 1925, il est condamné pour une libelle antifasciste. L'année suivante, il participe à l'évasion vers la Corse de son maître à penser, Filippo Turati, grand doctrinaire du socialisme italien. Après dix mois de prison, il s'exile en France. Sous le pseudonyme de Jean Gauvin, il est laveur de voitures à Levallois-Perret, maçon à Nice. Et, ne supportant pas l'exil, il revient en Italie en 1927. Capturé, il est condamné à quinze ans de détention. Au bout de sept ans, il est relégué dans les îles jusqu'à la libération, en août 1943.

Aussitôt, il aide Pietro Nenni à reconstituer le parti socialiste et organise des groupes armés de partisans. A la tête de l'un d'entre eux, il se bat dans Rome contre les Allemands le 8 septembre 1943. Arrêté à l'automne par les S.S., il s'évade de la prison de Rome en compagnie de Giuseppe Saragat, gagne Milan, y dirige le parti *socialiste. Il est décoré de la médaille* d'or de la valeur militaire.

Dès lors, dans l'Italie d'après guerre, monarchiste puis républicaine, il n'occupera jamais de fonctions dirigeantes au parti socialiste, sauf la direction de l'*Avanti* à deux reprises. Réélu sans interruption depuis 1953 comme député de Gênes-Savone, il sera vice-président (1963) puis président de la Chambre (1968-1976). Porté à la présidence de la République, fonction qu'il exercera de 1978 à 1985, par une estime unanime, il sera un modèle d'intégrité et de franchise. Ses relations personnelles privilégiées avec la France (il se rendait souvent à Nice) l'amèneront à se féliciter publiquement de la victoire socialiste du 10 mai 1981, mais il ne laissera pas ignorer à Rome qu'il appréciait fort peu les comportements souverains et nationalistes tant de M. Giscard d'Estaing que de M. François Mitterrand.]

GRÈCE

Pas de résultat au second tour de l'élection présidentielle

Les trois cents députés du Parlement monocaméral grec n'ont pas pu élire un nouveau chef de l'Etat, dimanche, au deuxième tour de scrutin. Aucun des deux candidats en lice – M. Christos Sartzétakis, président sortant, et M. Ioannis Alévras, socialiste – n'a obtenu la majorité nécessaire de deux cents voix.

M. Sartzétakis, soutenu au deuxième tour uniquement par la Coalition de gauche et du progrès, dominée par les communistes, n'a recueilli que les vingt et un suffrages dont dispose cette formation.

M. Yannis Alévras, qui a été proposé à ce poste par l'ancien Premier ministre socialiste, M. Andréas Papandréou, a obtenu 127 voix (126 députés socialistes et un indépendant).

Les conservateurs de la Nouvelle Démocratie (148 députés) se sont de nouveau abstenus, comme ils avaient décidé de le faire après le refus de l'ancien président Constantin Caramanlis (1980- 1985) d'être de nouveau candidat.

Le troisième tour de scrutin doit avoir lieu le 3 mars. Une majorité des trois cinquièmes (180 députés) sera alors requise, mais ce seuil est encore trop élevé pour qu'un candidat puisse être élu. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Les motifs de l'attaque contre le ferry Larnaca-Jounieh demeurent mystérieux

Le mystère entourait toujours dimanche les motifs de l'attaque sanglante, samedi 24 février, contre un navire civil transportant des passagers de Chypre vers le « pays chrétien » au Liban, et qui a fait un tué et 25 blessés libanais. L'identité des agresseurs, que plusieurs sources ont reconnus comme étant des Syriens, n'a pu être confirmée officiellement.

Selon la police chypriote et le témoignage de plusieurs passagers, c'est une vedette de la marine syrienne qui a tiré samedi à l'aube en direction du ferry *Baroness*, à bord duquel se trouvaient 61 passagers et 50 membres d'équipage, alors qu'il se trouvait à 30 milles des côtes libanaises.

Des membres de l'équipage ont confirmé que la vedette s'était d'abord approché du *Baroness*, comme pour vérifier l'identité des passagers ou la nature de sa cargaison. Après avoir suivi le ferry sans décliner son identité, la vedette lui a donné, par porte-voix, l'ordre de stopper. Au lieu de s'arrêter, le ferry a aussitôt fait demi-tour vers Chypre, et c'est à ce moment-là que l'attaque s'est produite. Selon eux, le drapeau syrien flottait sur la vedette au début de son intervention et avait ensuite été retiré.

Les motifs de cette attaque ne semblent toutefois pas claires. Plusieurs hypothèses peuvent être retenues : « bavure » syrienne ou volonté de Damas d'interrompre les liaisons entre Chypre et le « pays chrétien ». L'agence officielle syrienne SANA, citant *« la presse étrangère »*, affirmait samedi soir que le général libanais Michel Aoun *« est derrière cette action criminelle »*, rejoignant ainsi l'hypothèse de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL), qui, après avoir affirmé samedi que la marine syrienne avait ouvert le feu contre le navire, accusait dimanche le général Michel Aoun de *« collusion »* avec Damas pour imposer un blocus maritime aux régions tenues par les FL. Le port de Jounieh, où devait accoster le ferry *Baroness*, est contrôlé par cette milice. Une source de l'armée du général Aoun a déclaré samedi ne pas être concernée par cet incident, dans la mesure où le port de Jounieh est hors du contrôle de l'armée. – *(AFP.)*

OCÉANIE

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Espoir de cessez-le-feu à Bougainville

CANBERRA

de notre correspondant dans le Pacifique Sud

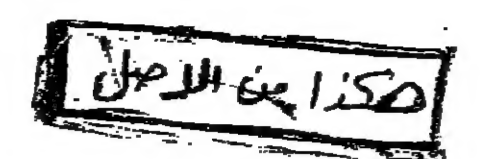
Après quatorze mois d'affrontements qui ont coûté la vie à une centaine de personnes, le gouvernement de Papouasie - Nouvelle-Guinée et les séparatistes de l'île de Bougainville semblent s'orienter vers des négociations.

Dernier en date d'une récente série de gestes d'apaisement, le premier ministre papou, M. Rabbie Namaliu, a annoncé, dimanche 25 février, que Port-Moresby suspendait ses opérations sur l'île *insurgée. Ce « gel »* d'une intervention militaire, dont la brutalité n'a pas peu contribué à exacerber les sentiments indépendantistes des habitants de Bougainville, est présenté comme *une première étape vers un cessez-le-feu.*

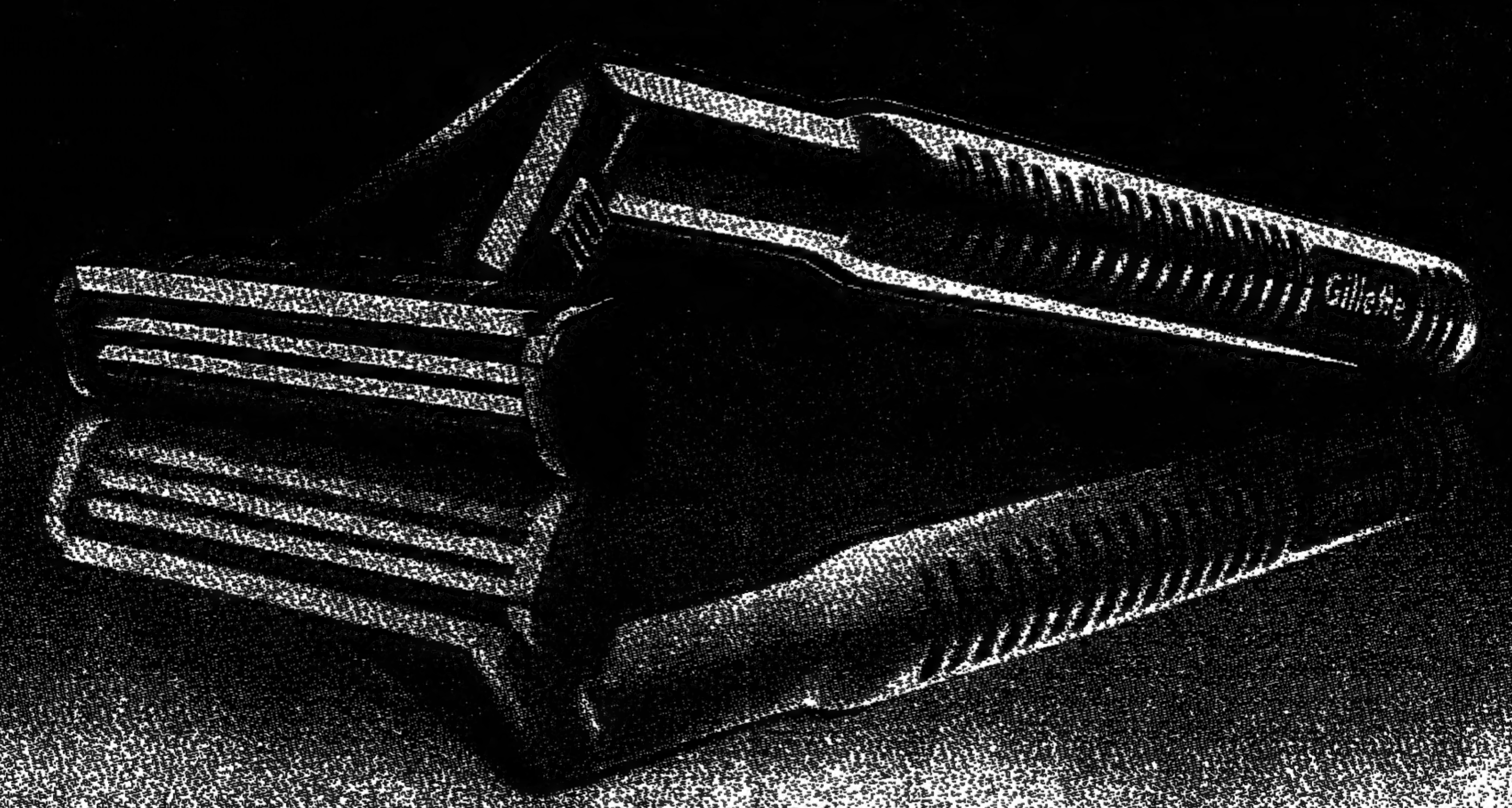
Le contenu des négociations à venir n'est pour l'instant pas très clair. Depuis qu'ils ont pris le maquis, les séparatistes n'ont cessé de poser trois préalables à tout règlement du conflit : indemnisation des ravages écologiques causés par la société minière Bougainville Copper Ldt (BCL), retrait des forces armées de l'île, référendum sur l'indépendance.

Si un compromis est envisageable sur les deux premières exigences, l'impasse risque de persister sur tout processus de sécession d'une province économiquement vitale au pays. A moins que les deux parties ne s'accordent sur une formule d'autonomie, déjà à l'étude dans les milieux modérés de Bougainville.

FRÉDÉRIC BOBIN



Gillette va changer à jamais la façon dont vous vous rasez.

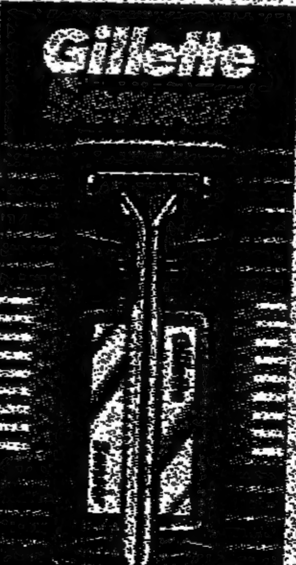


L'extraordinaire Gillette Sensor.

Le nouveau système de rasage Sensor détecte en permanence les moindres courbes et détails de votre visage et s'y adapte automatiquement.

Pour le plus précis, le plus doux, le plus sûr des rasages.

Pour un rasage à la perfection.



Gillette®

La Perfection au Masculin™

AMÉRIQUES

Les élections au Nicaragua

Mme Violeta Chamorro : veuve courage

MANAGUA

de notre correspondant en amérique centrale

« J'ai toujours milité pour mon mari », reconnaît la veuve de Pedro Joaquin Chamorro pour expliquer qu'elle n'a pas de position idéologique très définie, si ce n'est son anticommunisme viscéral et une fidélité absolue aux idées de feu son mari. Depuis son mariage en 1950 avec le directeur de *la Prensa* et jusqu'à l'assassinat de celui-ci, Violeta Chamorro l'avait suivi dans ses combats contre la dictature des Somoza sans y participer directement. Elle l'avait accompagné en exil au Costa-Rica et attendu patiemment lors de ses séjours en prison. Sa mort, le 10 janvier 1978, allait faire basculer la vie de « Violeta » comme on l'appelle généralement au Nicaragua.

« Mon histoire ressemble à celle de Corazon Aquino », dit-elle. *Son mari a été tué par la dictature et elle est devenue un symbole de la lutte pour la démocratie. Quand j'ai vu son histoire à la télévision américaine, j'ai pleuré. »* L'opposition nicaraguayenne et ses alliés américains ont très vite vu tout le parti qu'ils pouvaient tirer de ce parallèle. Mme Chamorro a donc tout naturellement été désignée à la tête de l'Union nationale d'opposition (UNO).

A la tête de « la Prensa »

Avant de devenir le symbole de la lutte contre le régime actuel, elle avait collaboré avec les sandinistes pour accélérer la chute de Somoza. Le 19 juillet 1979, elle entrait à Managua avec les autres membres de la junte révolutionnaire qui venait de prendre le pouvoir.

« J'ai été trompée par les sandinistes, dit-elle aujourd'hui. *Ils m'ont utilisée. Ils avaient besoin de la caution des Chamorro pour installer un régime communiste. »* Les Chamorro ont traditionnellement joué un rôle important dans la vie politique nicaraguayenne à la tête du Parti conservateur. Cinq membres de la famille ont occupé les fonctions de président de la République avant l'arrivée au pouvoir, en 1936, de la dynastie des Somoza.

Dans un premier temps, Mme Chamorro accepte de signer les décrets expropriant les grands producteurs et nationalisant la banque. Mais, très vite, en avril 1980, elle démissionne de la junte de gouvernement et reprend en main le journal de son mari, *la Prensa*, qui durcit le ton à l'égard des sandinistes . Le seul quotidien d'opposition du pays est l'objet de plus de quarante interdictions temporaires



et d'une suspension de quinze mois (1986-1987). Depuis qu'il a repris sa publication, le journal est devenu l'ennemi implacable du gouvernement, accusé, parfois injustement et sans preuves, de tous les excès.

En fait, Mme Chamorro ne s'est jamais vraiment occupée de *la Prensa*, préférant confier la rédaction en chef à sa fille, Cristiana. Son plus jeune fils, Carlos Fernando, dirige le quotidien du Front sandiniste, *Barricada*. Le plus âgé, Pedro Joaquin, a été membre de la Contra, la guérilla antisandiniste. Une autre fille, Claudia, appartient au corps diplomatique et milite avec les sandinistes.

« Les divergences politiques ne nous ont pas éloignés les uns des autres, dit Mme Chamorro à propos de ses enfants. *On ne parle tout simplement pas de politique quand ils viennent à la maison. »*. *Barricada* a publié le jour du scrutin un texte de Claudia intitulé : « Les ennemis de mon père sont au sein de l'UNO ». Elle accuse l'opposition d'être au service de « la politique des Etats-Unis » et de *« représenter les intérêts du passé, l'oppression et la justice »*. Mais, reconnaît-elle, *« Il y a des exceptions »* et *« je ne doute absolument pas des convictions démocratiques de ma mère »* .

En cherchant à faire la différence entre l'UNO et sa candidate, les sandinistes montrent à quel point ils sont embarrassés. M. Ortega avait dit que personne n'était *« intouchable »* et que Mme Chamorro ne pouvait revendiquer pour elle seule le *« martyr »* de son mari. Il s'est vite rendu compte que les attaques contre « Violeta » ne faisaient qu'accroître sa popularité auprès du peuple, qui en a fait un symbole.

Une culture politique limitée

« Elle se prend pour la Vierge », constater un des neuf commandants de la révolution, Tomas Borge. Les sandinistes sont visiblement agacés par cette dame de soixante ans à la chevelure blanche et aux traits fins qui s'habille tout en blanc et a fait campagne dans un fauteuil après *s'être cassé une jambe*. Rares sont ceux qui osent la ridiculiser comme cette journaliste sandiniste disant : *« Elle a l'air d'une grand-mère indignée et impuissante qui pousse des petits cris aigus. »*

Le succès de la campagne de Mme Chamorro ne peut s'expliquer que par l'état de désespoir des Nicaraguayens, qui sont à la recherche d'un sauveur. Elle admet elle-même qu'elle n'a pas les qualités d'un chef d'Etat et qu'elle n'est pas préparée à exercer de telles fonctions. *« Ronald Reagan l'était-il davantage ? »*, disent ses amis. Sa culture politique est très limitée et elle reconnaît qu'elle ne lit jamais. Tous ses discours, qu'elle délivre péniblement, sont préparés par son entourage, mais dans celui-ci se trouvent des hommes d'expérience, comme Alfredo Cesar, ancien membre du gouvernement sandiniste passé à l'opposition.

B. L. G.

M. Daniel Ortega : la transfiguration d'un pragmatique

MANAGUA

de notre correspondant en amérique centrale

La campagne électorale a eu raison des éternels uniformes militaires que le commandant Daniel Ortega arborait depuis plus de dix ans. Les « conseillers en images » – des Français, des Espagnols et des Américains – ont réussi à convaincre le président qu'il devait changer son allure pour séduire des électeurs de plus en plus indisposés par le militarisme.

« Le moment est venu de ranger les vêtements vert olive et de travailler pour la reconstruction et la paix », disait la semaine dernière le candidat du Front sandiniste de libération nationale. Autrefois, ajoutait-il, il aimait les blue-jeans et les chemises fantaisie pour aller danser. Mais son engagement politique dès l'âge de quinze ans, en 1960, ne lui avait plus permis de s'amuser avec les adolescents de sa génération. Il connaît déjà la prison à cette époque pour sa participation à des manifestations contre la dictature des Somoza.

En 1963, il rencontre un des fondateurs du FSLN, Carlos Fonseca, qui le convainc de se joindre à la lutte armée. Il participe à des opérations de guérilla urbaine, en particulier à l'assassinat d'un membre de la police politique en 1967 . Arrêté, il passera sept ans dans les geôles de la dictature et sera relâché, en 1974, dans le cadre d'un échange de prisonniers à la suite de la prise en otage d'un homme d'affaires important. Il part ensuite pour Cuba et crée en 1977, avec son frère Humberto (ministre de la défense dans le gouvernement actuel), la tendance « tercériste » au sein du FSLN, où coexistent déjà les tenants de la *« guerre populaire prolongée »* et de l'aile « prolétarienne ». Les tercéristes se disent sociaux-démocrates pour faciliter des alliances avec la bourgeoisie qui souhaite le renversement de la dictature . C'est le début du grand malentendu qui fera éclater l'alliance après la prise du pouvoir en juillet 1979.

Nationaliste, social-démocrate, marxiste-léniniste... Daniel Ortega a évolué en fonction des circonstances. Aujourd'hui, il *définit le sandinisme comme* étant le marxisme appliqué au Nicaragua. En fait, même ses adversaires le reconnaissent, il est avant tout un pragmatique,



qui n'a pas hésité à trahir tout récemment son père spirituel, le président Fidel Castro.

Vedette de la chanson...

Au cours des premières années de la révolution, Daniel Ortega imitait « Fidel » à tous points de vue : l'uniforme, les discours interminables – sans *les qualités oratoires de son* modèle – et l'application mécanique des formes d'organisations politiques tels les comités de défense sandinistes (CDS) calqués sur les comités de défense de la révolution cubaine. Seule différence notoire – mais elle aurait pu être gommée si le régime sandiniste n'avait pas été confronté à la guerre : le maintien *du pluripartisme* – très relatif – et d'un secteur privé important.

L'adoption d'un plan économique inspiré par le Fonds monétaire international et l'organisation d'élections *démocratiques* constituent un éloignement très net modèle cubain, au grand déplaisir de Fidel Castro. La « transfiguration » de Daniel Ortega et son nouvel attrait pour l'Eglise – il se fait photographier avec l'archevêque de Managua, ou allant communier – devraient consommer la rupture.

La nouvelle image du candidat du FSLN n'a plus rien à voir avec celle du guérillero qui n'a jamais eu le temps d'aller à l'université pour étudier le droit. Il a les cheveux courts et il a remplacé ses lunettes par des verres de contact. Il sait parler au peuple et a réussi à transformer ses discours indigestes en conversations animées avec son auditoire.

Les conseillers en images en ont cependant peut-être trop fait en transformant le guérillero en vedette de la chanson . La campagne électorale de Daniel Ortega a fini par ressembler de plus en plus aux conventions des partis américains, avec orchestre, distribution de tee-shirts et de casquettes aux couleurs du parti. Le président est devenu tout à la fois Chayanne – la vedette portoricaine de la chanson qui a beaucoup de succès en Amérique latine – et le *« coq aux ergots d'acier »* (1), le symbole macho traditionnel qui faisait contrepoint à l'image maternelle de « Violeta » .

B. L. G.

(1) Le coq de combat servait d'emblème au FSLN durant la campagne.

L'opposition revendique la victoire

Suite de la première page

La rareté des informations a provoqué un climat d'incertitude dans la population. La polarisation de l'opinion était telle dans ce pays, qui, en dix ans, a vécu une révolution et une guerre civile, que les risques de violence sont très élevés si le perdant refusait de reconnaître sa défaite. Au siège du Front sandiniste, où une grande fête était prévue pour célébrer la victoire tant annoncée, on sentait un profond désarroi chez les quelques hauts fonctionnaires qui osaient se montrer, mais refusaient tout commentaire.

Le climat était très différent au siège de l'UNO. Après quelques heures d'hésitation, les partisans de Mme Violeta Chamorro et de M. Virgilio Godoy, candidats à la présidence et à la vice-présidence, *sont arrivés* de plus en plus nombreux pour célébrer – au cri de *« Vive la démocratie »* – une victoire qui reste à confirmer. En cas de défaillance du Conseil électoral, les observateurs des Nations Unies, de l'Organisation des Etats américains et de l'Organisation des présidents librement élus, le groupe dirigé par M. Jimmy Carter, devront sans doute faire connaître leur propre estimation puisqu'ils détiennent des procès-verbaux de 10 % des bureaux de vote.

L'accord passé avec les autorités locales prévoit que les organismes internationaux ne peuvent publier leurs résultats avant le Conseil électoral. Il y a en effet *un précédent que personne ne* souhaite voir se répéter ici lorsque M. Carter avait dénoncé en mai dernier la fraude organisée au Panama par les partisans du général Noriega. Comme au Panama, où les problèmes avaient commencé après la fermeture des bureaux de vote, les élections se sont déroulées dans le plus grand calme en présence de plusieurs milliers d'observateurs et de journalistes.

Dès l'aube la population a voté massivement et dans l'ordre. L'UNO s'est d'ailleurs déclaré *« totalement satisfaite »* du déroulement du scrutin par la voix de l'un de ses porte-parole, M. Roberto Urroz. La participation aurait atteint 90 %, alors que lors des premières élections organisées par les sandinistes en 1984 elle n'avait été que de 76 %. Il est vrai qu'à l'époque les principaux partis d'opposition s'étaient retirés de l'élection.

A l'entrée des bureaux de vote des affiches rappelaient que le scrutin était *« secret »* et déciderait de l'avenir du pays . La veille, des milliers de personnes *avaient assisté* à des services religieux pour demander le « changement », c'est-à-dire la victoire de l'UNO, qui s'est engagée à redresser la situation économique catastrophique et à mettre fin à la guerre et donc au service militaire.

« Les sandinistes nous avaient promis en 1979 que tout irait mieux avec eux, rappelle une jeune femme d'un quartier pauvre de Managua. *Ils n'ont pas tenu parole, on veut qu'ils s'en aillent. »*. Le candidat à la vice-présidence, M. Virgilio Godoy ne disait pas autre chose quand il tentait d'expliquer le sentiment de la majorité silencieuse et de faire comprendre aux incrédules que le FSLN ne pouvait pas gagner une élection démocratique : *« Nous ne sommes pas un peuple de masochistes »* .

BERTRAND DE LA GRANGE

□ **COLOMBIE : libération des deux otages americains.** – La police colombienne a confirmé, dimanche 25 février, la libération des deux Américains enlevés la semaine dernière par les rebelles de l'Armée de libération nationale (ELN) pour protester contre la participation du président George Bush au sommet anti-drogue de Carthagène. Deux radios colombiennes avaient auparavant annoncé que l'industriel James Arthur Donnelly et l'enseignant David Leslie Kent avaient été relâchés samedi près de Cocorna, à 150 km au nord-ouest de Bogota. M. Donnelly a déclaré que lui-même et son compagnon avaient été bien traités pendant leur détention. – (*Reuter*.)

□ **PANAMA : Gel de deux cents comptes bancaires liés au cartel de Medellin.** – Le gouvernement panaméen a gelé plus de deux cents comptes bancaires qu'il pense liés à des membres du cartel de la drogue de Medellin et au général Noriega. Parmi ces comptes, découverts grâce à des informations du bureau américain de lutte anti-drogue, figureraient ceux de deux dirigeants du cartel, Gonzalez Gacha, tué l'an dernier par la police colombienne, et Eduardo Martinez, extradé aux Etats-Unis. Selon un responsable au ministère des affaires publiques, les sommes bloquées ne dépassent pas neuf millions de dollars. – (*Reuter*.)

ÉTATS-UNIS

Le général James Gavin est mort

Le général James Gavin, ambassadeur des Etats-Unis en France de 1961 à 1963, est mort, vendredi 23 février, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, dans les environs de Baltimore (Maryland).

[Né le 22 mars 1907 à New-York, James Maurice Gavin s'était engagé dans l'armée comme simple soldat à l'âge de dix-huit ans. Son ascension dans la carrière militaire fut très rapide : en 1943, il est le premier parachutiste américain à sauter sur la Sicile ; nommé général à l'âge de trente-sept ans, il débarque en Normandie le 6 juin 1944 à la tête de la 82e division aéroportée.

Après la guerre, bardé de décorations, il sert à Berlin et à Naples. Passionné par la guerre moderne, il se fait l'avocat des fusées. En 1957, il démissionne de son poste de chef d'état-major après avoir critiqué publiquement la politique de défense de son pays. Par la suite, il prendra parti contre la guerre du Vietnam. C'est John Kennedy qui l'avait nommé ambassadeur en France. Le général Gavin était l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Airborne Warfare*, *War and Peace in the Space Age*, ainsi que de mémoires, *On to Berlin*, publiés en 1978.]

DIPLOMATIE

La visite de M. Roland Dumas à Hanoï

« Retrouvailles » franco-vietnamiennes

A l'issue d'une visite officielle de trois jours au Vietnam, M. Roland Dumas devait quitter Ho-Chi-Minh-Ville, le lundi 26 février, pour Djakarta, où il fera, avant de regagner Paris mardi en fin de journée, une brève escale à l'occasion de l'ouverture d'une conférence régionale sur le Cambodge.

HO-CHI-MINH-VILLE

de notre envoyé spécial

Le ministre français des affaires étrangères aura vu beaucoup de monde en trois jours au Vietnam, du secrétaire général du PCV, M. Nguyen Van Linh, au premier ministre, M. Do Muoi, en passant par le chef du Conseil d'Etat, M. Vo Chi Cong, ou encore des personnalités historiques comme le général Vo Nguyen Giap ou l'ancien premier ministre Pham Van Dong. Il aura, en compagnie de son homologue vietnamien, M. Nguyen Co Thach, présidé la première « grande commission » de coopération bilatérale, visité une plate-forme pétrolière de Total dans la baie d'Along et offert un don du Trésor de 45 millions de francs.

Bref, les Vietnamiens ont déroulé le tapis rouge à l'occasion de la première visite d'un chef de la diplomatie française depuis sept ans, et M. Dumas, de son côté, en a tenu compte. Alors, pourquoi l'impression que cet exercice – avec la bonne volonté qu'on imagine de part et d'autre – a quand même connu des limites ?

Sur le Cambodge, quel que soit son sentiment, le ministre français a gardé, en tant que coprésident de la conférence de Paris sur ce conflit, quelque distance en rappelant, notamment, dans un discours à Hanoï, que le prince Sihanouk serait, en cas de règlement, le *« fédérateur de tous les Cambodgiens »*. Dans un régime de parti unique communiste, il n'a pas manqué de souhaiter que le *« renouveau »* – politique officielle depuis le VIe congrès, en décembre 1986, du PCV, – s'étende à *« d'autres secteurs »* que l'économie. Enfin, sans doute pour répondre par avance à ceux qui, en France, étaient hostiles à *cette visite*, il a déclaré que les questions de *« libertés religieuses »* et de *« droits de l'homme »* avaient été l'occasion d'échanges *« très utiles »*.

Le veto américano-japonais

Sur le plan bilatéral, M. Thach a sans doute le mieux résumé la situation en se félicitant des *« retrouvailles »* franco-vietnamiennes, tout en ajoutant qu'il éprouvait un *« sentiment mitigé »* car les choses, à ses yeux, ne vont pas assez vite. S'il est vrai, par exemple, que les Vietnamiens ont fait tout ce que leur demandait le FMI pour pouvoir bénéficier de crédits, les Français, qui les soutiennent dans cette affaire, n'ont toujours pas pu faire sauter le veto américano-japonais. Si les échanges entre la France et le Vietnam se multiplient, surtout depuis trois ans, et si la coopération entre les deux pays se renforce chaque jour, Paris n'a pas les moyens d'aider ce pays à se doter d'une infrastructure. La France n'en a sans doute pas davantage la volonté.

Il reste que le bilan de cette visite demeure globalement positif. Tout en ne se privant pas de commentaires qui n'ont pas forcément plu aux autorités vietnamiennes, M. Bernard Kouchner, qui accompagnait M. Dumas, est sans doute rentré dans leur jeu en se prononçant fermement contre les *rapatriements forcés* de « boat-people ». *« Il faut d'abord arrêter tout cela »*, a déclaré le secrétaire d'Etat l'action humanitaire après avoir rendu visite, à Haiphong, à d'anciens « boat-people » qui faisaient partie du groupe des cinquante et un rapatriés contre leur gré de Hongkong en décembre dernier. Cela ne fera sûrement pas plaisir aux Britanniques, alors que les Vietnamiens souhaitent que l'on traite le problème à la racine – l'aide au développement – plutôt que d'être associés à des marchandages peu glorieux.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : au cours d'un rassemblement à Durban

M. Nelson Mandela a de nouveau prôné la politique de la main tendue

La « Mandela Fever » est un peu retombée. Il y avait cependant, dimanche matin 25 février à Durban, sur les pelouses du King's Park, plus de cent mille personnes pour écouter le chef historique du Congrès national africain (ANC). Mais les organisateurs de ce rassemblement tablaient au moins sur le double. La foule était plus sage, moins enthousiaste qu'au Cap ou à Johannesburg il y a deux semaines.

DURBAN

de notre envoyé spécial

L'émotion des premiers jours de la libération s'est maintenant dissipée. Le « camarade Nelson » a même dû céder un instant le micro à un responsable local pour qu'il dissuade un bon groupe de jeunes spectateurs de quitter les lieux avant la fin de son discours.

Avant que le héros du jour ne fasse son apparition en compagnie de sa femme, l'inséparable Winnie, en tailleur kaki, un organisateur invite la foule à verser son obole pour aider à couvrir les frais de cette réunion dont le coût est estimé à 200 000 rands, soit 80 000 dollars. Mais où sont donc passés les millions de francs que plusieurs chaînes de télévision étrangères, américaines notamment, ont versés au comité d'accueil pour obtenir des entretiens « exclusifs » avec Nelson Mandela ?

Aujourd'hui, le « camarade Nelson » n'a pas la partie facile : venir ici, dans la province du Natal, parler de paix à des gens qui s'entretuent de belle manière depuis plus de trois ans ressemble à une gageure. Tout autre que lui se serait très probablement fait copieusement huer s'il avait tenu pareil discours. Dans les jours qui ont suivi sa libération, n'avait-on pas relevé sur place plus de soixante morts ? La veille de son passage à Durban, des tracts anonymes avaient appelé la population à provoquer des troubles et les forces de l'ordre avaient été mises en état d'alerte.

Nelson Mandela se trouve ici en pays zoulou, la plus importante ethnie du pays, dont l'ANC et l'Inkatha, le mouvement conservateur du chef Mangosuthu Buthelezi, se disputent les faveurs. *« Jetez à la mer vos fusils, vos couteaux, vos machettes »*, lance-t-il d'entrée de jeu à son auditoire. S'exprimant en anglais, il traduit aussitôt ses propos en dialecte local pour être sûr d'être bien compris et fait observer une minute de silence à l'intention des milliers de victimes de ces violences entre factions rivales. *« Si on ne met pas un terme à ces conflits fratricides,* ajoute-t-il, *c'est l'actuel processus de paix qui sera en danger. »*

Pour flatter son auditoire, Nelson Mandela rappelle l'*« héroïsme »* des guerriers zoulous qui, au siècle dernier, avaient combattu à armes inégales – javelots contre canons – les troupes britanniques et les avaient défaites. Mais il ne pouvait éviter non plus de rendre à dessein un hommage appuyé au roi des Zoulous, qui *« jouit du respect de ses sujets »*, ainsi qu'aux chefs traditionnels, pardonnant à ceux d'entre eux *« qui ont collaboré avec le régime, mais qui ont reconnu leur erreur »*.

Le « camarade Nelson » vole alors au secours des Indiens, dont le Natal est devenu la terre d'élection, mais qui, probablement par peur, ne se sont pas déplacés pour l'écouter. Ils entretiennent comme ailleurs en Afrique des relations difficiles avec les Noirs, qui leur reprochent leur arrivisme et leur opportunisme. Ils ont ainsi été maintes fois la cible de sanglants règlements de comptes.

Après la libération du chef historique de l'ANC, des magasins leur appartenant ont été mis à sac à Durban. *« Ceux qui ont commis ces violences sont des ennemis de notre mouvement de libération »*, car, explique l'orateur, *« il y a entre Noirs et Indiens soumis à une même oppression une longue tradition de coopération. »*

Cela dit, Nelson Mandela touche au vif du sujet, évoquant la bataille pour le pouvoir que se livrent sans prendre de gants l'ANC et l'Inkatha. Il ne nie pas qu'il y ait entre les deux organisations des *« différences fondamentales »* sur la manière de conduire le combat contre l'apartheid, puisque le chef Buthelezi, dont le nom est sifflé par l'assistance chaque fois que l'orateur le prononce, est hostile à la lutte armée, aux sanctions et aux théories socialistes.

« Un seul ennemi »

Il n'empêche que le « camarade Nelson » se félicite que l'Inkatha ait refusé de faire bande à part, de négocier un règlement séparé avec le gouvernement, *« ce qui a empêché celui-ci de perpétuer le système de l'apartheid »*. Il reconnaît *« le droit de toute organisation qui n'est pas raciste de participer à la vie politique »*, et *« de tendre la main de la paix »* au mouvement du chef Buthelezi, avec lequel il espère, dit-il, *« partager un jour la même tribune »*. Pour l'heure, révèle-t-il, rendez-vous a été convenu à une date proche, mais pas encore fixée, avec le roi des Zoulous.

Le fait que l'ANC soit *« la première force politique du pays »* lui confère une responsabilité particulière, à savoir *« unir le peuple »*, souligne Nelson Mandela. Il importe à ses yeux que le mouvement nationaliste se montre *« rigoureux »* dans ses analyses et *« lève ses contradictions internes »*. Il prêche pour la tolérance, met au passage en doute l'*« impartialité »* de la police sud-africaine et invite fermement les jeunes qui ne sont pas les derniers à faire le coup de feu à une *« parfaite discipline »*, car, insiste-t-il, *« nous avons tous un seul ennemi à combattre : un régime d'oppression »*.

« Enterrons le passé, donnons-nous la main », conclut le chef historique de l'ANC au milieu du brouhaha d'une foule qui commence à regagner ses townships autour de Durban et de Pietermaritzburg. Nelson Mandela a fait ce que ses amis et aussi ses adversaires politiques attendaient de lui. Il ne pouvait pas être plus clair et plus convaincant. C'est maintenant aux autres, c'est-à-dire ceux qui vivent sur le terrain, d'appliquer la leçon du maître.

L'avenir dira si le vieux lutteur, qui a ainsi mis directement son autorité en jeu, est sur la même longueur d'ondes que son peuple, dans la mesure où celui-ci a encore son mot à dire dans ce qui ressemble de plus en plus à une guerre de simples mafiosi.

JACQUES DE BARRIN

□ **SOUDAN : Détention d'un journaliste britannique à Khartoum.** – L'Institut international de la presse (IPI) de Londres a protesté samedi 24 février auprès du chef d'Etat soudanais, le général Omar Hassan Al-Bashir, contre la détention d'un journaliste, M. Julian Ozanne, à Khartoum.

M. Ozanne, correspondant des journaux britanniques *The Financial Times* et *The Sunday Correspondent*, basé à Nairobi (Kenya), a été arrêté mercredi dernier par les forces de sécurité soudanaises. Il avait interviewé mardi le chef de la sécurité soudanaise, le général Bakri Hassan Saleh. – *(AFP.)*

TUNISIE : de source gouvernementale

583 étudiants ont été interpellés la semaine dernière

TUNIS

de notre correspondant

A la suite des incidents qui se sont produits la semaine dernière dans les institutions universitaires (*le Monde* du 23 février), le mouvement islamique Ennahdha s'est solidarisé avec les revendications *« légitimes »* des étudiants et a dénoncé *« la vaste campagne répressive »* dont ils sont victimes.

Dans son communiqué diffusé le samedi 24 février, Ennahdha s'élève tout particulièrement contre le fait que les autorités *« se soient permis d'utiliser le service militaire comme moyen de châtiment, alors qu'il constitue un devoir national et non une méthode de règlement de compte »* et demande la libération rapide de tous ceux qui ont été enrôlés dans l'armée ou qui se trouvent en détention.

Selon les derniers chiffres publiés par le gouvernement, 583 étudiants ont été interpellés entre mardi et vendredi derniers. Parmi eux, 283 se sont vu retirer leur sursis militaire et ont été incorporés sur-le-champ ; 190 autres continuent à être interrogés *« pour les besoins de l'enquête »* et 110 ont été relâchés durant le week-end. Des parents ont contacté des journalistes étrangers pour leur faire part de leur inquiétude sur le sort de leurs enfants dont ils sont sans aucune nouvelle depuis leur interpellation.

Si le calme, qui paraît encore bien précaire, règne à nouveau dans les différentes universités, des grèves de cours sont encore signalées un peu partout.

MICHEL DEURÉ

COTE-D'IVOIRE : à Abidjan

Il ne faut pas confondre pluripartisme et démocratie estime M. Chirac

« On ne peut pas juger de la démocratie d'un pays par le fait qu'il a ou non un régime pluripartiste », a estimé M. Jacques Chirac à Abidjan, lors d'une conférence de presse à l'issue d'un colloque organisé dans la capitale ivoirienne par l'association internationale des maires francophones. *« Je pense,* a-t-il ajouté, *que les pays en développement doivent concentrer leurs efforts sur leur expansion économique, ce qui n'est pas toujours facile dans un système pluripartiste. Il y a des régimes de pluripartisme où la démocratie n'est pas respectée et des régimes de parti unique où la démocratie est parfaitement respectée, je pense à la Côte-d'Ivoire »*, a poursuivi le maire de Paris.

Pour l'ancien premier ministre, les Etats se répartissent en deux catégories : *« Ceux où les droits de l'homme sont respectés, qui sont des démocraties, et ceux où ils ne sont pas respectés, qui sont des régimes de dictature... Je ne crois pas,* a indiqué M. Chirac, *que l'on puisse copier les régimes politiques les uns sur les autres et encore moins les classer au regard du pluripartisme ou du parti unique. »*

□ **Libération des étudiants arrêtés la semaine dernière.** – Après une semaine d'agitation universitaire marquée encore, samedi 24 février, par des manifestations de rue et des pillages, le président Houphouet-Boigny joue la carte de l'apaisement. Les contestaires arrêtés après l'occupation, pendant douze heures, de la cathédrale Jean-Paul II d'Abidjan, vendredi dernier, ont finalement été relâchés. Le ministre chargé de la sécurité intérieure, le général Issouf Kone a invité les jeunes à reprendre les cours lundi et a mis en garde contre les *« manipulateurs »* de cette agitation estudiantine. Par ailleurs, le chef de l'Etat a reporté de vingt-quatre heures la convocation du conseil national, qui devait avoir lieu le lundi 26 février. – *(Corresp.)*

POLITIQUE

La préparation du congrès de Rennes

Les fédérations socialistes votent cette semaine sur les sept motions en compétition

Le PS entame, lundi 26 février, la phase finale de la préparation de son congrès de Rennes avec le début des votes sur les sept motions en présence, qui s'échelonneront sur toute la semaine pour la province. Paris et l'Ile-de-France voteront la semaine suivante. (Quelques fédérations ou sections ont déja anticipé le mouvement).

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, confirme que les questions militaires et de défense seront l'un des thèmes du congrès, car, se demande-t-il, *« est-il imaginable que la France puisse rester à l'écart d'un effort global de désarmement? »*. M. Mauroy affirme également qu'il a aujourd'hui pour ambition *« d'assurer la mutation de la gauche »*.

Tout comme M. Mauroy, M. Lionel Jospin, qui s'est exprimé samedi à Montpellier et dimanche sur TF1, a jugé que le PS doit rassembler *« sur ses deux ailes »*, comme à l'époque du programme commun de la gauche. M. Jospin a également accepté le *« pacte d'unité »* proposé par M. Laurent Fabius aux mitterrandistes (qui vont en ordre *dispersé au congrès de Rennes*), pourvu que cette *« unité »* soit accompagnée d'un *« engagement de solidarité »*.

De son côté, M. Fabius a jugé dimanche, lors du Club de la presse d'Europe I, que *« les amabilités portées sur* [son] *compte* [par ses adversaires à l'intérieur du PS] *ne sont pas dans la tradition socialiste »* et ne font *« pas progresser le débat d'un iota »*. Pour sa part, M. Fabius veut rester *« désespérément fraternel »* ainsi qu'il l'a dit samedi dans l'Aude. Ce département est l'un de ceux où le combat jospinistes-fabiusiens se traduit notamment par des querelles sur le nombre de cartes de la fédération socialiste (*le Monde* du 24 février). Les militants ont été exceptionnellement autorisés à voter à bulletins secrets, ce qui fait dire à M. Fabius qu' *« on ne doit pas changer les règles du jeu en cours de partie »*.

M. Jospin : « un look de jeune cadre » n'est pas indispensable pour diriger le parti...

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial.

Le socialisme du Midi est malade. Les fiefs bâtis par quelques potentats, au lendemain de la Libération, s'effondrent les uns après les autres. M. Georges Frêche, le maire de Montpellier, a sa potion pour le guérir : donner la priorité à la ville, s'intéresser d'abord aux nouvelles couches de techniciens et de cadres. Au delà des querelles entre les hommes, des disputes sur le nombre de cartes du parti, il affirme que la bataille qui oppose Fabiusiens et Jospinien et celle *« des traditionnels contre les modernes »*. Seulement voilà, M. Lionel Jospin, lui, tient à ce que le PS reste *« un parti populaire »* et n'oublie pas *« le monde rural »* .

Contradiction ? Peut-être. Mais les signataires de la motion « Mauroy-Mermaz-Jospin » l'assument en soulignant leur diversité. Le « banquet républicain », organisé à Montpellier samedi 24 février, l'a encore prouvé, montrant aussi, en ne réunissant qu'un millier de participants venus de six départements (Hérault, Bouches-du-Rhône, Lozère, Gard, Aude, Pyrénées-Orientales), que le militantisme dans cette région n'est plus ce qu'il était.

La tonalité de M. Mermaz, qui a, encore une fois, étalé son sens de l'ironie- y compris au détriment de ses propres amis- celle de M. Jacques Delors, qui a prêché, comme d'habitude, pour l'Europe, et justifié son ralliement à ce courant *« qui représente la colonne vertébral du PS »*, celle aussi de M. Jospin, ont parfois donné des sons différents. Le ministre de l'éducation nationale en a aussi profité pour rôder les arguments qu'il a présentés le lendemain soir à l'émission *« 7/7 »* de *TF 1*.

« Quatre messages ».

La division des mitterrandistes continue à chagriner l'ancien premier secrétaire du PS : *« nous montrons que l'on peut se diviser sans débattre ; on aurait pu débattre sans se diviser »*, a-t-il dit aux militants. Toutefois devant eux, comme devant les téléspectateurs, il a reconnu que la préparation du congrès a permis de faire avancer quatre *« messages »*, qui ont émergé grâce à sa motion. D'abord *« la question sociale, qui est pour les socialistes décisive : il y va, sans doute, aussi de nos résultats aux législatives de 1993 »*. Ensuite, *« nous avons voulu poser certaines conséquences (...) de la démocratie retrouvée à l'Est. Nous pensons, notamment, qu'on doit poser peut être autrement les problèmes de sécurité et de défense, de façon réaliste, mais tout de même on doit retrouver la perspective de désarmement »*.

La stratégie du PS ? *« D'abord rassembler autour du Parti socialiste (...) D'autre part ne pas faire l'impasse sur le Parti communiste, parceque si celui-ci bouge, s'il veut démontrer qu'il change, il sera obligé de se tourner à nouveau vers nous »*. Ensuite travailler avec le centre, mais *« sans avoir à le nourrir de notre propre substance »*, et *« s'il rompt avec la droite »*. Le quatrième message concerne *le « rôle du PS »* qui doit *« rester un parti populaire »* .

Les critiques de la personnalité de M. Mauroy déplaisent fort à son co-signataire : *« c'est celui qui a fait les grandes réformes de 81 à 82-83, mais Pierre Mauroy c'est aussi celui qui a eu suffisament de réalisme et le sens de l'Etat pour faire finalement le tournant de la rigueur. Je pense que s'il n'a peut être pas tout à fait le look gestionnaire, un peu à la mode ces detrniers temps, il mérite d'être considéré avec respect en raison de ce qu'il a fait »* .

Devant une salle acquise d'avance, il avait été plus précis : *« comme s'il fallait un look gestionnaire, de jeune cadre, pour diriger le PS... »*. Mais comme lui, et ses amis, assurent que l'enjeu du congrès n'est pas la désignation du candidat socialiste aux prochaines présidentielles, il a attendu d'être interrogé à la télévision pour faire part de son avenir personnel : *« je pense qu'en ce qui me concerne un tel destin relèverait du concours de circonstance »*. Mais gagner le congrès n'est-ce pas une manière de préparer ces *« circonstances »* ?

THIERRY BREHIER.

Le dimanche de Frère Jack

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Que serait un congrès socialiste sans les visites et les péroraisons préalables dans les fédérations ? Coauteur, comme il se plaît à le souligner, du texte de M. Laurent Fabius, M. Jack Lang, à peine rentré d'un voyage aux Antilles, a poursuivi son œuvre de missionnaire, dimanche 25 février, en parcourant successivement l'Isère, la Drôme et la Gironde.

Accueilli à Grenoble par les députés du cru, MM. Christian Nucci et Didier Migaud (un premier secrétaire fédéral mermazien qui a fait son apostasie en rejoignant M. Fabius), Frère Jack prêche pour sa chapelle : *« Sans nous il n'y aurait pas eu de débats. On aurait fait comme à Lille, on se serait mis d'accord dans une pièce et puis voilà. »* Il enchaîne un couplet sur l'intolérance des autres et dénonce *« ces mots qui ne sont pas acceptables, ces procès d'intentions »*.

Qu'importe ! Qu'on soufflette la joue droite des signataires de la motion « Egalité » et ils tendront la gauche... *« Nous nous sommes interdit de mettre en cause qui que ce soit, de nous abandonner à des paroles qui mettent en cause les personnes elles-mêmes »*, affirme sentencieusement le ministre. Ça tombe plutôt bien, M. Louis Mermaz, venu en curieux, se trouve dans la salle. Il feint l'étonnement : *« Sur le fond, on dit exactement les mêmes choses. »* Les militants, eux, ne sont pas vraiment de cet avis.

Etape suivante : la Drôme, où, selon les fabiusiens, M. Rodolphe Pesce fait des misères à leur chef de file en lui *refusant des salles pour ses réunions publiques*. Frère Jack parvient à Montélimard où l'attendent des *militants piaffant* d'impatience... et de faim (le ministre, qui devait participer à *un buffet*, a près de deux heures de retard sur l'horaire initial). Perdu dans la forêt *luxuriante de ficus qui agrémentent* la scène du théâtre municipal, il écoute, distrait, le compli*ment d'un responsable local puis* se lance poétiquement sur les avantages et les inconvénients *« du bel oiseau mécanique »* (l'hélicoptère, NDLR) responsable de son retard.

Comme M. Mermaz n'a pas poussé le vice et la curiosité jusqu'à le suivre dans la Drôme, Frère Jack fait ensuite remarquer que *« ni lui* [Louis Mermaz] *ni un autre n'est porteur d'une mission présidentielle. On ne va pas se disputer l'amitié de François Mitterrand tout de même ! »*. Il exhorte ensuite ses *« chers amis et camarades »* à *« résister à la tentation »*. *« A tout instant de nos vies, nous sommes tentés de faire une pause »* qui peut se transformer en *« endormissement, en sclérose »*. La bénédiction suit l'avertissement solennel : *« je vous souhaite beaucoup de bonheur dans votre vie de militant »*, et le ministre repart.

Détour oenologique

Las (*« le bel oiseau »* n'y est pour rien pour cette fois-ci), les conditions *météorologiques* sont telles au-dessus du Ventoux qu'il faut annuler l'étape prévue à Riez, dans les *Alpes-de-Haute-Provence*. Au téléphone, Frère Jack console les responsables éplorés, et la petite caravane *reprend* sa route pour une halte impromptue à la base militaire d'Istres. L'officiel de permanence, *le capitaine Baillif*, presque blasé (il a accueilli il y a peu la princesse Anne d'Angleterre !), *fait* les honneurs des lieux et gratifie *« monsieur le ministre »* (qui sert le café avec une remarquable dextérité) d'un lourd recueil de photographies.

A Bordeaux, ne manque que le « fils de Dieu », M. Gilbert Mitterrand (également signataire de la motion Fabius), retardé par une panne d'automobile. *« C'est un jour sans »*, commente Frère Jack avec philosophie. Après un bref détour œnologique de circonstance (qui n'a pas trait au vin de messe mais à celui qui accompagna certaines réunions bordelaises de la campagne pour les élections européennes de 1979), il embraye aussitôt sur les raisons de son choix pour le président de l'Assemblée nationale : *« Dans la vie, je crois aux coïncidences entre les situations et les personnes. Je voudrais vous transmettre ma foi personnelle. »*

M. Fabius serait-il ambitieux ? *« Comme si s'était la réunion des anges ? »*, et puis *« un homme ambitieux, ça va de l'avant »*, ajoute-t-il avec enthousiasme. *« Il nous faut une modernisation au sein du Parti socialiste. Il faut qu'il soit plus populaire, il faut aussi être plus proche des gens et des couches sociales. »*

Après avoir tenu successivement le discours de Vatican II et celui des prêtres ouvriers, Frère Jack rentre alors sur Paris, son apostolat accompli.

GILLES PARIS

Un entretien avec M. Pierre Mauroy

Suite de la première page

– Vous avez, en effet, amorcé un débat sur la défense. Des événements vous ont d'ailleurs largement rattrapé. N'êtes vous pas tenté par ce moyen de flatter les militants ? C'est Jean-Pierre Chevènement qui, au « Grand jury RTL-le Monde », expliquait qu'en période de congrès il était normal que certains prennent des positions favorables aux militants, étant entendu que, le lendemain du congrès, on reviendrait à la Realpolitik...

– Je m'insurge contre cette appréciation. Il y a des problèmes avec lesquels je ne triche pas et avec lesquels je n'accepte pas que l'on triche. Je sais que, pour ne pas avoir fait à temps ce qu'il fallait, en 1940 nous avons été envahis. Mes yeux d'enfant ont tout enregistré de cette période. Je suis né près d'une frontière où, depuis mille ans, les Anglais, les Germains et les Latins cherchent leur avantage. Dans le nord de la France, on a de la sympathie pour l'armée et on ne sous-estime pas les problèmes de sécurité.

» Comme premier ministre, j'ai participé pleinement à l'élaboration et à l'application de notre politique de défense à une époque où cette politique n'était pas toujours comprise des autres socialistes européens.

» Nous avons, au moment de l'installation des fusées soviétiques SS20 en Europe, pris courageusement position pour le déploiement des fusées américaines Pershing 2. Nous avons monté la garde, dans l'espoir d'amener les soviétiques à la table des négociations. Cela fut un des plus grands choix politiques de François Mitterrand et de mon gouvernement. La réponse n'a pas été immédiate, mais elle est enfin venue avec Gorbatchev.

» Personne ne peut plus parler de l'avenir de l'Europe dans les termes où nous le faisions, il y a seulement un an. A Berlin, le représentant de Mikhaïl Gorbatchev est venu déclarer devant les responsables des partis socialistes de la Communauté européenne : *« Nous ne sommes plus des adversaires, nous devenons des partenaires. »* Valentin Falin a souligné les erreurs du système soviétique et il s'est déclaré en accord avec les valeurs de la social-démocratie.

» Dès lors, je mesure le chemin parcouru et les implications profondes d'une telle évolution. Le partage de Yalta s'est défait en même temps que le mur de Berlin. Pour demain, l'armement doit être adapté à la réalité de la menace. L'unification de l'Allemagne est en cours. Nous devons l'aborder sans arrière-pensée et d'autant plus facilement qu'elle se réalisera dans une perspective de désarmement. Dès maintenant, ce débat est ouvert quant au volume des troupes stationnées en Allemagne, et il est prévisible qu'il le sera par exemple sur la validité du programme Hadès.

– Dans ces conditions, la France doit-elle réviser à la baisse les objectifs de sa loi de programmation militaire ?

– Je proposerai, à Rennes, la tenue, avant la fin de l'année, d'une convention ayant valeur de congrès pour discuter du désarmement, de l'évolution du budget militaire et du service national. Si des modifications substantielles sur les budgets de 1990 et de 1991 ne sont guère envisageables actuellement, à moyen terme une révision de la loi de programmation militaire ne peut être exclue. Est-il imaginable que la France puisse rester à l'écart d'un effort global de désarmement ?

« Nous devons privilégier un parti de militants »

– Vous raisonnez en termes Est-Ouest, mais vous savez que la France a des missions particulières, en Afrique par exemple,

Les sept contributions par leurs auteurs

Vendredi, l'hebdomadaire du PS, publie dans son numéro du 23 février sept entretiens où chacun des chefs de file des motions qui s'affronteront au congrès de Rennes en mars définit ses principales orientations.

M. Mauroy : rectification

M. Pierre Mauroy affirme que la situation des inégalités en France nécessite une *« rectification »* et que les socialistes doivent répondre au sentiment d'*« injustice »*. Au sujet des résultats électoraux du PS, M. Mauroy explique : *« L'abstention n'est pas sécrétée par le PS. Ne renversons pas les rôles. C'est par rapport à l'action gouvernementale conduite par Michel Rocard que réagissent les Français. »* M. Mauroy critique également M. Laurent Fabius, qui mène, dit-il, *« une campagne différente, par sa nature même, de la nôtre. Cette divergence sous-tend un débat sur la conception du parti »*.

M. Poperen : pluralisme

M. Jean Poperen de son côté explique que sa proposition de « contrat » pour le progrès social *« n'est pas seulement celle de la négociation contractuelle au travers de deux rencontres annuelles »*, mais *« une proposition de stratégie pour le mouvement social »*. Le ministre des relations avec le Parlement ne veut pas remettre en cause les décisions économiques prises en 1982-1983, mais juge que les socialistes ne sont que *« fort imparfaitement parvenus »* à dégager les *« contreparties »* à la politique de rigueur pour les salariés, en matière *« de revalorisation progressive des salaires, de réduction du temps de travail »*. Le ministre des relations avec le Parlement ajoute que *« c'est la richesse nationale et pas seulement sa croissance qui est l'objet du partage »*.

A propos du PS, M. Poperen affirme : *« La rénovation pour la rénovation, je ne vois pas ce que cela signifie. Or, généralement, on utilise ce mot faute de propositions politiques »*. M. Poperen juge que *« le PS doit exprimer la diversité de la gauche et être réellement pluraliste ; or, actuellement, il ne l'est pas »* ; de même, il doit *« être plus que jamais l'animateur du mouvement social »*.

M. Rocard : lutte contre le monétarisme

M. Michel Rocard affirme, lui : *« Je n'ai pas souhaité faire de motion. Les nuances entre motions ne justifient pas l'existence de textes séparés (...). Il n'y a pas dans ce congrès de divergences de fond (...). J'ai été amené à conduire une motion, quoique premier ministre en exercice. Une situation étrange. »* Pour M. Rocard, il y a *« une assez grande proximité »* entre les méthodes sociales préconisées par lui-même, M. Fabius et M. Poperen.

A propos des problèmes économiques, il affirme : *« La grande bataille du monde moderne, c'est la lutte contre le monétarisme, le libéralisme. Seules les forces socialistes unies peuvent la remporter. Si un pays engageait ce combat tout seul, il courrait à la catastrophe. »* *« J'espère beaucoup*, continue M. Rocard, *que nos camarades sociaux-démocrates vont progresser partout en Europe et que nous serons alors plus forts pour nous battre. »*

M. Mélenchon : l'exclusion des rocardiens

M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, affirme : *« La gauche est aujourd'hui rose-rouge-verte. L'alliance détermine le contour du projet et non l'inverse. C'est une dynamique de transformation mutuelle. »* De nouvelles « assises » du socialisme doivent permettre de répondre aux attentes des communistes *« éparpillés »*, mais il faut aussi reprendre le dialogue avec le PCF lui-même : *« Rien ne bougera sans qu'une nouvelle dynamique unitaire ne soit relancée. »*

Sur le plan social, *« la question des trente-cinq heures est fondamentale »*. M. Mélenchon veut *« rendre cette idée hégémonique dans le parti »*. Il souhaite surtout *« constituer un pôle alternatif à la politique de Michel Rocard »*. C'est pourquoi il souhaite une *« synthèse mitterrandiste »*. *« Il n'y a pour nous qu'une seule exclusion*, continue le sénateur, *les rocardiens : nous vivons actuellement le triomphe idéologique absolu du rocardisme. Le mitterrandisme ne doit pas être l'accompagnement navré de l'apothéose rocardienne. »*

M. Fabius : parti de militants

M. Laurent Fabius explique que *« faire le congrès pour ou contre le gouvernement n'aurait pas de sens »*. A l'accusation de vouloir faire du PS un parti de « supporters », il répond : *« Evitons ce genre de calembredaine ! Le premier respect dû aux militants, c'est – comme nous l'avons rendu possible – de leur donner l'occasion de débattre et de voter plutôt que de régler à cinq, dans un bureau, les orientations du parti sur la base d'une calculette. Les militants ne veulent pas seulement coller des affiches, ils veulent être écoutés, être entendus. C'est cela la première exigence d'un parti de militants tel que nous le souhaitons »*.

Le président de l'Assemblée nationale ajoute que *« les statuts n'interdisent nullement »* la synthèse des mitterrandistes : *« C'est une question de volonté politique. »* Quant à sa candidature au poste de premier secrétaire, il confirme qu'elle n'est pas *« exclue »*, mais qu'il ne souhaite en faire *« ni un préalable ni le centre du débat actuel »*.

Mme Lieneman : filiation autogestionnaire

Mme Marie-Noëlle Lienemann, soulignant son attachement *« à un parti qui ne soit pas de clientèle, mais de militants »*, estime que *« la confusion qui existe aujourd'hui entre courant et écurie présidentielle est malsaine »*. Elle ajoute que *« la rénovation organisationnelle n'a de sens que si elle s'accompagne d'une rénovation idéologique »* .

Confirmant son appartenance à la *« filiation autogestionnaire »*, elle remarque : *« Si les gens ont été autogestionnaires parce que c'était la mode, c'est tout de même un peu angoissant. »* Enfin elle indique que *« ce congrès sera l'amorce d'une recomposition, mais, comme elle ne sera pas achevée, personne ne voudra la formaliser »*. Elle pronostique donc *« une synthèse générale »*, l'unanimité lui paraissant d'ailleurs *« préférable »*.

M. Chevènement : la nation

M. Jean-Pierre Chevènement définit ainsi la *« fermeture de la parenthèse libérale »* qu'il souhaite : *« Faire que l'aide aux entreprises profite d'avantage au pays, et inscrire notre action dans un contexte européen très différent de celui que nous avons dû subir depuis 1981. »* Il ajoute que *« l'idée de nation est inséparable de l'idée de démocratie »*, et assure qu'il n'est *« pas moins européen que d'autres »*, mais qu'il *« ne veut pas d'une Europe sacrifiée sur l'autel du tout libéral »*. Il explique aussi : *« Nous devons être capables d'imaginer une réforme fiscale, une politique industrielle réellement socialiste. (...) Nous devons renouer avec une planification à la française. (...) Nous ne pouvons pas être socialistes si nous refusons l'affrontement avec les intérêts dominants. »*

POLITIQUE

et les débats au sein du Parti socialiste

ou au Proche-Orient, qui justifient le maintien d'un haut niveau d'armement conventionnel. Comment conciliez-vous la direction que vous donnez en faveur d'un désarmement et ses obligations ?

– Je vous parlais, bien sûr, de la menace qui existait à l'Est et qui, vous en conviendrez, change de nature. Mais je n'envisage pas que la France puisse cesser d'assumer ses missions particulières. Notre doctrine de sécurité doit s'adapter au nouvel ordre européen qui s'édifie sous nos yeux mais rester conforme aux intérêts de la France dans le monde et particulièrement en Afrique et au Proche-Orient.

– Vous avez dit : j'ai lancé le débat idéologique. Pourtant, on a beau chercher, on n'en voit pas trace dans les rangs socialistes à la veille du congrès.

– N'oubliez pas que nous avons réécrit la déclaration de principes du parti, pour donner au PS une nouvelle carte d'identité. En réalité, pendant le premier septennat, nous avions réalisé, en gouvernant, notre congrès de Bad-Godesberg. Le congrès de Rennes le traduira dans notre texte fondamental. Le Parti socialiste français a rejoint ainsi les grandes formations social-démocrates. Nous voici donc nantis d'un corps de doctrine qui fonde une social-démocratie à la française. Eh bien, ce n'est pas si mal pour un congrès idéologique !

– Sans doute peut-on vous créditer d'avoir apuré les comptes. Mais cela suffit-il ?

– J'ai une autre ambition, celle d'assurer la mutation de la gauche. Cela est possible aujourd'hui, parce que le conflit historique qui nous opposait aux communistes s'achève à notre avantage, parce que le moment est venu pour le Parti socialiste d'essayer par l'augmentation de ses effectifs militants, par la diversification de ses activités, par des liens plus étroits avec le monde du travail, d'effacer les faiblesses résultant de la fracture du congrès de Tours.

» Ce n'est qu'au prix de ce travail que le Parti socialiste pourra, face aux forces du marché et du capital, accroître sa puissance de revendication et de transformation. L'heure n'est donc pas à prendre des risques sur la nature de notre organisation. Plus que jamais, nous devons privilégier un parti de militants.

– Là encore, est-ce que nous ne devons pas à la préparation du congrès le fait de vous voir flatter ainsi les militants en leur promettant** « un parti de militants », **par opposition à un** « parti de supporters » **? Chacun aura compris que le parti démocrate ou le** « parti de supporters » **sont le projet de Laurent Fabius ?

– Ce n'est pas un débat soudain. On l'avait vu pointer lors de la campagne des élections législatives de 1986. Le premier secrétaire de l'époque, Lionel Jospin, avait été contraint de rappeler l'identité et les responsabilités réciproques de Parti socialiste et du gouvernement du Parti socialiste. Une dérive nous menace et nous devons, collectivement, y prendre garde. Je pense à l'excessive personnalisation de nos courants, qui, à l'origine, étaient des courants d'idées. Je pense aussi à l'exacerbation des questions personnelles, ainsi qu'à des comportements peu solidaires. Je redoute ces évolutions et j'estime de notre devoir commun de les arrêter.

» Le PS est porteur de notre espoir. Il tire sa légitimité de ses luttes et de l'authenticité de l'engagement de ses militants. La démocratie ne peut être qu'une invention collective, ce qui ne retire rien à la valeur des hommes, au rôle successif de Jean Jaurès, de Léon Blum et de François Mitterrand.

– Est-ce que vous ne vous bercez pas d'illusion en affirmant votre croyance dans une forme traditionnelle de parti politique, dans une France qui, aujourd'hui, se détourne du vote, de la classe politique et des appareils partisans ?

– Plus le rôle de militant se trouve réduit, moins le citoyen est motivé pour rejoindre la vie publique. Toute société démocratique a besoin d'un combat clair entre les forces conservatrices et celles du progrès. La Cité est en danger si les idéaux collectifs ne trouvent plus à s'affirmer.

» Certes, nous payons le discrédit d'idéologies malfaisantes ou dépassées, mais personne ne peut concevoir une gestion politique sans référence à un certain nombre de valeurs. Il y aura toujours des hommes et des femmes pour imaginer aujourd'hui un lendemain meilleur. Nous sommes de ceux-là.

– Qu'entendez-vous par nouvelle étape sociale, thème que vous avez lancé et qui est désormais repris par Michel Rocard.

– La politique de rigueur, que j'ai conduite, a permis de recréer au milieu d'une grave crise économique les conditions de la croissance. Ceux qui ont supporté le poids de l'austérité, les salariés notamment, doivent maintenant pouvoir profiter des bienfaits de cette croissance retrouvée.

– Vous reprochez à Michel Rocard de ne pas s'être engagé dans cette voie et d'inaugurer en France, comme l'écrit Alain Minc, une politique néo-conservatrice ?

– Je ne reprends pas cette formule à mon compte. Je comprends le souci de saine gestion du premier ministre. Je comprends qu'il puisse être amené à tenir le rôle de frein, et chacun comprend qu'il appartient aux socialistes d'être l'accélérateur. La réussite du second septennat de François Mitterrand se joue sur le terrain social et sur notre capacité à distribuer équitablement les premiers fruits d'une croissance retrouvée.

« Il nous faut rassembler sur nos deux ailes »

– Quels seront les contours de cette nouvelle étape sociale. Il ne peut être question d'une distribution généralisée de pouvoir d'achat, comme on l'a vu après mai 1968...

– Bien sûr que non ! Mais la disparité ente les revenus du capital et du travail, l'écart entre les rénumérations les plus élevées et les plus faibles, les retards de la fonction publique, justifiaient notre appel à une nouvelle étape sociale. Le gouvernement nous a entendus sur plusieurs points, en particulier pour la revalorisation de la fonction publique. Les amis du premier ministre reprennent eux-mêmes le thème social et en soulignent la nécessité. C'est dire que le PS a eu raison de s'exprimer et de revendiquer auprès de son propre gouvernement.

– Le principe même de la politique d'austérité que vous avez lancée consistait à privilégier les entreprises, à établir une balance inégale entre les entreprises d'une part et les ménages de l'autre. Comment maintenant rétablir l'égalité ?

– D'abord répondre à une attente. La situation de l'emploi n'a pas évolué comme nous l'espérions. Le chômage résiste et, ce qui est encore plus grave, les emplois précaires augmentent. Nous avons favorisé la flexibilité du travail et les chefs d'entreprise en sont satisfaits. Mais les travailleurs traînent les pieds et la moitié de ceux qui s'adressent aujourd'hui à l'ANPE viennent d'emplois précaires, contrats d'intérim ou à durée déterminée... Cette situation ne peut pas se prolonger. La gestion de notre économie ne peut se fonder sur la précarité de l'emploi. Des négociations entre les partenaires sociaux sont en cours, qui doivent trouver un accord satisfaisant. Si tel n'était pas le cas, il faudrait recourir à la loi.

– L'étape sociale passe-t-elle par la fiscalité ?

– Bien entendu. Nous ne nous résignons pas davantage au statu quo que nous n'adhérons à l'utopie du « grand soir fiscal ». Notre volonté est de réformer progressivement notre fiscalité. Nous travaillons autour de trois réformes. Le gouvernement en a accepté le principe. Il s'agit d'abord de l'institution d'une cotisation sociale de solidarité assise non seulement sur les revenus du travail mais aussi sur ceux du capital. Il s'agit ensuite de la réforme de la fiscalité locale, et notamment de la taxe d'habitation, dont une part doit concerner les revenus. Il s'agit enfin de réformer la fiscalité du patrimoine.

– C'est un sujet explosif, car les petits patrimoines, ou ceux qui aspirent à avoir un patrimoine, vont se sentir lésés avant même qu'une loi n'apparaisse...

– Raison de plus pour aborder ce dossier avec doigté. Seulement, le vieux « truc » consistant à pousser les « petits » en avant pour protéger les « gros » ne doit pas faire perdre de vue que 1 % des Français les plus riches possèdent le quart du patrimoine global, et que les 10 % de Français les plus riches détiennent 50 % du patrimoine global. Face à de telles anomalies, une régulation n'est-elle pas naturelle, bien plus, souhaitable ?

– Quel est le dispositif politique qui doit accompagner cette nouvelle étape sociale ? Faut-il un retour à l'union de la gauche ? Faut-il une nouvelle ouverture ?

– Pour conduire cette politique, le Parti socialiste a besoin, aura besoin d'alliés. Il nous faut rassembler sur nos deux ailes, non seulement ceux qui se sont reconnus ou se reconnaissent encore dans le Parti communiste, mais aussi, sur notre flanc droit, ceux qui s'organisent au centre gauche. Il nous faut enfin, et c'est une dimension essentielle, tout mettre en œuvre pour convaincre l'électorat écologiste que nous partageons les mêmes préoccupations et que notre combat devrait être commun. Notre cap est toujours à gauche et notre volonté est de réussir le plus large rassemblement de la majorité présidentielle.

– Pouvez-vous concevoir à l'intérieur du Parti socialiste une alliance avec Michel Rocard, sans Laurent Fabius ?

– Non.

– M. Giscard d'Estaing avec l'UDF, M. Marchais avec le PCF, M. Chirac avec le RPR : tous les chefs de parti sont en difficulté. Cela ne révèle-t-il pas un puissant besoin de renouvellement de la classe politique ? N'êtes-vous pas vous-même un obstacle au renouvellement du Parti socialiste ?

– J'ai la passion du renouvellement. Mon propre itinéraire me conduit à mesurer sa nécessité, mais aussi sa portée. Quant au changement, je sais le conduire quand il le faut. Ai-je besoin de le rappeler ?

– En dehors même de votre volonté politique, la question se pose dans l'opinion, en termes d'images.

– Il y a la réalité politique et l'image, le réel et l'illusion. Les mérites personnels de tel ou tel, magnifiés par les sondages, ne résistent pas toujours à la dure loi du suffrage universel. Mme Veil et M. Barre ont illustré récemment cette règle. Le Parti socialiste doit réaliser sa rénovation dans une vision juste de ce que doit être son avenir. Je pense pouvoir y contribuer, à la fois par les convictions qui n'ont cessé de guider mon action et par une expérience militante qui commence à compter, effectivement. En vous disant cela, je ne souscris donc pas un contrat à durée indéterminée mais je mesure, dans cette période de bouleversements des idées et des comportements, le rôle qui peut être encore le mien, à la tête de mon parti. »

Propos recueillis par
JEAN-MARIE COLOMBANI
et PATRICK JARREAU.

POLITIQUE

Critiquée par la Cour des comptes et l'Inspection générale des affaires sociales en raison de sa « gestion peu rigoureuse »

L'ANT va être réorganisée sous l'autorité d'un nouveau directeur général

L'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANT), que préside M. Gérard Belorgey, par ailleurs directeur des affaires économiques et sociales du ministère des DOM-TOM, aura *bientôt un nouveau directeur général*. Il s'agira d'un haut fonctionnaire qui remplacera M. Edmond Lauret, ancien président du conseil économique et social de la Réunion, élu conseiller régional de ce département sur la liste RPR en 1986, qui occupait ce poste depuis quatre ans. Elle sera aussi réorganisée afin de tenir compte des critiques exprimées contre sa gestion et son fonctionnement à la fois par la Cour des comptes et par l'Inspection générale des affaires sociales. Ces changements surviennent au moment où l'ANT est accusée, selon certains témoignages publiés cette semaine par l'hebdomadaire *Politis* (*le Monde* du 24 février), d'avoir surtout été, au cours de ces dernières années, une « machine électorale » au service du RPR.

Si « scandale » il y a, dans le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANT), cela fait longtemps qu'il dure ! Très exactement depuis vingt-sept ans. C'est, en effet, à *l'année* 1963, sous le gouvernement gaulliste de Georges Pompidou, que remonte la création du BUMIDOM (Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer), transformé en ANT, en 1982, *par le* gouvernement socialiste de M. Pierre Mauroy. Et il faut croire que si cette société d'Etat, soumise à la tutelle du ministère des DOM-TOM, a survécu à toutes les vicissitudes politiques de la Vᵉ République et à plusieurs tentations de la supprimer, c'est bien qu'elle correspond à un besoin. Le besoin de fournir aux Français originaires des lointaines terres d'outre-mer une structure particulière d'accueil en métropole.

Dans les années 60, les pouvoirs publics se servirent d'abord du BUMIDOM comme d'une soupape de sûreté pour pallier les conséquences sociales de l'explosion démographique caractérisant les départements d'outre-mer. Le BUMIDOM incitait les *« Domiens » au départ en leur* recherchant des emplois en métropole. Dans les années 70, le gouvernement élargit la mission du BUMIDOM en l'autorisant à faciliter l'installation des migrants en métropole sous la forme d'aides pécuniaires diverses (prêts, subventions, concours immobiliers) et en lui demandant de *participer à leur* formation professionnelle et à leur insertion sociale.

De singulières anomalies

A partir de 1982, l'ANT se *préoccupa* moins d'encourager les « Domiens » à émigrer que de favoriser l'accueil, l'insertion et la promotion de ceux qui vivaient déjà en métropole en prenant en charge non seulement leurs problèmes sociaux (emploi, formation, logement) mais aussi leurs aspirations culturelles et leurs vacances, en allégeant notamment les coûts de leurs voyages en avion entre la métropole et les départements d'origine. Le BUMIDOM et l'ANT jouent ainsi, depuis un quart de siècle, le rôle d'un bureau public d'aide sociale au profit d'une communauté dont la population s'élève aujourd'hui à 1 160 000 personnes.

Que cet organisme de secours d'urgence en tout genre – qui emploie 257 agents et dispose en 1990 d'un budget prévisionnel de 205 millions de francs – ait par*fois abrité de singulières anoma*lies, cela ne fait non plus aucun doute pour personne.

La Cour des comptes, qui ne s'y était plus intéressée depuis 1977, parle à son sujet, dans un rapport portant sur la décennie 1976 - 1986, de *« gestion peu rigoureuse »*, due « *autant à la qualification insuffisante d'une partie du personnel qu'à la mauvaise organisation comptable et des services »*. Elle relève de *« graves échecs »* dans plusieurs missions, met en cause la *« qualité médiocre de la formation professionnelle dispensée dans les centres »* de l'agence, souligne une *« insuffisance grave du contrôle de la gestion financière et comptable »*, regrette que le cloisonnement des services et leur autonomie de gestion ait favorisé les gaspillages et abouti à l'absence totale de vérification sur l'usage des subventions allouées à quelque 200 associations (16 000 F par an en moyenne en 1987 ; une enveloppe globale de 2,2 millions prévue en 1990).

Mais si la Cour des comptes se montre très critique *sur le bilan* de l'ANT, elle lui accorde des circonstances atténuantes en incriminant surtout les pouvoirs publics – qui ont accumulé les négligences. Elle se demande même si le maintien de l'agence n'a pas été *« un simple alibi permettant à l'Etat de ne pas faire face à ses responsabilités »*.

« Psychodrame permanent »

Un autre rapport, établi, celui-là, en octobre 1989, par l'inspection *générale* des affaires sociales à la demande du nouveau président de l'ANT, M. Gérard Belorgey, se montre tout aussi sévère sans pour autant préconiser, lui non plus, la liquidation de l'agence dont il note les *« importantes faiblesses »* malgré *« des efforts de redressement »* depuis 1986.

Les conclusions de cet audit insistent sur les causes politiques qui ont toujours pesé sur le fonctionnement du BUMIDOM puis de l'ANT : *« Les questions de formation et d'insertion des originaires d'outre-mer font l'objet de débats politiques permanents. La politisation de la société apparaît dans son histoire.* (...) *A l'heure actuelle, le rôle de l'agence se combine avec celui de prestataire de services des régions. Or celles-ci ont des objectifs différents : la Réunion, qui connaît une très forte pression démographique, est favorable à une mobilité portant sur de gros effectifs et débouchant éventuellement sur une installation en métropole, alors que la Martinique et la Guadeloupe, dans un contexte socio-politique différent, favorisent l'installation au pays.*

» Cette diversité de points de vue, et donc de conceptions du rôle de l'ANT, pèse de manière concrète sur sa stratégie et son fonctionnement quotidien. Elle se reflète de manière permanente dans le comportement des agents qui, à 48 % originaires des DOM, sont, en majorité, très sensibles au contexte politique de leur action. La culture de l'agence est largement marquée de présupposés idéologiques divergents, ce qui nuit à l'efficacité des services et à leur coopération. (...) *Il n'existe pas de ligne politique claire fournissant une référence à l'action quotidienne : la Tour de Babel des non-dits, des suspicions et des calculs tient lieu de référence collective... »* Un haut fonctionnaire, plus direct, parle d'un *« nœud de vipères »* tandis qu'un autre, plus sobre, parle de *« psychodrame permanent »*.

Détournements condamnés

Bref, si dans ces deux rapports complémentaires rien ne prouve que le BUMIDOM et l'ANT aient servi de canaux pour le financement clandestin de partis politiques par le biais d'associations fantaisistes, tout porte à croire qu'il a pu facilement en être ainsi sans que personne, ni à droite ni à gauche, ne s'en émeuve. Après avoir analysé plusieurs cas de subventions accordées dans des conditions abracadabrantes, le rapporteur de la Cour des comptes, M. Groussard, avoue d'ailleurs sa propre impuissance, faute d'avoir pu obtenir communication de certains comptes, voire de certains dossiers... *« disparus »*, par exemple celui du Groupement national des organisations et associations originaires d'outre-mer (GNOM), créé en juillet 1981. Il en conclut, avec beaucoup de doigté, que *« l'ANT ne dispose pas des moyens qui lui permettraient d'exercer un contrôle permanent sur la gestion d'associations au devenir desquelles le pouvoir politique n'est pas insensible... »*. Admirable périphrase pour sous-entendre l'existence d'un lot occulté d'errements administratifs au demeurant fort « ordinaires »...

Officiellement, l'ANT n'a connu, dans son histoire larvée, que quelques banales *« affaires disciplinaires »* relevant strictement de délits individuels. En 1984, par exemple, au siège de l'agence, un caissier indélicat a été poursuivi en justice et condamné après avoir détourné 700 000 F au service des Voyages-vacances. En 1986, à l'antenne de Nancy, une secrétaire travaillant pour le même service, et son concubin, ont été condamnés à la suite d'un détournement de 400 000 F.

Il reste que l'ANT souffre d'un énorme déficit de professionnalisme et qu'elle a absolument besoin de redorer son blason. Son président, M. Gérard Belorgey, qui s'emploie à la *« pacifier »* pour la rendre plus opérationnelle, a décidé de reprendre à son compte les propositions de redressement contenues *dans le* rapport de l'Inspection générale des affaires sociales. Il va confier leur mise en œuvre... à l'un des deux auteurs de ce rapport, M. Pierre Boissier, qui aura donc la redoutable tâche, au poste de directeur général, de passer de la théorie à la pratique.

ALAIN ROLLAT

Le vote des budgets régionaux

Les socialistes isolés dans le Nord-Pas-de-Calais

LILLE

de notre correspondant

Le conseil régional Nord-Pas-de-Calais que préside M. Noël *Josèphe (PS)* a approuvé, le vendredi 23 février, un budget primitif par 40 voix – celles du groupe socialiste plus un non-inscrit – contre 4 voix du Front national, les autres groupes (Parti communiste, UDF, RPR et Union du centre s'abstenant). La première version de ce budget 1990 avait été rejetée le 26 janvier dernier *par un vote hostile d'une partie* de la droite et l'abstention des communistes qui n'ont pas, en la circonstance, assuré la majorité de gauche. Le débat a surtout porté sur la fiscalité locale. Le premier projet de budget prévoyait une augmentation uniforme des taux des quatre taxes locales de 29 %. Cette augmentation a été ramenée, *après de lon*gues discussions, à 16,90 % ce qui représente une réduction de 103 millions de francs environ et un recours plus important de 50 millions de francs à l'emprunt.

Le budget de la région Nord-Pas-de-Calais s'équilibre donc à 140 millions de francs, soit une augmentation de 15,40 % par rapport à l'exercice précédent.

Les socialistes qui ont seuls voté ce budget entendent *« assurer les priorités qui ont été approuvées par tous et qu'il convient de mettre effectivement en oeuvre : formation, infrastructures routières et autoroutières et recherche »*.

GEORGES SUEUR

Alliance PS-PCF en Limousin

LIMOGES

de notre correspondant

Le conseil régional du Limousin a adopté, vendredi 23 février, son budget primitif pour 1990 qui se monte à 513 millions de francs, soit une augmentation de 7,7 % par rapport à l'année précédente. Préparé par la direction socialiste de l'assemblée régionale, il a été voté par les groupes socialiste (15 élus sur 41) et communiste (8 élus). Le groupe d'union RPR-UDF (18 élus) a voté contre ; son porte-parole, M. Jean-Claude Pasty, député européen RPR, lui a reproché : *« Parallèlement au désengagement de l'Etat, d'induire une hausse de la fiscalité régionale très supérieure à l'évolution des prix »* (+ 14,4 %).

Mme Dominique Grador, *conseillère régionale de la Cor*rèze, a expliqué le soutien communiste au projet de budget par *trois raisons : « Ce budget résiste mieux aux transferts de charges que dans de nombreuses autres régions ; la pression fiscale y est contenue ; la région poursuit sa politique volontariste en matière de formation professionnelle, d'enseignement et de développement économique. »* Ce vote communiste vient contredire le vote négatif émis à propos de ce même projet de budget la semaine précédente par l'union régionale CGT devant le comité économique et social du Limousin.

GEORGES CHATAIN

PROPOS ET DÉBATS

Mme SIMONE VEIL
Pour un régime présidentiel à l'américaine

Devant « Le grand jury RTL-*le Monde* », dont elle était l'invitée dimanche 25 février, Mme Simone Veil *a déclaré, à propos de l'oppo*sition, que le débat qui s'y déroule *« sur les questions de personnes et d'organisation ne l'intéresse pas beaucoup »*. Elle a ajouté : *« Le président détient toutes les clés, tous les pouvoirs. Il est donc logique de vouloir devenir président de la République. Seul le système présidentiel à l'américaine pourrait apporter un équilibre des pouvoirs entre le législatif et l'exécutif. »*

Mme Veil, qui avait encouragé les *« rénovateurs »* de l'opposition au printemps 1989, estime aujourd'hui : *« Je ne comprends plus très bien leur démarche. Elle est peut-être intéressante. Mais on ne voit pas très bien comment elle s'intègre dans les mouvements actuels. La question qu'il faudrait poser aujourd'hui est celle de savoir quelles sont les idées des uns et des autres sur les grands sujets politiques : l'Europe, le social, la fiscalité, l'émigration, l'identité nationale, l'environnement. »*

A propos de l'action de M. Rocard, elle affirme : *« Je suis un peu étonnée qu'un gouvernement socialiste parle si peu des problèmes sociaux qui sont importants. La mode libérale (...) nous a conduits à penser que le marché était suffisant pour réguler le social. Le mot « solidarité » ne fait plus partie du vocabulaire. Or il y a en France une grande pauvreté et des situations sociales qui sont très dramatiques et auxquelles il ne semble plus prioritaire de porter remède. »*

Enfin Mme Veil souhaite que les institutions européennes soient *renforcées « par une augmentation des pouvoirs du Parlement européen au plan législatif, par une redéfinition des pouvoirs de la Commission et par le contrôle politique que la Commission peut exercer sur son administrateur, plutôt que d'aller très vite vers l'union monétaire »*.

M. MARCHAIS
« Un esprit démocratique exemplaire »

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste, a déclaré, vendredi 23 février, que les débats au sein du PCF *« se déroulent dans de bonnes conditions, dans un esprit démocratique exemplaire »* et sans que le parti *« soit déchiré par des querelles de personnes »*.

M. Marchais, qui animait un meeting à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), a estimé que les critiques sur *« une direction qui s'opposerait à tout débat »* relevaient de la *« caricature qui n'a rien à voir avec la réalité »*. Reconnaissant des *« désaccords, de notoriété publique »*, entre la direction du parti et MM. Guy Hermier, député communiste des Bouches-du-Rhône, et Charles Fiterman, ancien ministre, M. Marchais s'est félicité que *« des opinions différentes s'expriment »*.

« Surtout, ne nous limitons pas à cela, a ajouté M. Marchais. *Notre tâche primordiale, c'est de faire échec à l'accélération particulièrement grave et brutale de la mise en œuvre par le gouvernement socialiste-centriste des projets des forces du capital. »*

□ ERRATUM. – Dans nos éditions datées des 25 et 26 février, nous avons écrit, à propos de la visite de M. Michel Charasse en Guadeloupe et en Guyane, qu'il s'agissait d'un voyage du ministre du budget *« aux Antilles »*. La Guadeloupe fait bien partie des Antilles, mais pas la Guyane, qui est le département français d'Amérique du Sud.

Les élections partielles

Deux cantonales

CHER : canton de *Lignières* (second tour).

Inscr., 3 467 ; vot., 2 369 ; abst., 31.67 % ; suffr. expr., 2 259. MM. Pierre Roumet, div. d., adj. au m. de Lignières, 1 281 voix (56,70 %), ÉLU ; Jean Soulat, div. g., m. de Chezal-Benoît, 978 (43,29 %).

[M. Roumet l'emporte sans surprise au second tour de cette élection partielle organisée pour remplacer M. Régis Menot, RPR, qui avait donné sa démission pour convenances *personnelles*. Les reports de voix se sont convenablement effectués dans les deux camps, mais un peu mieux à droite, malgré la présence au premier tour d'un candidat du Front national, qu'à gauche.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 3 467 ; vot., 2324 ; abst., 32,96 % ; suffr. expr., 2 281. MM Roumet 623 voix (27,31 %) ; Jean Soulat, 473 (20,73 %) ; Robert Grillon, PC, 437 (19,15 %) ; Mme Mauduit-Secret, UDF, 313 (13,72 %) ; MM. Aubailly, div. d., 308 (13,50 %) ; Raffestin, FN, 127 (5,56 %).]

CREUSE : canton de Chambon-sur-Voueize (second tour).

Inscr., 3 490 ; vot., 2 613 ; abst., 25,12 % ; suffr. expr. 2 433. MM. Jean Nicolaon, div. d., 1 296 voix (53,26 %), ÉLU ; Jean Aumasson, PS, 1 137 (46,73 %).

[Le parti communiste a perdu le siège que détenait Raymond Ancouturier, doyen du conseil général, décédé. Le candidat communiste avait été distancé par le socialiste au *premier* tour et le total des voix de gauche laissait prévoir qu'au second tour M. Nicolaon l'emporterait. La marge de manœuvre de la gauche au conseil général est désormais réduite. Les socialistes disposent de 13 sièges et le PC d'un élu tandis que l'opposition a 12 élus (il y a un conseiller non inscrit).

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 3 390 ; vot., 2 534 ; abst., 25,25 % ; suffr. expr., 2 487. MM. Jean Nicolaon, 547 voix (21,99 %) ; Niel, RPR, 418 (16,80 %) ; Aumasson, PS, 407 (16,36 %) ; Mme Pelletier, *div., 388 (15,60%) ; MM* Debondant, PC, 381 (15,31 %) ; Biou, div. g., 270 (10,85 %) ; Jounnethon, Verts, 76 (3,05 %).]

Une municipale

NOUVELLE-CALEDONIE : OUVEA (2ᵉ tour) *Inscr.*, 2 439 ; vot., 1 897 ; abst., 22,21 % ; suffr. expr., 1 892. Liste du *FLNKS, conduite par M.* Cyriaque Alosio (Union calédonienne), maire sortant, 858 voix, 45,35 %, 20 ÉLUS. Liste du RPCR, conduite par M. Simon Loueckhote, 589 voix, 31,13 %, 4 ÉLUS. Liste du Front antinéocolonialiste, conduite par M. Malachie Capoa (LKS), 445 voix, 23,52 %, 3 ÉLUS.

[La liste du FLNKS, qui rassemblait des militants de l'Union calédonienne, du PALIKA *et quelques* membres du FULK, l'emporte logiquement après être arrivée en tête au premier tour où elle avait recueilli 44,78 % des suffrages devant la liste du RPCR et l'autre liste indépendantiste composée par des militants du mouvement Libération kanak socialiste et les militants locaux du Front uni de libération kanak hostiles à l'*application* des accords de Matignon. Le scrutin de mars 1989 avait été annulé en raison de la fermeture trop tardive de l'un des bureaux de vote où il y avait eu des incidents. L'Union calédonienne conserve donc le contrôle de la mairie de l'île mais elle devra compter désormais non seulement avec les anti-indépendantistes, qui progressent un peu, mais aussi avec le noyau formé par les irréductibles qui avaient fait cause commune, il y a deux ans, avec Djubelly Wéa, le chef de file de la tribu de Gossanah, avant que celui-ci n'assassine Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné.]

A Tarbes

Le maire communiste mis en minorité par son conseil municipal

TARBES

de notre correspondant

La « guéguerre » recommence, à Tarbes (Hautes-Pyrénées), entre les diverses composantes de la gauche. Mises en sourdine pour les besoins de la cause entre le premier et le deuxième tour des municipales de mars 1989, les dissensions entre les communistes et leurs partenaires socialistes, radicaux et écologistes, ont réapparu au grand jour lors de la séance du conseil municipal du 23 février.

Le maire communiste, M. Raymond Erraçarret, a été mis en minorité à propos de la création d'un syndicat de coopération intercommunale. Les socialistes, radicaux et écologistes se sont ralliés aux dix membres de l'opposition RPR, PR, UDF et CDS pour faire basculer le projet en faveur d'un district. Les deux adjoints députés, M M. Pierre Forgues (PS) et Claude Gaits (MRG), dont la prise de position contraire a recueilli vingt-sept voix, on infligé un cinglant revers à la thèse développée par M. Erraçarret qui n'a obtenu que dix-huit suffrages favorables...

Sous la pression, en ouvrant la séance, le maire de Tarbes avait déjà retiré de l'ordre du jour un autre dossier relatif à la réalisation d'un parking souterrain.

J.-J. R.

(Publicité)

Le Nigéria: un géant méconnu



Président Babangida

Le Nigéria est méconnu en France. Il est pourtant l'un de nos tout premier partenaire économique en Afrique. Pays le plus peuplé d'Afrique (un africain sur quatre est nigérian), il recelle des potentialités de développement élevées de par sa superficie, sa démographie et ses ressources minérales et agricoles. 21 Etats composent la Fédération du Nigéria, dirigée depuis Août 85 par le Général Ibrahim Babangida. La population de plus de 100 millions d'habitants est divisée en trois principaux groupes ethniques: les Hausas au Nord, les Yorubas au Sud-Ouest et les Ibos dans l'Est.

Durant près de trois ans (de mai 1967 à janvier 1970), le pays a connu une guerre civile, tristement célèbre, qui a vu les Ibos (les "biafrais") et l'armée nigériane s'affronter. L'échec de la sécession biafraise n'est plus au-jourd'hui qu'un mauvais souvenir vite effacé par la volonté des dirigeants politique et par la croissance économique rapide du début des années soixante-dix.

On compte près de 9 villes dont la population atteint le million d'habitants, ce qui fait du Nigéria le pays le plus urbanisé en Afrique Noire (46% de la population vit dans les villes). Les villes les plus importantes sont Ibadan (deuxième ville d'Afrique après Le Caire), Lagos, Kano, et Port-Harcourt. Le Nigéria, grâce à ses ressources pétrolières, est le pays le plus industrialisé en Afrique de l'Ouest, et son influence régional est très importante. Il est membre de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le Nigéria est le cinquième fournisseur de pétrole brut de la France, et il est l'un des principaux clients africain pour l'industrie française. Le principal partenaire du Nigéria est le Royaume-Uni dont il dépendait avant son indépendance (le Nigéria fait partie du Commonwealth) suivit par la République Fédérale d'Allemagne. La France achète au Nigéria du pétrole brut, du caoutchouc brut, du café, du cacao et lui vend des automobiles, du sucre, des pièces détachées et des équipements pour l'industrie, et des ensembles industriels comme la raffinerie de Port-Harcourt (la quatrième du pays) inaugurée recement, ou l'aciérie d'Ajaokuta encore en chantier. Les entreprises françaises ont également participé à la construction de la nouvelle capitale fédérale : Abuja. Cette ville, construite en plein coeur du Nigéria, devrait permettre un ré-équilibrage politique et économique du pays. Certaines administrations ont déjà été transférées à Abuja, mais l'achèvement du projet a pris quelque retard en raison de la crise économique,

Les liens économiques importants qui existent entre les deux pays remontent au boom pétrolier qui a permis au Nigéria, premier producteur africain de brut, de se développer rapidement a partir de 1975. Les entreprises françaises ont participé activement à ce développement. Il y avait en 1980 une centaine de groupes français implantés au Nigéria, représentés par 180 filiales dans pratiquement tous les domaines d'activité. Aujourd'hui, malgré le ralentissement de l'activité économique dû à la baisse des recettes d'exportations, la présence française au Nigéria est toujours très importante : 80 groupes représentés par 140 filiales.

La position française au Nigéria est excellente car les entreprises françaises ont réalisé une percée exceptionelle, si l'on tient compte du fait que ce pays était, avant son indépendance (1960), sous tutelle britannique. Le flux de nos investissements a été considérable et les entreprises françaises ont participé à de nombreux grands projets dans le cadre du troisième Plan (1976-1980) : routes, barrages, développement urbain. projets clés-en-mains. La France est donc représentée dans tous les principaux secteurs de l'économie: banque, pétrole, distribution, travaux publics, bâtiment, automobile, construction électrique, agro-alimentaire, armement, transport maritime et aérien.

Au début des années 80, le Nigéria a été touché de plein fouet par la baisse des cours du pétrole, qui assure 95% des recettes d'exportation. Pour faire face à la crise économique et au manque de ressources financières, les dirigeants ont du prendre plusieurs mesures, dont le contrôle obligatoire des importations. Depuis 1984, ce contrôle est assuré par trois sociétés, dont une française; le Bureau Veritas. tous les produits embarqués en Europe continentale ou en Afrique, soit près de 70% du total des importations nigérianes, sont contrôlés par cette société. Dans un pays où les importations atteignaient 18 milliards de dollars en 1981, il a fallu ajuster les besoins aux ressources. Avec l'aide de ces trois sociétés, chargées du contrôle de la qualité et du prix des produits importés, le gouvernement a pu limiter les importations et ajuster les besoins aux ressources pétrolières moins importantes. En 1988, le Nigéria importait pour 6,5 milliards de dollars, alors que ces recettes d'exportations s'élevaient à 7,3 mil-liards de dollars.

En 1986, le gouvernement du Président Babangida adoptait un Plan d'Ajustement Structurel destiné à assainir l'économie et à redonner confiance aux créanciers du Nigéria. Ce plan, mis en place avec l'approbation de la Banque Mondiale et celle du Fonds Monétaire International, a plusieurs objectifs. Le premier étant la limitation des importations à 5 ou 6 milliards de dollars. Le second étant l'obtention d'un cours réaliste du nairas. Le troisième étant une relance de l'agriculture et des exportations non-pétrolières. trois années après la mise en place de ce plan, de grands progrès ont été accomplis. L'agriculture, délaissée pendant la période faste du boom pétrolier, est redevenu une priorité. La Banque mondiale et la Commu-nauté Economique Européenne (le Nigéria est signataire des conventions de Lomé) ont accordé une aide financière afin d'encourager la production agricole. Le gouvernement s'est engagé également à pratiquer la vérité des prix, c'est à dire supprimer les subventions aux entreprises parapubliques notamment à celles char-gées de distribuer l'électricité (NEPA, Nigerian Energy Power Authrority), de vendre l'essence (NNPC, Nige-rian National Petroleum Corporation) ou de faire fonctionner les télécommunications (NITEL, Nigerian tele-communication Limited) et les transports aériens. Ces mesures ont été difficiles à prendre en raison de leur caractère impopulaire. Le Plan d'Ajustement Structurel a demandé des efforts considérables aux nigérians, qui les ont acceptés sans les troubles sociaux auxquels certains s'attendaient.

Lorsque le Nigéria a connu des difficultés économiques importantes en 1985 et en 1986, la France a adopté une attitude d'ouverture à l'égard de ce pays pour con-forter une présence française importante, et en tenant aussi compte du fait que même si les revenus pétroliers du Nigéria ont diminué de façon considérable, il reste le plus gros marché en Afrique subsaharienne.

Depuis le début de l'année 89, les étrangers ne sont plus tenus de rechercher un partenaire nigérian pour réaliser des investissements dans le pays. La participation étrangère dans le capital d'une société n'est plus limitée, et peu atteindre 100% dans la plupart des cas. Un vaste programme de privatisations a été annoncé au cours de l'été 88. Destiné à limiter les engagements de l'Etat, ce programme prévoit la privatisation d'un nombre important d'entreprises dans lesquelles l'Etat dispose de participation. Parallèlement aux privatisations, les entreprises publiques doivent être réorganisées dans leur gestion. Ce programme a débuté en janvier de cette année, et il connait un succès inattendu auprès des petits actionnaires nigérians. Il est cependant encore trop tôt pour porter un jugement sur ce programme de privatisation. Comme preuve de la confiance retrouvée les pays créanciers du Nigéria, réunis au sein du Club de Londres et du Club de Paris, ont acceptés de rééchelonner une partie importante de la dette.

Mrs. Maryam Babangida

Sur un plan politique, le Général Babangida avait promis dès son accession au pouvoir qu'il ne souhaitait pas demeurer éternellement au pouvoir. Les militaires devraient retourner dans les casernes une fois la situation économique rétablie. Déjà une assemblée constituante s'est réunie pour élaborer la nouvelle constitu-tion et pour mettre au point les élections de 1992, préparant le retour au pouvoir des civils.

Dans un continent durement atteint par la crise et la baisse des cours mondiaux des produits de base, le Nigéria est le seul pays à disposer de ressources suffisan-tes pour maintenir et développer son industrie. Il faut constater que le Nigéria a fait des efforts considérables pour assainir son économie et qu'il bénéficie du con-sensus des pays créanciers pour alléger sa dette.

Il est important que la France conserve son rôle économique au sein de la Fédération, qui reste le plus grand marché d'Afrique.

Courtoisie de Mr. Joseph NAHMAN et Mr. Nabil NAHMAN.
NAHMAN Construction and Real Estate Company - Lagos.

10 raisons de préférer

VOYAGEURS DU MONDE

1 L'ACCUEIL ATTENTIF de petites équipes qui conçoivent, organisent et accompagnent les voyages.
En 10 ans, les anciens Carrefours des Voyages, devenus VOYAGEURS DU MONDE, se sont multipliés en restant chacun à dimension humaine. De deux à l'origine, ils sont dix aujourd'hui.

2 L'ACCUEIL EFFICACE de passionnés du pays où vous allez vous rendre, qui y sont nés, ou qui y ont vécu.
VOYAGEURS AU JAPON est animé par 2 français connaissant parfaitement le Japon et 4 japonais connaissant bien la France.

3 L'INFORMATION PRECISE : dans un espace VOYAGEURS, vous trouverez la documentation, les renseignements ou les enseignements indispensables à la préparation de votre voyage.
VOYAGEURS EN THAILANDE met à votre disposition les principaux ouvrages consacrés aux civilisations du Sud-Est asiatique, et organise chaque semaine des réunions d'information sur un thème précis.

4 LES PRIX IMBATTABLES : VOYAGEURS DU MONDE distribue ses voyages directement, sans intermédiaire, et peut ainsi pratiquer les prix les plus bas. Si vous trouviez ailleurs le même voyage à un prix inférieur, la différence vous serait immédiatement remboursée.
VOYAGEURS AU CANADA vérifie chaque semaine la compétitivité de ses offres auprès de ses concurrents.

5 LES CONDITIONS LES PLUS AVANTAGEUSES : VOYAGEURS DU MONDE vous fait profiter des conditions de vente les plus favorables du marché.
A VOYAGEURS AU BRESIL vous pouvez annuler sans frais votre voyage jusqu'à 60 jours du départ.

6 L'ALLOCATION "LONGUE DISTANCE" : VOYAGEURS DU MONDE rembourse leur frais de transport (jusqu'à 400 F) aux voyageurs qui viennent à Paris assister à une réunion pré-voyage.
L'an dernier VOYAGEURS EN CHINE a offert leur frais de transport à 1 028 clients venus de province.

7 L'EXPERIENCE DU VOYAGE : VOYAGEURS EN INDE (ex Carrefour de l'Inde) est né il y a 10 ans. Chaque VOYAGEURS qui s'ouvre vers une nouvelle destination profite de l'expérience de ses prédécesseurs, et des connaissances de spécialistes.
VOYAGEURS AU MEXIQUE, comme VOYAGEURS AU JAPON, AU BRESIL et EN CHINE, sont les premiers voyagistes français vers leur destination.

8 LA SPECIALISATION : Chaque VOYAGEURS se consacre à une seule destination. Mais propose, toutes les formes de voyages, de la plus économique à la plus luxueuse, de la plus classique à la plus originale.
VOYAGEURS EN ARGENTINE est le seul voyagiste à organiser un circuit régulier dans l'Antarctique.

9 LES ACCOMPAGNATEURS : la réussite d'un circuit dépend d'eux pour beaucoup. A VOYAGEURS DU MONDE, ce sont des spécialistes capables de faire partager leurs connaissances et leur passion.
VOYAGEURS AU MEXIQUE organise avant le départ de chaque circuit une réunion d'information. Vous y ferez connaissance avec votre accompagnateur.

10 LE CLUB VOYAGEURS : VOYAGEURS DU MONDE, privilégiant l'accueil attentif, l'information pointue, la distribution directe, ouvre un véritable club de voyageurs. Ils pourront s'y retrouver et profiter d'avantages exceptionnels.
Pour adhérer au Club VOYAGEURS, écrivez à VOYAGEURS DU MONDE, 12, rue Sainte-Anne, 75001 PARIS.

VOYAGEURS EN ARGENTINE
12, rue Sainte-Anne 75001 PARIS Tél : (1) 42.86.17.77

VOYAGEURS AU BRESIL
5, place André Malraux 75001 PARIS Tél : (1) 42.60.14.68

VOYAGEURS AU CANADA
5, place André Malraux 75001 PARIS Tél : (1) 40.15.06.60

VOYAGEURS EN CHINE
45, rue Sainte-Anne 75001 PARIS Tél : (1) 42.61.60.26

VOYAGEURS EN EGYPTE et au PROCHE-ORIENT
37 bis, rue Sainte-Anne 75001 PARIS Tél : (1) 42.61.50.12

VOYAGEURS AUX ETATS-UNIS
5, place André Malraux 75001 PARIS Tél : (1) 42.60.32.51

VOYAGEURS EN INDE
45 bis, rue Sainte-Anne 75001 PARIS Tél : (1) 42.61.77.08

VOYAGEURS AU JAPON
12, rue Sainte-Anne 75001 PARIS Tél : (1) 42.61.60.83

VOYAGEURS AU MEXIQUE
5, place André Malraux 75001 PARIS Tél : (1) 42.96.67.15

VOYAGEURS EN THAILANDE
30, rue Sainte-Anne 75001 PARIS Tél : (1) 42.60.63.31

Lic. A 1326

VOYAGEURS DU MONDE

au carrefour des voyages

Le Monde

SOCIÉTÉ/CULTURE

Un entretien avec Laurent Fignon

« Je suis honnête et je voudrais qu'on le soit avec moi »

L'année 1989 aura été marquée par le duel qui a opposé Greg LeMond et Laurent Fignon sur les routes du Tour de France et surtout lors du contre la montre final disputé entre Versailles et Paris. L'Américain a gagné l'épreuve, mais le coureur parisien peut se flatter de ses treize victoires de la saison et de son titre de « meilleur coureur du monde » au classement FICP. Avant de se lancer sur les routes de Paris-Nice, Laurent Fignon, trente ans en août prochain, évoque – dans l'entretien qu'il nous a accordé – ses échecs et ses démêlés avec les contrôles anti-dopage et fait part de ses ambitions.



« Le choc causé par votre défaite de 8 secondes lors du Tour de France 1989 n'était-il pas de nature à vous déstabiliser ?

– Rien ne sert de refaire une course lorsqu'elle est terminée, de ressasser des regrets. Quand on fait du sport, il faut accepter dès le départ de perdre comme de gagner. Alors, je fais abstraction des moments difficiles, pour ne penser qu'à l'avenir. La saison dernière terminée, je suis parti en vacances, et j'ai tout oublié.

– Le contrôle anti-dopage positif dont vous avez fait l'objet en septembre dernier n'a pas semblé vous émouvoir ?

– La fiabilité des laboratoires n'est pas absolue et n'importe qui peut être déclaré positif sans avoir absorbé de produits dopants : c'est cela qui me semble le plus grave. Il n'existe jamais de certitude en ce domaine. Dans ces conditions, il me semble délicat de sanctionner quelqu'un et de l'empêcher ainsi d'exercer sa profession. Face à cette situation, les accusations ne me touchent pas réellement. Personnellement, je préfère ne pas en tenir compte.

– N'êtes-vous pas cependant à la merci d'une suspension ferme de deux ans en cas de nouveau contrôle positif ?

– Sans doute, mais je considère n'avoir jamais commis d'erreurs. Donc je reste serein. Je constate cependant qu'il existe beaucoup d'aberrations lors des contrôles. Prenons l'exemple de ce qui m'est arrivé : les contre-analyses ont été effectuées aux Pays-Bas, à Utrecht, dans le même laboratoire qui avait découvert les premières traces. Avec cette procédure, les dés sont pipés, car les personnes qui ont effectué la première analyse ne peuvent se déjuger. Et puis il faut savoir que ce type de contrôle représente une source de revenus considérable pour les laboratoires, d'où l'importance pour ceux-ci de rester crédibles.

» Face à cette situation, les coureurs ne possèdent aucun droit, ne disposent d'aucun recours. Or, personne ne peut affirmer qu'un laboratoire ne se trompe jamais. Dans le cas d'Utrecht, il faut savoir que le laboratoire en question a depuis été mis en règlement judiciaire, car son directeur avait un peu tendance à mélanger ses comptes personnels et ceux de son cabinet. Autre exemple, le laboratoire qui m'avait déclaré positif la première fois, à Liège en 1987, n'est plus habilité aujourd'hui pour les contrôles en Belgique. Maintenant, les flacons vont directement à Utrecht. Tout cela est bien étonnant.

« Faire son métier »

– Votre image de sportif ne souffre-t-elle pas de ces affaires ?

– J'aimerais que les gens aient une image juste de moi. Je suis honnête et je voudrais qu'on le soit avec moi. J'essaye de dire toujours la vérité. Je souhaite être Laurent Fignon, tout simplement. Un professionnel qui tente de faire son métier le mieux possible.

– Et qui gagne ?

– Si l'on se réfère au classement mondial de la Fédération internationale, je suis le numéro un de la saison passée. Bien sûr, je n'ai pas gagné le Tour de France, à la différence de Greg LeMond, mais lui n'a couru au meilleur niveau que durant deux mois. Certes, il a réalisé un exploit en remportant les deux plus grandes courses de la saison, le Tour et le Championnat du monde, mais le reste de son palmarès 1989 est vierge. Sans vanité, j'estime qu'il est plus important de bien figurer tout au long de la saison : j'ai remporté Milan-San-Remo en mars, le Grand Prix des Nations en septembre, et entre-temps le Tour d'Italie.

– Vous comptez-vous parmi les véritables leaders ?

– Actuellement, je dirais qu'il existe trois grands leaders dans le cyclisme mondial. Trois coureurs qui ont prouvé qu'ils étaient capables de gagner le Tour de France et de grandes classiques : Greg LeMond, Pedro Delgado et moi. Nous avons des noms susceptibles d'attirer des sponsors, autour desquels une équipe peut être construite.

– C'est ce qui explique la pérennité de votre association avec Cyrille Guimard ?

– L'idée de créer une structure qui permette de rendre les coureurs moins dépendants des sponsors nous est venue en 1985, lorsque Renault a décidé d'abandonner le cyclisme. Avant cela, le sponsor créait son association sportive et celle-ci était dissoute quand le sponsor se retirait. Avec Cyrille, nous avons choisi de mettre en place une structure qui permette d'assurer une certaine permanence aux coureurs : c'est Maxi Sports Promotion, la société qui gère notre équipe. Les contrats de partenariat se négocient entre les sponsors et cette société.

» Cette année, nous avons conclu un accord de trois ans avec Castorama. Cette entreprise n'a pas simplement acheté un maillot, mais a investi pour être partenaire d'une équipe. La politique sportive, le programme des épreuves, comme le choix des équipiers, sont du ressort de Maxi Sports. Cette organisation me semble la meilleure possible, car elle préserve les intérêts des deux parties et évite les malentendus. Elle a fait ses preuves avec Système U, notre précédent partenaire, et j'espère qu'il en sera de même avec Castorama.

– Imaginez-vous vous séparer un jour de Cyrille Guimard ?

– Cela fait huit ans que nous travaillons ensemble et nous avons élaboré la structure la plus saine qui soit, je ne vois pas pourquoi nous arrêterions cette collaboration. Nous ne sommes pas seulement associés dans la gérance de la société Maxi Sports, nous sommes aussi deux amis qui s'entendent bien, deux hommes qui se respectent.

« Un public jeune »

– Vous appartenez pourtant à deux générations différentes.

– Les mentalités n'ont pas beaucoup changé, ce sont plutôt les comportements des coureurs qui se sont modifiés. Les professionnels sont maintenant des sportifs responsables et sérieux. Trop parfois : fini les soirées de discussion après les arrivées d'étape ; maintenant tout le monde va se coucher à 21 heures. Il faut s'habituer à cette nouvelle donne, favorisée par l'isolement des coureurs. Le déclin des tournées de critériums a entraîné l'absence de relations profondes entre les coureurs.

– Cette évolution a-t-elle été suivie par l'apparition d'un nouveau public ?

– Il n'est pas aisé pour un concurrent de noter des changements chez les spectateurs massés au bord des routes. Mais il est certain qu'un renouvellement s'est produit, un public jeune se passionne pour les courses. Et puis, comme dans tous les sports, la télévision a joué un grand rôle, redonnant aux courses tout leur éclat. Mais le cyclisme reste un sport rural, une discipline qu'il est plus facile de pratiquer à la campagne qu'à la ville, ce qui à terme risque de provoquer des problèmes de recrutement dans les équipes.

– La création récente d'une Coupe du monde peut-elle favoriser le développement du sport cycliste ?

– L'idée était originale, mais le manque de concertation a empêché de l'aménager au mieux des intérêts de tous, coureurs comme organisateurs. Il ne faut pas créer de nouvelles épreuves, les saisons sont déjà suffisamment pleines, mais il faut tenter de mieux mettre en valeur d'autres épreuves que le Tour. Cela passe par une médiatisation plus importante de certaines courses, et non pas par un classement supplémentaire qui viendrait ajouter à la confusion. Il est nécessaire de simplifier, afin que les spectateurs s'y retrouvent aisément. Pourquoi ne pas supprimer les classements par équipes et ne conserver que les classements individuels ? Même une opération aussi simple que celle-là risque de prendre beaucoup de temps, car les instances internationales du cyclisme agissent toujours avec lenteur. »

Propos recueillis par
SERGE BOLLOCH
et **GILLE VAN KOTTE**

Le derby Lyon-Saint-Etienne de football

Gerland refait le plein

La vingt-septième journée du championnat de France de première division de football – la dernière de la saison disputée en diurne – était celle des derbies. Au Parc des Princes, le Paris-SG s'est incliné devant le RP1 (2-1).

A Mulhouse, les Sochaliens se sont imposés face aux Alsaciens (1-2). A Toulouse, Montpellier et Toulouse n'ont pu se départager (0-0), tout comme Lyon et Saint-Etienne (0-0), au stade de Gerland, devant quarante mille spectateurs.

LYON
de notre bureau régional

Tous les anciens joueurs qui l'ont vécu l'affirment : par la passion qu'il suscite, c'est le seul derby digne de ce nom en France. Les plus partisans n'hésitent pas à le comparer aux rencontres qui enflamment le Brésil ou l'Angleterre. Même ceux qui refusent de se laisser embarquer par les poussées de chauvinisme local rappellent que le record d'affluence pour un match de championnat de France de football remonte au 9 octobre 1980 : le stade de Gerland à Lyon avait accueilli 48 552 spectateurs, bien entendu pour un derby.

Depuis, le stade a été modifié : le record ne sera donc jamais battu. Dimanche 25 février, ils étaient près de quarante mille à garnir les tribunes et les virages, agitant drapeaux et ballons, célébrant la fin de leur longue abstinence. Depuis 1985, saison où les deux équipes piétinaient ensemble en deuxième division, ils étaient sevrés de telles rencontres. Pour les plus vieux supporters, il ne restait plus que la légende des années 70.

Alors les Verts dominaient de toute leur splendeur et de tout leur orgueil le football hexagonal. L'OL était qualifiée d'« équipe de Coupe », appellation pudique pour cacher que, si l'équipe remportait parfois ce trophée, elle était aussi capable du pire le reste de la saison. Sauf pour le derby, bien sûr, son match de l'année. Ces rencontres dépassaient la raison. On se souvient encore des joueurs quittant le stade dans un panier à salade. Mais l'OL, à force de résultats en dents de scie, a sombré en deuxième division. Le plus ancien club de l'élite tombait de haut. Saint-Etienne aussi.

Il leur a fallu la volonté et la patience de tout remettre à plat, de tout reconstruire. Saint-Etienne puis Lyon ont rejoint la première division. Ces deux clubs ont fini par se ressembler. Leurs présidents, André Laurent et Jean-Michel Aulas, chefs d'entreprise, sont considérés comme des « rénovateurs » dans le milieu du football. Ils ont appelé des entraîneurs du cru, Robert Herbin pour les Stéphanois et Raymond Domenech pour les Lyonnais, qui constituent leurs équipes autour des jeunes formés dans leurs clubs respectifs. L'OL et l'AS Saint-Etienne se suivent à un point dans le premier tiers du classement du championnat.

Bref, il n'empêche que le passé a pesé sur ces retrouvailles. Tout au long de la semaine, en consacrant des pages entières à l'événement, en publiant des petites phrases provocatrices, la presse locale avait fait monter la pression. Elle a dû être un peu trop forte pour les jeunes épaules des joueurs. Ils n'ont pas su se dépêtrer du vent qui soufflait sur le stade. La générosité un peu désordonnée des Lyonnais n'a pas réussi à dérider la timidité des Stéphanois. La rencontre tant attendue n'a pas été un grand match. Pourtant, malgré ce score nul (0-0), les supporters n'étaient pas trop déçus. Ils ont retrouvé leur derby.

BRUNO CAUSSÉ

Championnat de France de cross-country

Thierry Pantel, cavalier seul

Sur le parcours où seront disputés le 24 mars les championnats du monde de cross-country, Thierry Pantel a gagné, le 24 février à Aix-les-Bains, le titre national après avoir devancé les quelque six cents concurrents dès les premiers hectomètres.

AIX-LES-BAINS
de notre envoyé spécial

Les mains à la hauteur des épaules, les doigts formant un V, Thierry Pantel, en suspension, les pieds ne touchant pas terre, casse avec la poitrine le ruban de papier matérialisant l'arrivée du championnat de France de cross-country 1990. Il a gagné. Le coureur de Marignane connaîtra-t-il la même quasi-extase dans un mois, sur ce même parcours d'Aix-les-Bains où l'opposition, à l'occasion des championnats du monde, sera beaucoup plus consistante qu'en ce samedi de vrai faux printemps ?

La question est prématurée. En tombant dans les bras de « Pitouche », cette épouse institutrice maternelle qui le force à aller s'entraîner comme elle obligerait un écolier à faire ses devoirs, il a déjà fait beaucoup : il a balayé les doutes qui pesaient sur ses capacités à assumer moralement la victoire, autrement dit à ne pas avoir les jambes coupées par l'enjeu quand il est vraiment d'importance.

Depuis le début de la saison de « course à travers champs », Thierry Pantel s'était en effet joué de tous ses adversaires, nationaux et internationaux : premier à Sin-le-Noble, aux Mureaux, au cross du *Figaro*, à Roncq et à Issy-les-Moulineaux, seule la perte d'une chaussure au départ l'avait empêché de remporter la Coupe d'Europe des clubs au Portugal le 4 février. Il était l'« homme fort » de cet hiver qui n'en est pas un.

Mais un National, avec une sélection aux championnats du monde à la clé, c'est une autre affaire. En 1988, il avait déjà un petit diamant dans le lobe gauche, il avait déjà cette longue crinière qui lui battait les épaules et il était aussi super favori du championnat de France. Or, sur le parcours de Marignane, son terrain d'entraînement, Thierry Pantel avait perdu pied : il avait terminé en vingt-septième position. Avait-il alors été victime du froid trop vif, comme il l'avait dit, ou d'une faiblesse psychologique rédhibitoire, comme l'avaient prétendu ses détracteurs ?

Traitement homéopathique

En tout cas, cet échec n'a pas découragé le Provençal. Il gardait confiance en lui. Il se disait qu'il ne pouvait pas avoir été vice-champion de France en 1987 par hasard, qu'à vingt-trois ans il était encore un athlète débutant, qu'il pouvait corriger certaines erreurs dans sa préparation. Pour se le prouver comme pour le prouver aux autres, Thierry Pantel a installé sa petite famille dans les Cévennes, loin de l'agitation des grandes cités, dans une nature rugueuse, son véritable élément, qu'il peut sillonner à loisir, ses deux bergers écossais accrochés à sa longue foulée.

Et tout en suivant un traitement homéopathique auquel il attribue une santé de fer : – *« Aucune angine, aucun rhume, n'a perturbé mon programme »,* – ce coureur écolo a fait confiance à un informaticien, Bernard Brun, pour l'élaboration d'un entraînement qui s'inspire du travail théorique mené par Raymond Chanon.

Restait à apporter la preuve de l'excellence de la méthode. Thierry Pantel l'a fait avec panache samedi : il a pris le commandement dès les premiers hectomètres sans que Paul Arpin, champion de France ces trois dernières années, ait jamais pu se rapprocher en dépit du concours de Bertrand Itsweire.

Le mois prochain, contre les meilleurs spécialistes mondiaux, africains, américains et européens, Thierry Pantel se doute bien que la tâche ne sera pas aussi facile. Mais, classé dix-neuvième du Mondial 1989 à Stavanger (Norvège), le nouveau champion de France vise plus haut cette année.

ALAIN GIRAUDO

Les résultats

ATHLÉTISME

CHAMPIONNATS DE FRANCE DE CROSS-COUNTRY

Hommes. – 1. Pantel (Marignane), les 12,2 km en 35 min 37 s ; 2. Arpin (Aix-les-Bains), 36 min 6 s ; 3. Itsweire (Marignane), 36 min 11 s ; 4. Martins (Bordeaux), 36 min 17 s ; 5. Watrice (Bordeaux), 36 min 19 s ; 6. Prianon (RCF), 36 min 22 s, etc.

Femmes. – 1. Fates (Sarreguemines) les 6 km en 20 min 18 s ; 2. Mukamurenzi (Rwanda, Bordeaux), 20 min 18 s ; 3. Ohier (Rennes) 20 min 28 s ; 4. Sergent (Bron), 20 min 40 s ; 5. Feuillet (RCF) 20 min 49 s ; 6. Vieilix (Grenoble) 20 min 51 s, etc.

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Nationale 1-A
(Douzième journée)

Nantes b. *Villeurbanne	90-63
*Saint-Quentin b. Pau-Orthez	60-58
*Cholet b. RCF	76-73
Limoges b. *Monaco	110-78
*Roanne b. Avignon	74-65
*Gravelines b. Tours	94-93
*Reims b. Lorient	103-86
Antibes b. *Caen	112-98
Montpellier b. *Mulhouse	78-69

Classement. – 1. CSP Limoges, 57 pts ; 2. Antibes, 51 ; 3. Pau-Orthez et Cholet, 50 ; 5. Mulhouse, 49 ; 6. Nantes, 48 ; 7. Villeurbanne, 48 ; 8. Saint-Quen, 45 ; 9. Reims, 43 ; 10. Gravelines et RCF, 41 ; 12. Montpellier et Monaco, 40 ; 14. Roanne, 39 ; 15. Tours, 38 ; 16. Avignon, 35 ; 17. Lorient, 34 ; 18. Caen, 33.

BILLARD

CHAMPIONNAT DU MONDE ARTISTIQUE

Le Français Jean Reverchon, vingt-six ans, du Billard-Club de Saint-Maur (Val-de-Marne), a gagné le championnat du monde de billard artistique à Barcelone. Avec un total de 303 points, il a devancé le Mexicain Josas (284) et l'Espagnol Fonellosa (277). Le champion du monde en titre, le Néerlandais Jean Bessems, a terminé huitième, ce qui a constitué la grosse surprise de ce championnat, ainsi que la cinquième place du Belge Raymond Steylaerst, cinq fois champion du monde.

Cette discipline comporte 68 figures imposées et exige du joueur une palette de coups très étendue, tant sont variés les points à exécuter. Jean Reverchon, qui est recordman de France avec 334 points, est le premier Français à conquérir le titre mondial à ce mode de jeu, le plus spectaculaire du billard.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(vingt-septième journée)

*Bordeaux b. Toulon	2-1
*Marseille et Monaco	2-2
Sochaux b. *Mulhouse	2-1
RP-1 b. *Paris-SG	2-1
*Lyon et Saint-Etienne	0-0
*Toulouse et Montpellier	0-0
*Auxerre b. Lille	3-0
*Nantes et Caen	0-0
*Nice et Metz	0-0
*Cannes et Brest	1-1

Classement. – 1. Bordeaux, 41 pts ; 2. Marseille, 37 ; 3. Sochaux et Monaco, 32 ; 5. Paris-SG, 29 ; 6. Lyon et Toulouse, 28 ; 8. Saint-Etienne, 27 ; 9. Auxerre, Nantes, Metz, Brest et Caen, 25 ; 14. Lille, 24 ; 15. Cannes et Toulon, 23 ; 17. Montpellier, Mulhouse et RP-1, 22 ; 20. Nice, 21.

Les matches en retard Lyon-Nantes et Sochaux-Marseille seront disputés le mercredi 14 mars.

Deuxième division
(vingt-cinquième journée)

GROUPE A

Dijon b. *Louhans-Cuiseaux	2-1
*Bastia b. Avignon	2-0
*Annecy b. Martigues	1-0
*Red Star 93 et Caumont	0-0
*Montceau et Strasbourg	1-1
*Orléans b. Gueugnon	3-2
*Reims et Alès	1-1
*Nancy b. Istres	4-0
*Nîmes b. Grenoble	2-1

Classement. – 1. Nancy, 39 ; 2. Strasbourg, 32 ; 3. Nîmes et Alès, 31 ; 5. Bastia, 30 ; 6. Martigues, 29 ; 7. Reims, 28 ; 8. Istres, 25 ; 9. Louhans-Cuiseaux et Avignon, 24 ; 11. Gueugnon et Annecy, 23 ; 13. Chaumont, 21 ; 14. Orléans, 20 ; 15. Dijon, 19 ; 16. Grenoble, 18 ; 17. Red Star 93, 17 ; 18. Montceau, 15.

GROUPE B

*Abbeville b. La Roche-sur-Yon	1-0
Angers b. *Lens	4-1
*Créteil b. Valenciennes	2-1
Beauvais b. *Saint-Seurin	1-0
*Dunkerque et Niort	0-0
*Guingamp b. Laval	4-1
*Quimper et Rennes	0-0
*Rouen b. Le Havre	1-0
Lorient b. *Tours	2-1

Classement. – 1. Rennes, 35 pts ; 2. Le Havre, Laval et Valenciennes, 30 ; 5. Beauvais et Niort, 28 ; 7. Rouen, 27 ; 8. Lens, Angers et Dunkerque, 26 ; 11. Créteil, 25 ; 12. Guingamp, 22 ; 13. La Roche-sur-Yon, Quimper et Lorient, 20 ; 16. Saint-Seurin et Tours, 19 ; 18. Abbeville, 17.

HOCKEY SUR GLACE

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Après la dix-huitième journée de nationale 1 A, quatre clubs sont qualifiés pour les demi-finales : 1. Rouen, 42 pts ; 2. Français Volants, 39 ; 3. Grenoble, 38 ; 4. Amiens, 36.

Les matches aller ont lieu le 27 février (Rouen-Amiens, Français-Volants-Grenoble) ; le match d'appui sera disputé éventuellement le samedi 3 mars.

SKI ALPIN

CHAMPIONNATS DE FRANCE FÉMININS

Les titres nationaux ont été âprement disputés à Tignes (Savoie) lors des championnats de France féminins, qui se sont achevés samedi 24 février. Cathy Chedal (descente et géant), Carole Merle (super-géant) et Béatrice Filliol (slalom) se sont imposées face à leurs camarades de l'équipe nationale, Patricia Chauvet et Christelle Guignard.

TENNIS

TOURNOI DE STUTTGART (RFA)

Demi-finales. – B. Becker (RFA) b. J. Svensson (Suè.), 7-5, 6-2 ; I. Lendl (Tch.) b. O. Gustafsson (Suè.), 6-4, 6-7, 6-3.

Finale. – B. Becker (RFA) b. I. Lendl (Tch.), 6-2, 6-2.

TOURNOI DE PHILADELPHIE (E-U)

Demi-finales. – P. Sampras (E-U) b. P. Kratzman (Aus.), 4-6, 6-1, 6-4 ; A. Gomez (Equ.) b. P. Korda (Tch.), 6-2, 6-0.

Finale. – P. Sampras (E-U) b. A. Gomez (Equ.), 7-6, 7-5, 6-2.

SOCIÉTÉ

SPORTS

RUGBY : sélection France-Irlande

Stabilité

Pour les sélectionneurs de l'équipe de France de rugby, la défaite contre l'Ecosse le 17 février à Murrayfield a eu deux causes principales : le vent qui n'a pas soufflé pour le XV national en deuxième période et la bêtise d'Alain Carminati, qui a contraint la formation à finir le match à quatorze. Une telle analyse a conduit logiquement Jacques Fouroux et ses amis à procéder à un ajustement mineur dans la composition de l'équipe qui rencontrera l'Irlande, nation réputée la plus faible du tournoi, le 3 mars au Parc des Princes.

Le Dacquois Olivier Roumat ayant glissé en troisième ligne, le Biarrot Jean Condom retrouve aux côtés du Nîmois Thierry Devergie une place en deuxième ligne qu'il n'avait plus tenue depuis le début du tournoi. Cette équipe n'en comportera pas moins un élément révolutionnaire : la présence sur le banc des remplaçant du Toulousain Eric Melville : après un bref passage dans les rangs de l'équipe A', le Sud-Africain, qui a obtenu sa naturalisation début janvier, rapproche insensiblement son impressionnante carcasse de troisième ligne de la titularisation officielle.

L'équipe, dont le capitanat sera encore assuré par Laurent Rodriguez, aura la composition suivante : Serge Blanco – Pierre Hontas, Philippe Sella, Franck Mesnel, Patrice Lagisquet – (o) Didier Camberabero, (m) Henri Sanz – Olivier Roumat, Laurent Rodriguez, Jean-Marc Lhermet – Jean Condom, Thierry Devergie – Pascal Ondarts, Louis Armary, Marc Pajolle.

TAUROMACHIE : la Feria d'hiver à Nîmes

Mejias mène le bal

NIMES

de notre envoyé spécial

Samedi 24 février, vers dix-sept heures, Marcos Sanchez Mejias, un gamin de vingt-deux ans, chamarré d'or, héritier d'une des plus illustres familles de toreros sévillans, a prouvé sur le sable de l'arène nîmoise que la fameuse dynastie avait *retrouvée* ses lettres de noblesse.

Les aficionados qui, nombreux, avaient envahi l'amphithéâtre romain, coiffé d'une immense « lentille » qui lui donne un petit air de Palais omnisport de Bercy, ne s'y sont pas trompés : ils ont, debout, ovationné le plus jeune matador qui, cape et muleta en main, venait de les envoûter. La geste artistique de Sanchez Mejias demeurera le temps fort de cette Feria d'hiver de la cité gardoise où les espoirs de la tauromachie avaient été invités à venir s'exprimer une ultime fois avant d'aller « jouer dans la cour des grands ».

Somptueuses passes

Plus que les superbes estocades de Jesulin de Ubrique, l'élégance de Finito de Cordoba et l'inspiration de Pareja Obregon, la partition de Sanchez Mejias s'imposa. Face au taureau Capitan, de l'élevage andalou Jandilla, il dessina de *somptueuses passes* d'une lenteur et d'une profondeur exceptionnelles. Alors que le taureau brisait son assaut contre le picador, le jeune *maestro l'entraîna dans les plis* de sa cape avec une douceur et une délicatesse telles que soudain l'arène et le public disparurent pour laisser Sanchez Mejias et Capitan seuls !

Bien sûr, cet artiste délicat devra, dans les années futures, confirmer son savoir.

Les aficionados n'oublieront pas non plus, les fauves de Maria Luisa Perez de Vargas. Leur combativité et leur puissance ont fait honneur aux couleurs de la prestigieuse ganaderia d'Utrera.

Organisée pour la deuxième année consécutive, cette Feria d'hiver a connu un succès populaire incontestable. Voilà de quoi satisfaire Jean Bousquet (UDF), maire de l'antique cité, qui avait engagé un pari risqué. Il n'est pas, en effet, évident de retrouver l'atmosphère torride, l'air brûlant et la lumière limpide des traditionnels après-midi taurins sous une énorme toile ornée de gros projecteurs.

JEAN PERRIN

SCIENCES

Incident dans une centrale nucléaire au Canada...

Sabotage ? Accident ? Au moins huit employés d'une centrale nucléaire canadienne, située à Pointe-Lepreau (Nouveau-Brunswick), ont en tout cas ingéré la *semaine* dernière de l'eau lourde radioactive... après avoir bu dans une fontaine d'eau fraîche installée dans la salle de repos du personnel. Selon un communiqué de la compagnie nationale d'électricité New Brunswick Power, cinq d'entre eux ont été contaminés à la limite de la dose annuelle acceptable.

Excepté un sabotage, *« il n'y a aucune explication au fait que de 6 à 7 onces* [environ 20 centilitres] *d'eau lourde radioactive aient pu se retrouver dans la fontaine »*, déclarait, le dimanche 25 février M. Larry Boudreau, porte-parole de la compagnie. La gendarmerie royale du Canada a ouvert une enquête et les deux cent quarante-quatre employés de la centrale ont tous été examinés. Les personnes contaminées pourront poursuivre leur travail, mais seront dans les douze prochains mois affectés à des postes ne les exposant à aucune radioactivité.

... et à Creys-Malville

En outre, un incident s'est produit à la centrale de Creys-Malville (Isère), le dimanche 25 février, qui a entraîné l'évacuation du personnel présent. *« Une ampoule contenant 2 gigabecquerels* [environ 55 millicuries] *de krypton 79 s'est brisée prématurément, lors d'essais de purgeurs dans le bâtiment de confinement du réacteur »*, précise un communiqué du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI). Les contrôles immédiatement effectués ont toutefois montré que l'incident était sans gravité, tant pour la santé publique que pour l'environnement. – *(AFP.)*

EN BREF

□ **Découverte d'une importante nécropole romaine à Zadar (Yougoslavie).** – Une importante nécropole datant des quatre premiers siècles de notre ère a été mise au jour dans la ville de Zadar, l'antique Iadera, sur la côte adriatique yougoslave. La nécropole s'étend sur plus de 5 000 m². Jusqu'à présent, 635 tombes ont été dénombrées, a indiqué le directeur des fouilles, l'archéologue Smiljan Gluscevic. Il s'agit, selon lui, de la plus grande nécropole mise au jour sur la côte yougoslave.

Les fouilles de la plus ancienne partie du cimetière (datant des premier et deuxième siècles) ont révélé de nombreuses urnes en céramique. Dans la partie, plus récente, les morts étaient enterrés dans des amphores en grès cérame, dont beaucoup étaient intactes. Le site contient de nombreux objets, pour la plupart des flacons en verre fabriqués en Syrie, des bijoux en cuivre et en or, et des amphores venant de Tunisie. – *(AFP.)*

□ **RECTIFICATIF.** – Contrairement à ce que nous avons écrit dans *le Monde* du 23 février, M. David Saada est le directeur général du Fonds social juif unifié et non son président.

MÉDECINE

Après la rupture des négociations avec les syndicats de médecins

La Caisse nationale d'assurance-maladie souhaite éviter une convention spécifique aux généralistes

La Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), qui réunira son conseil d'administration mardi 27 février, pourra-t-elle éviter de jouer la dernière carte qu'il lui reste, celle d'une double convention médicale, l'une pour les spécialistes, l'autre pour les généralistes ? Le constat de rupture intervenu le 22 février contraint M. Maurice Derlin (FO), président de la CNAM, à demander à son conseil d'administration – où siègent le patronat, les syndicats confédéraux et la Mutualité française – de lui fixer un nouveau mandat. Dans le cas contraire, le gouvernement interviendrait directement dès le 1er mars afin de sortir de l'impasse. Le syndicat M-G France, qui ne regroupe que des généralistes, ne cesse de réclamer la discussion d'une double convention. Pour sa part, M. Claude Evin, ministre de la solidarité, plaide pour une telle issue.

Or M. Derlin n'a jamais caché qu'il n'est pas du tout tenté par cette option qui conduirait à un encadrement beaucoup plus rigide de l'activité du secteur 2 (honoraires libres). Depuis plusieurs jours, il continue, avec le soutien du patronat, d'entretenir des contacts avec la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et la Fédération des médecins de France (FMF) dans l'espoir d'arracher l'accord que ces deux organisations ont dédaigné mercredi dernier. Les dernières propositions de la CNAM visaient à réserver l'accès au secteur 2 à 1 000 jeunes médecins par an et à imposer aux actuels praticiens pratiquant les honoraires libres qu'ils effectuent 20 % de leur activité en tarifs conventionnels.

Vendredi, la CSMF et la FMF ont d'ailleurs réclamé la poursuite des négociations conventionnelles sur la base de leur plate-forme commune (généralisation de *« plages de dépassements d'honoraires »*, convention-étape, revalorisation des honoraires). A la FMF, on indique que *« les discussions ne sont pas terminées »* et l'on ne désespère pas de voir surgir très prochainement *« des faits nouveaux »*.

Parmi les membres du conseil d'administration, la CGT souhaite que *« les administrateurs se prononcent dans la clarté »* alors que la CFTC se dit excédée par *« le mercantilisme »* de certains syndicats médicaux. La CFDT est favorable à une double convention et estime que la CNAM *« n'aura pas d'autre choix »*. A moins que, malgré la rupture officiellement intervenue lors de la réunion de mercredi, un compromis de dernière minute n'intervienne entre M. Derlin et certains syndicats de médecins. Ces derniers mois, les véritables négociations se sont, il est vrai, déroulées dans les coulisses et non en séance plénière.

JEAN-MICHEL NORMAND

A des fins de recherche épidémiologique

Vingt mille employés d'EDF seront suivis médicalement toute leur vie

C'est une opération sans doute unique au monde qu'a mise en place EDF-GDF concernant la recherche épidémiologique : vingt mille agents ont accepté, depuis janvier 1989, de se placer sous la surveillance médicale de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et des médecins du travail d'EDF pour être suivis, durant leur vie, tant au point de vue de leur état de santé que de leurs conditions de travail. Cette vaste étude de « cohorte » qui comprend des hommes âgés de quarante à cinquante ans et des femmes de trente-cinq à cinquante ans, a reçu l'agrément de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), du conseil national de l'ordre des médecins et du comité national d'éthique.

Dans un premier temps, chaque volontaire a rempli un questionnaire sur ses conditions de travail et sur les facteurs de risque auxquels il est exposé. Dans un second temps, il devra remplir un questionnaire plus médical à l'occasion de sa visite annuelle de médecine du travail. Un échantillon de sang de chaque personne participant à l'étude sera prélevé tous les cinq ans de manière à constituer une hémathèque.

Selon ses promoteurs, le principal objectif de cette enquête est de développer un outil de recherche épidémiologique extrêmement performant. Cet *« instrument scientifique »* est ouvert à la collectivité des chercheurs puisque dès l'an dernier un appel d'offres avait été lancé pour inciter des équipes de recherche à proposer des projets. D'ores et déjà, cinq laboratoires de l'INSERM participent à ces travaux. Dans un deuxième temps, ces recherches pourraient permettre la mise en place d'études d'« intervention » permettant en particulier l'évaluation de diverses actions de prévention.

Ce programme, unique par son ampleur et par la richesse des données qu'il permettra d'obtenir, est entièrement financé par EDF. Ses premiers résultats doivent être rendus publics le 14 mars.

ESPACE

Reports en série pour Atlantis

Pour la cinquième fois, la NASA a décidé, lundi 26 février, de reporter le lancement de la navette Atlantis, en raison du mauvais temps qui régnait à Cap Canaveral (Floride). Le départ de cette mission militaire, la trente-quatrième de la navette américaine, était initialement prévu dans la nuit du 21 au 22 février. Le capitaine John Creighton, commandant de bord, souffrant alors d'un gros rhume, le décollage avait été repoussé une première fois d'au moins trois jours (*le Monde* du 24 février).

Après deux nouveaux reports dus aux mauvaises conditions météorologiques, Atlantis avait fait le plein, samedi 24 février, pour décoller le lendemain matin. John Creighton allait beaucoup mieux... mais ce fut cette fois une défaillance d'ordinateur qui, trente et une secondes avant le décollage, provoqua l'annulation du lancement.

Lundi matin, les nuages et les vents violents qui soufflaient sur le pas de tir ont donc, une fois encore, cloué la navette au sol. Selon la NASA, aucun nouveau lancement ne sera tenté avant mercredi matin, en raison de la fatigue accumulée à la fois par l'équipage et par le personnel au sol. Un départ décidément mouvementé pour les cinq astronautes chargés de cette mission militaire, qui doivent mettre sur orbite un satellite espion de 500 millions de dollars (environ 3 milliards de francs). Son rôle : survoler les installations du Grand Nord soviétique pour vérifier que l'URSS respecte bien les traités sur le contrôle des armements. – *(AFP, UPI.)*

□ **Le prix Castex décerné à M. Hervé Coutau-Bégarie.** – La Fondation pour les études de défense nationale (FEDN) vient de décerner le prix Castex (créé en 1987 et portant le nom de l'amiral Louis Castex) à M. Hervé Coutau-Bégarie pour l'ensemble de son œuvre consacrée à la géostratégie maritime. M. Coutau-Bégarie est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la puissance maritime et d'une biographie de l'amiral Darlan.

ÉDUCATION

Un transfert d'équipements en direction du tiers-monde

Les lycées français céderont des machines-outils à des établissements africains

M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, et M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement, ont donné, vendredi 25 février, le coup d'envoi d'une opération de transferts d'équipements entre des lycées professionnels et techniques français et des établissements d'Afrique. Expérimentée dans l'académie de Rouen avec le Togo, le Burkina Faso et le Congo, cette action de partenariat lourd pourra être étendue à l'ensemble du parc de machines-outils conventionnelles de l'éducation nationale, rendu pléthorique par les réformes des programmes.

Les Andelys (Eure)

De notre envoyé spécial

Un alignement de machines, toutes identiques ; un adolescent en blouse bleue au chevet de chacune ; les mêmes gestes dupliqués pour fabriquer la même pièce ; et un professeur qui se déplace d'un poste à l'autre pour superviser le travail et répéter ses explications. Au lycée professionnel Jean-Moulin des Andelys (Eure), ce type d'atelier est en voie de disparition. *« L'équation un homme, une machine n'est plus adaptée et doit progressivement être remplacée par un atelier flexible »*, explique le proviseur, M. René Masson. Tous les établissements techniques se trouvent dans la même situation depuis quelques années avec l'apparition de nouveaux programmes et la rénovation des filières d'enseignement, en particulier les séries F conduisant aux baccalauréats technologiques industriels.

« Les pédagogies nouvelles se traduisent par un travail plus collectif des élèves, constitués en équipes, et une utilisation alternée des nouveaux outils – tels que les machines à commande numérique, les ordinateurs de CAO, les robots, – et des machines traditionnelles », devait rappeler M. Robert Chapuis. Ces dernières vont être rapidement en surnombre, promises au rancard alors qu'elles sont *« techniquement toujours valides »*. L'idée d'en faire profiter les pays en voie de développement dans le cadre d'opérations de partenariat éducatif Nord-Sud est apparue immédiatement aux responsables du secrétariat d'Etat à l'enseignement technique comme à ceux du ministère de la coopération. Une idée simple en apparence. *« Un geste de solidarité intelligente »*, selon M. Jacques Pelletier. Il a cependant fallu plus d'un an de contacts et de démarches pour faire sauter un à un tous les obstacles administratifs et techniques.

Réparation-maintenance

Dans l'académie de Rouen, le recensement des machines pouvant faire l'objet d'un tel transfert est pratiquement achevé : environ 400 sur les quelque 1 400 tours et fraiseuses installés dans les établissements de la région. Son lycée ayant été désigné comme chef de file de l'opération, M. René Masson s'est rendu du 7 au 13 février au Burkina Faso et au Togo, accompagné de techniciens de l'éducation nationale, pour estimer les besoins : *« surtout des machines-outils conventionnelles sans commande numérique »*. Une autre mission d'étude est attendue en mars à Brazzaville. Dans un premier temps, quatre-vingt-dix machines-outils, principalement des tours et des fraiseuses, remises par treize lycées professionnels de Haute-Normandie seront acheminées à partir de la rentrée prochaine vers les trois pays, après avoir été refaites à neuf et mises en conformité avec les normes de sécurité.

Ce travail de réparation-maintenance, confié à des entreprises locales, est financé par le ministère de la coopération et du développement. Un crédit de 2,2 millions de francs, soit environ 25000 francs par machine, y a été affecté. D'ores et déjà, les recteurs des autres académies sont invités par le secrétariat d'Etat à l'enseignement technique à veiller à ce que le matériel technologique inutilisé par les établissements scolaires ne soit plus dispersé par les *domaines*, mais soigneusement recensé en vue d'une extension de ce partenariat. Sur un parc de près de 150000 machines-outils, ce sont plusieurs dizaines de milliers qui pourraient ainsi faire le bonheur d'écoles sous-équipées dans le tiers-monde, voire en Europe de l'Est.

Selon les ambassadeurs africains présents aux Andelys, cette initiative arrive à point, au moment où les pays qui doivent dégraisser leur administration sous la pression de la Banque mondiale cherchent d'autres voies que l'enseignement général pour mener leur jeunesse vers de meilleurs débouchés. Mais le développement de l'enseignement technique dans les pays africains ne peut se réduire à la livraison de machines. Pour M. Chapuis, *« les lycées d'origine vont être appelés à bâtir avec les lycées d'accueil et les enseignants qui y travaillent des actions de formation et d'échanges destinées à accompagner et à prolonger l'installation des machines, dans le cadre d'un véritable partenariat de longue durée »*.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Les écoles en langue bretonne dénoncent le protocole qui les lie à l'Etat

BREST

de notre correspondant

Diwan, l'association des écoles en langue bretonne, réclame une égalité de statut avec les écoles en langue basque, corse et catalane. Celles-ci ont en effet signé l'une après l'autre un protocole d'accord avec le ministère de l'éducation nationale au terme duquel tous leurs maîtres sont pris en charge par l'Etat à partir du 1er janvier 1990.

Diwan (« le germe ») qui compte six cent dix élèves, répartis dans vingt et une écoles maternelles, seize écoles primaires et un collège, demande que le protocole qui la lie avec le ministère jusqu'en 1992 soit dénoncé. Après de nombreuses tractations, elle avait obtenu, en avril 1988, une prise en charge partielle du corps enseignant. *« Actuellement, douze des quarante-huit instituteurs sont payés par l'Etat. Mais cela ne suffit pas à faire fonctionner les écoles »*, se plaint l'association. Comme à d'autres moments, les parents ont dû faire des avances pour payer le salaire des instituteurs en décembre et janvier.

L'association remboursera au fur et à mesure que tomberont les subventions (600 000 francs de l'Etat, 1 625 000 francs des collectivités territoriales). Une situation que rend plus compliquée le règlement de la dette sociale de l'association : Diwan est redevable d'une « ardoise » de six millions de francs à l'URSSAF.

G. S.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'un des auteurs de l'escroquerie de la Sobovidé a été arrêté en Allemagne

Le faux Bernard Gliksberg, qui avait disparu début février après avoir détourné, en compagnie d'un complice, environ 15 millions de francs au préjudice de la Sobovidé, une boucherie industrielle de Vichy (Allier), a été arrêté en Allemagne, a-t-on appris, vendredi 23 février, de source policière.

Agé d'une quarantaine d'années, de nationalité belge, l'homme s'appelle en réalité Sammy Prince. Il avait été arrêté le 9 février par la police allemande à Weil-am-Rhein (RFA), alors qu'il était recherché, pour une autre affaire, par la justice de son pays. Avisés par la police allemande, les enquêteurs belges ont ensuite fait le lien entre Sammy Prince et le faux Gliksberg et ont prévenu les policiers de la section économique et financière du SRPJ de Clermont-Ferrand, chargés de l'enquête sur la Sobovidé.

Le complice de Sammy Prince, Simon Abramowitz, cinquante et un ans, gérant de la Sobovidé, avait été arrêté le 11 février à Vienne (Autriche).

En usurpant l'identité d'un industriel de Bruxelles, Prince avait mystifié le tribunal de commerce.

«A Vichy, tout le monde savait»

VICHY

de notre correspondant

La Sobovidé, qui emploie cent quatre-vingts salariés, joue décidément de malchance. En 1988, un délégué CGT de l'entreprise était agressé par un tâcheron, aujourd'hui inculpé tout comme le patron de l'époque, accusé d'être le commanditaire. L'an dernier, la Sobovidé déposa son bilan et aujourd'hui elle est victime d'une escroquerie portant sur une somme d'environ 15 millions de francs. *«A Vichy, tout le monde savait»* : M. Claude Malhuret, maire PR de la cité thermale, ne démentait pas mi-février la rumeur. Il soulignait même que, dès avant la reprise en octobre dernier, il avait attiré l'attention sur le manque de crédibilité des postulants. *«J'avais informé tous les partenaires des risques : il n'y avait pas de plan judiciaire ni de garanties financières. Nous ne savions pas que Gliksberg était un escroc, mais nous savions qu'il était incapable de redresser la Sobovidé.»* Le préfet de l'Allier, M. Eric Degremont, avait également exprimé des réserves. Mais l'absence de garanties concernant les titres américains proposés par Gliksberg n'avait pas provoqué le refus du tribunal de commerce, qui, à partir de 3 millions de caution, accorda la reprise à Bernard Gliksberg. Celui-ci s'était présenté comme un fils d'industriel belge soucieux d'investir dans la viande. Les vérifications s'étaient arrêtées là.

Les alertes au sein de l'entreprise n'avaient pourtant pas tardé à se confirmer auprès des banques et du commissaire aux comptes. Mais c'est finalement un contrôle de la direction des services vétérinaires qui provoqua, ou précipita, la fuite de Sammy Prince et de Simon Abramowitz. La Sobovidé utilisait, en effet, des abats de volaille dans la fabrication des steaks hachés. Une pratique que n'avaient pas tardé à remarquer les services vétérinaires, vigilants envers une entreprise impliquée antérieurement dans des trafics de viande avariée, à partir des stockages communautaires.

Trois jours après l'annonce du procès-verbal de contrôle, les deux hommes disparaissaient. Le président du tribunal de commerce justifiait alors l'autorisation de reprise de la société en expliquant que *«les repreneurs avaient déposé les pièces nécessaires»*. A Vichy, on attend de nouveaux repreneurs.

JEAN-YVES VIF

Pour s'être soustrait à des obligations du contrôle judiciaire

Un jeune homme inculpé de viol et de meurtre à nouveau écroué quelques jours avant son procès

VALENCE

de notre correspondant

Patrick Thomas, inculpé du meurtre d'un garçon de neuf ans à Valence, en février 1984, et mis en liberté depuis février 1988, a été arrêté, mercredi 21 février, à son domicile lyonnais, et écroué à la maison d'arrêt de Valence, treize jours avant l'ouverture de son procès devant les assises de la Drôme, le 6 mars prochain.

La loi prévoit que d'ordinaire la «prise de corps» des prévenus libres n'intervient qu'à la veille du procès. Mais le président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble a réclamé la mise en détention de Patrick Thomas avant la date prévue parce que l'accusé en liberté *«n'avait pas respecté certaines des obligations prévues dans le cadre de son contrôle judiciaire»*. Patrick Thomas aurait omis de répondre à des rendez-vous avec des éducateurs, faute qui a entraîné la révocation immédiate du contrôle judiciaire. *«C'est une pratique inadmissible»*, a observé M[e] Yanina Castelli, l'un des avocats de l'accusé, qui a déposé, vendredi 23 février, une demande de mise en liberté pour son client.

Le motif légal du retour en prison de Patrick Thomas cache à peine les motivations réelles du Parquet général qui craignait que, à l'approche de son procès, l'accusé ne tente d'échapper à la justice : *«Il aurait tout aussi bien pu quitter la France»*, confie le substitut général Tissot. Ainsi la faute de Patrick Thomas a servi de motif au président de la chambre d'accusation pour lui permettre de garantir la présence de l'inculpé à son procès.

La mise en liberté de Patrick Thomas, inculpé de viol et de meurtre, avait fait suite à plusieurs erreurs de procédure. Arrêté le 19 mai 1984, Patrick Thomas, alors âgé de dix-neuf ans, militaire à Valence, avait rapidement avoué avoir violé et étranglé François Gérard, un garçon de neuf ans, dans un parc de Valence, le 7 février 1984. Quinze jours plus tard, Patrick Thomas revenait sur ses aveux. Le 22 janvier 1988, la chambre d'accusation rejetait la demande de mise en liberté de Patrick Thomas, mais annulait plusieurs pièces du dossier, notamment le procès-verbal de reconstitution du meurtre effectuée en l'absence de l'avocat de l'inculpé. Trois semaines plus tard, le 12 février 1988, la chambre d'accusation décidait de mettre en liberté Patrick Thomas, parce que *«l'annulation d'une partie des pièces du dossier...* [risquait] d'*entraîner une prolongation notable du délai de procédure...»*

GÉRARD MÉJEAN

BIBLIOGRAPHIE

«Robert et Jeanne», d'Annette Kahn

Chronique pudique d'une piété filiale

C'était à Lyon, un jour de juin 1987, pendant le procès de Klaus Barbie. A la barre des témoins, des hommes, des femmes venaient de dire la prison Montluc et sa *«baraque aux juifs»*, l'embarquement brutal en gare de Perrache des déportés du dernier train pour Auschwitz, l'affreux voyage, le dénuement des corps et des esprits, la vision finale des flammes enragées dans la fumée noire des crématoires. Soudain, au banc de la presse, parmi ses confrères, une journaliste venait de prendre sa tête dans ses mains et pleurait. C'était Annette Kahn. Les sanglots qui la secouaient étaient ceux d'une fille qui, à travers ces dépositions, ces récits, mesurait soudain ce qu'avaient enduré un père, finalement tué d'une balle dans la nuque le 17 août 1944 dans un faubourg de Lyon, et une mère, rescapée des camps mais qui, par pudeur, n'avait jamais voulu s'attarder devant ses enfants à des épanchements incompatibles avec sa dignité.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas pour Annette Kahn de s'épancher mais bien plutôt de se délivrer et, osera-t-on dire, de s'acquitter d'une dette. En écrivant *Robert et Jeanne*, livre tout simple, chronique de piété filiale, elle a voulu restituer, autant à elle-même qu'aux autres, l'image d'un père et d'une mère dont longtemps elle avait accepté de deviner seulement l'histoire, et que maintenant un devoir lui commandait de dévoiler.

Que pouvait bien savoir, dans les années noires, une fillette de deux ans et même son frère aîné, mis l'un et l'autre en sûreté dans un village d'Anjou, de ce que pouvait faire encourir le fait d'être juif et résistant, comme le fut Robert Kahn, ou même celui d'être seulement l'épouse d'un juif comme le fut Jeanne ? Plus tard bien sûr, elle put comprendre, imaginer. Ce que l'on appellera le *«hasard Barbie»*, cette arrestation en 1983 du SS si longtemps dissimulé, suivie de toutes les résurgences qu'elle demandait, pousseront Annette Kahn à vouloir davantage.

«Résistant parce que juif»

La voilà biographe des siens. A lire ce récit tout simple, habité de pudeur, on mesure ce que certaines pages ont pu lui coûter. Cette émotion qui affleure et qu'elle retient pourtant autant qu'elle peut – réflexe peut-être de la journaliste qu'elle est, – est contagieuse. Des êtres vont et viennent, naviguent au milieu de tous les dangers. Robert et Jeanne en 1939 ont la vie devant eux. C'est bien ce qu'ils croient l'un et l'autre. La réussite est là, et le bonheur avec elle. Ces deux-là s'aiment. Aurait-on idée de craindre le malheur que l'un est juif et que l'autre a épousé un juif ? Brusquement tout s'est obscurci. Mais puisqu'il y a des choix à faire, Robert n'hésitera pas. Il sera résistant et *«résistant parce que juif»*. Dès lors, tout est dit. Il reste à vivre, à combattre, à déjouer les pièges. Jusqu'au jour fatal. C'est le temps du combat total dans cette région de Lyon où Klaus Barbie tisse ses filets.

Robert et Jeanne séparés, se reverront fugitivement à Montluc. Plus tard, Jeanne, se confiant enfin à sa fille, dira : *«L'effort de la mémoire est cruel»*. Les deux époux verront leur destin se sceller en ce 11 août 1944 : Jeanne part vers Auschwitz, Robert demeure à Montluc. La logique voudrait que le salut soit pour le dernier. En temps de folie il n'y a pas de logique, seulement des hasards. Le hasard sauvera Jeanne, miraculée d'une colonne de tondus et de rayés que des nazis fourbus tentent encore de pousser devant eux pour quelque ultime massacre. Le hasard fera de Robert *«qui n'aurait donc jamais trente-six ans»*, un otage et bientôt un fusillé au fond d'une fosse commune de Bron.

Ainsi se joue la tragédie achevée sur l'image d'une veuve conviée, – l'administration le veut, – à venir reconnaître dans quelques lambeaux de tissus le costume qu'elle et Robert avaient acheté ensemble.

Après tant de récits de déportés, tant de *«mémoires»* de résistants, voilà vraisemblablement le premier dans la lignée de celui de la fille de Bertie Albrecht, où l'enfant éperdu parle pour ses parents. Il y a dans *«Robert et Jeanne»* des pages d'une douce fraîcheur, celle-là même dont le souvenir subsiste au même titre que celui des abominations. L'innocence ici, de page en page, court après l'héroïsme. Annette Kahn, qui n'entend point s'abandonner à la facilité, baisse pourtant sa garde au moins une fois. La voici, comme en confidence, qui s'abandonne : *«Maintenant tout est trop vieux, trop tard. Tout cela semble dérisoire... La recherche forcenée d'un père mort si jeune ne comblera jamais ce vide en moi. Je le sais.»*

Assurément, mais comme il eut été dommage que cette recherche fût abandonnée qui servira à d'autres.

JEAN-MARC THEOLLEYRE

▶ *«Robert et Jeanne»*, de Annette Kahn. Documents Payot, 170 pages, 95 F.

Accusé de vol de voitures

Un policier des Bouches-du-Rhône a été écroué

Un enquêteur de police marseillais a été inculpé et écroué, le 21 février, à la maison d'arrêt d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), à la suite de vols de voitures. Jean-Michel Toche, âgé de quarante ans, a immédiatement été révoqué de la police. Enquêtant sur un trafic de voitures volées, les gendarmes d'Aix-en-Provence ont découvert deux véhicules maquillés au domicile du policier. Son rôle consistait, notamment, à fournir de faux documents administratifs pour les voitures. Le policier avait déjà été condamné à cinq mois de prison avec sursis par le tribunal de grande instance de Marseille, le 25 novembre 1988, pour avoir prêté 400 000 francs à l'un de ses supérieurs, au taux usuraire de 48 %. Malgré cette condamnation, il avait pu reprendre son service à l'hôtel de police.

Toujours dans les Bouches-du-Rhône, un gardien de la paix de La Ciotat, qui se faisait passer pour mage et donnait des consultations en dehors de ses heures de service, a été déféré au parquet de Marseille et inculpé d'escroquerie. Il a été laissé en liberté.

FAITS DIVERS

Importantes saisies de drogue aux Pays-Bas, en Italie et en Angleterre

La police de Dordrecht, petite ville située au sud de Rotterdam, a réalisé, samedi 24 février, l'une des plus importantes saisies de drogue, 45 tonnes de haschisch, jamais effectuées aux Pays-Bas. La drogue, d'une valeur globale d'environ 1,3 milliard de francs, était dissimulée dans deux conteneurs entreposés dans le hangar d'une société de transport international dont la police s'est refusée, pour les besoins de l'enquête, à indiquer le nom. Le directeur de cette entreprise a été arrêté et d'autres interpellations devraient intervenir dans les jours à venir.

En Italie, la police a saisi, à Milan, 85 kilos d'héroïne pure et arrêté, samedi 24 février, deux trafiquants appartenant à une filière turque. La drogue, d'une valeur marchande de 450 millions de francs, avait été acheminée en Turquie à bord de poids lourds assurant le transport de marchandises à destination de l'Europe occidentale. L'héroïne, selon la police, était destinée au marché italien ou au marché suisse.

Enfin, les autorités britanniques ont annoncé, samedi, la saisie d'environ 6 tonnes de cannabis, d'une valeur marchande de 144 millions de francs, saisie effectuée dans un entrepôt à l'est de Londres. Quatre hommes ont été arrêtés. Ils appartenaient à une filière qui opérait entre la Thaïlande et la Grande-Bretagne.

Un mort et un blessé au carnaval de Nice

Un jeune homme de dix-neuf ans, originaire de Belgique, a été tué par balle, samedi 24 février, pendant les fêtes du carnaval de Nice, par l'un de ses camarades. L'auteur du coup de feu, Stéphane Vaillant, vingt-huit ans devait être présenté lundi 26 février au parquet.

Les deux jeunes gens se seraient disputés. Stéphane Vaillant, originaire du Pas-de-Calais, porteur d'un pistolet 22 long rifle, aurait, selon les enquêteurs, tiré *«presque accidentellement»*. Jean Notarnicola a été atteint en pleine tête.

Les organisateurs du carnaval ont tenu à souligner que le meurtre s'est produit après le Corso. Il s'agit de la première mort violente depuis la création du carnaval en 1873.

Un autre incident s'est produit pendant le défilé. Un jeune homme, porteur d'une tête de gendarme, a sorti une réplique de pistolet 357 magnum chargé de grenaille et tiré sur un groupe qu l'encerclait, blessant à la main un participant.

SOCIÉTÉ

Un décret du ministère de l'équipement

L'excès à deux vitesses

M. Michel Delebarre, ministre de l'Equipement, a annoncé, le 24 février, la publication d'un décret différenciant les sanctions des excès de vitesse selon qu'ils seront « petits » ou « grands ». *« La gravité de la faute n'est pas la même si l'on dépasse la vitesse autorisée de 10 km/h ou de 60 km/h »*, a-t-il déclaré à l'AFP. Le ministre a précisé que seraient classés comme « petits » les excès de vitesse ne dépassant pas 20 km/h lorsque la vitesse autorisée se situe au-dessous de 100 km/h et 30 km/h lorsqu'elle est au-dessus de cette limite. Entrera dans cette catégorie le conducteur d'un véhicule roulant à 109 km/h sur une route nationale où la vitesse limite est de 90 km/h ou à 159 km/h sur une autoroute où il n'est pas autorisé de dépasser les 130 km/h.

Pour ces « petits » excès, les conducteurs ne seront plus passibles d'une suspension du permis de conduire, mais se verront frappés seulement d'une amende qui sera minorée s'ils l'acquittent sur le champ ou dans un délai de trois jours.

On comprend le désir de M. Delebarre de sanctionner plus équitablement en distinguant les conducteurs distraits qui se laissent aller à la vitesse et les « enragés » du volant qui la cultivent. La publicité donnée à ce distinguo n'est pourtant pas très heureuse dans la mesure où elle donne l'impression que le gouvernement se montre laxiste juste au moment où il tente de réduire de 60 à 50 km/h la vitesse-limite maximale en agglomération. D'autre part, ces subtilités risquent de perturber les automobilistes qui savent déjà qu'en-dessous d'un excès de 10 km/h, ils sont assurés de l'impunité. Elle renforce le conducteur français dans sa conviction qu'il y a toujours moyen d'échapper à la sanction ou de l'adoucir.

AL. F.

□ **Un tunnel sous le château de Versailles.** – Le conseil général des Yvelines a approuvé, vendredi 23 février, le projet d'une déviation routière à l'ouest de Versailles qui donnerait lieu au percement, sous le parc du château, d'un tunnel de 3 kilomètres reliant la porte Saint-Antoine à la porte des Matelots. Le coût de ce projet, défendu par le président du conseil général, M. Paul-Louis Tenaillon (UDF-CDS), est estimé à 1,7 milliard de francs. Mais les travaux ne pourront être engagés qu'après avis de l'Etat et des ministères de la culture, de l'environnement et de la défense.

D'autre part, devant l'afflux des touristes (4 millions de visiteurs en *1989, soit 16 % de plus que l'année* précédente), les responsables du *château de Versailles ont dû mettre* en place un système de réservation *informatisé pour les groupes de* touristes qui constituent une partie *importante de la clientèle. A partir* du 2 mai, les demandes de réservation devront être effectuées au moins 15 jours avant la date choisie pour la visite.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

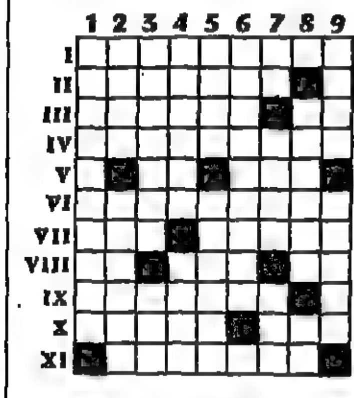
ADMINISTRATION :
11, RUE JEAN-MAZET
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*

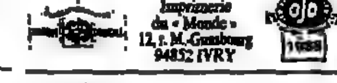
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
Mme Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, *gérant*.



Commission paritaire des journaux
et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037



Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

CARNET DU Monde

Naissances

– Alexandre, Stanislas, Aurore, Scarlett CARRÉ de MALBERG et Joséphine PONSOLLE, ont la joie d'annoncer la naissance de leur sœur,

Marie-Astrid,

fille de
M. Patrick PONSOLLE et de Mme, née Elie-Lefebvre,

le 22 février 1990.

87, boulevard Saint-Michel,
75005 Paris.

– Laure ADLER,
Alain VEINSTEIN,
et Léa
sont heureux d'annoncer la naissance de

Paloma,

à Paris, le 12 février 1990.

Décès

– Le Conseil économique et social a la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Claude COULON,
conseiller économique et social,
membre de la section du travail,
membre de la section
des problèmes économiques généraux
et de la conjoncture,

survenu le 21 février 1990.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi *23 février 1990.*

– **Cécile GALLAY**

est morte le 14 février 1990.

*Ses obsèques ont été célébrées à Tal*lant, dans la plus stricte intimité.

– Mme Jean Hinet,
son épouse,
M. et Mme Gérard Hinet,
M. et Mme François Nicolas,
ses enfants,
Et ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean HINET,

survenu le 23 février 1990.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Nogent-sur-Marne, le mardi 27 février, à 11 h 30.

10, rue Mot,
94120 Fontenay-sous-Bois.

– *Mme Clément Michel,*
son épouse,
M. et Mme Marc Michel,
ses enfants,
Christine, Dominique et Claire,
ses petites-filles,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Clément MICHEL,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
directeur honoraire de la FNOSS,

survenu le 15 février 1990, à Ollioules (Var).

L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise, dans la plus stricte intimité, le 21 février.

– Les anciens collaborateurs de la FNOSS
font part du décès de

M. Clément MICHEL,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
directeur honoraire de la FNOSS,

survenu à *Ollioules, le 15 février 1990,* dont les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

[Clément Michel, entré en juillet 1935 aux assurances sociales, avait créé, en 1943, la commission d'études des problèmes de liaisons sociales qui devait élaborer les bases du régime social d'après-guerre. Il restera comme l'un des grands pionniers de la Sécurité sociale.]

– Mme Pierre Sermet,
Le docteur Catherine Sermet,
Le docteur Franco Rossi,
son époux,
Les parents
Et les amis,
font part du décès, survenu dans sa cinquante-huitième année, le 19 février 1990, de

M. Pierre SERMET,
docteur ingénieur,
docteur d'Etat,
professeur à l'ENSERG-INPG.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, le jeudi 1er mars, à 17 h 30, en la collégiale Saint-André, à Grenoble, par le chanoine Jean Berger.

6, place Jean-Moulin,
38000 Grenoble.

– Angelina Soler,
sa fille,
Aude-Aliénor,
sa petite-fille,
Les familles Soler, Bruillaire, Fajau, Abril,
Parents et amis,
font part du décès de

Antoine SOLER,

survenu le 12 février 1990, à Castelnau-d'Aude.

A. Soler,
81, rue de Villiers,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Mlle Anne Souriau,
M. Daniel Souriau,
Ses enfants et ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Mme Etienne SOURIAU,
née Suzanne Le [illegible],

survenu le 19 février 1990, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

64-70, *rue des Chantiers,*
78000 Versailles.
38, chemin de la Brèche,
22430 Erquy.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 42-47-95-03
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques .... 87 F
abonnés et actionnaires . 77 F
Communicat. diverses .. 90 F

Anniversaires

– A tous ceux qui ont connu et aimé

Michel LÉVY
(X 70),

une pieuse pensée est demandée, en ce dix-huitième anniversaire de sa mort.

Communications diverses

– *Société des Etudes renaniennes.* – Vendredi 16 mars 1990, à 16 h 15, salle VI du Collège de France, assemblée générale, suivie à 17 h 15 de la conférence de M. Langlois-Berthelot sur : « Ernest Renan et Marcellin Berthelot, ce que révèlent les archives familiales ». *La date vendredi 1er mars* dans le *Bulletin nº 79* est une erreur typographique.

Soutenances de thèses

– Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le lundi 26 février à 14 h 30, salle Louis-Liard, Sorbonne. M. Jean-Christophe Romer : « *Stratégie et nucléaire en URSS (1945-*1968). Etapes de la constitution d'une culture stratégique ».

– Université Paris-II, le mercredi 28 février à 14 heures, salle des Commissions. Mlle Sophie Vichatzky : « Bilan de l'unification du droit des sociétés dans la CEE ».

– Université Paris-IV (Sorbonne), le jeudi 1er mars *à 14 h 30*, salle des Actes, centre administratif. M. Kee-*Hong Kim : « L'influence de la pein*ture lettrée chinoise des Quing sur la peinture coréenne des XVIIIe et XIXe siècles ».

– Université Paris-V (René-Descartes), le mercredi 7 mars à 9 h 30, Sorbonne, salle 224, galerie Claude-Bernard, escalier *P*, 1er étage, 1, rue Victor-Cousin. M. Tarek Bakfalouni : « L'évolution de la *population* syrienne (1960-1981) ».

– Université Paris-V (René-Descartes), le *jeudi 1er mars* à 14 h 30, salle 106, centre Henri-Pieron, 28, rue Serpente. Mme Fatiha Choukri, née Zeggane : « Changement social et *représentation* de l'autorité parentale chez les jeunes Algériens. Incidences psychosociales et psychopathologiques de l'interculturalité ».

– Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 2 mars à 9 h 30, Sorbonne, salle 224, galerie Claude-Bernard, escalier P, 1er étage, 1, rue Victor-Cousin. Mme Ursula Peter, née Bremicker : « Description systématique du waama (langue voltaïque du *Bénin*). *Phonologie*-grammaire ».

– Université *Paris-I*, le 8 mars à 14 h 30, salle C 22-04, au centre Pierre-Mendès-France. M. Alain Charmant : « Formalisation quantitative du long terme : une contribution ».

– Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 10 mars à 14 heures, Salle Louis-Liard, *17, rue* de la Sorbonne. M. François Rebuffat : « *Types romains sur* les monnaies des villes d'Asie mineure : les enseignes (des origines à Sévère Alexandre) ».

– Université Paris-IV, le samedi 10 mars à 9 heures, salle des Actes, 17, rue de la Sorbonne. M. Nigel Quayle : « La particule « UP » en anglais contemporain : approche psychomécanique ».

– Université *Paris-IV*, le lundi 12 mars à 9 h 30, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M. Arita Hideya : « Drieu La Rochelle et l'acheminement vers un roman autobiographique ».

– Université Paris-IV, le mardi 13 mars à 14 heures, CEAM, Institut d'art, 3, rue Michelet. Mlle Nabiba *Jeddi : « Les mosaïques* de Thaenae (Thina en Tunisie). Etudes descriptives et analytiques ».

– Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le vendredi 16 mars, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin. M. Christian Buchet : « La lutte pour l'espace caraïbe et la façade atlantique de l'Amérique centrale et du Sud entre 1672 et 1763 ».

– *Université Paris-IV (Sorbonne)*, le samedi 17 mars à 9 heures, Grand-Palais, salle II, perron Alexandre-III, cours la Reine. Mme Nicole Fernandez Bravo : « Les énoncés interrogatifs en allemand contemporain ».

– Université Paris-IV, le mardi 20 mars à 13 h 30, 17, rue de la Sorbonne. Mme Catherine Kintzler, née Poli : « *Pour une esthétique du théâtre* lyrique français à l'âge classique : fondements philosophiques *et* système poétique (1659-1765) ».

– *Université Paris-IV, le mercredi* 21 mars à 14 h 30, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin. M. François Bonnefoy : « Les armes de guerre portatives en France du début du règne de *Louis XIV à la veille de la* Révolution (1660-1789) : de l'indépendance à la primauté ».

– Université Paris-IV, le samedi 24 mars à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. Mme Anne-Marie Topalov : « Religion et santé : le cas des adventistes du 7e jour dans le midi de la France. Etude ethnologique *(1980-1987)* ».

– Université Paris-IV, le samedi *31 mars à 14 heures*, amphithéâtre Descartes, 17, rue de la Sorbonne. M. Fernand Delarue : « Stace, *poète* épique ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5205

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II								■	
III							■		
IV									
V		■			■				■
VI									
VII				■					
VIII			■				■		
IX								■	
X						■			
XI	■								■

HORIZONTALEMENT

I. Peut monter haut quand elle est légère. – II. Des gens qui tiennent à leurs droits. – III. Mettre bon ordre. N'est pas un nombre rond. – IV. Réclameras encore un morceau. – V. De vieilles traditions. Tendre, c'est du poulet. – VI. Font l'objet d'une course entre grands. – VII. Place de grèves. Chute d'eau. – VIII. Est donc dans le coup. Fut redevable. Qui a donc circulé. – IX. Une femme qui aimait les enfants. – X. Peuvent briller dans la nuit. Pas innocent. – XI. Un saint à qui on jeta la pierre.

VERTICALEMENT

1. Supprime les droits d'auteurs. – 2. Pousser un cri très chouette. Remise à sa place. – 3. Pièces anciennes. Echappement libre. – 4. Elément d'une ligne. Reproché à un mauvais juge. – 5. Cachées. Peut se faire au café. – 6. Sont parfois de mauvaises habitudes. – 7. En Russie. Bonne façon de tourner. Fut chargé de missions. – 8. Quand on retombe dessus, il n'y a pas de mal. Pronom. – 9. Jadis victimes d'un fléau. Pas entourée.

Solution du problème nº 5204

Horizontalement

I. Larmoiement. Ami. – II. Eboueur. Pauvre. – III. Goa, Llanos. Ogre. – IV. Ume. Et. Isaïe. – V. Minus. Ornements. – VI. Egérie. Otsu. Tua. – VII. Se. Osmose. Sa. Fi ! – VIII. Neptune. Œil. – IX. Léser. Globules. – X. Enfiser. Cet. – XI. Siam. Tee. Atre. – XII. Cric. Rhéteurs. – XIII. Fö. Cheveu. Arrêt. – XIV. Ingrate. Antée. – XV. Lérot. Rasoir. Or.

Verticalement

1. Légumes. Las. Fil. – 2. Aborigène. Icône. – 3. Roanne. Espar. Gr. – 4. Mu. Europe. Mirco. – 5. OEL. Sistre. Chat. – 6. Iule. Emu. Nt. Et. – 7. Erato. Ongle. Ver. – 8. Roselière. – 9. Epointe. Os. Huas. – 10. Nasses. Obèse. Nô. – 11. *Tu.* Amuseur. Tati. – 12. Voie. Ail. Aérer. – 13. Argent. Lecture. – 14. *Mer. Tuf.* Serre. – 15. Essaim. Tester.

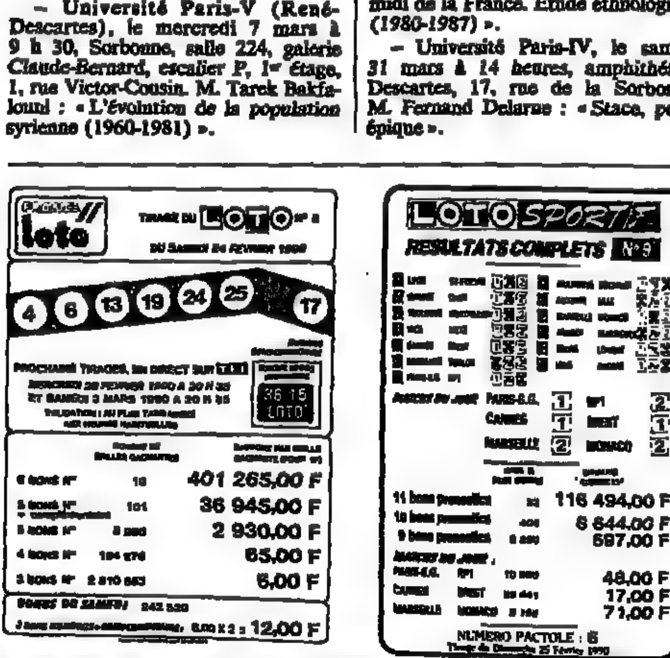
GUY BROUTY

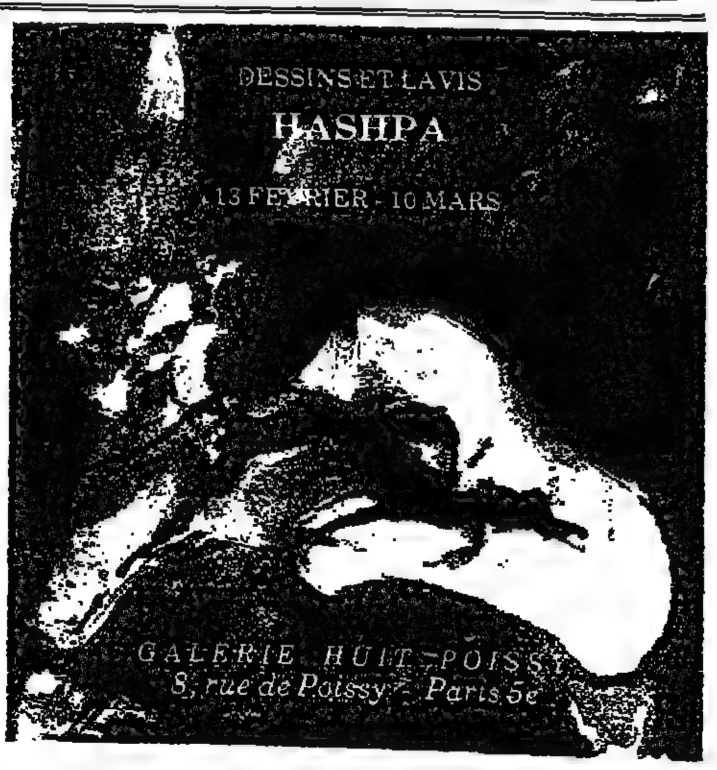
JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du dimanche 25 février 1990 :

UU DÉCRET

● Nº 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques.





MUSIQUES

Les nuits blanches d'Heitor

Teca Calazans retrouve à Paris l'esprit populaire et bohème d'Heitor Villa-Lobos

Il y a dans l'étroitesse du lieu, la petite salle du Sentier des Halles, quelque chose qui contredit la voix. De ses origines nordestines, elle a gardé, malgré de longs séjours forcés en Europe, l'envie de l'errance et le sentiment du terroir. Elle a la voix haut perchée de ces bardes aveugles qui s'accompagnent à la *viola*, une guitare à douze cordes métalliques.

Sortie de la gentille impasse du duo formé avec son compagnon Ricardo Vilas en 1970, lors des années d'exil en France, Teca, de retour au Brésil, est partie à la reconquête de ses racines. Elle y a rencontré un compositeur bohème qui, avant d'atteindre une gloire internationale, fréquentait les bistrots jusqu'à l'aube, jouait des *choros*, mélodies populaires très rythmées, avec son ami Ernesto Nazareth, et qui parcourait le Brésil du nord au sud guitare en bandoulière : Heitor Villa-Lobos.

Certaines des chansons, sérénades et arias écrites entre 1925 et 1926 par ce compositeur de musique « érudite », et dont Teca Calazans a retrouvé les partitions au Musée de l'image et du son de Rio-de-Janeiro, sont en quelque sorte tombées dans le domaine public, telle cette *Cantiga*, que lui fredonnait sa grand-mère sans en soupçonner les origines.

Elle a su en traduire les accents simples tout en respectant des lignes mélodiques très élaborées.

Sur la scène du Sentier des Halles, elle interprète avec beaucoup de rigueur introspective du Villa-Lobos bien sûr, et aussi de vieux compositeurs complices des nuits blanches d'Heitor, et dont chaque Brésilien connaît les mélodies par coeur : tangos et choros d'Ernesto Nazareth, sambas et romances de Pixinguinha et de Cartola. En prime, Teca s'offre un détour par des modernes animés du même esprit, Paulinho de Viola, Tom Jobim, Milton Nascimento et Hermeto Pascoal.

Sereine, le sourire large perdu au milieu d'une masse de cheveux bouclés, grande et mince, Teca Calazans, accompagnée par des musiciens français qui n'ont rien à envier à leurs confrères tropicaux, joue la carte de l'élégance, de l'humour, de la simplicité.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

▶ **Teca Calazans, du 28 février au 3 mars, 22 h 30. Le Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris (2e). Locations : 42-36-37-27, 3 FNAC. Album CD : *Heitor Villa-Lobos, chansons.* RGE/ADES.**

DISQUES

Lloyd Cole, une éducation américaine

De son exil new-yorkais, le chanteur britannique rapporte l'album de la maturité

Lloyd Cole : *Lloyd Cole.* Album, cassette, CD, Polydor.

Lloyd Cole n'avait jamais tenu les promesses de *Rattlesnakes*, premier album brillant. Le chanteur et son groupe, les Comotions, ne s'étaient jamais bien remis de l'éruption de superlatifs qui avait suivi. Au bout de trois disques, Cole a dissous les Comotions, quitté la Grande-Bretagne pour New-York et livre un portrait de l'artiste débarrassé de son passé – groupe, patrie, amis et connaissances.

Cole n'a pas radicalement changé, mis à part les cheveux longs et la barbe qu'il a cultivés sur les bords de l'Hudson. Il reste toujours en lui cette réserve étrange, ce handicap mystérieux qui en faisaient le rocker le plus lymphatique actuellement en activité, un chanteur et un compositeur sans aucun signe extérieur de passion, mais qui ne parlait que de ça. Les Comotions servaient à compléter le registre de Lloyd Cole. Quand le groupe et le chanteur se retrouvaient, on arrivait au point d'ignition, et il se passait de grandes choses.

Il y a au milieu de *Lloyd Cole* un enchaînement de deux chansons, *To The Church* et *Downtown*, qui sont comme l'essence de l'album solo raté. On sent Cole comme un enfant dans une pâtisserie qui veut ça, ça et puis ça, et encore ça : une production panoramique, des cordes synthétiques, des choeurs féminins à gorges déployées, tout ce que ses collègues lui avaient jusqu'ici interdit et qui, croit-il, lui manquait jusqu'ici. Les chansons elles-mêmes croulent sous le poids des arrangements, Cole avec sa voix discrète, parfois à la limite de l'atonie, arrive à peine à surnager dans le bain de mélasse qu'il s'est fait couler.

On a commencé par là, pour expédier les mauvaises nouvelles. Sur le reste de l'album, on suit sans peine le parcours que Cole a tracé pour arriver enfin au but que s'était fixé *Rattlesnakes*. Il n'a pas changé de territoire, circule toujours entre les approximations du langage, les déceptions de la passion. Mais il a gagné une espèce de sérénité, un plaisir à les chanter qui lui permettent, par exemple, de chevaucher la batterie et les guitares énormes de *Sweetheart*, d'accomplir tous les gestes de la bête de scène, comme les acteurs qui tirent leur personnage vers eux. Et *No Blue Skies*, avec ses choeurs angéliques et son petit motif de guitare agaçant, commencé comme son énième chanson de désamour, finit comme une célébration de la liberté retrouvée.

La production de Fred Maher, les guitares de Robert Quine, qui avaient déjà participé à la résurrection de Lou Reed sur *New-York*, font encore des miracles de clarté et de virtuosité discrète. Mais là, il ne s'agissait plus de rappeler un grand ancien d'entre les morts, simplement d'aider un jeune homme à se décoincer. Thérapie réussie.

T. S.

Beethoven par Nat

Ludwig Van Beethoven : *Sonates pour piano, intégrale, par Yves Nat.* Coffret de huit disques compacts EMI, Pathé Marconi CZS 7 62901 2.

Enregistrée entre 1953 et 1955 pour les Discophiles français, l'intégrale des sonates de Beethoven par Yves Nat bénéficie d'un excellent report sur disques compacts (quatre dépassent les 70 minutes, aucun ne descend au-dessous 65 minutes). Ainsi peut-on apprécier pleinement une prise de son monophonique qui surpasse en fidélité bien des enregistrements modernes, même si en quelques rares endroits la bande accuse quelques défaillances.

Yves Nat est un modèle de simplicité, et de science. Son jeu est d'une transparence incroyable. Son interprétation est aussi le témoignage d'une lecture remarquablement fondue, calme, limpide. Quelle délicatesse dans l'opus 109 ou dans l'attaque du 3e mouvement de l'opus 31 !

Nat parle toujours à la première personne. Pas un accord, pas un trait, pas une note qui ne soient porteurs de beautés, qui ne semblent pas joués que pour lui, indifférent aux réactions d'un public qui l'avait pourtant acclamé où qu'il se produise. C'est que, « traqueur » à en être malade (il fut retrouvé un jour caché sous un tas de costumes dans les coulisses d'un théâtre une bonne demi-heure après le début théorique de son récital), Yves Nat avait fini par se retirer de la scène.

Voici l'un des plus beaux cadeaux que l'on puisse faire à un jeune mélomane dont le goût pourrait être guidé par des rencontres plus en vogue mais moins essentielles. Comme sur Clara Haskil, Dinu Lipatti, Guiomar Novaës ou sur Wilhelm Kempff, Yves Nat, qui est mort en 1956, le temps n'a aucune prise sur son jeu %.

ALAIN LOMPECH

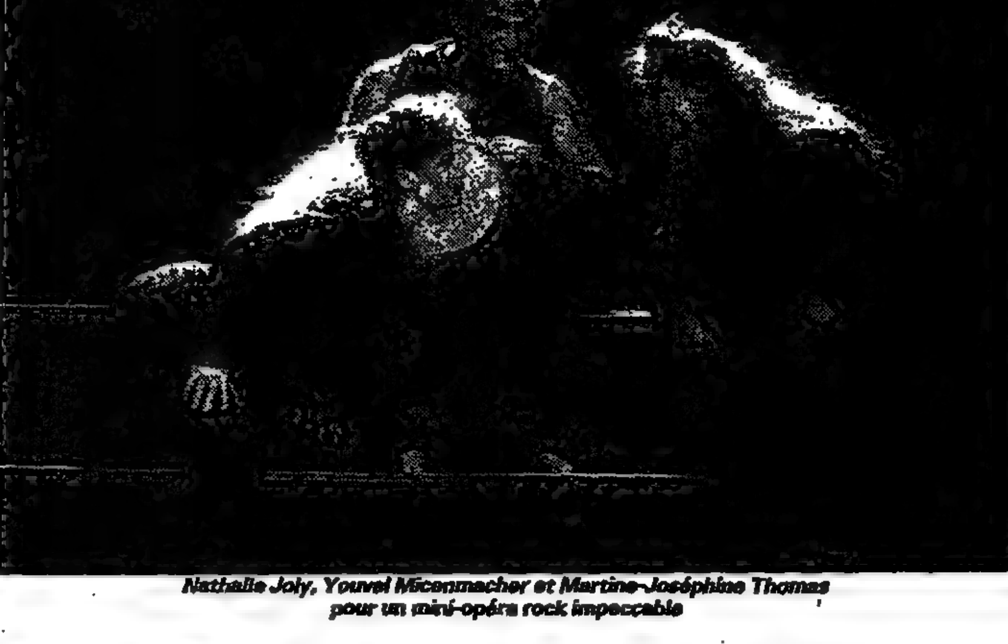


« Jumelles », le duo fatal

La gémellité, malédiction suprême. Un beau sujet, bien exploité en ouverture du Festival Musiques en scène, à Lyon

LYON

de notre envoyée spéciale



RÉMI CARITEY

Nathalie Joly, Youval Micenmacher et Martine-Joséphine Thomas pour un mini-opéra rock impeccable

Que la souffrance débouche tout naturellement sur la violence ; que les grandes douleurs, muettes comme on sait, soient proches parentes du dérèglement tonitruant de tous les sens. Ce sujet éminemment lyrique et musical, puisque évoluant entre les pôles du cri et du silence, a donné des idées à deux compositeurs lyonnais et à un metteur en scène dont la spécialité est de faire galoper l'imagination avec trois bouts de ficelle.

Fauchées, ces *Jumelles* (représentées en création les 22 et 23 février à Lyon) ? Economes il est vrai dans un décor réduit à une grille, quelques bancs, un monitor vidéo. Mais le paysage acoustique – essentiel – a mobilisé beaucoup de câbles, de haut-parleurs, quelques synthétiseurs fixés sur bande enregistrée, mêlés aux voix et aux instruments *live* remodelés électroniquement en temps réel, sans oublier une combinaison bruitiste, à porter à même la peau et programmée au petit poil.

Niveau de son élevé, sans jamais de saturation ; effets bizarres d'échos, d'incertitude des sources ; mélange, dans le son même, du présent et du passé : le délire est ici pour l'oreille.

C'est bien le but que poursuivaient, avec ces *Jumelles*, James Giroudon et Pierre-Alain Jaffrennou, créateurs et animateurs du Groupe de recherche et de réalisation électroacoustique lyonnais, le GRAME (1). Ils se sont associés – et cela, semble-t-il, dès la conception du livret – à Michel Rostain, un jeune ancien du théâtre musical, l'un des rares (avec Georges Aperghis) qui n'ait jamais quitté le chemin aujourd'hui déserté du « lyrique expérimental ». Tous trois ont réussi à rompre avec les poncifs du genre – misérabilisme théâtral, intellectualisme démesuré – pour réaliser un spectacle techniquement impeccable, mini-opéra rock, électrochoc, qui prend aux formes à la mode, du clip et de la variété télévisée, ce que ces formes peuvent donner : stéréotypes, humour, rapidité. Un spectacle de vrais « pros » de la musique d'environnement, de la musique d'application liée au théâtre, à l'image fixe ou vidéo. Un spectacle un peu gadget, c'est vrai. Mais on s'est tellement ennuyé, par le passé, à certaines grandes heures du théâtre musical avignonnais !

Une vraie histoire est donc racontée. En bribes, mais compréhensible. Par deux chanteuses (Nathalie Joly, Martine Joséphine Thomas), un comédien (Pierre Bourdage), un saxophoniste (Claude Bernard) et le percussionniste Youval Micenmacher (revêtu de la combinaison Pepsi Midi inventée par Jean-Loup Diechstein).

Cette histoire est celle de la gémellité, vécue comme un enfer, comme une insupportable fatalité, par June et Jennifer – c'est un fait divers, qui a bouleversé l'Angleterre. Pour être nées en même temps, pour se ressembler exactement, pour penser et faire les mêmes choses simultanément, les sœurs Gibbons se sentirent toute la vie en trop d'une moitié. Leurs silence, leur recroquevillement fusionnel en société, se transformaient, quand elles étaient seules, en délire verbal, violence sexuelle, envie de tuer ou de se suicider – ce qui, dans leur cas, revient au même. Ayant agressé gravement leur amant commun et dévalisé pour le plaisir quelques magasins, les jumelles infernales allaient finalement transporter leur osmose insupportable dans un hôpital psychiatrique. A perpétuité.

Nathalie Joly et Martine Joséphine Thomas ne se ressemblent pas vraiment. Mêmes gestes, mêmes réflexes, ce sont des poupées, des machines : elles ne ressemblent à rien. Avoir un double, c'est être privé de soi, disent-elles. Et elles le disent très bien.

ANNE REY

(1) Le GRAME est l'instigateur du festival Musiques en scène, qui comprend du jazz, des spectacles musicaux, des concerts de création plus traditionnels, essaimés jusqu'au 8 mars dans le centre et la banlieue de Lyon. Tél. : 78-39-32-02.

Haydn amoureux

Dans le goût de Rousseau une séduisante « operetta », « l'Ile déserte » voyage à travers la France

Avec des moyens réduits, l'ARCAL de Christian Gangneron et le Sinfonietta de Chambord, dirigé par Amaury du Closel, présentent un spectacle lyrique qui va se promener à travers la France, dans des villes où l'on n'a guère l'occasion de voir et d'entendre de l'opéra.

Après les Cavalli, Carissimi, Blow, Stradella, Britten, dont nous avons parlé, Christian Gangneron a choisi une « operetta », c'est-à-dire un petit opéra, car le ton en est souvent fort sérieux, le seul que Joseph Haydn ait composé sur un livret du grand « fournisseur » européen, Metastase, en 1779, avant que Mozart ait écrit *Idoménée* et ses chefs-d'œuvre.

L'Isola disabitata reflète bien le goût de l'époque, Rousseau en particulier. Dans cette île déserte habitent deux sœurs. Le mari de l'aînée, Costanza, a été enlevé par les pirates pendant qu'elle dormait, mais elle croit qu'il les a lâchement abandonnées. La cadette, Silvia, toute petite alors, a été élevée dans la haine des hommes.

L'époux, Gernando, enfin libéré, vient rechercher leurs traces avec son ami Enrico ; ils découvrent le rocher sur lequel Costanza a écrit sa propre épitaphe... Silvia se trouve brusquement en présence d'Enrico et ressent un trouble étrange ! Tout s'arrangera pour le mieux.

Sans prétendre aux grands coups d'ailes mozartiens, la musique est délicieuse. Curieusement, Haydn supprime tous les récitatifs *secco* (avec clavecin), ce qui crée une plus grande continuité de ton, entre le récitatif accompagné par l'orchestre, plus noble, et les airs, accentuant les langueurs mélancoliques et le désespoir de Costanza, les ravissements primesautiers et les émois de la petite Silvia (rôle tenu à Esterhaza par Luigia Polzelli, la jeune maîtresse de Haydn).

Les quatre personnages sont des modèles réduits de héros d'opéra, époux tragiques et amoureux plaisants, dans l'esprit du *Sturm und Drang* dont témoigne la vaste ouverture déchaînée. Mais, Haydn amoureux sait le prix du bonheur et il s'amuse aussi, en particulier dans l'immense final où il multiplie les airs, duos, quatuors, entrelacés avec une « symphonie concertante » qui met en valeur les soli brillants du violon, du violoncelle, de la flûte et du basson.

Des jeux de scène délicats

Christian Gangneron, avec son humanité habituelle, a su trouver des gestes et des jeux de scène délicats pour ces quatre personnages fort bien distribués : la Costanza violente, un peu maniérée, de Geneviève Barrial au beau mezzo tragique, Georges Gautier, Gerando d'une vraie noblesse, Elisabeth Baudry, une Silvia rayon de soleil, et l'Enrico de Mario Hacquard, baryton fort avenant.

Si les costumes de Claude Masson allient la vérité historique et l'imagination (le manteau « mexicain » de Silvia), on regrette que le décor de Thierry Leproust soit bien sinistre : des planches qui se croisent entre des forteresses de béton. De grâce, qu'on le change pour achever de ravir les spectateurs.

JACQUES LONCHAMPT

▶ **Prochaines représentations : Caen (le 1er mars), Le Havre (le 3), Orléans (les 16 et 18), Fontenay-aux-Roses (le 24), Bourges (le 28), Corbeil-Essonnes (le 30 mars), et Valence (le 27 avril). Avec le concours de la direction de la musique et de la danse, du Conseil régional du centre et de « Opéra en Ile-de-France ».**

PHOTOGRAPHIE

L'œil cyclope

A Pontault-Combault, six « sténopistes » démontrent que rien n'est moins naturel que la vue

Le sténopé – étymologiquement, œil droit – est un trou minuscule percé dans une boîte. Une feuille de papier sensible, exposée longtemps à la lumière, s'imprime d'elle-même à l'intérieur. Sans objectif ni mise au point, cette technique simplifiée renoue avec les origines de la « camera obscura » et de la « camera lucida ».

Ilan Wolff est un spécialiste de cette expression primitive. « *Par le sténopé, j'ai découvert qu'une banale boîte de conserve pouvait créer plus de vie qu'un appareil sophistiqué* », dit-il, Vivant dans son camion, au rythme des saisons, il a donc photographié à la demande du Centre photographique de l'Ile-de-France les parcs et jardins de Seine-et-Marne avec un bidon de fer-blanc, foré d'un trou, posé sur un trépied.

Défi à la vision directe, le sténopé transcende les lois de l'optique et de l'objectivité. Avec la lenteur d'un accouchement, il traduit en images inversées, de très faible luminosité, mais avec un champ très large, le passage du temps. Epousant la forme sphérique de la Terre dont il est une vivante métaphore, l'œil unique révèle un monde tout en lignes, courbes et perspectives arrondies.

Ilan Wolff opère en aveugle, sans visée. Ce n'est pas lui qui fait l'image mais l'image elle-même qui se prend. Ses vues en noir et blanc ou en couleurs, fruits d'une perception purement plastique, ont l'aspect d'un rêve mental. Nimbés d'un halo circulaire, qui dilue les contours, ses tirages grands formats, faits à Fontainebleau ou à Noisiel, traduisent une lecture romantique des rochers, statues équestres et châteaux hantés, dignes de Perrault ou de Ponson du Terrail.

Le sténopé, acte de méditation mais aussi de médiation, restitue la complexité magique de la vision. On le constate avec les travaux inédits d'autres sténopistes. Le Canadien Ian Paterson, exposé récemment à Carnavalet, opère avec une boîte de cigares. Ses silhouettes théâtrales, dansant à contre-jour devant un fond de toile, font apparaître l'espace comme une forme naturelle de l'illusion.

Des expéditions égyptiennes de l'Américaine Ruth Thorne Thomsen aux œuvres Polaroïd de Paolo Gioli, épiant des détails anatomiques à partir d'un bouton-pression posé sous un flash, cette perception voyeuriste traduit de façon saisissante la conscience de la vue en train de regarder. Mais la révélation est l'Américain Eric Renner, rédacteur d'une revue spécialisée, qui a conçu une chambre panoramique à six sténopés. Ses vues remarquables du Yucatan à 360° recèlent une émotion intérieure voisine des plus beaux Sudek.

Ce bel ensemble inaugure le Centre photographique d'Ile-de-France, fixé dans la ville nouvelle de Pontault-Combault. Son budget global est de 1 100 000 F et son animation a été confiée à Richard Fournet. Le rôle de ce lieu permanent d'accueil, d'échanges et de rencontres, situé dans une vaste ferme briarde, sera de promouvoir la création et la diffusion de la photographie dans la région.

PATRICK ROEGIERS

▶ **« Camera obscura ». Sténopéphotographie, tendances contemporaines. Centre photographique d'Ile-de-France, salle Madame Sans-Gêne, Ferme Briarde, Hôtel de Ville, Pontault-Combault (direction autoroute Metz-Nancy). Jusqu'au 4 mars.**

CULTURE

ARTS

Le tourisme sous la cendre

Saint-Pierre de la Martinique devient ville « d'art et d'histoire »

SAINT-PIERRE (Martinique)

de notre envoyé spécial

Une convention a été signée le vendredi 23 février entre M. Louis Pierre-Charles, maire de la commune de Saint-Pierre, et M. Michel Colardelle, directeur de la Caisse des monuments historiques, en présence du ministre de la culture, M. Jack Lang.

La signature d'une telle convention permet aux municipalités qui adhèrent au réseau des villes « d'art et d'histoire » de se doter d'une infrastructure leur permettant de mettre en valeur la richesse de leur patrimoine. La Caisse les aide à organiser des visites-conférences, leur propose une signalisation particulière, se préoccupe de leur promotion sur le plan national et les intègre dans des circuits touristiques. En outre, elle facilite les investissements financiers destinés à restaurer leur patrimoine.

Ici, la Caisse des monuments historiques est au centre d'une opération beaucoup plus vaste et beaucoup plus complexe qui touche toutes les collectivités territoriales locales (départements et régions), mais aussi trois ministères : celui de la culture, bien sûr, celui des DOM-TOM et celui du tourisme.

La ville de Saint-Pierre de la Martinique est la plus ancienne cité de l'île. C'est là qu'en 1635 aborda Pierre Beslain d'Esnambuc, qui prit possession du pays au nom du roi de France. Là que se développèrent les institutions politiques, religieuses et culturelles de la Martinique. Le premier lycée des Caraïbes françaises fut créé ici. C'est ici que fut proclamée l'abolition définitive de l'esclavage en 1848. Mais on sait aussi qu'en 1902 l'explosion de la montagne Pelée interrompit brutalement cette histoire. Une nuée ardente de cendres mêlées de gaz s'abattit sur la ville. En quelques minutes, celle-ci fut ensevelie et avec elle ses 30 000 habitants. Il n'y eut qu'un seul rescapé : l'unique locataire de la prison, un nommé Cyparis. La ville rayée de la carte par ce cataclysme naturel, le fut également par l'administration.

Il fallut attendre 1923 pour que se réinstallent timidement de nouveaux habitants sur le site ravagé et que l'administration centrale reconnaisse à la commune le droit d'exercer à nouveau. Aujourd'hui, celle-ci compte 6 000 habitants, qui logent dans de médiocres constructions ou le parpaing et la tôle ondulée dominent. Les ruines de l'ancienne métropole martiniquaise étaient, jusqu'à il y a peu, recouvertes d'un épais tapis végétal. Seuls les décombres des monuments les plus importants (théâtre, cathédrale, fort) avaient été tant bien que mal dégagés.

La ténacité de quelques-uns (Mme Dereynolle en particulier) a poussé le ministère de la culture à entamer quelques fouilles. Aujourd'hui on peut voir les vestiges de la maison coloniale de santé avec ses chaises métalliques, où étaient liés les fous, et ceux du bâtiment du génie militaire avec ses bassins et son pavement de marbre. Michel Colardelle a exploré les fonds de la baie où repose, selon lui, « *une véritable anthologie de la marine à voile* » : une trentaine de bateaux de toutes tailles coulés le jour de la catastrophe avec leur chargement.

La convention du 23 février va sans doute accélérer les travaux de dégagement. De plus, elle s'accompagne d'une véritable manne financière qui devrait radicalement transformer le sort de la petite commune et de tout le nord de l'île. En cinq ans, indique Jean-Jacques Debacq, représentant du ministère des DOM-TOM, grâce aux subventions accordées par les collectivités territoriales, les trois ministères et la Communauté européenne, près de 35 millions de francs devraient être investis. Le but de cette opération consiste à développer ici un tourisme différent. Au traditionnel « *sea, sex and sand* » des Caraïbes, on va tenter d'ajouter une grosse pincée de culture. Le passé de Saint-Pierre doit servir de locomotive à cette ambition.

EMMANUEL DE ROUX

CINÉMA

Trop c'est trop

Avec « Né un 4 juillet », Oliver Stone et son interprète Tom Cruise sont plus exhibitionnistes que jamais

Ron Kovic est né en 1946, un 4 juillet, jour de la fête nationale américaine. A dix-sept ans, par idéalisme et patriotisme, il s'est engagé dans les Marines pour aller se battre au Vietnam. Une blessure à la colonne vertébrale l'a laissé paralysé à vie, condamné au fauteuil roulant. Après son retour au pays, une réinsertion difficile, une prise de conscience douloureuse, ont fait de Ron Kovic un militant pacifiste. Il a raconté tout cela dans un livre, *Né un 4 juillet*, bouleversant et pudique – il y parle souvent de lui à la troisième personne, – qui vient d'être traduit en français et qu'il faut lire pour comprendre qui est cet homme et ce qui lui est arrivé (1).

En revanche, on ne recommandera pas le film qu'Oliver Stone a tiré de ce livre. Scénariste habile et même roublard, Oliver Stone a quelque peu fait illusion comme metteur en scène avec *Platoon*, récit antimilitariste de sa propre expérience de la « sale guerre » du Vietnam comme jeune volontaire. Depuis, *Wall Street* et *Talk Radio* ont suffisamment prouvé qu'Oliver Stone pratique la mise en scène coup de poing et la démonstration démagogique pour en flanquer plein la vue tout en faisant croire qu'il dénonce des maux de société.

Avec *Né un 4 juillet*, en se mettant à l'abri derrière un cas humain, une expérience irréfutable qui attirent le respect, il a fait du spectacle exhibitionniste avec tout : avec la vie de province américaine, les sentiments amoureux, la guerre et ses violences, le sang, la mort, la crasse et les déjections d'un hôpital militaire, les chaises roulantes, une mère bigote et hystérique, un bordel mexicain avec putes spécialisées dans le traitement sexuel des invalides, les manifestations des années 70, la mauvaise conscience, les larmes et le militantisme.

La caméra bouge, virevolte, se livre à une perpétuelle agression (même avec le ralenti) pour qu'on n'ait pas le temps de réfléchir, pour qu'on prenne ce tape-à-l'œil, accompagné du tape-à-l'oreille musical, comme une marque d'audace. Faire du cinéma avec des gants de boxe et de la démagogie au lance-flammes serait-il payant ? *Né un 4 juillet*, le film, est couvert de nominations aux oscars.

L'exhibitionnisme de Tom Cruise ne le cède en rien à celui de son metteur en scène. Il s'évertue à « *faire semblant* » – d'être à la guerre, d'être privé de l'usage de ses jambes, de se heurter à la communauté qui en a fait un héros – avec les procédés les plus retors, y compris, bien sûr, ceux qui sollicitent l'émotion et la pitié. Comme cette scène où Tom Cruise, rentré ivre, hurle contre sa mère (l'épouvantable Caroline Kava), se contorsionne comme un prophète cul-de-jatte et arrache sa sonde pour pleurer sur son sexe mort. *Pénible !*

JACQUES SICLIER

(1) Editions Calmann-Lévy, 212 p., 82 francs.

Un fabliau des années 30

Réédition du « Roman de Renard » de Starevitch, l'un des rares longs métrages d'animation produits en France pendant l'entre-deux-guerres

Terminé en 1931, *le Roman de Renard* (avec un d) de Ladislas Starevitch n'est sorti dans les salles françaises que dix ans plus tard. Ce bref long métrage (à peine plus d'une heure) est donc l'aîné du *Blanche-Neige* de Walt Disney. Starevitch, Russe émigré installé en France, s'était lancé dans l'animation en volume en 1912 par intérêt pour l'entomologie. A l'aide d'insectes naturalisés, il avait reconstitué un combat de scarabées parce que la lumière des projecteurs paralysait les animaux vivants. Il passa ensuite à la réalisation de courts métrages de fiction « *joués* » par des marionnettes. L'un d'eux, *les Yeux du dragon* (1925), est présenté en avant-programme du *Roman de Renard*.

En Europe, même à cette époque (l'entre-deux-guerres), le dessin animé, et *a fortiori* le dessin animé en volume, restait relégué dans les marges du cinéma. Starevitch travaillait seul avec sa fille Irène, créant personnages et décors, les éclairant, les animant, les filmant dans le studio qu'il avait construit en banlieue parisienne. Il faut rappeler ces contraintes matérielles avant de parler du film lui-même ; on peut leur attribuer la plupart de ses imperfections. Quand les troupes du roi donnent l'assaut du château de Malpertuis, on aperçoit les miroirs que Starevitch a posés pour donner l'illusion de la multitude. Le rythme de tournage (un mètre de pellicule – soit à peine plus de secondes de projection – à l'heure) a sans doute interdit la multiplication des prises et le montage en garde une certaine raideur.

Mais, dans *le Roman de Renard*, on retrouve surtout la magie de la jeunesse du cinéma d'animation, du temps où l'on croyait qu'il serait possible de remplir l'écran d'images qui n'obéiraient qu'à leur seul créateur. La plastique des personnages est classique, et la trame reste fidèle au récit médiéval. Starevitch a quand même parsemé le récit de gentils anachronismes, la petite souris qui danse comme si elle sortait de la *Revue nègre* ou le chat chanteur de charme (la musique est de Vincent Scotto) qui courtise la reine sous le nez du roi.

L'animation est fluide, parfois spectaculaire. Selon les scènes, les décors passent de la vitrine de grand magasin au merveilleux. Dans cette chorégraphie animalière, naïve et sensuelle, les voix – caractéristiques des acteurs du cinéma français des années 30 – et le dialogue un peu boulevardier de Jean Nohain font un contrepoint incongru et charmant.

THOMAS SOTINEL

La Scandinavie à Rouen

La Norvège sera l'invitée principale du troisième Festival du cinéma nordique de Rouen qui aura lieu du 28 février au 11 mars. Outre un hommage à la cinéaste Anja Brejen, le Festival présentera une douzaine de films norvégiens qui ont marqué les années 50 et l'émergence de grands réalisateurs comme Arne Skouen, Tancred Ibsen ou Edith Carlmar. Les festivaliers découvriront aussi un cycle consacré au mélodrame érotique danois entre 1905 et 1915 ou une rétrospective Ingmar Bergman. Une dizaine de films sont en lice dans la compétition officielle : *Femmes sur le toit*, du Suédois Carl-Gustav Nykvist, *Talvisota guerre d'hiver*, de Pekka Pakikka (Finlande) ou encore *Isolde*, de Jytte Rex (Danemark).

► **Renseignements, tél. : 35-98-26-46.**

COMMUNICATION

Un journaliste succède à un politique

M. Jordi Candau à la tête de la télévision espagnole

MADRID

de notre correspondant

Le gouvernement espagnol a pris la décision, annoncée en conseil des ministres, de remplacer le directeur général de la RTVE (radio-télévision espagnole), M. Luis Solana, cinquante-quatre ans, en poste depuis un an et un mois, par un journaliste et avocat de trente-huit ans, M. Jordi Garcia Candau. Ce dernier était entré au conseil d'administration de RTVE en décembre 1986, deux mois après avoir été écarté de la radio par l'ancienne directrice générale, Mme Pilar Miro, contrainte à la démission en janvier 1989 après le scandale provoqué par ses dépenses vestimentaires.

Cette décision soudaine, attribuée au premier ministre M. Felipe Gonzalez, fait suite à une polémique récente déclenchée par les partis de l'opposition, après que M. Solana eut refusé de retransmettre sur certaines des chaînes de télévision nationale le débat parlementaire du 1er février dernier, où le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, devait répondre à des accusations lancées contre lui et sa famille. Mais ce n'était pas la première fois que M. Solana était accusé de servir les intérêts des socialistes au pouvoir. Le fait de nommer un journaliste à la tête de RTVE peut signifier que les pouvoirs publics cherchent à se réconcilier avec la presse espagnole, invitée, ces derniers jours, à la modération dans ses propos à l'égard du pouvoir.

En prenant ses fonctions l'année dernière, M. Luis Solana, qui est le frère du ministre de l'éducation, avait promis moins de bureaucratie dans le service public. Ses méthodes – celles appliquées notamment à l'entreprise Telefonica qu'il présidait précédemment – et son équipe devaient, promettait-il, être celles du « *triomphe* », mais ses propos ont été vite démentis. Le succès d'un nouveau style de programmes et de professionnels du petit écran, apparus aussi bien sur les chaînes publiques autonomes que sur Antena 3 – la première des trois chaînes concédées au secteur privé – a fait chuter l'audience de la télévision d'Etat. Les guerres intestines, les changements de présentateurs, la décision de ne pas montrer de matches de boxe à la télévision et la censure du débat parlementaire du 1er février ont précipité la chute de M. Solana, victime aussi du mauvais climat persistant entre le gouvernement et la presse en Espagne.

C'est la première fois dans l'histoire de RTVE qu'un journaliste en prend la direction. La tâche de M. Jordi Garcia Candau s'annonce difficile. Non seulement, comme l'a annoncé le porte-parole du gouvernement, après ce « *geste de bonne volonté* » il va falloir discuter avec l'opposition des objectifs de l'entreprise et relever le défi de la concurrence, mais il va s'agir de former un nouveau conseil d'administration, si possible par consensus et de discuter du nouveau statut de la télévision publique. Parmi les nouveaux programmes annoncés à la télévision : « La hora de la verdade », qui n'est rien d'autre que « L'heure de vérité », copiée sur celle d'A 2. – *(Intérim.)*

Mauvais résultats pour le publicitaire britannique

Les actions Saatchi et Saatchi à la baisse

Les actions du groupe publicitaire britannique Saatchi et Saatchi ont perdu près de 37 % de leur valeur depuis mardi 20 février, le cours actuel s'établissant à 138 pence. Cette chute est due aux mauvais résultats annoncés par le groupe, qui s'est vu ravir par WPP, selon les classements des magazines américains, la première place mondiale dans le secteur de la publicité.

Saatchi et Saatchi a annoncé pour son exercice terminé en septembre 1989 un bénéfice avant impôt de 21,8 millions de livres (211 millions de francs) contre 138 millions de livres l'année précédente. Et vendredi 23 février, le groupe a dû annoncer que ses bénéfices en 1990 seraient inférieurs aux prévisions des analystes.

Après une croissance fulgurante dans les années 80 (qui a amené ses fondateurs, les frères Maurice et Charles Saatchi, à ne plus détenir que quelques pour cent du capital), Saatchi a rencontré nombre de déboires sur le marché américain. Le groupe n'arrive pas à céder sa branche de conseil (notamment le groupe Hay), condition nécessaire pour payer des dividendes à ses actionnaires.

Fin du conflit dans l'audiovisuel public

Un accord est signé entre l'Association des employeurs et les syndicats

Les syndicats de journalistes SNJ, CFDT et CFTC ont signé, samedi 24 février, avec l'Association des employeurs du service public de l'audiovisuel un avenant au protocole de 1988 qui définit un plan de résorption des disparités salariales entre les journalistes du secteur public de l'audiovisuel pour la période 1989-1992. L'Association se félicite, dans un communiqué, de cet accord qui, dit-elle, « *reste ouvert à la signature des autres syndicats* ». L'USJF-CFDT a donc annoncé, samedi, que tous les préavis de grève avaient été levés dans les sociétés du service public. Le syndicat précise que l'accord conclu prévoit un calendrier de résorption des disparités salariales notamment avec les journalistes d'Antenne 2 et « *un rendez-vous fin 1992* » pour solder les disparités restantes.

Après s'être étonné d'un accord qui, selon lui, « *ne s'engage sur aucun délai après décembre 1992* », le SNJ-CGT a d'abord soumis le protocole aux rédactions avant de décider, à son tour, la suspension de son préavis de grève. Le syndicat précise néanmoins dans un communiqué qu'il appelle les journalistes du service public « *à se montrer particulièrement vigilants sur leurs conditions de travail et sur les moyens qui sont impartis aux rédactions* ». Il précise en outre qu'il « *s'adresse, dès lundi, au président des sociétés pour demander l'ouverture, dans les meilleurs délais, de négociations sur l'harmonisation des profils de carrière par rapport à Antenne 2* ».

Le décès de Malcolm Forbes

Un milliardaire flamboyant

« Je dois ma fortune à un talent particulier qui s'écrit H-E-R-I-T-A-G-E », s'amusait à dire Malcolm Forbes, millionnaire américain de légende, qui vient de mourir à soixante-dix ans d'une crise cardiaque. Il était né deux ans après la fondation en 1917 par son père, un émigrant écossais de New York, d'un magazine économique portant en toute modestie le nom de la famille et qui devait connaître un succès considérable.

Magazine pour les riches, *Forbes* renvoyait aux lecteurs l'image séduisante d'une opulence sans états d'âme, parfaitement incarnée par le style de vie flamboyant du joyeux Malcolm. Il possédait, entre autres demeures, un palais à Tanger, un château en France et un hôtel particulier à Londres.

Mais, ce que ne font pas forcément d'autres millionnaires en dollars, il traversait l'Asie sur l'une de ses soixante Harley Davidson et survolait l'Amérique en Montgolfière. L'homme ne manquait pas de courage physique : engagé volontaire pendant la Deuxième guerre mondiale, il participa à la libération de l'Europe et fut décoré.

Avant de devenir le patron du journal familial, Malcolm Forbes avait fait ses preuves avant guerre en lançant deux hebdomadaires pour son propre compte. Ayant fait prospérer l'héritage, il pouvait, récemment créer, pour le plaisir, un magazine pour les collectionneurs d'art appelé *Egg* (Oeuf), en référence à sa passion pour les oeufs sculptés de Fabergé dont ils possédait onze pièces, alors qu'il n'en reste plus que dix en Russie soviétique.

Sa fortune était évaluée entre 750 millions et 1250 millions de dollars. Imprécision surprenante pour le directeur d'un magazine qui se faisait fort de publier chaque année le détail des plus grandes fortunes américaines, y compris la sienne.

Ancien directeur de la rédaction du « Progrès de Lyon »

Robert Butheau est mort

Robert Butheau, ancien directeur de la rédaction du *Progrès de Lyon*, est décédé, dimanche 25 février, des suites d'une intervention chirurgicale pratiquée mercredi 21 février. Il avait soixante-huit ans.

Né le 5 novembre 1921, à Lyon, Robert Butheau, après des études effectuées à Villefranche-sur-Saône, puis à la faculté de droit de Lyon, entre, à vingt-quatre ans, dans la presse née de la Résistance. D'abord aux *Nouvelles*, l'édition du soir du quotidien *la Liberté* (tendance MRP) ; puis à *Lyon-Matin* (socialiste), dont l'existence sera très brève ; enfin, en avril 1946, au *Progrès*. Il franchit rapidement les échelons et devient premier secrétaire de rédaction dans un journal dirigé alors par Emile, puis Hélène Brémond.

En 1967, à l'occasion du rapprochement entre *le Progrès* et *le Dauphiné Libéré*, Robert Butheau est nommé directeur-adjoint de l'Agence d'informations générales, locales, économiques et sportives (AIGLES). En 1979, M. Jean-Charles Lignel, devenu l'unique actionnaire de la société Delaroche, éditrice du *Progrès*, le nomme directeur de la rédaction. Les dérives rédactionnelles imposées par le jeune propriétaire obligent peu à peu Robert Butheau à prendre ses distances et, en 1982, à rompre définitivement avec le journal auquel il aura consacré près de quarante ans de sa vie.

Il met alors son expérience et son dynamisme au service de l'Institut de recherche en pédagogie de l'économie et en audiovisuel pour la communication dans les sciences sociales (IRPEACS), rattaché au CNRS et dirigé par M. Jean-Marie Albertini.

Passionné par les arts, il écrit des recueils de poèmes et assure des critiques musicales, notamment de jazz, au *Progrès* et dans plusieurs revues. Collaborateur de plusieurs publications – *Témoignage Chrétien, l'Unité*, – Robert Butheau a aussi été, pendant de nombreuses années et jusqu'à la création, en 1970 d'un poste de permanent confié à Jean-Marc Théolleyre, le correspondant du *Monde* pour la région lyonnaise.

Notre journal présente à sa femme et à ses deux filles, l'expression de nos sentiments attristés.

□ **Le CSA écrit à Antenne 2 au sujet de « L'amour en France ».** – A la suite de la diffusion par Antenne 2 du premier épisode du documentaire « L'amour en France » consacré à l'éducation sexuelle des jeunes enfants, le CSA « *tient à rappeler qu'aucune atteinte ne doit être portée à la dignité de la personne humaine. Toutes les précautions doivent être prises dans la programmation des chaînes pour qu'aucune violence psychologique ne soit infligée aux enfants* », indique un communiqué du CSA qui, dans une lettre aux responsables d'Antenne 2, a rappelé « *qu'il leur appartient de veiller personnellement au respect de ce principe* ».

□ **FM : appel aux candidatures pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.** – *Le Journal officiel* a publié, samedi 24 février, la décision du CSA de procéder à un appel de candidatures pour l'exploitation de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne en modulation de fréquence dans la région de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les candidats doivent retirer leur dossier au comité technique radiophonique (CTR) de la région, installé à Marseille, la date limite pour le dépôt des candidatures étant fixée au 29 mars 1990 à minuit.

AGENDA

CINÉMA

LUNDI 26 FÉVRIER

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE
(42-78-37-29)

Le Cinéma cubain : Acerca de un personaje que unos llaman San Lazaro (1968, v.o. s.t.f.), d'Octavio Cortazar ; Babalu (1968, v.o. s.t.f.), d'Octavio Cortazar ; Una mujer, un hombre, una ciudad (1978, v.o. s.t.f.), de Manuel Octavio Gomez, 14 h 30 ; la Vivienda (1959, v.o. s.t.f.), de Julio Garcia Espinosa ; Alsino y el Condor (1982, v.o. s.t.f.), de Miguel Littin, 17 h 30 ; Elpidio Valdès vs. la canonera (1980, v.o. s.t.f.), de Juan Padron ; Yo soy la cancion que canto (1985, v.o. traducion simultanée), de Mayra Vilasis ; Estampes habaneras (1939, v.o. s.t.f.), de Jaime Salvador, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ADRÉNALINE, LE FILMS (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-All.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BLACK RAIN (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

BORIS GODOUNOV (Fr.-Esp.-Youg., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

CARNET DE NOTES SUR VÊTEMENTS ET VILLES (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CHACUN SA CHANCE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

DÉLIT DE FUITES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

EDEN MISERIA (Fr.-Por.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES ENSORCELÉS (A., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

ENTRE CIEL ET TERRE (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

ET LA LUMIÈRE FUT (Fr.-All.-It.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FORÊT ANIMÉE (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

HIVER 54 (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

JOHANNA ET LA SORCIÈRE (Autr., v.f.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; La Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.-It., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LEVIATHAN (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

MAMAN (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MERY POUR TOUJOURS (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA MESSE EN SI MINEUR (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MILOU EN MAI (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

MONSIEUR (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NÉS DES ÉTOILES (Jap., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

NOCE BLANCHE (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

LES FILMS NOUVEAUX

CRIMES ET DÉLITS. Film américain de Woody Allen, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE DINDON DE LA FARCE. Film américain d'Anthony Perkins, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86).

NÉ UN 4 JUILLET. Film américain d'Oliver Stone, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

NIKITA. Film français de Luc Besson : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES NUITS DE HARLEM (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

OLIVER ET COMPAGNIE (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

OPÉRATION CRÉPUSCULE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

OUBLIER PALERME (It.-Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

OUTRAGES (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

PALOMBELLA ROSSA (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

PAS NOUS, PAS NOUS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LA PETITE VÉRA (Sov., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

RENDEZ-VOUS AU TAS DE SABLE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LE RENDEZ-VOUS DES QUAIS (Fr.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

RETOUR VERS LE FUTUR 2e PARTIE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

RIPOUX CONTRE RIPOUX (Fr., v.f.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

S.O.S. FANTOMES II (A., v.f.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

SEA OF LOVE (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

SHOCKER (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LE SILENCE D'AILLEURS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

SIMETIERRE (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

SOLOVKI, LE PREMIER GOULAG (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

SWEETIE (A.-Austr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

THE MAD MONKEY (Esp.-A.-Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

UN AMOUR DE TROP (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

UNE SAISON BLANCHE ET SÈCHE (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

VALMONT (Fr., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LA VENGEANCE D'UNE FEMME (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.) : Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

PARIS EN VISITES

MARDI 27 FÉVRIER

« Le peintre et son marchand : Vollard, Renoir, Cézanne », 12 h 45, « L'exotisme et son influence », 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill.

« Nouveaux aménagements du musée », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« L'atelier et l'œuvre du sculpteur », 14 h 30, 100 bis, rue d'Assas (Musée Zadkine).

« Le travail des sculpteurs à travers l'exposition *Le corps en morceau* au Musée d'Orsay », 13 h 20, sur l'esplanade, sous l'Eléphant (C. Merle).

« La Conciergerie, de Philippe le Bel à la Terreur », 14 h 30, à l'entrée (M.-C. Lasnier).

« Façades et jardins ignorés, de Blanche à Trinité », 14 h 30, métro Blanche (V. de Langlade).

« Les cryptes de l'église Saint-Sulpice et la maison des Compagnons », 14 h 30, métro Saint-Sulpice (D. Fleuriot).

« Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les Catacombes », 14 h 45, 1, place Denfert-Rochereau (Connaissance de Paris).

« Les gares du Nord et de l'Est », 15 heures, sous l'horloge de la gare de l'Est, hall départ, côté cour.

« Le Panthéon dans l'histoire, de la crypte aux terrasses », 15 heures, entrée, rue Clotilde (Monuments historiques).

« La Conciergerie, de Philippe le Bel à Marie-Antoinette », 15 heures, 1, quai de l'Horloge (D. Bouchard).

« Toute l'île Saint-Louis », 14 h 45, métro Pont-Marie (M. Bassanet).

« L'Opéra Garnier », 15 heures, en haut des marches (Tourisme culturel).

« Des colonnes de Buren aux passages méconnus, le quartier du Palais-Royal », 15 heures, sortie métro Louvre (Ecoute du passé).

« Le Palais de justice en activité », 15 heures, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Musée des avocats », 16 heures, 25, rue du Jour (Paris et son histoire).

Pour les jeunes

« Découverte des collections », (8-12 ans), 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art moderne).

« Séance de contes », 14 h 30, Musée du Petit-Palais.

CONFÉRENCES

23, quai de Conti, 14 h 45 : « Notice sur la vie et les travaux de Pierre Clarac », par René Pomeau (Académie des sciences morales et politiques).

Foyer UCGF, 22, rue de Naples, 15 heures : « L'abbaye Sainte-Foy-de-Conques, l'église et le trésor », par S. Saint-Girons (Approche de l'art).

1, rue des Fossés-Saint-Bernard (auditorium), 18 heures : « Déserts vivants », par T. Monod. Entrée libre (Institut du monde arabe).

THÉÂTRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

SPOUTNIK LOVE. Dix-Huit Théâtre (42-26-47-47). (Dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim., 16 h (21).

COMMENT GAGNER UN MAXIMUM EN TRAVAILLANT LE MINIMUM. Neuilly-sur-Seine. L'Athlétic (46-24-03-83). (Mer., jeu., ven, sam.), 20 h 45 (21).

CONGO-OCÉAN. Théâtre de la Main-d'Or - Belle de Mai (48-05-67-89). (Dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 15 h (21).

DIALOGUE DE SOURDS. Huchette (43-26-38-99). (Dim.), 21 h 30 (21).

REGAIN. Antony, Théâtre Firmin-Gémier (46-66-02-74). (Dim. soir, lun.), 21 h ; dim. 15 h (27).

L'EXTRAORDINAIRE ÉPOPÉE DE FERDINAND BARDAMU. Rosseau Théâtre (42-71-30-20). (Dim. 18 h 30 ; lun. 20 h 30 (27).

NONNA. Espace européen (42-93-69-68). (Dim. soir, lun.), 20 h 30 (27).

ARCANE (43-38-19-70). L'Aménagement : 20 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). ◇ Match d'improvisation : 21 h.

BERRY (43-57-51-55). ◇ Voyage au bout de la nuit : 20 h 30. Moa Binbin : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). C'est dingue : 19 h 30. Quinte flush : 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ Comme il vous plaira : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Le Diamant rose : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Les Maxibules : 20 h 45.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-90-09). Histoire d'en rire : 20 h 15. Apostrophons-nous : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. ◇ Dialogues de sourds : 21 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Petite salle. La Chorale : 20 h. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. L'Etranger : 20 h. Huis clos : 21 h 45. Théâtre rouge. Performances : 20 h. La Terre est une pizza : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). ◇ Les Sept Miracles de Jésus : 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). L'Avare : 20 h 45.

POTINIÈRE (42-61-44-16). L'Œuf, à la première personne : 21 h.

THE SWEENEY (46-33-28-12). ◇ Rupert's Birthday : 20 h.

THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). ◇ La Magicienne : 20 h.

THÉATRE EN ACTES (43-57-42-14). ◇ Vive Valeque (Vis et porte-toi bien) : 18 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). La Drague : 21 h.

CONCERTS

L'AUDITORIUM. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40), Brigitte Fassbaender. 19 h mar. Mezzo-soprano, Markus Hinterhauser (piano). Œuvres de Schubert.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Zadok-Edouard Mayer. 20 h 45 lun. Cello. Œuvres de Bach, Kodaly.

CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). The Academy of Saint Martin in the Fields. 20 h 20 lun. Dir. et violon : Lonne Brown : Briony Shaw (violon). Œuvres de Corelli, Albinoni, Torelli, Locatelli, Haendel.
Inger Södergren, 12 h 45 lun. Piano. Œuvres de Chopin, Beethoven.
Mardi 27. 20 h 30, Brigitte Engerer, piano (Mozart, Beethoven, Schumann, Chopin).

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Gabriel Fumet, Jean-Paul Imbert. 20 h 30 mar. Flûte, orgue. Œuvres de Bach, Albinoni, Haendel, Loeillet, Vinci, Vivaldi. Téléphone location : 45-23-18-25.

FNAC ETOILE (48-88-58-00). Brigitte Fassbaender. 17 h 30 lun. Soprano. Lieder de Schubert.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16) (studio 106). Emmanuelle Serge. 20 h 30 mar. Guit. Œuvres de Weiss, Bach, Giuliani, Villa-Lobos, Paganini.

OPÉRA DE LA BASTILLE (40-01-16-16). Orchestre symphonique de la Radio bavaroise. 20 h mar. Dir. :Ir Colin Davis. Anne-Sophie Otter (mezzo-soprano), Thomas Moser (ténor), Sigmund Nimsgern (baryton), Christian Stephinger (basse). La Damnation de Faust de Berlioz, version concert.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Ensemble orchestral de Paris. 20 h 30 mar. Dir. Armin Jordan. Martha Argerich (piano), Philip Bride, Christian Crenne (violons). Œuvres de Bach, Haydn, Beethoven.

THÉATRE DE LA BASTILLE (43-57-42-14) (salle du bas). Cantate profane à quatre voix. 21 h mar. Paroles et musiques de Giovanna Marini. Avec Lucilla Galeazzi, Giovanna Marini, Silvia Marini, Patrizia Nasini.

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 FÉVRIER 1990 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 28 FÉVRIER A 12 HEURES TU

Evolution probable du temps en France entre le lundi 26 février à 0 heure et le mardi 27 février à 24 heures :

Aujourd'hui et demain, le temps redeviendra perturbé avec des précipitations parfois importantes sur le relief et des vents forts en Manche et soufflant jusqu'à la tempête sur la Corse.

Mardi : précipitations sauf sur le bassin méditerranéen et vents forts.

Les précipitations tomberont dès le matin de la Bretagne aux Vosges, au nord de l'Aquitaine et au Lyonnais. Elles seront intermittentes en plaine mais seront abondantes sur les massifs des Alpes, du Jura, des Vosges et du Massif Central. Elles seront sous forme de neige au-dessus de 1 000 à 1 200 mètres.

En cours de journée, les pluies ou neige s'arrêteront par l'ouest et ne concerneront en soirée que le nord des Alpes, le Jura et les Vosges.

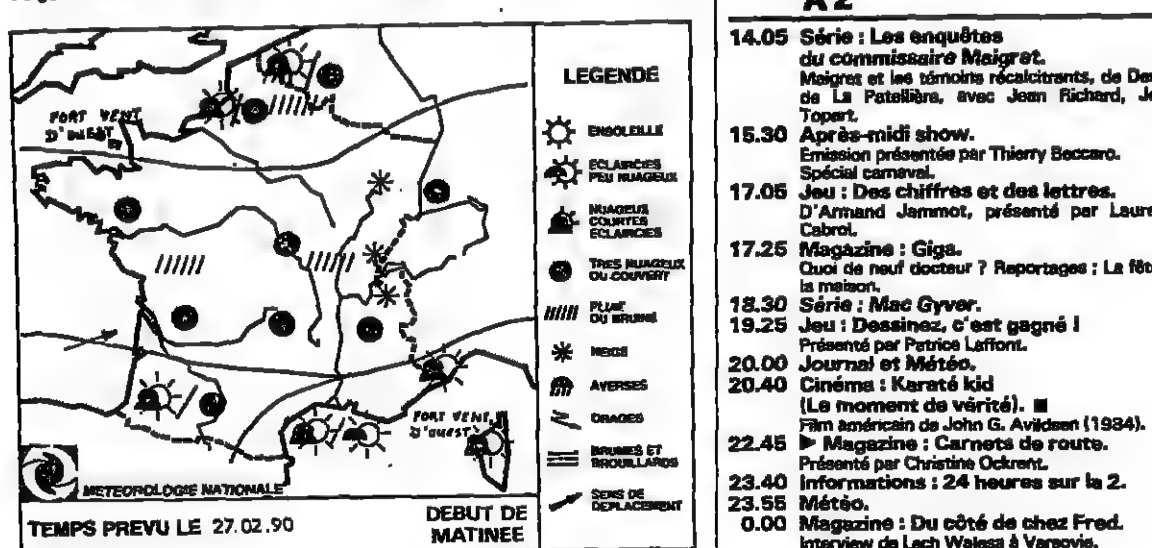
Partout ailleurs, le ciel sera nuageux avec des averses de la Normandie à Champagne-Ardennes.

Le Midi méditerranéen sera un peu moins sous les nuages mais le vent d'ouest à nord soufflera très fort, en particulier en Corse où il atteindra la tempête avec des pointes jusqu'à 150 km/heure.

Le vent d'ouest soufflera encore en Manche jusqu'à 70 km/heure.

Les températures minimales seront assez douces : de 5 à 8 degrés sur le Nord et de 8 à 10 degrés sur le Sud.

Les températures maximales avoisineront 9 à 10 degrés sur le Nord, 11 à 13 degrés de la Bretagne à l'Alsace, 12 à 15 degrés sur Rhône-Alpes et Franche-Comté, 14 à 16 degrés dans le Sud-Ouest et 17 à 19 degrés près de la Méditerranée.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 25-2-1990 à 6 heures TU et le 26-2-1990 à 6 heures TU — le 26-2-1990

FRANCE			
AJACCIO	15	7	N
BIARRITZ	15	9	C
BORDEAUX	15	10	C
BOURGES	14	10	C
BREST	12	11	P
CAEN	13	11	P
CHERBOURG	10	9	P
CLERMONT-FER	21	10	C
DIJON	17	10	P
GRENOBLE SMH	19	9	C
LILLE	13	9	P
LIMOGES	13	7	P
LYON	16	9	C
MARSEILLE-MAR	15	7	–
NANCY	17	10	P
NANTES	14	12	P
NICE	13	7	D
PARIS-MONTS	13	10	A
PAU	15	6	C
PERPIGNAN	14	6	N
RENNES	14	11	C
ST-ÉTIENNE	21	10	C
STRASBOURG	19	11	P
TOURS	13	10	C
TOULOUSE	16	6	D
POINTE-A-PITRE	30	20	A

ÉTRANGER			
ALGER	9	9	B
AMSTERDAM	12	8	P
ATHÈNES	21	7	D
BANGKOK	34	25	N
BARCELONE	15	9	C
BELGRADE	20	6	D
BERLIN	14	7	P
BRUXELLES	12	9	A
LE CAIRE	19	10	D
COPENHAGUE	10	6	P
DAKAR	30	19	D
DELHI	21	14	C
DJERBA	20	8	D
GENÈVE	19	9	C
HONGKONG	12	10	P
ISTANBUL	10	4	B
JÉRUSALEM	13	3	D
LISBONNE	16	11	C
LONDRES	11	8	P
LOS ANGELES	24	12	C
LUXEMBOURG	14	8	A
MADRID	18	1	D
MARRAKECH	24	8	D
MEXICO	19	4	B
MILAN	17	9	N
MONTRÉAL	–6	–20	D
MOSCOU	7	4	C
NAIROBI	28	16	N
NEW-YORK	11	–12	D
OSLO	10	4	P
PALMA-DE-MAJ.	17	8	C
PÉKIN	4	–6	D
RIO-DE-JANEIRO	27	23	C
ROME	16	10	N
SINGAPOUR	34	25	C
STOCKHOLM	8	2	P
SYDNEY	27	22	N
TOKYO	13	9	P
TUNIS	20	9	D
VARSOVIE	17	8	P
VENISE	12	9	B
VIENNE	19	4	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ = TU temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 26 février

TF 1

20.35 Série : *L'addition est pour moi.*
Un attentat raté de peu...
22.20 Magazine : Médiations.
L'honneur perdu des innocents. Invités : Catherine Tasca, Mireille Delmas-Marty, présidente de la commission de réforme du code pénal, Philippe Bilger, magistrat, Jacques Saint-Cricq, président du Syndicat national de la presse quotidienne régionale, Mme Libman et Kiejman, notre collaborateur Edwy Plenel, et Louis-Marie Horeau.
23.20 Magazine : Minuit sport.
23.55 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.40 Jeu : Coupe des champions des chiffres et des lettres.
Finale à Monaco.
22.05 Magazine : Qu'avez-vous fait de vos vingt ans ?
De Christine Ockrent.
Invité : Le professeur Léon Schwartzenberg.
23.00 Informations : 24 heures sur la 2.
23.20 Météo.
23.25 Documentaire : *Les rois du Calypso.*
D'Alain Majani.
23.50 Magazine : Du côté de chez Fred.
Hommage à *Mado Robin*, cantatrice.

FR 3

20.35 Cinéma : L'histoire d'Adèle H. ■■■
Film français de François Truffaut (1975).
22.15 Journal et Météo.
22.40 Magazine : Tempsions.
Thème : Victor Hugo, le romantisme, la solitude.
23.25 ▶ *Magazine : Océaniques.*
Le masque, de Johan Van Der Keuken.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma :
Histoires fantastiques nº 2. ■
Film américain de Steven Spielberg, Peter Hyams, Danny De Vito (1986).
21.40 Flash d'informations.
21.50 Magazine : Lundi sport.
Football ; à 22.05, boxe ; à 23.20, basket professionnel américain.

LA 5

20.40 Téléfilm :
La diva et le professeur.
De Stano.
22.30 Série : Vendredi 13.
23.25 Magazine : Arrêt sur image.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Cinéma :
La mort aux enchères. ■
Film américain de Robert Benton (1983).
22.10 Magazine : Ciné 6.
22.30 Cinéma : Monty Python le sens de la vie. ■■
Film britannique de Terry Jones (1983).
0.15 *Six minutes d'informations.*

LA SEPT

20.00 Documentaire :
Notre mère est un héros.
De Nikolas Obukhowitch.
20.45 *Film d'animation :*
Le hérisson dans le brouillard.
De Youri Norstein.
21.00 *Cinéma :* Quatre aventures de Reinette et Mirabelle ■
Film français d'Eric Rohmer (1986).
22.40 *Documentaire :*
Takako Doi, une femme en politique.
De Jean-Yves Cauchard.
23.10 Documentaire : *Kokono iro.*
D'Ann Marchi.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat.
Bibliothèques et lecture publique (2e partie).
21.30 Dramatique.
Combien de nuits faudra-t-il marcher dans la ville ? de Catherine Anne.
22.40 Cote d'amour.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Le groupe Can.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 12 février à Québec) : Adagio pour cordes op. 3, de Lekeu ; Le cactus rieur, de Boulianne ; Poème pour orchestre, de Nigg ; Symphonie nº 3, d'Honegger, par l'Orchestre symphonique de Québec, dir. Simon Streatfield. A 22.10, Virtuoses, virtuoses : Mario Del Monaco, ténor. A 23.07, Nocturne pour orchestre, La canzone del ricordi, de Martucci. A 23.50, Symphonie nº 5 en si bémol majeur op. 100, de Prokofiev.
0.30 Textes et prétextes.
Roger Désormière, chef d'orchestre.

Mardi 27 février

TF 1

14.30 Feuilleton :
La clinique de la Forêt-Noire.
15.15 Série : Tribunal.
15.45 Variétés : La chance aux chansons.
16.20 Série : Vivement lundi.
16.45 Club Dorothée.
Mes tendres années ; *Mask* ; Série : Cap danger ; Le clip ; Les jeux.
17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.50 *Avis de recherche.*
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Le bébête show.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.40 Cinéma : Goldfinger. ■
Film britannique de Guy Hamilton (1964).
22.30 Magazine : Ciel, mon mardi !
De Christophe Dechavanne.
0.20 *Sport : Spécial Harricana.*
0.30 Journal, Météo et Bourse.
0.50 TF 1 nuit.
1.25 Feuilleton : C'est déjà demain.
1.50 Info revue.
2.35 Feuilleton : Cogne et gagne.
3.20 Série : Mésaventures.
3.45 Documentaire : Histoires naturelles.

A 2

14.05 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret.
Maigret et les témoins récalcitrants, de Denys de La Patellière, avec Jean Richard, Jean Topart.
15.30 Après-midi show.
Emission présentée par Thierry Beccaro.
Spécial carnaval.
17.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol.
17.25 Magazine : Giga.
Quoi de neuf docteur ? Reportages ; La fête à la maison.
18.30 *Série : Mac Gyver.*
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
Présenté par Patrice Laffont.
20.00 *Journal et Météo.*
20.40 Cinéma : Karaté kid (Le moment de vérité). ■
Film américain de John G. Avildsen (1984).
22.45 ▶ Magazine : Carnets de route.
Présenté par Christine Ockrent.
23.40 Informations : 24 heures sur la 2.
23.55 Météo.
0.00 Magazine : Du côté de chez Fred.
Interview de Lech Walesa à Varsovie.

FR 3

14.03 Magazine : Territoires.
14.30 Magazine : La vie à cœur.
15.03 Feuilleton : Mandrin (dernier épisode).
16.03 Magazine : Télé-Caroline.
Mon héros préféré ; Cinéma, théâtre, livres ; Télé chic, télé choc ; De âne à zèbre ; Top sixties ; *Le jeu de la séduction* ; Cadeaumaniac ; Les recettes de l'amour ; Variétés.
17.30 Feuilleton : Guillaume Tell.
17.55 Dessin animé :
Denver, le dernier dinosaure.
18.03 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux : La classe.
20.30 INC.
20.35 Magazine : La marche du siècle.
Thème : Allô maman bobo ! (les infirmières, dix-huit mois après).
22.15 Journal et Météo.
22.40 Télévision régionale.

CANAL PLUS

15.04 *Pochettes surprises.*
Avant la saison.
15.30 Cinéma :
***Colère en Louisiane.* ■■**
Film américain de Volker Schlöndorff (1987).
16.55 Documentaire : Les allumés...
Combats de coqs à Cuba, de Simon Escobar.
17.20 Cabou cadin.
Croc-note show ; Polluards ; Super Mario Bros et princesse Zelda.

En clair jusqu'à 20.30

18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
Présentés par Philippe Dana.
18.30 Top 50.
Présenté par Marc Toesca.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
Invitée : Marie-France Pisier.
20.30 Cinéma :
L'aventure intérieure. ■■
Film américain de Joe Dante (1987).
22.25 Flash d'informations.
22.30 Cinéma :
Je suis le seigneur du château. ■
Film français de Régis Wargnier (1988).
0.00 Cinéma :
Horreur dans la ville. □
Film américain de Michael Miller (1982).
1.35 Cinéma :
Cérémonie d'amour. □
Film français de Walerian Borowczyk (1987).

LA 5

14.40 Série : L'inspecteur Derrick.
15.45 Série : Le renard.
16.40 Dessins animés. Les triplés (rediff.) ; Les Schtroumpfs ; Bosco ; Angie, détective en herbe ; Le petit lord.
18.30 Série : Arnold et Willy.
18.55 Journal images.
19.00 Magazine : Reporters.
19.40 Drôles d'histoires.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma :
***Mon curé chez les nudistes.* □**
Film français de Robert Thomas (1982).
22.15 *Série : China beach.*
23.10 Magazine : Ciné Cinq.
23.20 Magazine : Réussites.
0.00 Journal de minuit.
0.05 La nouvelle malle des Indes (rediff.).

M 6

14.35 Chasseurs d'images (rediff.).
17.25 Informations : M 6 info
(et à 18.25).
17.30 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Incroyable Hulk.
19.25 Série : Roseanne.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Téléfilm : L'héritière oubliée.
D'Axel von Ambesser.
22.15 Téléfilm : Madame Ex.
De Michel Wyn.
22.35 Boulevard des clips.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Musiques : Boulvrockn'hard.
2.00 *Rediffusions.*
Madame Ex ; Culture pub ; Destination santé (les allergies) ; Culture pub ; Succès.

LA SEPT

14.45 Téléfilm : La route enchantée.
(v.o.). D'Aka Lindman.
16.15 Court-métrage :
La trajectoire amoureuse.
De Pascal Aubier.
16.50 Documentaire : El Megano.
De Julio Garcia Espinoza et Tomas Gutierrez Alea.
17.05 Documentaire : Gens de Cuba.
(v.o.). De Ian Bruce et Keith Ross.
18.00 Série : Le décalogue (8 et 9)
De Krystof Kieslowski.
20.00 Film d'animation : Hokusai.
20.05 Documentaire : Yasushi Inoue ou *Les sentiers de la mémoire.*
De Jean Antoine.
21.00 Documentaire : *Angano Angano,* nouvelles de Madagascar.
De Marie-Clémence et César Paes.
22.00 *Série : Contacts.*
Raymond Depardon et William Klein.
22.30 Magazine : Imagine.
23.00 Documentaire : Histoire parallèle.
23.50 Jazz soundies collection.

FRANCE-CULTURE

***20.00* Musique : Le rythme et la raison.** Le mode musical. 2. Le mode de mi, du flamenco à Moussorgski, ou modalité et tonalité.
***20.30* Archipel médecine.** Dossier : Les usagers de la médecine.
Débat. Les beurs : la passion de l'intégration (rediff.).
22.40 Nuits magnétiques. Quatre histoires en France.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Le groupe Can.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. Quatuor à cordes nº 4 en ré majeur op. 83, Quatuor à cordes nº 5 en si bémol majeur op. 92, de Chostakovitch ; Quatuor à cordes, de Tiensuu ; Quatuor à cordes nº 6 en sol majeur op. 101, de Chostakovitch, par le Quatuor de Manhattan (Eric Lewis, Roy Lewis, violons ; John Dexter, alto ; Judith Glyde, violoncelle).
22.30 Récital. Hommage à Jacques Thibaud. Sonate, de Witowski ; Sonate pour violon seul nº 2, d'Ysaye ; Sonate pour violon et piano, de Pierné ; Poème pour violon et piano, de Samazeuilh, par Dong Suk Kang, violon, et Frédéric Aguessy, piano.
0.00 Club d'archives : Hommage à Jean Cocteau ; Les plus belles rééditions récentes.

Audience TV du 25 février 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point =202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	50.6	7/7 16.6	Bande ann. 13.9	Actual. région 9.8	Flash 2.2	Tout monde 5.0	Culture pub 2.6
19 h 45	58.9	7/7 19.6	Maguy 22.0	19-20 infos 7.2	Ça Cartoon 4.8	Bande ann. 2.8	Roseanne 3.1
20 h 16	67.3	Journal 21.5	Journal 20.5	Benny Hill 11.3	Ça Cartoon 5.5	Journal 3.5	Cosbyshow 4.7
20 h 55	69.8	Gendarme 21.9	Maigret 21.6	Chapiteau 3. 4.2	Je suis seig. 3.9	Les Morfalous 12.8	Le Guépard 7.1
22 h 08	53.5	Gendarme 23.8	Musiq. cœur 5.1	Chapiteau 3. 3.7	Le boucher 1.1	Les Morfalous 14.6	Le Guépard 5.5
22 h 44	28.5	Classe ts ns. 12.6	Musiq. cœur 2.8	Le Divan 1.2	Le boucher 1.1	Ciné 5 5.3	Le Guépard 5.0

BILLET

Le syndrome de Rennes

O temps, suspends ton vol... jusqu'au congrès de Rennes du Parti socialiste, jusqu'au 18 mars donc. Prudent, le gouvernement a pris une sage décision : les négociations sur l'apurement de l'accord salarial 1988-1989 dans la fonction publique auront très probablement lieu fin mars et non début mars. Il est vrai que les socialistes, fort bien implantés dans pratiquement tous les syndicats de fonctionnaires, ont déjà eu un avant-goût des joutes rennaises dès le mois de février, lors de l'interminable discussion sur la réforme de la grille.

Signé notamment par la FEN, la CFDT et les Autonomes, l'accord a été violemment dénoncé par FO dont les - nombreux - dirigeants inscrits au PS ont saisi une occasion de régler quelques comptes avec la « deuxième gauche » sur un domaine très sensible au sein du Parti. Durant les discussions, certains cédétistes s'étaient du reste quelque peu irrités de l'écoute fort attentive du gouvernement aux demandes des socialistes de la FEN.

La convention médicale n'est pas non plus épargnée. La Caisse nationale d'assurance maladie reproche à certains syndicats de médecins – peu suspects de sympathies socialistes – d'avoir adopté une attitude intransigeante afin de mettre en difficulté M. Claude Evin, le très rocardien ministre de la solidarité, devant ses amis socialistes. Les médecins, eux, soupçonnent le gouvernement de chercher à se forger une « *image de gauche* » en se montrant ferme à leur égard.

Le « syndrome de Rennes » pourrait cependant accélérer le règlement de l'épineux dossier de l'abaissement de l'âge de la retraite, dont le financement public arrive à échéance le 31 mars. Certains partenaires sociaux n'ont pas hésité à dramatiser la situation et, conscients qu'ils visaient juste, à donner quelques arguments aux anti-rocardiens du PS. Alors que l'Hôtel Matignon n'envisageait pas de traiter le dossier avant la fin mars, M. Evin pourraient annoncer dans les prochains jours que l'Etat consacrera un milliard de francs au financement de cette « *grande réalisation sociale du premier septennat de François Mitterrand* ».

J.-M. N.

Après la chute de 4,5 % de l'indice Nikkei, les marchés boursiers mondiaux sont pris dans la tourmente

Aggravation du différend commercial américano-japonais

Le président des Etats-Unis, M. George Bush, a invité le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, à le rencontrer dès vendredi 2 mars à Palm Springs, en Californie, pour discuter du différend commercial entre les deux pays, qu'une nouvelle série de négociations, la semaine dernière à Tokyo, n'a pas permis d'atténuer. L'excédent japonais dans le commerce bilatéral avec les Etats-Unis, qui s'est monté l'an dernier à 49 milliards de dollars (275 milliards de francs), envenime depuis des années les rapports entre les deux pays, et pour la première fois les Etats-Unis semblent vouloir lier cette question à celle de la sécurité.

TOKYO

de notre correspondant

La tension entre les Etats-Unis et le Japon a pris un tour nouveau, vendredi 23 février, lorsque le secrétaire américain à la défense, en visite à Tokyo, a lié la question des frictions commerciales entre les deux pays à celle de la sécurité.

Tout en admettant qu'il est exceptionnel qu'un responsable de la défense s'immisce dans les affaires économiques, M. Dick Cheney a déclaré que « *si elles n'étaient pas résolues, les frictions commerciales pourraient affecter d'autres domaines* ». Propos interprété par les Japonais comme le signe d'une escalade dans le différend nippo-américain.

Ces déclarations ont eu d'autant plus de portée qu'elles intervenaient le soir même où s'achevaient, sur une impression d'amertume et de frustration réciproque, la troisième session des négociations sur les obstacles structurels qui devraient permettre aux deux pays de redéfinir leurs relations économiques.

Tant Washington que Tokyo espéraient en effet beaucoup de cette « mise à plat » de leurs problèmes économiques. Dépassant une approche produit par produit, ces négociations visent à identifier et à remédier aux problèmes (structures sectorielles ou pratiques commerciales) qui sont à l'origine de tensions et de malentendus.

Les Etats-Unis frappent fort

Cette troisième session montre que de tels objectifs sont peut-être trop ambitieux, ou que le prix politique à payer de part et d'autre est trop élevé. Les négociations touchent en effet à des points fondamentaux de la structure économique de chaque pays et ne ménagent guère les susceptibilités nationales.

Après deux sessions exploratoires au cours du quatrième trimestre de 1989, la troisième devait permettre d'entrer dans le vif du sujet et d'esquisser un programme d'action. Les Américains ont frappé fort, exigeant des Japonais des réformes de leur système économique difficilement acceptables.

En ce qui concerne le système de distribution – l'un des « obstacles » identifiés par Washington comme une entrave à la pénétration des produits étrangers – les Américains ne sont pas satisfaits des aménagements à la loi sur les grandes surfaces proposés par les Japonais et en réclament l'abrogation. Ils jugent d'autre part que les mesures prises pour diminuer la hausse des prix du terrain à Tokyo sont insuffisantes.

Les Américains ont en outre exigé que les investissements d'infrastructures publiques soient portés de 6 à 10 % du PNB nippon. Tout en reconnaissant les insuffisances des équipements collectifs (routes et égouts notamment), le ministère des finances nippon paraît opposé à un relèvement brutal de ces investissements. Enfin, les Américains ont demandé un renforcement drastique des dispositions antimonopoles.

De leur côté, les Japonais exigent des Américains qu'ils remettent de l'ordre chez eux, en encourageant l'épargne, en relevant les normes du système éducatif et en réduisant leur déficit budgétaire. Ils ont tendance aujourd'hui à considérer que si les Etats-Unis prennent des sanctions à leur égard, ce sera surtout le signe qu'ils ne peuvent procéder aux ajustements fondamentaux qui leur sont demandés et cherchent à leur faire porter la responsabilité de la détérioration des relations bilatérales.

Bien que, du bout des lèvres, Américains et Japonais déclarent que des progrès ont été accomplis, ils semblent surtout nourrir de sérieuses frustrations sur leur immobilisme réciproque, laissant prévoir une nouvelle détérioration du climat entre Washington et Tokyo.

Dans cette atmosphère tendue, un accord entre deux groupes industriels importants a toutefois apporté une nuance favorable : Mitsubishi Heavy Industry et General Dynamic ont annoncé qu'ils sont parvenus, après neuf mois d'âpres négociations, à un accord sur la question délicate du transfert de technologie pour la construction du nouveau chasseur FSX.

PHILIPPE PONS

La Bourse de Tokyo s'effondre

L'effondrement de la Bourse de Tokyo (en baisse de 4,5 % lundi 24 février) a provoqué une forte baisse des principaux marchés européens. A l'ouverture, Paris perdait 1,54 %. Le gouverneur de la Banque de Japon a déclaré : « Je ne pense pas que cela (la chute du Kabuto Cho) pourrait provoquer un krach boursier international ».

TOKYO

correspondance

« *C'est la douche froide* », constate un professionnel. Et quelle douche pour la bourse de Tokyo. Tous ses indicateurs sont en forte baisse. S'effondrant de 2 400 yens en ouverture pour remonter ensuite, le Nikkei 225, le thermomètre des cours, a perdu aujourd'hui 1 569 yens, une chute de 4,5 %n la plus forte depuis le krach d'octobre 1987. Le Nikkei a fini à 33 321 yens démentant l'optimisme des Japonais qui estimaient à 35 000 yens le seuil incompressible de leur marché. Il faut remonter au 20 octobre 1987, à la tourmente de l'effondrement de Wall-Street pour retrouver un tel effondrement. Le marché obligataire a également régressé.

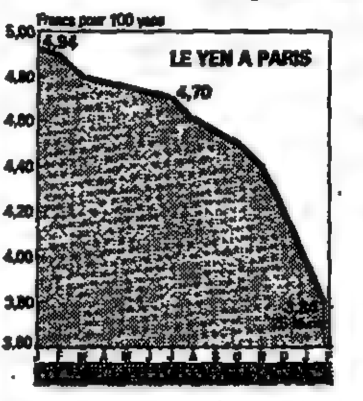
Pour accentuer l'effet de débandade, le yen a continué à piquer du nez. Avec 148,65 yens pour 1 dollar, il faut remonter à juin dernier pour retrouver une aussi mauvaise parité entre la monnaie japonaise et le billet vert. Bref, ce qui a commencé par un krach rampant pour prendre ensuite l'allure d'une succession de mini-krach a pris l'aspect d'un incident majeur. Rappelons que le Nikkei avait fini l'année 1989 à 38 900 points.

Cette montée des périls a fait sortir les autorités japonaises de leur réserve. Se voulant rassurant le ministre des finances Ryutaro Hashimoto, a démenti que ses services étudiaient un projet de renforcement de la taxation des profits boursiers. C'est l'une des raisons invoquées pour expliquer la désaffection des investisseurs du marché japonais.

Simultanément, la Banque du Japon s'est déclarée prête à mettre tout son poids dans la balance pour soutenir le yen. Elle aurait aujourd'hui selon des sources financières vendu 1,5 milliards de dollars. En revanche, elle a écarté toute idée de relèvement de son loyer de l'argent. La grande raison, selon les analystes, de l'apathie des gros investisseurs qui restent toujours sur la touche. Le marché est resté très « étroit ».

Enfin, le ministère des finances, rachète à nouveau, semble-t-il, des bons du Trésor à maturité de 10 ans pour soutenir le marché obligatoire. Tirant profit du petit nombre d'ordres pour jouer contrats à terme contre marché au comptant, certains opérateurs contribuent à faire baisser le nikkei. Des opérations d'arbitrage très profitables pour eux mais qui « *destabilisent complètement le marché* » juge sévèrement un professionnel.

Le yen affaibli



Echelle inversée Yens pour 1 dollar

YEN CONTRE DOLLAR

120 · 122 · 125 · 130 · 135 · 140 · 145 · 150 · 155

Les mœurs de Wall Street

Ce coup de semonce vise de toute évidence même si elles ne sont pas nommées, les maisons de titres étrangères. En premier lieu, les quatre grandes maisons de titres américaines, Salomon Brothers, Morgan Stanley, Goldman Sach et Smith Barney. Effet pervers de la vague de libéralisation qui a facilité l'arrivée des étrangers et introduit de nouveaux instruments boursiers beaucoup plus sophistiqués, l'ouverture de la bourse de Tokyo a également fait entrer dans la place les « *mœurs de Wall Street* ». Conséquence plutôt douloureuse pour les Japonais qui estimaient il y a encore peu que leur bourse était « *déconnectée du reste du monde* » et donc à l'abri de ce genre de comportement.

Déjà, au début 1989, une polémique avait opposé le ministre des finances et les « étrangers » à propos des règles de bonnes conduites à respecter sur les marchés à terme.

Le ministre des finances paraît donc décidé à remettre de l'ordre par le biais de pressions plus ou moins discrètes. Car la situation devient critique. Les soubressauts du marché interdisent tout relèvement dans l'immédiat des taux directeurs de la Banque du Japon. A moins que Tokyo ne se décide à traiter à chaud cette crise. Une solution à laquelle répugnent les Japonais qui ont toujours privilégiés l'intervention en douceur.

Autre sujet d'inquiétude : on commence à s'interroger à Tokyo sur les possibles effets d'enchaînement que peut avoir la crise boursière actuelle. Notamment sur la spéculation foncière, largement financée par des emprunts gagés des portefeuilles d'actions. L'évolution à venir du Nikkei dira si le ministre des finances a réussi à se faire entendre, estiment les professionnels. Sinon les turbulences risquent de se poursuivre jusqu'au 10 mars, date d'échéance de contrats à terme.

BRUNO BIROLLI

Forte augmentation en volume des exportations

La croissance a été de 3,7 % l'an dernier

La croissance économique a atteint 3,7 % en France l'année dernière soit un taux sensiblement équivalent à celui de 1988 (3,8 %).

Les chiffres fournis par l'INSEE qui vient de publier les comptes nationaux du quatrième trimestre montrent que les exportations en volume ont fortement augmenté : de 10,1 % l'année dernière après + 6,7 % en 1988.

Ce résultat ne confirme donc pas du tout les remarques acides faites par M. Mitterrand il y a quelques semaines, en conseil des ministres, sur le manque de dynamisme des industriels français. En fait, de bons résultats semblent avoir été obtenus par les entreprises françaises sur les marchés étrangers, bons résultats confirmés par un taux de progression des importations plus faible puisque limité à 8,4 %. Ce sont les évolutions nominales qui ont détérioré les résultats du commerce extérieur en valeur, les prix à l'importation augmentant plus vite que les prix à l'exportation du fait notamment de la hausse de l'énergie.

Sans doute faut-il accorder une confiance limitée aux estimations faites sur les échanges en volumes et sur les évolutions de prix du commerce extérieur ; il reste que les termes de l'échange se sont détériorés en 1989 faisant apparaître une dégradation de notre commerce extérieur qui ne correspond probablement pas à la réalité des échanges en volume.

Les comptes de l'INSEE montrent également que la consommation des ménages a continué à augmenter fortement : + 2,9 % après + 2,8 % en 1988 et + 2,7 % en 1987. L'austérité des années 1983-1985 paraît décidemment bien lointaine.

Curieusement l'investissement des entreprises n'aurait augmenté que de 4,6 % en volume ce qui est très inférieur a d'autres estimations gouvernementales tablant sur une progression de 6,5 %. Mais ce chiffre donne une idée incomplète du gros effort d'investissement accompli par l'industrie qui ave un + 9,5 % en 1989 aura augmenté de 30 % en volume son capital fixe en trois ans (1988-1990). D'une façon générale l'année 1989 ressemble beaucoup à 1988 au niveau des résultats d'ensemble. Avec deux exceptions : les prix qui se comportent moins bien en augmentant plus vite (+ 3,6 % après + 2,7 %) ; les exportations qui se comportent mieux en progressant fortement en volume. Une nouvelle bonne année.

A. V.

INSOLITE

Les nettoyeurs à l'abattoir

On est toujours l'immigré de quelqu'un. Le directeur du personnel de la ville de Koweït vient d'annoncer qu'il licencierait en 1990 un millier de nettoyeurs, pour la plupart des travailleurs immigrés venus d'Inde ou du Pakistan, employés par la municipalité. Les autres, soit environ 1500 personnes, seront transférés vers d'autres services, dont celui des abattoirs.

La commune de Koweït a choisi de confier le nettoyage de la ville à des sociétés privées et spécialisées, comme cela se fait dans beaucoup d'autres villes du monde. Exit ses personnels, les immigrés d'abord. Depuis cinq ans, la municipalité a déjà licencié 3 000 de ses employés, en majeure partie des nettoyeurs. Les autorités veulent réduire les dépenses budgétaires.

Malgré les élections municipales

Les collectivités locales ont réalisé des investissements records en 1989

L'année 1989 a été « l'année de tous les records » pour l'investissement des collectivités locales, malgré le déroulement d'élections municipales, a affirmé le 22 février le président du Crédit local de France,M. Pierre Richard. « *Les investissements des collectivités*, a-t-il souligné, *sont désormais déterminés vraiment par les besoins et selon des critères plus économiques qu'administratifs.* »

Au cours des trois précédents scrutins municipaux (1971, 1977, 1983), les maires des communes avaient au contraire mis un frein à leurs dépenses d'équipement dans la dernière partie de leur mandat.

En 1989,les investissements ont cette fois progressé sensiblement (+ 9,7 %), atteignant 142 milliards de francs. Cet effort dans le domaine de l'équipement devrait se maintenir au même niveau en 1990.

Au premier rang des investisseurs figurent les régions, dont la croissance moyenne en volume des dépenses a atteint 23,5 % entre 1988 et 1989. Viennent ensuite les départements, avec une augmentation en volume des investissements de 10,5 %. Les communes ont stabilisé leur niveau de dépenses avec une progression annuelle de 3,6 %, en 1988 comme en 1989.

De son côté, le Crédit local de France a distribué l'an passé 32,6 milliards de francs de prêts nouveaux, soit 20 % de plus qu'en 1988. Poursuivant sa diversification en 1990, il compte quadrupler son chiffre d'affaires à l'étranger, aux Etats-Unis et en Europe principalement.

Le Crédit local a ainsi mis en place un groupement européen d'intérêt économique (GEIE), en association avec trois partenaires bancaires allemand, italien et espagnol.

Cette nouvelle structure a notamment pour ambition de contribuer au financement des grands équipements européens (TGV, autoroutes à péage).

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Souhaitant une meilleure coordination des projets

Les Polonais se plaignent de l'inadéquation de l'aide occidentale à la formation

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Bonne volonté et confusion. Ainsi peut-on caractériser aujourd'hui les efforts consentis par l'Occident pour répondre aux besoins en éducation et en formation professionnelle de la nouvelle Pologne. Les offres affluent, pas toujours désintéressées, et en désordre, au point de créer plus de difficultés qu'elles ne permettent d'en résoudre. Car l'aide proposée est mal adaptée à la situation du pays.

Les Polonais, frustrés par de tels débordements, appellent de leurs vœux une meilleure coordination et souhaitent que la Commission européenne, qui a été mandatée dans ce sens par le sommet de l'Arche, puisse s'en charger avec efficacité. Encore faudrait-il que les 24 pays de l'OCDE qui ont accepté de rassembler leurs efforts pour aider la Pologne et la Hongrie se montrent suffisamment coopératifs. *La démonstration jusqu'ici n'est* pas convaincante.

Tous s'accordent sur un point : les *besoins sont immenses*. Le délabrement de l'économie a affecté le niveau général de l'éducation. « *Pendant les années 70, faute de moyens, de nombreuses écoles ont fermé, notamment à la campagne. La situation matérielle déplorable réservée aux enseignants, aux intellectuels, aux médecins, a réduit l'attrait des études. Souvent les gens bien formés ont immigré* », raconte M. Bojko, un journaliste de *Gazeta*.

Jusqu'à un passé récent, les cadres de l'administration étaient choisis pour leur fidélité au parti plutôt qu'en raison de leur qualification professionnelle. « *Ceux qui sont capables de s'adapter à la nouvelle façon de travailler sont les bienvenus. Nous ne voulons pas de guerre civile mais malheureusement il y a une masse attentiste qui ne fait rien* », observe M. Hubert Szlaszewski, conseiller du ministre chargé de la coordination de l'aide étrangère.

Quelles que soient leurs motivations, ces gens n'ont pas été préparés aux exigences d'une économie de marché ou encore d'une administration politiquement neutre et démocratique. Tout doit être réappris. La Pologne fait face en outre à deux difficultés horizontales. D'abord la méconnaissance des langues étrangères autres que le russe : « *C'est là*, nous explique un expert bruxellois, *un élément qu'il est absolument nécessaire d'intégrer dans nos propositions. Dans nos programmes de formation, supposer connaître suffisamment l'anglais, le français et l'allemand serait prendre le risque de ne pas rassembler beaucoup de candidats.* »

Second obstacle dramatique et jusqu'ici peu pris en compte par l'aide occidentale : l'absence des équipements nécessaires à une formation moderne : ordinateurs, fax, photocopieurs, etc. « *Les abonnements aux journaux souscrits par les universités et par les centres de formation ont été coupés. Nous avons besoin d'accès aux banques de données. Nous avons besoin aussi de mobilité, c'est-à-dire de visas occidentaux, de permis de séjour obtenus sans trop de tracasseries* », explique M. Stephan Kwiatkowski, vice-président de l'International Business School de Varsovie.

Des offres en pagaille

Conscient de ces défaillances, l'Occident a, sans tarder, proposé ses services : il peut paraître plus simple d'ouvrir les portes de ses écoles, d'accorder bourses et stages que de contribuer efficacement à remodeler les secteurs de production. Ce fut très vite un trop-plein d'offres de qualité inégale provenant des pouvoirs publics mais aussi d'innombrables consultants et autres organismes privés découvrant là un marché peut-être prometteur.

Les Polonais réagissent de manière contrastée. Satisfaits bien sûr de l'ouverture ainsi manifestée, mais irrités par une pagaille qui vient s'ajouter à la leur. « *Nous sommes submergés d'offres de gens qui s'affirment les meilleurs, mais qui ne sont pas toujours excellents et dont le principal souci est de toucher des subventions publiques et notamment celles du budget communautaire* », déclare M. Tadeusz Diem, un universitaire professeur de chimie, militant de Solidarité et aujourd'hui vice-ministre de l'éducation, responsable de l'aide étrangère.

Dans le même esprit, M. Andrzej Olekowski, le vice-gouverneur de la Banque de Pologne, qui porte un jugement plutôt favorable sur l'aide économique apportée par la Communauté, déplore, en revanche, la mauvaise coordination de l'aide à la formation. Il parle en connaisseur : soucieux de doter son pays d'un réseau de banques aujourd'hui inexistant, il projette, en liaison avec la Fondation franco-polonaise, d'ouvrir à Varsovie dès le mois d'octobre une école bancaire sur le modèle de celles qui existent depuis 1930 à Paris.

Insuffisante coordination mais aussi mauvaise adaptation. « *On nous propose d'envoyer nos cadres, nos étudiants à l'étranger, mais ce n'est pas la meilleure façon d'agir et elle est plus coûteuse. Il serait de loin préférable que des experts européens, américains, japonais viennent enseigner ici. Ce que nous voulons, c'est mettre en place en Pologne un système permanent de formation conçu en fonction du long terme et correspondant à nos besoins* », indique le ministre Diem.

Les propositions européennes et américaines ont une connotation souvent très universitaire, institutionnelle, alors que les préférences des Polonais iraient plutôt à des actions de recyclage dans les entreprises, moins généralistes, plus concrètes.

Tempus à l'image d'Erasmus

La Commission européenne est consciente de l'inadéquation de l'aide occidentale. Mme Papandréou, le commissaire responsable, a récemment soumis aux Douze deux propositions qui sont actuellement en cours d'examen, mais qui ont été plutôt bien accueillies par les Etats membres.

Le programme Tempus, s'inspirant des programmes communautaires Erasmus et Comett, permettra à des étudiants polonais de séjourner dans une université communautaire ou encore de faire un stage de formation dans une entreprise occidentale. Doté pour sa première année de fonctionnement de 20 millions d'écus (140 millions de francs) il devrait devenir opérationnel dès la rentrée 1990. Les Polonais, même si leur préférence, on l'a vu, va à une aide occidentale dispensée chez eux, se préparent à tirer le meilleur profit possible de Tempus : « *400 à 500 étudiants vont maintenant être sélectionnés parmi les meilleurs. Ce sera une première expérience, on verra comment ils réagiront* », indique M. Diem.

La Commission a proposé par ailleurs la création d'une fondation pour la formation professionnelle en Pologne et en Hongrie, étant entendu que ses compétences pourraient s'exercer ensuite en faveur des pays de l'Est (*le Monde* du 25 janvier). Cellule légère munie d'un budget de 6 *millions* d'écus (*42 millions* de francs), installée à Berlin, donc toute proche, elle aurait pour mission d'inventorier et, si possible, de coordonner les programmes de formation proposés par les pays de l'OCDE puis, dans un second stade, de susciter des actions de coopération auxquelles participeraient plusieurs pays de la CEE ou du « G 24 ».

On peut imaginer, par exemple, que des entreprises de gestion françaises, belges et hollandaises rassembleraient leurs forces pour proposer un programme de formation spécifique à des entreprises ou à des administrations polonaises. Un tel effort de coopération pourrait alors bénéficier d'un soutien financier communautaire.

La Commission a réuni début février à Bruxelles une table ronde où étaient représentées les autorités hongroises et polonaises ainsi que celles des 24 pays donateurs de l'OCDE. L'idée était de permettre aux premiers d'exprimer clairement leurs demandes et aux seconds leurs intentions, ce qui est en cours, ce qui allait être *mis en œuvre*. Pour ordonner la réflexion, des groupes de travail ont été créés : gestion des PME, formation à la gestion des cadres moyens et supérieurs, administration locale, agriculture et industrie alimentaire, environnement, etc.

Cette première tentative pour parvenir à la transparence nécessaire à une coordination efficace a encouragé les Polonais. Ils l'expriment nettement, souhaitent que l'aide se développe au niveau communautaire. « *A nos yeux, la Communauté, groupe de nations, pourra agir de façon plus neutre, se montrer plus réceptive à nos besoins que tel ou tel pays de l'Ouest et puis, pour nous, la présence active de la Communauté est politiquement essentielle ; encore plus maintenant que la question allemande se pose avec tant d'acuité* », souligne un de nos interlocuteurs.

PHILIPPE LEMAITRE

Face aux risques de surchauffe de l'économie

Le gouvernement espagnol présente un budget pour 1990 « modérément restrictif »

« *Modérément restrictif* » : *c'est en ces termes que le* ministre de l'économie, M. Carlos Solchaga, a défini le budget pour l'année en cours en présentant les grandes lignes, le vendredi 23 février. *Un retard qui* s'explique par la convocation, en octobre dernier, d'élections générales anticipées.

MADRID

de notre correspondant

Les responsables économiques espagnols doivent en effet faire face à de sérieux risques de surchauffe. Le produit intérieur brut a augmenté en 1989 d'environ 5 %, un des taux les plus élevés du monde occidental, tandis que la consommation se développait plus *vite encore. Face à cette situation* potentiellement périlleuse, le gouvernement entend poursuivre cette *année, dans le domaine budgétaire*, la politique de refroidissement mise en œuvre l'an dernier sur le plan monétaire. *Il s'agit de réaliser* un « *ajustement graduel et non brutal* » selon les termes de M. Solchaga, *destiné à stabiliser les prix* (l'inflation a été de 6,9 % en 1989) et à assurer de la sorte la compétitivité des entreprises face au défi du Marché unique européen.

Aussi une austérité modérée est-elle de mise dans les finances de l'Etat. Le budget prévoit que le *déficit public ne dépassera pas*, durant l'année en cours, 1,6 % du PIB. Les socialistes poursuivent ainsi leur *politique de réduction* régulière, année après année, du déficit qui atteignait encore près de 6 % du PIB au moment de leur arrivée au gouvernement en 1982 et qu'ils ont désormais ramené à un niveau proche de la moyenne européenne.

L'ensemble des dépenses de l'Etat augmentera en termes monétaires de 10,3 %. Pour la première fois, ce rythme de croissance sera inférieur, quoique légèrement, à celui prévu pour l'économie espagnole qui devrait être de 10,5 % en *termes monétaires également*. Les responsables économiques veulent toutefois éviter que ce tour de vis *n'affecte le développement des* grands travaux publics qui constituent aujourd'hui l'une des principales priorités du pays. Il est donc prévu que les dépenses de capital (investissements et transferts de capital) de l'Etat continuent à croître rapidement : 13,6 %, l'essentiel de l'effort étant supporté par les dépenses courantes qui n'augmenteront, elles, que de 7,9 %. Ce dernier objectif semble toutefois ardu alors que les accords récemment atteints avec les syndicats obligent le gouvernement à se montrer plus généreux dans les rétributions des fonctionnaires qui pèsent d'un poids très lourd dans *les dépenses courantes*.

La répartition des dépenses par secteurs confirme par ailleurs que le budget 1990, malgré sa démarche générale d'austérité, entend malgré tout ne sacrifier ni le social ni les infrastructures. Parmi les ministères dont l'enveloppe bénéficie de la plus forte augmentation relative, figurent en effet la justice, l'Education et les travaux publics. Enfin, en matière de recettes, l'heure est également au *statu quo*. Conformément à l'objectif de réduction du déficit, elles devraient augmenter légèrement plus vite que les dépenses de l'Etat : 10,7 %, soit pratiquement le même rythme de croissance que l'économie espagnole. Aussi la *pression fiscale que les socialistes* avaient élevée de près d'un point chaque année durant la dernière législature s'est-elle maintenant stabilisée, les prévisions l'évaluant cette année à 21,3 % du PIB.

THIERRY MALINIAK

Une progression de 47,9 % par rapport à 1988

L'Espagne a connu un nouveau boom de l'investissement étranger en 1989

L'Espagne a encore été, en *1989*, une cible privilégiée pour les investissements étrangers, qui ont représenté 1 240 milliards de pesetas (environ 65 milliards de francs), soit une progression de 47,9 % par rapport à 1988. Mais le nombre d'opérations (8 758) n'a progressé que de 22,4 %, ce qui suggère une augmentation de la taille moyenne des investissements (voire également du prix des transactions).

Ce succès n'a rien d'étonnant pour un pays où les profits des entreprises augmentent constamment, où la croissance frise les 5 % par an depuis trois ans, et où la formation de capital fixe représente 25 % du produit intérieur brut (contre 18,8 % en 1985). Le phénomène est d'ailleurs cumulatif puisque, selon l'OCDE, un tiers de *la croissance économique du pays* est dû aux apports de capital étranger. Les chiffres publiés à Madrid par la direction générale des transactions étrangères du ministère de l'économie contredisent l'idée d'une *Espagne essentiellement* « tête de pont » pour les investissements japonais et américains. En effet, le gros des capitaux proviennent des autres pays de la Communauté européenne.

Les Hollandais ont été les principaux investisseurs étrangers, avec 190,4 milliards de pesetas (10 milliards de francs), suivis des Français (160,4 milliards de pesetas), des Britanniques (142,7 milliards) et des Allemands (83,6 milliards). En comparaison, les Américains *ont investi 50,8 milliards* de pesetas en Espagne, et les Japonais 23,4 milliards seulement.

L'imbrication de plus en plus forte de l'Espagne avec la CEE est d'ailleurs visible dans les statistiques commerciales : en 1985, avant l'adhésion, la CEE absorbait la *moitié des exportations* de l'Espagne et fournissait 36 % de ses importations ; en 1989, elle absorbe 66,8 % des exportations espagnoles et fournit 57,1 % des importations (chiffres cités par la chambre de commerce et d'industrie française de Barcelone).

Les achats d'entreprises, en progression de 36,9 % sur l'année antérieure, ont représenté 30,1 % des opérations (les prises de participations, majoritaires ou non, constituant l'essentiel des investissements). Les étrangers ont par ailleurs créé 3 797 entreprises en Espagne (+ 30,9 %) en y consacrant 116,7 milliards de pesetas.

Le secteur préféré par les investisseurs étrangers a été celui des instituts financiers et assurances, qui a représenté 37,3 % des investissements, en forte baisse toutefois *par rapport à 1988. Ce secteur* est suivi des industries manufacturières (16,92 % de l'investissement), *le commerce, la restauration*, l'hôtellerie (14,4 %), la chimie, les mines et la transformation de *minerai* (12,3 %), la transformation de métaux (10,1 %) et l'agroalimentaire (4,4 %). La région de Madrid a eu la préférence des investisseurs, suivie de la Catalogne et de l'Andalousie.

SOCIAL

Un taux moyen annuel de 6,2 % en 1989

Le chômage au plus bas depuis 1980 dans les pays de l'OCDE

Selon les évaluations de l'OCDE, le taux de chômage dans les seize pays *membres comptabilisés* s'établirait à une moyenne de 6,2 % sur l'ensemble de l'année 1989 par rapport à la population active. En baisse d'un demi-point sur 1988, grâce à la diminution intervenue en Grande-Bretagne, en Belgique et en Australie, le chômage atteint son niveau le plus bas depuis 1980.

Fournis cette fois par Eurostat, les chiffres annuels du chômage dans les douze pays de la Communauté sont également en baisse. Selon la définition du Bureau international du travail (BIT), le taux annuel moyen est estimé à 9,0 % en 1989, contre 9,8 % en 1988. Le taux pour les hommes passe de 8,0 % à 7,1 % et celui des femmes de 12,6 % à 11,8 %. La situation ne s'est dégradée que dans deux pays, l'Italie et le Danemark. Au total, il y a eu en moyenne 12,7 millions de demandeurs d'emploi dans la CEE en 1989, soit 1,2 *million de moins* que l'année précédente. Au cours des trois dernières années, la baisse aura été de 2,2 millions.

En novembre, dernier chiffre connu, le nombre des demandeurs d'emploi en données brutes s'établissait à 14 171 000. En données corrigées, au mois de décembre, le taux pour la CEE était évalué à 8,8 % et les pays se classaient de la façon suivante : Irlande (16,8 %), Espagne (16,2 %), Italie (11,1 %), France (9,5 %), Belgique (9,3 %), Pays-Bas (8,9 %), Danemark (7 %), Grande Bretagne (6 %), RFA (5,7 %), Portugal (4,8 %), et Luxembourg (1,9 %). Les données pour la Grèce sont absentes.

□ **Réforme de l'ANPE : réactions critiques de la CGT et de FO.** – Après la CFDT qui, dès la première séance de négociations, le 22 février, s'était montrée réservée sur la réforme du statut du personnel de l'ANPE, les syndicats CGT et FO ont critiqué les orientations proposées par la direction générale de l'établissement. Les mesures envisagées sont « *un décalque de la réforme Durafour* », estiment les deux syndicats, qui refusent des formes de salaire au mérite ou les primes liées à des objectifs à tenir. « *On sort d'une logique de service public de l'Etat* », affirme FO. L'individualisation, le fait que la rémunération soit liée à l'emploi occupé, sans référence aux diplômes et aux qualifications, font partie des griefs de la CGT et de FO, qui protestent contre la façon dont sont envisagées les progressions de carrière.

□ **Une coordination au sommet pour le logement en Ile-de-France ?** – Le comité économique et social d'Ile-de-France estime indispensable la création d'une instance de coordination d'ensemble au sommet pour améliorer la situation du logement social dans la région. « *Il faut avant tout éviter de tailler à l'Ile-de-France un habit trop petit. L'horizon vingt-cinq ans est trop court au regard des mutations en cours et des grandes ambitions de notre région* », a déclaré M. Roger Courbey, président du comité économique et social, au cours d'une conférence de presse.

INDUSTRIE

Menace d'essoufflement dans la chimie

Bons résultats mais faible progression pour ICI

LONDRES

de notre envoyé spécial

Le groupe ICI, numéro quatre *mondial* de la chimie, *paraît* accuser un coup de fatigue après plusieurs années de forte croissance. *Bien que ses résultats pour* l'exercice écoulé aient – pour la sixième année consécutive – *atteint des niveaux records*, les améliorations observées sont faibles.

Si le chiffre d'affaires consolidé (13,17 milliards de livres soit 129 milliards de francs) a augmenté de 12,6 % (dont 4 % d'effet prix), le bénéfice avant impôts, 1,52 milliard de livres (*14,9* milliards de francs), certes accru de 50 % en cinq ans, ne progresse que de 3,8 %.

Après impôts, le résultat augmente de 7,1 % à 996 millions de livres surtout grâce à une moindre pression fiscale. Le bénéfice net s'élève lui à 930 millions de livres sans compter *127* millions de livres de plus-values.

Sans la pharmacie et l'agrochimie, les résultats d'ICI pour 1989 auraient stagné. Le second semestre, difficile, a été marqué par la hausse des matières premières et le déstockage. Sir Denys Henderson, le PDG du groupe, se dit raisonnablement optimiste pour 1990 et la décennie qui vient sera, selon lui, celle des grands défis : les marchés de l'Est, le renforcement occidental dans la zone Asie-Pacifique et la nécessaire protection de l'environnement.

A. D.

TOURISME

La Chine baisse ses prix

M. Liu Yi, directeur de l'agence officielle de tourisme chinois, a annoncé, selon le quotidien *China Daily*, que les prix des voyages allaient baisser afin d'attirer un plus grand nombre de *touristes étrangers*.

On estime que le tourisme chinois s'est effondré en 1989 après les événements de la place Tiananmen et la répression du soulèvement des étudiants. Les statistiques officielles font état d'un recul des recettes touristiques de 20 % et de 1,46 million de visiteurs (– 40 %) mais, selon certains spécialistes, la chute des rentrées de devises et du nombre *des touristes aurait été* beaucoup plus importante.

Si l'on en croit les déclarations officielles, les agences de tourisme d'Etat accorderont des réductions de 10 % pendant la *haute saison et* de 35 % durant l'hiver, de décembre 1990 à mars 1991.

□ **Aéromaritime continuera à desservir les Antilles.** – La compagnie charter Aéromaritime, filiale de la compagnie UTA qui vient d'être rachetée par Air France, continuera de desservir les Antilles sous sa propre responsabilité, avec ses tarifs et ses produits. Air France l'a assuré, dans un communiqué, publié le 24 février et destiné, à l'évidence, à rassurer les élus de la Martinique et de la Guadeloupe. Ceux-ci ont conservé un mauvais souvenir de la période où Air France détenait le monopole de la desserte des départements d'outre-mer et réclament aux pouvoirs publics une réelle concurrence entre les transporteurs aériens se rendant aux Antilles.

ENERGIE

Les déclarations du secrétaire général

L'OPEP agite le spectre d'un troisième choc pétrolier

L'OPEP agite depuis quelques semaines le spectre d'un troisième choc pétrolier dans les années 90, par la voix de son secrétaire général, M. Subroto, qui multiplie les appels à la communauté financière internationale afin qu'elle finance l'accroissement de la production de pétrole.

M. Subroto, qui s'est rendu successivement en février à Tokyo, Houston, Quito et Londres, a martelé partout le même message : la reprise rapide de la demande pétrolière mondiale risque d'absorber plus tôt que prévu les capacités de production disponibles de l'OPEP et d'entraîner une flambée des cours du brut dans le courant de la décennie. *Le* secrétaire général a ainsi lancé un appel au dialogue avec les compagnies pétrolières et les pays *consommateurs* afin d'assurer une transition « *sans douleur* ».

A mesure que la production de pétrole des pays non membres de l'Organisation décline, les pays du Golfe, grâce à leurs gigantesques réserves, reprendront en effet les rênes du jeu pétrolier au sein de l'OPEP.

Selon le secrétariat de l'OPEP, la demande en pétrole adressée à l'OPEP devrait atteindre 28 millions de barils par jour (mbj) en 1995, ce qui implique que sa capacité de production soit *portée* à 32 mbj, afin de garantir une marge de sécurité et d'éviter la flambée des cours du brut. – *(AFP.)*

PAN AM 1990
RAPPORT D'ACTIVITÉ
NO. 2

UNE FOIS ENCORE, NOTRE ENGAGEMENT À FIXER DES NORMES POUR L'INDUSTRIE AÉRIENNE ATTIRE UN NOMBRE RECORD DE VOYAGEURS.

Le 16 janvier 1928, un événement passait quasiment inaperçu: Pan Am inaugurait le premier vol avec passagers au-dessus des eaux internationales.

Un bond de 150 km de Key West à La Havane.

Cet événement a marqué le début d'une époque qui fut révolutionnaire, au cours de laquelle une seule compagnie aérienne définit et modela toute une industrie.

Pan Am a continué à poser des jalons légendaires pour ouvrir le monde au trafic aérien.

Des Caraïbes à l'Amérique Centrale, à l'Amérique du Sud, au Pacifique et à l'Extrême-Orient. Puis, avec les vols transatlantiques, vers l'Europe, le Proche-Orient et l'Afrique.

Au cours de son évolution, Pan Am fut le premier à instaurer le personnel navigant, à servir des repas, à proposer des films et à passer de la musique.

Ce qui amena l'industrie vers la qualité de service que les voyageurs apprécient tant aujourd'hui.

Pan Am fut également à l'origine de la Première Classe, de la Classe Économie, du "Package Tour" et du programme "Voyagez maintenant, payez plus tard".

Permettant ainsi à certains de parcourir le monde dans des conditions luxueuses, et à tant d'autres de le parcourir pour la première fois.

Puis quelque chose survint.

Dans les années 70, Pan Am dut faire face à des problèmes financiers engendrés par la récession économique, l'inflation, la hausse fulgurante du prix de l'énergie, une concurrence sans précédent et des erreurs de management.

Le moral baissa, le service en souffrit et le transporteur, autrefois si fier de dicter les normes, devint tout simplement une compagnie aérienne de plus en difficulté.

UN ENGAGEMENT DE 220 MILLIONS DE DOLLARS.

Le 21 janvier 1988, lorsque notre équipe de direction reprit les rênes de Pan Am, nous avions un seul et unique objectif à l'esprit: rendre à Pan Am sa prééminence en la faisant redevenir *la* compagnie aérienne préférée des passagers.

À ce jour, près de 250 millions de dollars ont été consacrés à cet effort.

Les améliorations apportées au service et à la flotte sont déjà tellement concrètes qu'un nombre record de voyageurs dans le monde entier découvre, et redécouvre, Pan Am.

Dans toute l'histoire de la compagnie, nous n'avons jamais transporté autant de passagers.

UN ENGAGEMENT AU-DELÀ DE L'ARGENT.

L'argent... ce n'est que de l'argent. Sans le dévouement et, franchement, sans les sacrifices de l'ensemble de notre personnel, le renouveau de cette compagnie tiendrait plus de l'utopie que d'une réalité chaque jour plus tangible.

Et nos succès se mesurent dans le domaine du service plus que nulle part ailleurs.

Nos collaborateurs ont non seulement réaffirmé leur engagement à l'excellence, mais ont fait des sacrifices économiques personnels, apportant ainsi une contribution importante à la survie et au renouveau de cette compagnie.

Ces économies nous ont immédiatement permis d'accroître notre personnel de 2000 employés supplémentaires pour le service à bord et de plusieurs centaines d'agents au sol, d'améliorer, de développer et de moderniser considérablement nos installations dans de grands aéroports tels que JFK, Heathrow, Miami et Los Angeles ainsi que bon nombre d'autres endroits.

Plus que l'argent, c'est le dévouement de notre personnel qui fait la différence.

Il nous a aidé à mettre en place des programmes plus intensifs, plus efficaces et d'une portée plus globale, non seulement pour former de nouvelles recrues, mais aussi pour répondre à sa volonté de formation continue.

Notre personnel de bord a également développé son propre système d'évaluation et de reconnaissance, entraînant une concurrence amicale afin d'être élu Équipage du mois, Employé du mois et Employé de l'année.

Notre personnel au sol, face aux problèmes des clients, bénéficie désormais d'une autorité accrue lui permettant de prendre des décisions immédiates. C'est son propre programme. Il l'appelle "Stratégies gagnantes" et c'est efficace.

Comme l'est un autre domaine qui devrait vous intéresser.

UN ENGAGEMENT AU-DELÀ DU SERVICE.

Au cours des années où Pan Am se lançait dans l'ère du transport aérien, la compagnie joua un rôle déterminant dans la conception et le développement de presque tous les nouveaux avions introduits dans l'aviation civile.

Y compris l'avion qui changea la nature même du voyage aérien, le puissant Boeing 747, le premier jumbo jet du monde.

À ce jour, le 747 est de loin l'avion favori des longues distances. Nous exploitons non seulement l'une des plus importantes flottes de 747, mais 33 d'entre eux ont été complètement rénovés intérieurement et dotés des derniers perfectionnements électroniques.

Les deux derniers seront bientôt achevés.

Le seul avion capable de rivaliser avec la popularité du 747 est l'Airbus, un gros porteur spacieux.

Pan Am exploite actuellement 19 nouveaux Airbus A 310, à la technologie de pointe, la flotte la plus importante au-dessus de l'Atlantique.

Chacun de nos vols long-courriers, international ou transcontinental, offre maintenant le confort spacieux d'un jet moderne.

Nous sommes également en train de rénover notre flotte de 727 pour de plus courtes distances, afin de lui donner le maximum de confort et de commodité.

Le 727, un autre favori, a désormais de nouvelles cuisines, toilettes, moquettes, de nouveaux revêtements de sièges et de parois.

En d'autres termes, notre flotte Pan Am rajeunit.

UN ENGAGEMENT AU-DELÀ DE L'ÉQUIPEMENT.

Et maintenant, un mot sur un service invisible mais néanmoins primordial, la maintenance effectuée sur nos appareils.

À travers toutes ses difficultés, Pan Am a continué à fixer les normes de l'industrie dans le domaine de la maintenance.

Des normes si élevées que nous dépensons plus en maintenance par heure de vol que toute autre compagnie américaine.

Des normes si élevées que 30 compagnies mondiales nous confient leurs appareils, afin que nous nous chargions de leur maintenance.

Des normes si élevées que l'US Air Force nous confie 40 de ses avions transporteurs pour en assurer la maintenance.

Quant à nos normes en matière de formation de pilotage, elles sont tout aussi élevées.

Nous formons actuellement les pilotes de 12 des plus grandes compagnies aériennes, de la Royal Canadian Air Force et d'Air Force One.

Nous vous invitons à découvrir *la* Pan Am d'aujourd'hui.

Nous sommes fiers de notre service vers 116 villes, dans 48 pays, et sur 5 continents.

Notre engagement a du succès. Chaque jour, dans le monde entier, des voyageurs redécouvrent ce qu'est l'excellence: PAN AM.

C'est ce que nous voulons.
Dès à présent.

Thomas G. Plaskett
Président Directeur Général
PAN AMERICAN WORLD AIRWAYS, Inc.

PAN AM®

AFFAIRES

CAPITAL ET INTÉRETS

La Banque européenne d'investissement a prêté, en cinq ans, plus de 350 milliards de francs

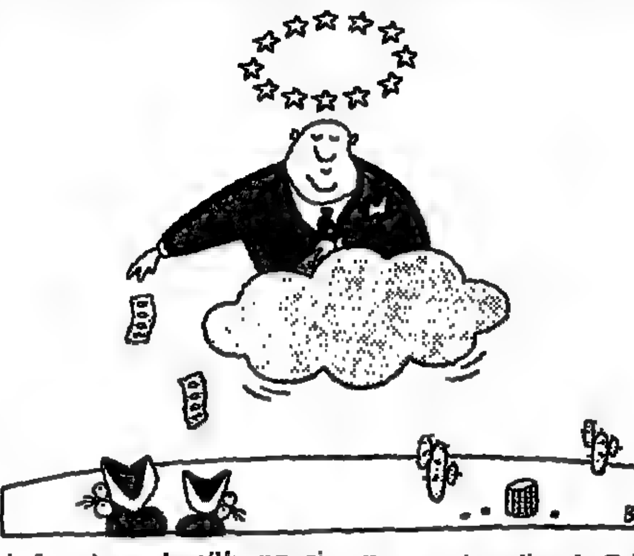
En cinq ans, la Banque européenne d'investissement a prêté 31,9 milliards d'écu, soit un peu plus de 350 milliards de francs, avec une nette accélération dans la perspective du marché unique de 1992. L'augmentation a été de 56 % au cours des deux seules dernières années, avec un total de 12,25 milliards d'écu de prêts *(86 milliards de francs)* en 1989 (+ 20,40 % par rapport à 1980).

La BEI a emprunté plus de 9 milliards d'écu (63 milliards de francs), dont 7,8 milliards par émissions publiques, essentiellement à taux fixe, les monnaies communautaires représentant 88 % au total, la part de l'écu s'élevant à 20 %, celle du mark à 20,8 % contre 11,5 % pour le *franc français*, 10,1 % pour la livre sterling, 8,8 % pour la lire italienne, 7,5 % pour le franc *suisse*, 6,4 % pour le franc belge et 6,7 % pour le florin néerlandais, 4,2 % pour le yen et 3,2 % pour *la peseta espagnole*.

Trois priorités

En 1989, c'est tout naturellement le développement régional qui a constitué la première priorité par la BEI, représentant 64 % des prêts contre 59 % en 1988, localisés, pour environ les deux tiers, dans les régions connaissant les problèmes structurels les plus aigus, à savoir le Portugal, la Grèce, l'Irlande, certaines régions *espagnoles, le Mezzogiorno et* l'Irlande du Nord. A hauteur de 48 %, ces prêts ont concerné des infrastructures *principalement* de transport et de télécommunication, 16 % allant à l'énergie et 36 % au secteur productif : 7 605 crédits étaient consentis à des petites et moyennes entreprises, pour 2 milliards d'écus (14 milliards de francs), dont *65 % dans les régions en développement*.

La deuxième priorité est le développement des infrastructures dans la mesure où il renforce la compétitivité économique de la Communauté. A ce titre, 2,68 milliards d'écus ont été consacrés aux liaisons routières et ferroviaires, y compris le tunnel sous la Manche, qui a fait l'objet d'un engagement global de 10 milliards de francs de la part de la BEI, en relais des banques du consortium. On peut y ajouter *800 millions d'écus (560 millions* de francs) pour les télécommunications par satellites et par câbles et fibres optiques entre l'Europe et les Etats-Unis.



Par ailleurs, la protection de l'*environnement et* du cadre de vie a constitué une autre priorité communautaire pour 1,7 milliard d'écus (12 milliards de francs), dont 900 millions d'écus pour l'épuration des eaux usées et 650 millions pour celle des fumées. En 1989, le « Programme *d'assistance technique en faveur* de l'environnement en Méditerranée », créé par la BEI et la Banque mondiale, est devenu opérationnel avec, comme priorités, la gestion des littoraux et la prévention des pollutions venant de la terre comme de la mer. *Toujours* en Méditerranée, la BEI a continué à accorder des prêts à l'Algérie, au Maroc et à la Tunisie pour l'irrigation et l'assainissement (programme du Grand Alger). En Yougoslavie, elle finance la modernisation du réseau de chemin *de fer et certains* tronçons de l'axe routier reliant la Grèce au reste de la Communauté.

Dès le mois d'octobre 1989, les Etats membres ont jugé que la BEI était l'instrument approprié *pour la mise en œuvre d'un crédit* de 1 milliard d'écus (7 milliards de francs) en faveur de la Pologne et de la Hongrie, avec la garantie de la Communauté, bien entendu.

En concertation avec la Banque mondiale et les autorités natio*nales concernées*, la banque a déjà pris les initiatives nécessaires pour l'identification des projets, avec la création d'une structure opérationnelle appropriée pour pouvoir intervenir sans délais dans ces pays. Dans l'immédiat, elle s'attachera au financement des projets à *« impact positif rapide »*, les transports ferroviaires et les routes, les télécommunications et l'utilisation rationnelle de l'énergie. Naturellement, suivant ses principes de base, elle s'efforcera de favoriser les opérations menées avec des promoteurs des Etats membres de la Communauté sous forme de collaboration avec des partenaires locaux.

S'agissant de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), dont la création a été décidée au conseil des chefs d'Etat et de gouvernement à Strasbourg, les 8-10 décembre 1989, il incombe à la BEI de *« jouer un rôle central dans la préfiguration de la nouvelle institution »*. Elle participera au capital et au conseil d'administration de la BERD, et mettre à sa disposition son savoir-faire technique et financier, en lui assurant son aide en moyens logistiques et en personnel qualifié. Il est hautement souhaitable, en effet, qu'avec la BERD on ne superpose pas à *la BEI une* nouvelle structure de financement, alors que ladite BEI, avec ses vingt ans d'existence, est parfaitement capable de gérer la nouvelle procédure.

FRANÇOIS RENARD

Répartition géographique des prêts accordés

	1989 millions d'écus Total	1989 dont NIC	1989 %	1988 millions d'écus Total	1988 dont NIC	1988 %
Dans la CEE	11 634,2	78,3	100	8 474,8	356,5	100
Italie	3 734,4	45,7	32,1	3 371,9	87,3	35,8
Royaume-Uni	1 652,2	29,4	14,2	1 178,7	89,2	2,4
Espagne	1 541,7	-	13,3	1 018,5	21,9	10,7
France	1 512,8	-	13,0	1 350,5	106,8	14,3
Allemagne	856,5	-	7,4	603,0	-	6,4
Portugal	755,7	-	6,5	560,4	-	5,9
Danemark	545,8	-	4,7	494,1	31,4	5,2
Pays-Bas	320,3	3,2	2,8	259,7	-	2,7
Grèce	271,4	-	2,3	186,5	-	2,0
Irlande	186,6	-	1,6	154,8	-	1,6
Belgique	91,1	-	0,8	11,6	-	0,1
Autres	166,5	-	1,4	285,0	-	3,0
Hors CEE	611,9		100	700,2		100
dont ressources BEI	485,9			520,1		
dont ressources budgétaires	126,0			180,1		
Etats ACP + PTOM	269,1		44,1	302,2		43,2
Bassin méditerranéen	342,8		56,0	398,0		56,8
Total général	12 246,1			10 175,0		

Répartition des activités de la Banque sur la période 1984-1989

Dans la CEE :
- développement régional : 26 milliards d'écus
- énergie/sûreté d'approvisionnement : 12,5 milliards d'écus
- modernisation et compétitivité industrielle : 1,3 milliards d'écus
- communications/télécommunications : 6,5 milliards d'écus
- protection de l'environnement : 5,4 milliards d'écus

Hors CEE :
- conventions de Lomé
- Protocoles méditerranéens
- Pays et Territoires d'outre-mer : 3,5 milliards d'écus

TOTAL : 51,9 milliards d'écus (1)

Une création du traité de Rome

La Banque européenne d'investissement (BEI) a été créée, en 1958, par le traité de Rome instituant la Communauté économique *européenne, lui-même signé* en 1957. Aux termes de l'article 130 du traité, la banque a pour mission de contribuer au développement équilibré et sans heurts de *la Communauté par l'oc*troi de prêts et de garanties en faveur de projets d'investissements dans tous les secteurs de l'économie. A cet effet, elle finance des projets dans le secteur de la production, des infrastructures et de l'énergie qui concourent au développement économique des régions moins favorisées, des projets présentant un intérêt commun pour plusieurs *pays membres ou pour le Commu*nauté dans son ensemble, visant la modernisation ou la conversion d'entreprises ou encore la création d'unités nouvelles appelées *par l'établissement progressif du* Marché commun.

Les régions prises en considération sont celles que la Communauté considère comme des « zones assistées », bénéficiant, par ailleurs, de financements *nationaux : c'est le cas de l'Ir*lande, de l'Irlande du Nord, de la Grèce, du Mezzorgiorno, du Portugal et de nombreuses régions de l'Espagne. Quant aux projets d'intérêt commun, ils s'appliquent à l'utilisation plus rationnelle de l'énergie, au développement et à l'introduction de technologies nouvelles et de pointe, à l'amélioration de l'infrastructure de l'Europe dans le domaine des transports (autoroutes, voies ferrées, voies navigables), des télécommunications et de la protection de l'environnement.

La BEI est à la fois une banque, avec sa propre personnalité juridique, et une institution commu*nautaire. C'est une entité indépen*dante, qui appartient aux Etats membres de la Communauté, actionnaires à hauteur de 28 milliards d'écu (196 milliards de francs), dont 9 % ont été effectivement versés, les principaux *souscripteurs étant la RFA*, la France, le Royaume-Uni et l'Italie pour 19 % chacun.

Une cote des plus élevées

Ses ressources ne proviennent pas du budget de la Communauté mais uniquement des emprunts qu'elle effectue en son nom propre et avec son propre crédit. Comme sa cote, sur les marchés mondiaux, est la plus élevée (le *triple des agences de cotation* Moody's et Standard and Poor's), la BEI peut emprunter au meilleur taux et reprêter également au meilleur taux. Etablissement à but *non lucratif, ses frais de* fonctionnement (l'effectif est de 700 personnes) sont couverts par une marge de 0,15 % sur les prêts accordés.

Ces prêts, consentis à 90 % dans les Etats membres de la Communauté, *ne peuvent* pas dépasser 50 % des investissements fixes d'un projet et sont toujours utilisés de concert avec les ressources propres du promo*teur et celles d'autres prêteurs* ou bailleurs de fonds, comme les banques, les organismes d'aide au développement et les institutions financières bilatérales ou multilatérales.

L'article 129 du traité de Rome *a doté la BEI d'un statut* et de structures administratives distinctes de celles de la Communauté. Le conseil du gouverneur, composé des ministres des *finances de chaque Etat, définit* les directives générales de la politique de crédit et nomme les vingt-deux administrateurs, désignés parmi les dirigeants d'institutions de crédit et les hauts fonctionnaires des ministères des finances, de l'économie et de l'industrie. Un comité de direction, qui assure la gestion des affaires courantes, se compose du président de la Banque, actuellement *M. Ernst Gunther Broder, et de six* vice-présidents, dont, pour la France, M. Alain Prate, ancien sous-gouverneur de la Banque de France. Parmi les directeurs de département figure *M. Philippe* Marchat, responsable des finances et de la trésorerie, spécialiste réputé, qui fut directeur financier de la Caisse des dépôts et consignations.

Des garanties suffisantes

Les contrats de prêts de la BEI à *l'intérieur* de la Communauté sont rédigés conformément aux lois de l'Etat membre où est situé le projet. *Les prêts octroyés* par la BEI, dans la Communauté doivent être assortis d'une garantie suffisante donnée soit par l'Etat membre, soit par des garants de premier ordre. *Les litiges éventuels* entre la BEI et les emprunteurs de la *Communauté, sont du ressort des* tribunaux *nationaux* compétents des Etats membres. Les prêts de la BEI sont généralement libellés en plusieurs monnaies, mais peu*vent être versés en une seule* monnaie, au gré de l'emprunteur.

Enfin, la BEI *coopère* avec la Commission de Bruxelles. Elle utilise les fonds empruntés par ladite Commission au titre du Nouvel Instrument communautaire d'emprunts et de prêts (NIC), emprunte des capitaux au nom de la Communauté européenne de l'énergie atomique, instruit les projets et assure la gestion des prêts accordés dans ce domaine. Enfin, elle accorde maintenant des prêts à des pays de l'Europe de l'Est avec la garantie de la Communauté.

F. R.

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

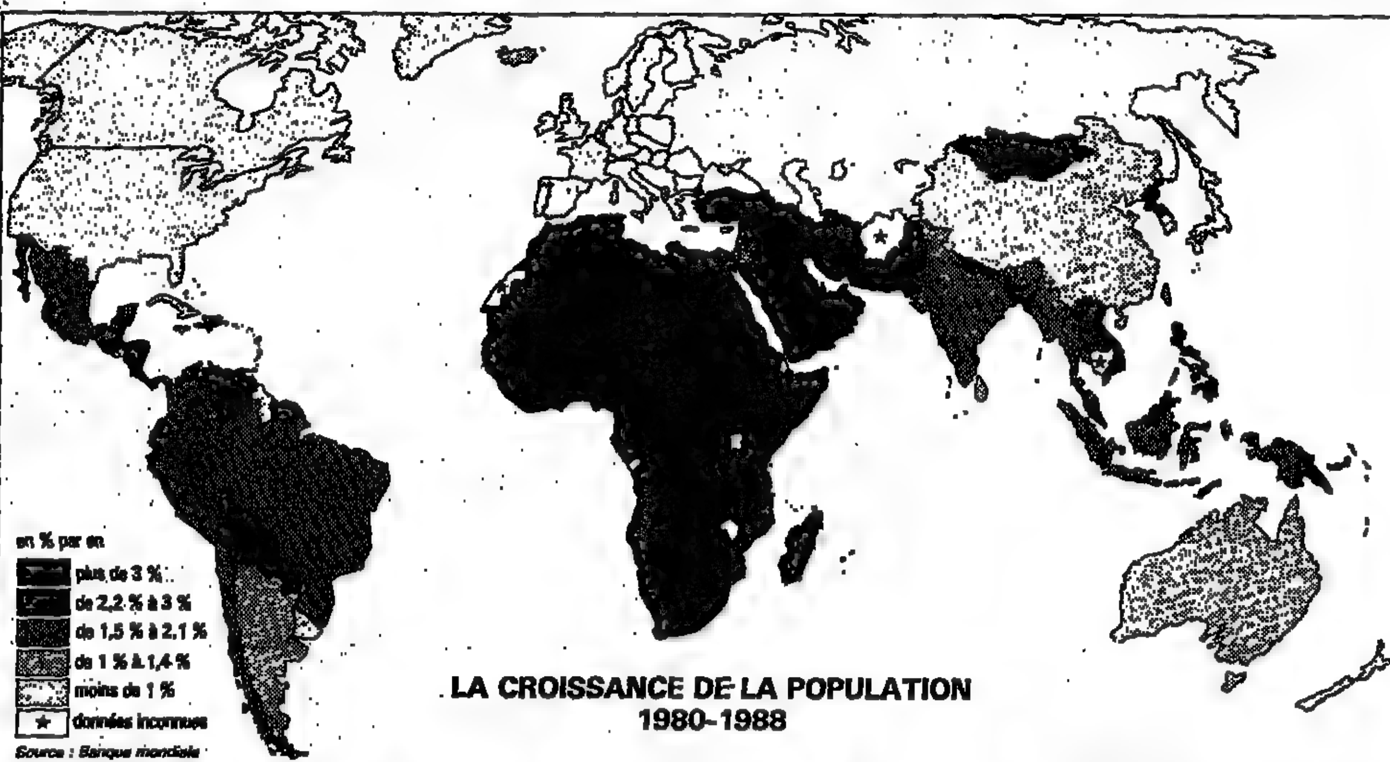
L'Asie des foules

Les pays les plus avancés se rapprochent de l'Europe.
Mais d'autres restent prisonniers de la croissance de la population. Les écarts se creusent

DE l'Asie, c'est l'image des masses que nous gardons, quels que soient les instantanés : foules indiennes photographiées par Cartier-Bresson, *« milliers de fourmis bleues »* que décrivent les premiers reportages sur la Chine communiste. Déjà, il y a deux siècles et demi, dans *l'Esprit des lois*, Montesquieu écrivait de la Chine que *« l'espèce humaine s'y multiplie à tel point que les terres, quoique cultivées qu'elles soient, suffisent à peine pour la nourriture des habitants »*. Vers 1900, romans populaires et manuels de géographie ont nourri les peurs d'invasion et du *« péril jaune »* de l'évocation du *« grouillement effrayant »* de l'Asie et de ses *« marées jaunes »* (1).

De fait, l'Asie compte aujourd'hui environ trois milliards d'habitants sur les quelque 5,2 milliards de la planète. Elle abrite les deux colosses, la Chine et son 1,1 milliard d'habitants, l'Inde et ses 840 millions, mais aussi l'Indonésie (178 millions), le Pakistan, le Bangladesh qui, comme le Japon, ce *« troisième grand »*, figurent, avec plus de 100 millions d'habitants chacun, parmi les dix pays les plus peuplés du monde.

Immensité des Etats, densité aussi. Les deltas et les plaines alluviales de la Chine, du Japon ou de l'Inde ont fait partie des zones les plus tôt et les plus densément peuplées. Aujourd'hui, la densité atteint une *moyenne* de 254 habitants au kilomètre carré sur les 3,3 millions de kilomètres carrés de l'Inde et de 784 dans le « petit » Bangladesh, vaste quand même comme un quart de la France ou presque.



LA CROISSANCE DE LA POPULATION 1980-1988

L'Inde, la Chine et les « dragons »

Mais la part de l'Asie dans la population mondiale a plutôt décliné depuis le maximum (66,2 %) atteint vers 1800. Après l'*« explosion démographique »* qui a multiplié par deux le nombre d'habitants des pays en voie de développement depuis les années 50, la croissance de la population s'est ralentie en Asie (alors qu'elle continue à s'accélérer en Afrique) : de 2,27 % en 1970-1975, elle y est revenue au-dessous du niveau des années 1950-1955 (1,90 %), selon les calculs de la division de la population des Nations unies (2).

Cette décélération va-t-elle continuer au même rythme ? Elle masque des mouvements irréguliers et contrastés. Le contraste le plus visible oppose aujourd'hui les deux géants, la Chine et l'Inde *(voir pages 26 et 27 les articles de Francis Deron et Laurent Zecchini, nos correspondants à Pékin et à New-Delhi)*.

Partie dans les années 60 d'un taux de fécondité d'environ 6 enfants par femme (en âge d'en avoir), presque comparable à celui de l'Afrique actuelle, la Chine est parvenue en une vingtaine d'années à un chiffre de 2,4, proche des pays développés. Parallèlement, l'espérance de vie à la naissance y a fait un bond de 27 ans (notamment par suite d'une baisse considérable de la mortalité infantile). Des évolutions que l'Europe a mis plus d'un siècle à accomplir !

L'Inde, en revanche, n'arrive plus depuis quinze ans à ralentir la croissance de sa population. Non seulement la fécondité a cessé de décroître, mais le « choc en retour » des stérilisations forcées pratiquées au cours des années 70 et notamment lors de l'*« état d'urgence »* (1977-1978), semble avoir entraîné une remontée : elle serait revenue à plus de 5 enfants par femme, et même 5,5, au lieu de 4,8 au début de la décennie. Cet échec a amené les experts de la population des Nations unies, très récemment, à réviser une deuxième fois en hausse leurs projections pour les années 2000 et 2025, celles de 1982, pourtant vérifiées sur le court terme, paraissant trop optimistes à cet horizon.

Mais sur l'ensemble du continent, on rencontre toute la gamme des situations. A un extrême, les *« quatre dragons »* (Hongkong, Singapour, Taïwan et la Corée du Sud) sont pratiquement alignés sur les pays européens et le Japon, au moins en termes de fécondité.

La ville-Etat de Singapour a déjà dû affronter des problèmes démographiques de pays développé. Pour faire remonter le taux de fécondité, tombé en 1986 à 1,44, nettement au-dessous du taux de renouvellement des générations, on a remplacé la propagande en faveur de l'enfant unique par un éloge de la famille de trois enfants (*« trois c'est mieux »*), accompagné d'avantages en matière de fiscalité, de logement, de scolarité... La Chine elle-même risque d'être confrontée aux difficultés d'un vieillissement rapide, avec un doublement de la proportion des plus de 65 ans entre 1982 et 2010 (3).

A l'autre extrême, les pays de l'ouest et du sud de l'Asie, où la fécondité reste supérieure à 6, comme dans les pays arabes : Afghanistan, Pakistan, Népal, Bangladesh (où la baisse s'amorce tout juste). De même, dans l'ensemble de la péninsule indienne, la mortalité infantile dépasse toujours 100 pour mille naissances.

Les autres pays sont inégalement engagés dans la *« transition démographique »* – le passage d'une fécondité et d'une mortalité également fortes à une fécondité et une mortalité faibles. Le mouvement est très avancé en Thaïlande, au Sri Lanka, en Malaisie, voire en Indonésie, avec des taux de fécondité allant de 2,7 à 3,4 et des espérances de vie approchant ou dépassant 65 ans, moins aux Philippines. Il est juste entamé dans les pays de l'ex-Indochine comme le Vietnam, où la fécondité est seulement descendue aux environs de 5 enfants par femme.

« Pauvreté absolue »

L'avenir va dépendre d'abord du développement économique. Celui-ci entretient avec l'évolution démographique des relations complexes qui ont alimenté les débats lors des conférences mondiales de Bucarest et de Mexico, en 1974 et en 1984, à partir de l'affirmation initiale : *« le meilleur contraceptif, c'est le développement »*. Beaucoup de pays d'Asie ont bénéficié d'une forte expansion au cours des dernières décennies. Supérieure à 7 % par an pour la Corée du Sud ou Singapour pendant les années 80, celle-ci a fait sortir les *« quatre dragons »* du sous-développement, comme en témoigne leur PNB par tête, digne de pays d'Europe. Elle porte aujourd'hui la Thaïlande et la Malaisie et même l'Indonésie et les Philippines.

Mais ni la carte de la richesse ni celle de la croissance économique ne correspondent à celle de la *« transition démographique »* : avec un PNB par tête de 330 dollars en 1988, la Chine fait encore partie du cercle des pays pauvres, au même niveau que l'Inde et le Pakistan. L'accroissement de la population risque d'augmenter encore le nombre de personnes vivant dans la *« pauvreté absolue »*, que la Banque mondiale évalue aujourd'hui à 600 millions : dans la péninsule indienne, en Chine, en Birmanie, mais aussi aux Philippines (où 35 % de la population se trouvent dans cette situation). Au Pakistan comme en Indonésie, l'*« autosuffisance alimentaire »* reste fragile. Des pays encore peu urbanisés risquent de voir se développer des *« mégapoles »* asphyxiées.

Rarissimes sont les gouvernements asiatiques, hormis Singapour, qui affichent aujourd'hui des politiques natalistes. Au Laos et au Cambodge (où l'on juge nécessaire de tripler le nombre d'habitants), cette attitude traduit sans doute un sursaut après des années de guerres et de morts, mais elle risque de peser sur l'avenir : *« Une forte progression de la population multiplie les problèmes. Elle contraint à rechercher de nouveaux emplois pour les arrivants sur le marché du travail. Elle entraîne des coûts sociaux : des ressources qui auraient pu servir à accroître le bien-être de la population doivent être mobilisées pour seulement maintenir son niveau de vie »*, résumait naguère le premier ministre malais Muhamad Mahathir.

Aller « jusqu'à cinq »

Mais la continuité et la volonté manquent souvent. En Malaisie, précisément, après deux décennies où la priorité a été accordée à la limitation des naissances, le gouvernement a souhaité, à partir de 1984, ralentir la baisse de la fécondité pour arriver au taux de renouvellement des générations vers... 2070 au lieu de la date de 2020 prévue par les projections antérieures. Par crainte de manquer de main-d'oeuvre, on a incité les familles à *« aller jusqu'à cinq »* (enfants).

Au Vietnam, malgré les slogans (les *« trois retards »* : mariage, première et deuxième naissance), les pouvoirs publics se sont montrés jusqu'à 1988 surtout préoccupés par la redistribution de la population sur le territoire. Ainsi, les pénalités, relativement sévères, prévues pour les couples ayant plus de deux enfants ont rarement été appliquées par les autorités locales et les entreprises (4).

La baisse de la fécondité, d'autre part, n'a pas seulement été due à des mesures antinatalistes, rigoureuses (comme en Chine) ou non, ni même au développement des moyens anticonceptionnels (auxquels recourent aujourd'hui 70 % des femmes mariées en Thaïlande et en Corée, la moitié en Indonésie). Les efforts en matière sanitaire qui ont permis de réduire la mortalité infantile au Sri Lanka ou au Kérala (dans le Sud de l'Inde) en dépit d'un niveau de vie assez bas, ont contribué ensuite à dissuader les familles de « stocker » les enfants pour assurer leur descendance. Les progrès de l'éducation y participent aussi.

Enfin, la contraception, le contrôle des naissances ont aussi été mieux acceptés dans certains pays que dans d'autres en raison de facteurs culturels ou de différences de structures sociales. Rejetés dans beaucoup de zones rurales de l'Inde, ils sont mieux admis dans les pays marqués par la culture chinoise ; la tradition patriarcale ne s'y oppose pas comme dans les pays arabes. L'évolution de la fécondité a été parallèle en Chine continentale, où elle répondait à une volonté gouvernementale, et dans les communautés chinoises d'outre-mer, où cette pression ne s'exerçait pas.

Peut-on pour autant prolonger les tendances actuelles ? Beaucoup d'incertitudes subsistent, notamment par suite de la « vitesse acquise ». L'augmentation du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants va entraîner un accroissement « mécanique » de la population. Ainsi au Bangladesh ou au Pakistan, même si les femmes avaient seulement deux enfants dès maintenant, la population continuerait à s'accroître pendant plusieurs décennies et doublerait presque avant de se stabiliser.

La conjonction de cet « élan » et des difficultés de mise en œuvre des politiques sociales incite à réviser certaines projections de l'ONU ou de la Banque mondiale à l'horizon 2015 ou 2020. Ancien directeur de la division de la population des Nations unies, M. Léon Tabah, de l'INED, juge ainsi plus réalistes pour certains pays les variantes *« hautes »* que les hypothèses *« moyennes »*. Ces variantes correspondent à des taux de fécondité de 2,1 pour la Chine – au lieu de 1,8, de 2,5 pour l'Indonésie, 2,6 pour les Philippines et le Pakistan et près de 3 pour le Bangladesh. Mais dans ce dernier pays, déjà surpeuplé, cela représenterait une densité de 1 600 habitants au kilomètre carré. Peut-on l'imaginer ? Les foules d'Asie n'ont pas fini de surprendre.

GUY HERZLICH

(1) *Cf.* Jacques Decornoy, *Péril jaune, peur blanche*, Grasset, 1970.

(2) *World Population Prospects*, 1988.

(3) Jean-Claude Chesnais et Shuxin Wang, « Vieillissement démographique et conditions de vie des personnes âgées en Chine », à paraître dans *Population*, n° 4-5, 1989.

(4) Actes du congrès de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population, New-Delhi, 20-27 septembre 1989.

Lire la suite de notre dossier consacré à la population de l'Asie en pages 26 et 27.

Le Nigéria malade du pétrole

La manne a dopé l'économie,
mais elle a laissé l'inflation, la corruption et la dette

HUIT, dix, douze millions d'habitants ? On ne sait guère. A Lagos, symbole du gâchis, la crise a définitivement effacé dix ans de croissance, et brouillé toutes les statistiques. Sous un ciel constamment plombé par la chaleur et la pollution, la misère s'y étale sur des kilomètres carrés de masures et de bidonvilles, coupés d'autoroutes urbaines, de ponts, d'échangeurs bondés.

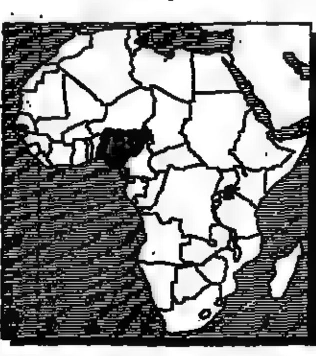
Une ville conçue pour les voitures qu'on ne peut plus acheter, pour les tours qu'on ne peut plus entretenir et pour des bateaux qui ne viennent plus. Le port, immense et aux trois quarts désert, est encombré d'épaves de cargos coulés au temps du boom (1) et jamais dégagés depuis. Les balises sont cassées, la jetée s'effondre par pans entiers dans la mer.

Heurs et malheurs de la manne pétrolière. Après dix années de gabegie, une quasi-faillite et quatre ans d'austérité féroce, le « géant de l'Afrique », douzième producteur mondial de brut, panse douloureusement ses plaies. Dévasté par une guerre économique plus sévère encore que la fameuse guerre civile du Biafra en 1967, le Nigéria survit et tient le choc, stupéfiant tous ses exégètes : *« On ne sait pas comment ils font ! »*

L'opération vérité se termine : l'économie a touché le fond il y a un ou deux ans, et quelques signes encourageants commencent à apparaître. Trop fragiles encore pour qu'on puisse parler de reprise, mais suffisants pour rassurer la communauté financière internationale, laquelle, après avoir fait une croix sur le pays, commence, la remontée des cours du brut aidant, à reprendre intérêt pour son potentiel.

Une croissance factice

Le Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique avec 110 millions d'habitants, doté de richesses naturelles énormes, est sans conteste la victime la plus spectaculaire de



la « malédiction du pétrole », cause de sa fortune et de son infortune. Comme dans tous les pays exportateurs de brut, la manne tombée du ciel à partir de 1973 a gonflé pendant dix ans une croissance factice.

Dopé par une surévaluation totalement artificielle de la monnaie (le naira a valu près de 2 dollars !), pourri par une corruption tous azimuts, la Fédération, tout juste sortie d'une guerre civile dramatique, dépourvue d'infrastructures et d'industrie moderne, s'embarquait alors pour une course au développement frénétique, inspirée du « modèle » brésilien (!). Fondée sur l'importation, elle allait en quelques années bouleverser les équilibres et tuer les secteurs traditionnels, au premier rang desquels l'agriculture.

En quelques années le pays, d'autosuffisant, devient massivement importateur. Les céréales « exotiques » jusqu'ici inconnues comme le blé ou le riz, le sucre, le lait, le poisson et même l'huile arrivent par cargos entiers, et représentent en 1980 plus d'un cinquième des importations totales du pays !

Lire la suite page 29

de Lagos
VÉRONIQUE MAURUS

(1) Les cargos devaient attendre neuf mois en moyenne avant de pouvoir décharger. Bon nombre de ceux qui apportaient du ciment ont coulé.

CHAMPS ECONOMIQUES

L'ASIE

Chine : l'héritage empoisonné de Mao

Toujours menacée, la politique de planning familial exacerbe les conflits entre paysans et planificateurs, parents et enfants

LE *1er juillet à 0 heure*, pas moins de six millions de fonctionnaires et volontaires chinois vont se lancer dans une tâche *quasiment herculéenne* qui durera, par endroits, nuit et jour, jusqu'au 10 juillet à minuit : ce sont les hommes et les femmes qui seront chargés d'effectuer le *plus important recensement* de population jamais entrepris dans l'histoire de l'humanité – celui de la population chinoise.

Ce sera le quatrième recensement effectué sur le continent *chinois en quatre décennies* de régime communiste. Aucune opération de décompte digne de ce nom n'avait eu lieu avant l'arrivee du Parti communiste au pouvoir en 1949. *Les deux premiers* recensements opérés par la suite, en 1953 et 1964, n'avaient pas donné des résultats réellement précis, faute, dans bon nombre de *régions, de moyens technologiques* modernes... et de moyens politiques permettant d'obtenir une certitude absolue quant aux résultats. Aussi bien le pouvoir ne *les avait-il pas publiés*. De ce point de vue, le dernier recensement, en 1982, réalisé avec l'assistance des Nations unies, marquait un progrès.

De même, les éléments d'information publiés après coup, en *1984*, alors qu'un certain degré de transparence commençait à s'instaurer dans les mœurs du pouvoir, apporte des lumières sur l'ensemble de l'évolution démographique *de la Chine populaire* depuis sa fondation. Ainsi apprit-on alors que le tristement célèbre Grand Bond en avant de Mao avait causé directement 27 *millions* de morts et creusé *un* trou d'une cinquantaine de millions d'individus dans la pyramide des âges par ses effets secondaires.

Le boulier chinois, assisté par l'informatique occidentale, donnait ainsi une gifle posthume particulièrement cinglante au défunt *Grand Timonier qui affirmait* tranquillement à ses rares visiteurs occidentaux – dont M. François Mitterrand, qui le cita en 1961 – que les dérapages *de son initiative* n'avaient fait que quelques dizaines de milliers de morts par ci par là, œufs cassés d'une omelette globalement prometteuse.

C'est qu'à l'époque Mao avait imposé l'idée que plus les Chinois seraient nombreux, plus ils seraient forts, donc riches. Des gens simples qui ne sont guère portés à dresser un jugement politique sur le fondateur de la Chine se rappellent cette période avec une amertume non dissimulée aujourd'hui : *« On nous a encouragés à avoir des enfants, beaucoup d'enfants, même ceux qui n'en voulaient pas tant durent en avoir beaucoup. Pour faire quoi ?... »*

Douloureuses surprises

La question, aujourd'hui, le régime lui-même se la pose. On a célébré *comme un deuil national* la naissance symbolique du onze cent millionième petit Chinois le 14 avril 1989. La Chine a plus que doublé sa population en quarante ans. La surface arable dont elle dispose n'a guère progressé dans le même temps. En 1989, on estimait *officiellement* à *40 millions* le nombre des individus qui ne mangeraient pas à leur faim. La croissance de la production céréalière progresse, quand elle *ne stagne pas, à un rythme* dérisoire à côté de cette explosion.

Le régime a tendance à présenter les mesures draconiennes de *contrôle des naissances* sous le jour d'une opération douloureuse mais positive, et à passer sous silence les retombées catastrophiques de l'embardée démographique *et* les conséquences indirectes, elles aussi très graves sur le plan de l'équilibre social, du coup de frein.

La première des constatations qu'on puisse faire en effet est que la politique de l'enfant unique ne marche pas vraiment. Même M. Deng Xiaoping, le patriarche *qui préside encore* au *sort* du pays d'après-Mao depuis sa retraite politique apparente, a dû la faire en 1989. Le recensement de 1990 risque, de ce point de vue, d'apporter de douloureuses surprises. Déjà, on sait que les données locales sur lesquelles *étaient fondées* les prévisions des démographes chinois il y a quelques années étaient partiellement fausses. Selon les estimations officielles les plus récentes, la natalité *a continué* de progresser en 1989, atteignant 14,33 pour mille contre 14,20 en 1988, en raison de l'augmentation du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants. L'objectif visant à stabiliser la population à 1,2 milliard d'âmes en l'an 2000 est depuis belle lurette abandonné, et il faudra peut-être réviser à la hausse le *chiffre* actuel de 1,3 milliard, selon ce qui sortira des carnets des agents recenseurs.

Le succès du planning familial chinois, relancé au début des *années 1980 après le criminel* « laisser faire des enfants » de la période maoïste, est à peu près indéniable dans les grandes villes, où le régime dispose des moyens – policiers et économiques – de sa politique.

Son meilleur allié sur le plan du contrôle des naissances a été, d'une certaine manière, l'arriération du pays, l'impéritie du régime. Quand il y a de la place pour quatre, voire *six*, dans une pièce minuscule, il n'y a pas nécessairement de la place pour encore un autre occupant... Ce n'est que récemment que la construction immobilière a réellement redémarré dans les grandes villes, après les années de stagnation du maoïsme.

Selon des statistiques officielles, 95 % des enfants de huit ans de ces grands centres urbains sont des enfants uniques. Cela se voit dans les rues, dans les parcs : qui a connu la Chine des années 70 ou connaît les villes chinoises de la périphérie – Hongkong, Taipeh – et le sud-est asiatique, trouve toujours un peu *curieux ces nouveaux prototypes* de familles chinoises, monsieur-madame-enfant seul, qui déambulent le dimanche, au lieu de la ribambelle traditionnelle.

Les retombées de cette mutation sociale sont multiples. D'abord, le *règne de l'enfant* unique est, ici tout particulièrement, d'essence tyrannique. Ces petits moutards de la génération Deng sont de redoutables pestes dans *bien des cas : on leur passe* tout. Car ils savent intuitivement que les parents feront tout pour leur trouver la meilleure voie, la carrière la plus prometteuse, le meilleur parti à l'heure du mariage.

L'obsession familiale de l'éducation

Du coup, Confucius et son respect filial absolu ont pris du plomb dans l'aile. L'autorité du maître d'école également. Il suffit, *pour deviner l'ampleur du* problème, de constater le nombre de spots publicitaires télévisés, dans le cadre d'une émission quotidienne d'émulation civique, qui *s'adressent aux parents* pour qu'ils rétablissent un tantinet d'autorité sur leur progéniture.

L'obsession familiale de l'éducation est une nouveauté d'autant *plus* criante que l'enseignement, dans le même temps, s'est dramatiquement détérioré pour des raisons économiques. Ce véritable sacerdoce est tellement mal rétribué que les enseignants de qualité manquent de plus en plus, pour *ne rien dire des équipements*.

Une conséquence plus inquiétante à long terme est le vieillissement de la population qui se dessine. On compte aujourd'hui, *selon les estimations officielles*, 91 millions de Chinois âgés de plus de soixante ans; ils seront 130 millions en l'an 2000, soit 10 % de la population. Malgré le *caractère très* rudimentaire du système de retraite mis graduellement en place pour les employés du secteur public, ils accapareront alors 17 % de la masse salariale. *C'est, selon la formule* d'un démographe chinois, *« le choc des cheveux blancs »* auquel il faut s'attendre. Shanghai, avec ses 12 millions d'habitants, compte *97 centenaires, dont 11* hommes.

Même le monde politique chinois a son centenaire aujourd'hui : M. Xu Dehen, un ancien responsable d'un petit *parti sans conséquence* allié au Parti communiste. On lui a fêté son centième anniversaire avec un an d'avance en 1989 pour tenir compte de la manière chinoise de calculer l'âge : à partir de la conception, et non de la *naissance*.

Et puis, autre formule comme les affectionne la langue *chinoise*, il y a le grave problème moral des *« bébés noirs »*, ces enfants « illégaux » car nés hors du rigoureux planning officiel, sur lesquels *l'Etat n'a aucun* contrôle, et qui, parfois même, n'ont aucune existence légale. Il en naît 9 millions par an. Principalement à la campagne, *l'immense réservoir* de force humaine – 800 millions d'âmes – sur lequel le pouvoir n'est parvenu, pour imposer les restrictions à la procréation, qu'à imaginer des recettes *coercitives* au fonctionnement incertain. *« C'est le fonds culturel qui rend ces méthodes indispensables »*, disent les démographes officiels pour *justifier les avortements* obligatoires.

Face aux critiques occidentales – américaines, en particulier, où un *important* « lobby » du Congrès tente d'assortir des sanctions économiques à l'opprobre envers le planning familial chinois – le régime fait jouer une logique *imparable : c'est cela ou* rien, les bonnes âmes d'Occident qui s'émeuvent font preuve d'irresponsabilité en dénonçant Pékin, elles qui seraient les *premières à s'affoler si la Chine* n'essayait pas de freiner l'explosion démographique. Il y a beaucoup de vrai dans cet argument, qui pèche toutefois par optimisme sur les résultats obtenus et ment par omission sur ses retombées.

60 000 filles disparues

Ainsi en va-t-il, à la campagne, de *l'infanticide féminin, inchiffrable* par définition dans un régime enclin au mystère, mais d'une pratique suffisamment courante pour faire surface régulièrement dans la presse officielle. Une étude faite aux Etats-Unis en 1984 *à partir des statistiques* recueillies dans le recensement de 1982 montrait que 60 000 bébés filles «disparaissaient» sans explication des totaux disponibles par an.

L'auteur, un universitaire de Princeton, estimait que l'on pouvait attribuer cette disparition dans des proportions impossibles à déterminer, à la fois à la pratique consistant à cacher la naissance d'une fille si celle-ci est le premier enfant et à l'infanticide *féminin traditionnel, quasiment* institutionnalisé depuis des siècles : la noyade à la naissance.

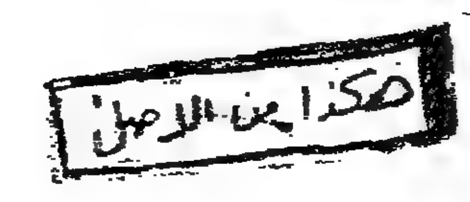
La Chine a naturellement vivement *réagi à cette analyse, produisant* des chiffres de répartition des sexes qui, même dans des provinces reculées, ne s'éloignaient pas des moyennes habi*tuelles*, et *situaient* le pays au niveau du Japon. Ces chiffres présentaient toutefois un défaut: ils ne portaient pas sur les enfants en bas âge mais sur la totalité de la population, ce qui les invalidait sérieusement.

Le fait est qu'aujourd'hui on reconnaît officiellement que le *nombre de garçons* nés dans une année est supérieur de 2,2 % à celui des filles. Le régime attribue cette différence à la pratique de l'avortement dès que le sexe du fœtus est connu grâce à l'échographie. Le problème reste entier : il y aura, dans vingt ans, pas *moins* de quarante millions de jeunes hommes dans l'impossibilité mathématique de trouver une épouse !

L'irresponsabilité du Parti communiste a ainsi créé un casse-tête gigantesque que les difficultés du redressement économique ne font aujourd'hui que compliquer dans toutes ses ramifications. Personne ne s'était élevé, au sein de la direction, contre les exhortations de Mao à faire des *petits Chinois ou pour* venir au secours des rares démographes assez héroïques pour dénoncer cette politique – ces derniers furent aussitôt limogés.

Aujourd'hui, même le ministre du planning familial, Mme Peng *Peiyun, a dû reconnaître* en avril 1989 que le conflit d'intérêts, là où doit se livrer la bataille démographique, à la campagne, ne pourra que s'exacerber à l'avenir : *entre d'un côté* la famille paysanne, qui pour prospérer dans les conditions chinoises veut avoir beaucoup d'enfants, et de l'autre le travailleur du planning *familial, qui* passe sa vie l'œil rivé sur les tableaux de naissances autorisées et... sur les ventres des femmes, cherchant à démasquer les mères enceintes qui cachent leur grossesse aussi longtemps que possible avant de disparaître de la vie sociale pour accoucher discrètement, à l'écart de l'administration, chez quelque lointain parent dans un village lui aussi bien distant. Problème accru, de nos jours, *par la mobilité* nouvelle qu'un début d'enrichissement a apportée à la *population* paysanne, jadis rivée au village. La Chine n'a pas fini de souffrir de l'héritage maoïste.

de Pékin
FRANCIS DERON



né de Mao

DES FOULES

Inde : l'afflux de la misère

Incapables d'aider les campagnes, les gouvernements ont renoncé à lutter contre l'explosion démographique et l'exode des pauvres vers les villes

LE 15 janvier, un incendie a ravagé une colonie de *slums* (bidonvilles) de la capitale indienne. En deux heures, 7 000 personnes ont tout perdu. Les jours suivants, à la nuit tombée, dans les quartiers situés près de la rivière Yamuna, on croisait des tribus d'ombres habillées d'oripeaux, se dirigeant vers l'inconnu.

Ces sans-abri se couchent sur les trottoirs, et allument des braseros pour lutter contre le froid. Ils envahissent peu à peu les quartiers riches et beaucoup d'entre eux vont recevoir une aide qui leur permettra de reconstruire une nouvelle hutte, dans un autre *slum* de la capitale. La population des bidonvilles de Delhi est évaluée à 1,2 million de personnes, qui sont regroupées suffisamment à l'écart de la ville britannique, afin que leur vue n'indispose pas les touristes étrangers.

Ailleurs, à Calcutta et Bombay notamment, où la population des *slums* devrait cette année franchir la barre de 4 millions dans chaque ville, l'explosion démographique de l'Inde est plus apparente, plus impressionnante aussi. La nuit, les trottoirs de Calcutta sont occupés par une communauté de près de 200 000 personnes, qui dorment sous des couvertures ou de vieux journaux. Cette population de pauvres ne cesse de progresser, aggravant les difficultés entraînées par l'explosion urbaine. Entre 30 et 40 % des habitants des trois plus grandes villes du pays – Calcutta, Bombay, Delhi –, sont installés dans des bidonvilles insalubres.

A l'échelle du pays, ce « quart-monde » représente environ 51 millions d'individus (selon certaines prévisions, ce chiffre devrait atteindre 78 millions à la fin du siècle). Un nombre à peu près équivalent de gens vivent dans des zones dites de « réinstallation ». Plus de 100 millions de personnes en Inde n'ont pratiquement aucune chance de voir leur situation s'améliorer dans un avenir prévisible.

Cinquante Indiens par minute

Il n'est plus question aujourd'hui de raser les *slums* au bulldozer et de réinstaller leur population à l'extérieur des villes, comme avait tenté de le faire Sanjay Gandhi, le fils d'Indira Gandhi, durant l'« état d'urgence » (1975-1977). Les municipalités de la plupart des villes indiennes choisissent de laisser les zones de squatters se développer sur place et tentent d'améliorer progressivement les conditions de vie à l'intérieur de celles-ci.

Les métropoles sont devenues gigantesques, incontrôlables et inhumaines; aucune politique d'urbanisation n'est suivie, le prix des terrains ne cesse de grimper et la pollution s'y accroît dangereusement. Saignées par la spéculation, l'affairisme et la corruption, les grandes cités sont gangstérisées par les « parrains » des mafias qui rentabilisent le moindre mètre carré de bidonville.

Paradoxalement, le « mirage » de la ville continue : près de 144 000 migrants arrivent à Delhi chaque année, et Calcutta en accueille près de 2 000 quotidiennement.

Ce mouvement a peu de chances de se ralentir : l'Inde, qui compte aujourd'hui environ 830 millions d'habitants, sera dans quelques dizaines d'années le pays le plus peuplé de la planète, dépassant la Chine (dont le territoire est presque trois fois supérieur). Selon certains démographes - mais rien n'est moins scientifique que les prévisions à long terme en matière de population, – en 2040, il y aura 1 milliard 591 millions d'Indiens, contre 1 milliard 554 millions de Chinois. Toutes les 1,2 seconde, un Indien est né, ce qui donne 50 Indiens par minute, 3 000 par heure, 72 000 par jour et 17 millions par an, soit l'équivalent de la population de l'Australie.

Depuis quarante ans, le taux de mortalité a baissé de façon constante (27,5 pour 1 000 en 1951, 15 en 1977, sans doute 11 pour 1 000 aujourd'hui), et l'espérance de vie est passée de trente-deux ans en 1947 à cinquante-huit ans en 1988. En revanche, le taux de natalité n'a pas enregistré de diminution sensible: 40 pour 1 000 dans les années 50, 36,8 en 1970, 33 en 1977. Depuis, ce chiffre oscille entre 32,5 et 33,9.

Résultat : la population indienne continue de croître au rythme de 2,1 % par an contre 1,3 % pour la Chine. Dans ce dernier pays, 75 % des couples suivent une méthode contraceptive, alors que ce taux n'est que de 35 % en Inde.

Pour ralentir cette croissance, le gouvernement indien fut le premier du monde à lancer, en 1951, une politique de limitation des naissances, dont les résultats peuvent se résumer à un constat rapide: un échec quasi total. Lors de la conférence internationale sur la population, qui s'est tenue à New-Delhi en septembre dernier, Rajiv Gandhi, alors premier ministre, avait insisté sur la nécessité d'avoir « *une nouvelle appréciation de tout ce qui a été fait jusqu'à présent* » en matière de planning familial.

Mais, dans les faits, le danger que représente cette explosion démographique apparemment incontrôlable et qui annihile bien des efforts d'expansion économique ne paraît intéresser personne: la question ne fait l'objet de débats qu'au sein du petit monde clos des démographes, qui d'ailleurs se disputent souvent, en s'assenant des chiffres et des statistiques invérifiables. Lors des élections générales de novembre dernier, aucun parti politique n'a avancé la moindre suggestion dans ce domaine et aucune critique n'a été adressée au gouvernement.

Des raisons historiques expliquent ce mutisme et ce désintérêt. L'Inde souffre en effet d'un traumatisme à propos de la limitation des naissances. Si Indira Gandhi a perdu le pouvoir en 1977, au profit du parti Janata, c'est notamment à la suite de la politique coercitive instaurée pendant l'« état d'urgence » par son fils Sanjay pour faire baisser la courbe de la natalité.

Les stérilisations forcées ont été bien moins nombreuses qu'on ne l'a dit, mais l'effet dans les campagnes fut désastreux. Depuis, aucun gouvernement en Inde ne se risque à avoir des idées très novatrices dans ce domaine, qui ne constitue en aucune manière une priorité de l'action gouvernementale. Or toutes les mesures destinées à lutter contre la pauvreté relèveront toujours du tonneau des Danaïdes, tant que l'explosion démographique n'aura pas été contrôlée.

La politique actuelle est de proposer toutes les méthodes connues de contraception, sans aucun caractère dirigiste. Dans les faits cependant, la stérilisation demeure la plus utilisée. Les autres (pilules, condoms, stérilets, etc.) restent marginales. Les Etats reçoivent toujours des « objectifs » de stérilisation qui, en dépit du gonflement des statistiques, sont rarement atteints.

Une gigantesque corruption

Depuis dix ans, la politique de régulation des naissances a coûté 30 milliards de roupies (1), pour des résultats bien minces. Plusieurs experts affirment cependant que si ces sommes n'avaient pas été dépensées, la situation actuelle serait pire. Pendant des années, les responsables gouvernementaux se sont donné bonne conscience, en produisant des chiffres particulièrement optimistes sur le nombre de couples utilisant une méthode de contraception. 26,4 millions en 1980, 55 millions en 1988 : à terme, il n'y avait pas de raison de s'inquiéter.

« *Tout ce que nous faisons est de produire des statistiques hautement contestables* », souligne le professeur Ashish Bose, éminent démographe indien. Pour lui, d'autre part, l'Inde a fait de lourdes erreurs et perdu de nombreuses années en suivant les conseils d'experts étrangers, notamment américains, qui ont introduit l'argent – à titre de compensation pour une opération de stérilisation –, dans le planning familial, « *ce qui a entraîné une gigantesque corruption, dont nous souffrons encore aujourd'hui* ».

Cette corruption, qui s'exerce du haut en bas de l'échelle administrative, explique aussi pourquoi les statistiques officielles sont systématiquement gonflées. Lorsqu'un gouvernement local a atteint les quotas fixés par l'administration fédérale, il est « récompensé » financièrement. Tous les fonctionnaires chargés du programme de planning familial le sont aussi. Chacun fait donc son possible pour atteindre la « cible » et par tous les moyens. Les certificats de stérilisation font l'objet d'un fructueux commerce et l'on n'hésite pas dans certains endroits à pratiquer une opération de stérilisation sur mari et femme, chacun d'eux recevant une indemnité, variant de 160 à 500 roupies selon les Etats. En Uttar Pradesh, des opérations de ligature des trompes ont été pratiquées sur des femmes harijans (intouchables) dont aucune n'était plus en âge de procréer, et à l'échelle du pays, on estime qu'au moins 25 % des opérations concernent des femmes ayant dépassé l'âge de la ménopause.

Le professeur Bose reproche aussi aux experts étrangers « *d'avoir introduit des méthodes trop complexes : elles sont mal utilisées ou détournées de leur objet, et le remède est ainsi pire que le mal* ». Le laparoscope, par exemple, introduit en Inde au début des années 80, est utilisé pour pratiquer des stérilisations. Le professeur Bose raconte qu'un médecin s'est vanté d'avoir pratiqué 600 opérations en une seule journée, dans des conditions d'hygiène évidemment désastreuses. En deux années (1986-1987 et 1987-1988), 844 personnes sont mortes des suites de stérilisations. D'ailleurs, l'indemnité prévue pour l'opération a été récemment augmentée.

Parler aux villageois

Bien souvent, les femmes acceptent de subir une stérilisation après avoir mis au monde

Les statistiques officielles elles-mêmes révèlent l'échec des efforts entrepris pour convaincre les familles de limiter le nombre de leurs enfants. « *Ek me anek* » (Un seul enfant c'est bien), en hindi, « *Do ya teen bus* » (Deux ou trois suffisent). Ni l'un ni l'autre de ces slogans n'ont eu d'écho dans les campagnes. Comme l'affirme nettement la *vox populi* des femmes du Rajasthan, « *nos grand-mères ont mis au monde de dix à dix-sept enfants chacune, parce qu'une partie seulement d'entre eux ont survécu* ».

un minimum de cinq ou six enfants. La norme reste d'avoir au minimum deux fils : tant que cet objectif n'est pas atteint, il est extrêmement difficile de parler de « planning familial ». Pour des familles qui ne possèdent rien, les garçons constituent d'abord une force de travail alors que les filles sont une charge (notamment en raison de la dot).

« *Nous ne savons pas parler à nos villages*, dit le professeur Bose. *Personne n'a réussi à démontrer aux paysans qu'il était préférable d'avoir une famille peu nombreuse. Un enfant, voire deux par famille, ce n'est pas acceptable en Inde.* »

Or, à la différence des Chinois, les Indiens conservent leur liberté : le prix de la démocratie est cette explosion démographique, en face de laquelle les diverses commissions de planification sont bien incapables de proposer des solutions.

La seule méthode efficace à long terme, tous les experts le savent, est le développement et l'éducation. L'exemple du Kerala est connu: le taux d'alphabétisation y est de plus de 70 % et celui des naissances de 21,2 pour 1 000. Au Rajasthan, l'un des Etats les plus arriérés de l'Inde, le taux d'alphabétisation est de 24,4 % et celui de la natalité de 36 pour 1 000. Le développement est donc bien « *le meilleur contraceptif* ». Le reste est affaire d'évolution culturelle: tant que perdureront le système des castes mais aussi le mariage des enfants et le maintien de la femme dans un statut inférieur, il est probable que la situation n'évoluera pas vite.

En revanche, la « débureaucratisation » de l'administration chargée de la politique de planning familial – qu'au moins les statistiques soient justes ! – et une réorientation de la politique fédérale en faveur des associations de femmes qui travaillent sur le terrain devraient être les axes majeurs de cette « nouvelle approche » que réclamait M. Gandhi.

de New-Delhi
LAURENT ZECCHINI

(1) Un franc français vaut environ 2,70 roupies.

Pour se donner les moyens de poursuivre son développement national et international, l'UAP augmente son capital...

1989 3.400 (e)

1988 2.852

1987 2.550

...associez-vous à cette opération

Résultat net consolidé en millions de francs (part du groupe)

Augmentation de capital par émission de 16 800 000 actions nouvelles de F 10 nominal. **Prix d'émission :** F 625. **Jouissance :** 1er janvier 1990.

Priorité de souscription réservée aux actionnaires : les actionnaires ont la faculté de souscrire par priorité du 26 février au 8 mars 1990 inclus, à raison de 1 action nouvelle pour 4 actions anciennes. **Souscription du public :** du 26 février au 15 mars 1990 inclus, avec possibilité de clôture anticipée sans préavis. L'admission des actions nouvelles souscrites par le public a été demandée à la cote officielle (marché à Règlement Mensuel).

Lieux de souscription : chez votre intermédiaire financier habituel.

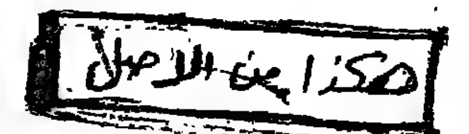
Les chiffres clés de l'UAP

Données consolidées (en millions de francs)	1987	1988	1989(e)
Chiffre d'affaires	50.525	55.633	64.000
Résultat net (part du Groupe)	2.550	2.852	3.300 à 3.400
Résultat net par action (en francs)	37,95	42,44	49,1 à 50,6
Valeur des actifs gérés (e)	165.567	202.881	220.000
Cours de l'action (c) (en francs) h / b	437 / 188	350 / 205	726 / 315

(e) : chiffres estimés, (c) : cours en données ajustées, h : le plus haut, b : le plus bas.

Une note d'information complète* et une note d'information abrégée** sont disponibles sans frais auprès des intermédiaires financiers.
*Visa COB N°90-82 en date du 22.02.90, et **visa COB N°90-82A en date du 22.02.90. BALO du 26.02.90.





CHRONIQUE

PAUL FABRA

Des Allemands de l'Est à Paris

DU 15 janvier dernier date la création de l'Association des entrepreneurs de la RDA. Elle compte déjà 20 000 membres sur les quelque 120 000 petites — le plus souvent très petites — entreprises privées existant dans le pays. Son président Rudolph Stadermann, qui faisait pour l'occasion son premier voyage dans un pays occidental autre que la RFA, participait la semaine dernière à un « symposium franco-allemand » organisé au palais du Luxembourg (Sénat) par Economie et Progrès, présidé par l'économiste William François. Participait est peut-être un grand mot, qui anticipe de quelques mois sur les événements.

L'attitude du président du patronat est-allemand apparaissait à elle seule comme un programme et une règle de conduite. On aurait dit qu'il cherchait à compenser le désordre dans lequel s'enfonce son pays par un effort d'application redoublé. Sa présence à Paris, il la devait à une initiative de la délégation ouest-allemande qui accompagnait le ministre du travail et des affaires sociales du gouvernement fédéral, Norbert Blum. Au symposium assistaient, notamment, les deux hommes qui animent l'influent « conseil économique » (Wirtschaftsrat) du parti du chancelier Kohl : Rudiger von Voss et Philipp von Walderdorff, l'un et l'autre très attachés à la coopération avec la France, ce qui, bien sûr, ne les empêche pas, à la veille des élections cruciales du 18 mars en RDA, de « penser politique ». Ils sont, tous les deux, visiblement heureux de présenter l'entrepreneur de l'Est, timide et attentif, qui fait ses premiers pas à Paris.

La mission que Rudolph Stadermann s'était assignée, de concert avec ses mentors, était de prendre contact avec des responsables politiques et économiques français pour les sensibiliser au redéploiement des activités productives en RDA, devenue pour les industriels, les banquiers, les experts politiques ouest-allemands un vaste laboratoire où l'on se prépare, après le 18 mars, à procéder à une *opération in vivo* jamais tentée jusqu'à ce jour.

Il s'agit, ni plus ni moins, que de faire passer en un court laps de temps une économie naguère planifiée, aujourd'hui anarchique mais toujours, au moins en principe, collectiviste, de faire passer donc cette économie de dix-sept millions de personnes, tout à la fois disloquée (plus de directives centrales mais toujours pas de monnaie pour canaliser des circuits rationnels d'échanges) et rigidifiée (propriété d'Etat sans Etat, magasins à prix contrôlés sans marchandises consommables, etc.), au stade supérieur de l'économie de marché. Après le passage par le socialisme, l'accession au capitalisme.

Concrètement, c'est à l'année 1972 que remonte, dans l'Allemagne de l'Est, l'élimination, sauf pour les franges de l'économie, du secteur privé. Depuis lors, le gros de la production est confié (avec des fortunes diverses) à des *Kombinats* d'Etat, jouissant le plus souvent d'un monopole. Toute entreprise occupant plus de dix personnes s'est trouvée nationalisée. Le seuil a récemment été porté à vingt salariés, avec un régime d'autorisations spéciales pour dépasser ce chiffre. C'est dire que le patronat au nom duquel parle aujourd'hui Rudolph Stadermann est, à quelques exceptions près, un patronat de modestes entrepreneurs, « *mais*, dit-il, *cela n'a rien à voir avec la vivacité de l'esprit d'entreprise, lequel, précisément, doit trouver dans un pays comme la RDA un champ nouveau pour se déployer* ».

EN espérant que les faits viennent heureusement confirmer ce jugement, on est tenté d'ores et déjà d'attribuer une solide vocation aux entrepreneurs des pays en train de se dégager de l'emprise communiste. L'Etat ne leur faisait guère de cadeaux. En RDA, les profits étaient taxés à la marge au taux de 95 %. Ces circonstances ne semblent guère avoir attiré l'attention de l'ancien président de l'Institut de l'entreprise et du groupe Unilever-France, l'actuel président du CNPF. A la veille de l'arrivée à Paris de Rudolph Stadermann, François Périgot fit savoir que le rendez-vous sollicité ne pourrait avoir lieu. Pourquoi ce refus ?

Faut-il en conclure que, aux yeux du « patron des patrons français », une association ne représentant, excepté quelques cas, que des employeurs occupant moins de vingt salariés n'avait pas la qualité d'interlocuteur valable ? Au cas, improbable, où telle serait l'explication, ce serait une erreur de perspective. Toutes ensemble, les petites entreprises du secteur privé donnent un travail officiel (sans compter donc le « deuxième emploi », plus ou moins clandestin, que chaque responsable de famille doit, pour survivre, exercer) à quelque six cent mille personnes, soit moins de 10 % de la population active. Mais ce sont elles qui sont appelées, dans les mois, voire dans les semaines à venir — les choses vont extrêmement vite en l'Allemagne de l'Est, — à fournir des emplois aux dizaines et aux dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui seront vraisemblablement licenciés par les Kombinats à la main-d'œuvre pléthorique.

Pour éviter la catastrophe en Allemagne de l'Est et la congestion en Allemagne de l'Ouest, l'objectif le plus urgent à atteindre, c'est d'arrêter le flux continuel — près de trois mille personnes par jour — des émigrants de la première vers la deuxième. Cela suppose que l'on puisse promettre aux salariés, avec des chances d'être cru par eux, une revalorisation progressive, mais relativement rapide des rémunérations locales. La réponse ne dépend évidemment pas uniquement des entreprises, qui devraient pourtant, par l'ouverture des marchés, être en mesure d'améliorer presque immédiatement leur productivité. Si, par exemple, il manque aujourd'hui des pièces aussi simples que des écrous, l'entreprise n'a souvent d'autre recours que de les fabriquer elle-même. La liberté des approvisionnements hors des frontières de la RDA, et pour commencer en RFA, fournira d'elle-même la solution. La réponse dépend aussi des décisions qui seront prises par les pouvoirs publics compétents (dans les deux territoires allemands en voie d'unification) en matière de politique monétaire (introduction du deutschemark et son taux de conversion avec la monnaie locale) et en matière de politique économique.

Ecoutons Rudolph Stadermann.

« *Si l'on se base sur une évaluation des niveaux de vie respectifs, on s'aperçoit qu'un ouvrier de la RDA touche, très approximativement, une rémunération équivalente à 30 % du salaire d'un ouvrier de la RFA. Dès la mise en train de la nouvelle politique, après l'élection du 18 mars, nous pensons être capables de porter le pourcentage à 50 %, compte tenu notamment, là aussi, des nouvelles facilités d'approvisionnement. Dès la fin de l'année, le pourcentage devrait et pourrait passer à 70 %-80 %. Dans l'état actuel de nos réflexions, nous prévoyons ensuite de maintenir, pendant une période d'adaptation qui pourrait durer jusqu'à cinq ans, un écart de salaire d'environ 20 %. Cela devrait contribuer à attirer les investisseurs.* »

« *Ce dont ont besoin les entreprises de l'Allemagne de l'Est*, affirme-t-il, *c'est non pas de subventions, mais de crédits remboursables à court terme pour amorcer le processus.* » La RFA s'apprête à rouvrir à cet effet un fonds dit de « reconstruction européenne », reliquat des crédits de l'aide Marshall de l'après-guerre. Ce fonds existe toujours, avec, précisément, les sommes remboursées par les bénéficiaires de l'époque. Mais il ne s'agit que de quelques centaines de millions de deutschemarks. Tout indique que les banques ouest-allemandes sont prêtes à prendre le relais. Potentiellement, il y a sans doute beaucoup d'argent à gagner en Allemagne de l'Est. Les entreprises qui y sont installées ont des contacts étroits dans les autres pays du COMECON, et notamment en URSS. Celle-ci insiste du reste pour que tous les contrats de fourniture en cours soient respectés. Aussi certains voient-ils dans le territoire de la RDA une bonne plate-forme pour conquérir de nouveaux marchés dans l'Europe centrale et de l'Est.

POUR toutes ces raisons, et pour une autre, de caractère moins utilitaire et plus noble, est-il nécessaire que le gouvernement français, en continuant d'appliquer à la lettre certaines formalités particulièrement irritantes, en arrive à ignorer l'esprit nouveau qui souffle en Europe, et dont le grand public, devant les écrans de la télévision a pris une conscience aiguë, comme l'attestent les sondages ? Est-ce à Paris d'interpréter la loi allemande sur la nationalité... allemande ? Selon la loi en vigueur en RFA, tout citoyen de la RDA, à partir du moment où il se trouve sur le sol de cette dernière, est considéré comme un de ses citoyens. Pourquoi exiger un visa de tout Allemand originaire de l'Est venant en France, ne fût-ce que quelques heures ? Les participants du symposium venus de Berlin-Est en ont fait l'expérience.

Pour répondre aux incertitudes nouvelles, on ne cesse à Paris de répéter qu'il faut plus que jamais s'attacher à la construction de la Communauté européenne. Cependant, il en est des nations comme des personnes humaines : on ne peut durablement mettre des intérêts en commun qu'à la condition de ne pas heurter inutilement la sensibilité de ses partenaires. Les circonstances sont, en Europe, exceptionnelles. Elles appellent autre chose qu'un comportement de greffier de comédie.

Le Nigéria malade du pétrole

Suite de la page 25

Dans tous les secteurs, à tous les niveaux la gabegie la plus totale s'installe. « *Ils ont rêvé*, dit un observateur étranger. *Du haut en bas de l'échelle, la seule obsession était de s'enrichir au plus vite. Le moindre planton voulait une 504 ! En 1983, Lagos était la ville la plus chère du monde.* »

Le réveil est tardif mais brutal. Dès 1982, le marché pétrolier se retourne et la manne commence à se tarir. Les arriérés de paiement, les sinistres s'accumulent.

A la fin de 1985, le Nigéria est au bord de la cessation de paiement. La dette frôle les 20 milliards de dollars, et la chute des prix du brut s'accélère, réduisant les revenus du pays de moitié. Le général Babangida, arrivé au pouvoir six mois plus tôt, est contraint sous la pression des créanciers de renverser totalement la vapeur.

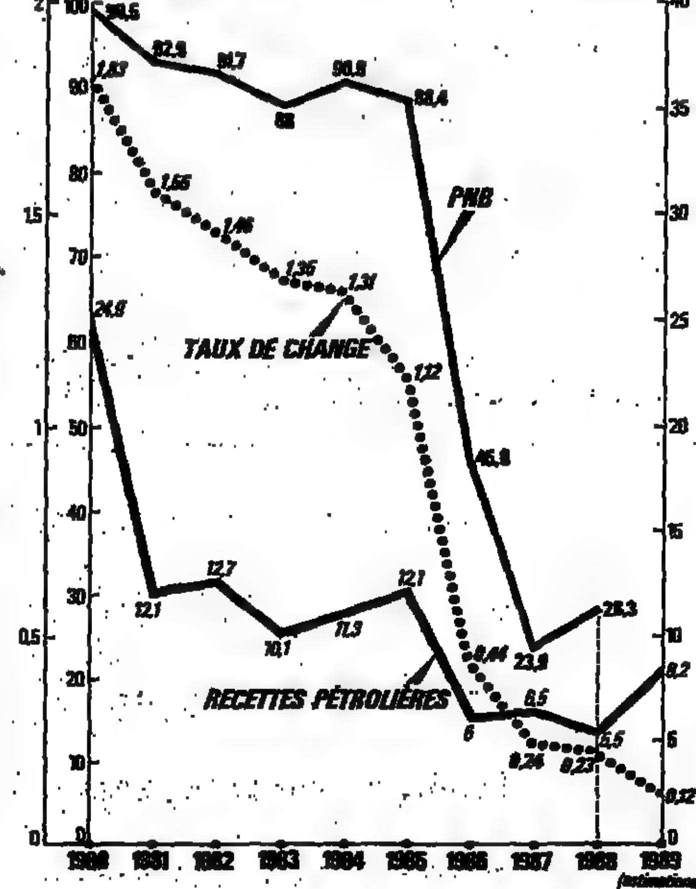
Le programme d'ajustement structurel (SAP, Structural Adjustment Program) annoncé en décembre 1985 est une cure d'austérité draconienne. Le naira est aussitôt dévalué de 70 %, puis peu à peu soumis à la règle du marché. En quatre ans il va perdre dix fois sa valeur en dollars et ne vaut plus aujourd'hui que 12 cents !

Les salaires sont bloqués, les prix, notamment agricoles, libérés. Une série de produits comme le blé, le riz, le maïs, le tissu, les cigarettes sont interdits à l'importation pour relancer la production intérieure. Pour le reste, les licences d'importation, source majeure de corruption, sont supprimées. Les dépenses budgétaires sont sabrées pour réduire le déficit et les subventions publiques progressivement diminuées. Enfin, un programme de privatisation des entreprises publiques est lancé.

Après quatre ans de cure, si sévère que le mot « SAP » est entré dans le vocabulaire courant comme un synonyme de « ratisser » — on dit : « *Je me suis fait sapper* », — le bilan est mitigé. Les grands équilibres ont été à peu près rétablis. La balance commerciale est excédentaire de 2,5 milliards de dollars, la balance des paiements s'équilibre si on exclut le service de la dette. Le déficit budgétaire a été ramené à 6 % du PNB.

L'agriculture s'est nettement redressée. Dans les campagnes, jadis prospères puis longtemps négligées, on réapprend l'autosuffisance. Les enfants ont encore les yeux trop grands, le ventre trop gonflé. Rares sont ceux qui font plus d'un repas par jour. Mais personne ne meurt vraiment de faim, et, autour des villages étouffés de poussière où la chaleur est si dense que l'air en semble épaissi, les lopins voués aux cultures vivrières se multiplient. Les petites plantations d'hévéas, envahies par la broussaille, sont patiemment replantées.

Encouragée par des prix rémunérateurs, la production agricole augmente, désormais au rythme de 3,5 % l'an. Les produits de base locaux — manioc, igname, plantain, sorgho, millet, maïs, etc. — se substituent progressivement aux céréales importées, désormais interdites, tandis que les grandes cultures comme le cacao, le coton, le soja, le caoutchouc se développent, gonflant les exportations non pétrolières.



Un tribut très lourd

Mieux encore, le redressement du marché pétrolier a permis une nette amélioration des recettes tirées de l'or noir — de 6 milliards de dollars en moyenne de 1986 à 1988 à plus de 8 milliards en 1989 et probablement autant en 1990 — et stimulé l'activité du secteur, mise en sommeil depuis huit ans (2). Quelques grands projets, financés pour la plupart par le système du *buy back* — paiement par l'exportation des produits fabriqués, — retrouvent la faveur des groupes internationaux dans le gaz, la pétrochimie, l'aluminium, etc.

Dans les méandres boueux du delta du Niger, l'exploration pétrolière, ralentie depuis huit ans, a repris, semant plates-formes et tours de forage au milieu des lagunes et des mangroves. Non loin de Port-Harcourt, au bord du golfe de Guinée, trois bulldozers dégagent du sable les fondations de la future usine de liquéfaction de gaz de Bonny : 2 milliards et demi de dollars. Le premier grand projet du pays depuis 1985. Mais la partie est encore loin d'être gagnée. Le tribut payé par la population à ce redressement est très lourd. Le résultat immédiat de l'ajustement structurel a été une effroyable baisse du pouvoir d'achat. La libération des prix, jointe à la dévaluation permanente du naira, a gonflé les coûts d'une économie trop dépendante des importations, et déclenché une inflation de 30 %, 40 % puis 50 % l'an, alors que les salaires restaient bloqués.

Réfrigérateurs, ventilateurs, automobiles et en général tous les produits importés sont devenus inaccessibles, même aux cadres supérieurs. La voiture qui coûtait 2 000 nairas en 1982 en coûte 200 000 en 1989, alors que le salaire moyen est passé de 125 à 250 nairas par mois. « *En dix ans, la capacité individuelle à acheter des produits importés a été divisée par vingt* », estime le directeur de la Société commerciale de l'Ouest africain (SCOA), une des principales sociétés de commerce françaises. L'industrie, frappée de plein fouet par la récession et l'envolée du prix des matières premières, des pièces et des équipements importés, a perdu un quart de ses effectifs. Après quatre ans de restructuration complète, l'investissement, complètement gelé, montre enfin quelques frémissements, mais les faillites continuent.

Le service public quant à lui est dans un état de décomposition avancé, étranglé par le manque de crédits, l'accumulation des impayés et des dettes. Faute de pièces et de moyens, l'entretien des infrastructures bâties pendant le boom est totalement négligé : 35 % de la production électrique se perd en raison des pannes et des carences de la distribution. Faute de silos et de capacités de transport, une bonne partie (estimée entre 25 % et 40 %) de la production agricole est également perdue.

La fraude, la contrebande, n'ont jamais été aussi fortes. Les médicaments, l'alcool et même l'eau minérale sont frelatés. La FAO a estimé que l'an dernier les importations de céréales — officiellement interdites — avaient atteint 700 000 à 800 000 tonnes. Une noria de gamins porteurs de bidons d'essence fait chaque jour le va-et-vient avec les pays voisins (Cameroun, Niger, Bénin), lesquels profitent des différences de change entre le naira et le franc CFA.

Des friches industrielles

Encombré d'ouvrages surdimensionnés, de chantiers interrompus, d'équipements ou d'usines inutilisés, le pays tout entier ressemble à une friche industrielle, dont le plus bel exemple est la « nouvelle » capitale, Abuja. Située au centre exact de la Fédération, elle devait être dès l'an prochain le « Brasilia africain ».

Mais l'austérité a eu raison du grand dessein. Le déménagement a dû être repoussé à plus tard. Restent une mosquée, trois hôtels, dont un seul fonctionne à plein temps ; un ministère occupé, deux en construction ; quelques chantiers abandonnés et des routes qui débouchent en pleins champs... Un symbole.

Enfin, la dette demeure, estimée par le FMI à 32,4 milliards de dollars à la fin de 1988 — un tiers de plus que le PNB ! — qu'il faudra bien finir par payer. Certes l'« assainissement » du pays a rassuré les créanciers internationaux et permis au Nigéria de conclure, après moult négociations houleuses, quatre rééchelonnements des échéances de sa dette depuis 1986, pour un total de 21 milliards de dollars. D'où un allégement important de la charge imposée par le service de la dette : sans rééchelonnement, la charge atteindrait des montants insupportables — 4 à 6 milliards de dollars par an à partir de 1986, soit la quasi-totalité (80 %) des recettes d'exportation — et a pu être ramenée autour de 2 milliards, soit environ un tiers des recettes.

Les rééchelonnements ont permis de repousser la boule de neige. Mais les échéances dues en 1990 et au-delà dépassent 4 milliards de dollars. Pour boucler ses comptes, le Nigéria devra encore une fois négocier avec les pays occidentaux un mélange savant de reports d'échéance, d'aides nouvelles et de financements divers.

Seul espoir : l'annulation d'une partie de la dette publique. Un espoir raisonnable puisque le Nigéria, dont le PNB par habitant ne dépasse plus aujourd'hui 300 dollars, vient d'être déclassé par la Banque mondiale au rang des pays les plus pauvres ayant droit aux prêts de l'Agence internationale de développement (AID).

Il faudra encore du temps, mais le pli est pris, les mentalités ont changé, plaident les autorités. On récupère au lieu de jeter, on répare au lieu de changer, on produit au lieu de faire du commerce. L'exode rural s'est inversé. Désormais les citadins les plus pauvres retournent dans leurs villages d'origine pour survivre. De petites industries locales commencent à essaimer.

Un optimisme mal partagé. « *Seule l'austérité a contraint le Nigéria à changer d'attitude. Que se passera-t-il si les prix du brut remontent à 30 dollars le baril ? On ne sait pas si le changement psychologique est ou non éphémère* », s'interroge un responsable de la Banque mondiale. « *Le Nigéria est un pays compliqué : tout est possible et impossible*, ajoute un diplomate. *On ne sait jamais comment ça va tourner...* »

de Lagos
VÉRONIQUE MAURUS

(2) Les réserves de brut dépassent trente-cinq ans de production au rythme actuel, au moins deux fois plus pour le gaz, avec un coût d'extraction très bas (2 à 5 dollars par baril).

□ *Erratum : les adresses d'Economie et humanisme et de la Revue française d'économie.* — Une erreur typographique dans le dernier numéro de « A travers les revues » (« Champs économiques » daté du 20 février) a interverti les adresses de ces deux revues. Celle d'*Economie et humanisme* est 14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 08, celle de la *Revue française d'économie*, 20, rue de Madrid, 75008 Paris.

Le Monde en librairie

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE : MUTATIONS 1975-1990

préface d'André Fontaine

Une synthèse originale de quatorze années du Bilan économique et social du *Monde* qui permet de prendre du champ pour décrire et analyser les temps forts des métamorphoses de l'économie française.

Une coédition SIREY/LE MONDE

340 pages - 98 F

FESTIVAL D'AVIGNON 89

Un ouvrage unique pour vivre ou revivre les passions et les émotions du festival d'Avignon 89, à travers une succession d'articles publiés « à chaud » et de textes de réflexion écrits *a posteriori*. Avec de nombreuses photos originales et exclusives.

Une coédition ACTES SUD PAPIERS/LE MONDE

164 pages - 95 F

DES FOURMIS DANS LES JAMBES

par Plantu

La sélection des meilleurs dessins de Plantu parus dans *le Monde* de septembre 1988 à septembre 1989. Pour revivre tous les événements importants de l'année, avec l'humour en plus.

Une coédition LA DÉCOUVERTE/LE MONDE

164 pages - 95 F

L'AMÉRIQUE LATINE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Préface de Jean-Noël Jeanneney

La Mission du Bicentenaire a recueilli dans ce livre les réactions d'écrivains latino-américains sur ce qu'a signifié, à leurs yeux, la Révolution française pour l'histoire et la culture de leur pays. Avec la contribution de Jorge Amado, Carlos Fuentes, Mario Vargas Llosa, René Depestre...

Une coédition LA DÉCOUVERTE/LE MONDE

244 pages - 89 F

SANG INDIEN ET AUTRES NOUVELLES

Prix du jeune écrivain 1989, Prix du jeune écrivain francophone 1989

Préface de Roger Vrigny

Cet ouvrage rassemble les quinze textes primés en 1989 par un jury prestigieux d'écrivains et de critiques littéraires. Des nouvelles, parfois de brefs romans, qui reflètent, à travers le langage de ces jeunes auteurs, leur angoisse, leur imagination, leur tempérament, leur monde.

Une coédition LA DÉCOUVERTE/LE MONDE

244 pages - 89 F

Monde

librairie

PLANTU

DES FOURMIS DANS LES JAMBES



Le Monde
DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Directeur centre de profit

EQUIPEMENTS INDUSTRIELS - L'entreprise française à laquelle nous appartenons réalise un CA de 2 milliards de Francs dans les métiers de l'électricité et de l'électromécanique. Il s'agit de diriger un département (90 millions de Francs de CA) où sont conçues, fabriquées et commercialisées plusieurs lignes de produits destinées à l'industrie et au secteur militaire. Véritable "patron" d'un centre de profit, ce collaborateur doit dynamiser le développement commercial, trouver de nouveaux produits et de nouveaux marchés, animer son équipe. Ce poste convient à un ingénieur (A&M, ENSI, etc...) de 35 ans environ, ayant une expérience de vente de produits industriels, de préférence en électromécanique ou électrique. La pratique de l'anglais est nécessaire. Ce poste est basé à **Paris.**

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1108.90 M à notre conseil, 61 Boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

BANQUE SOFIREC
Groupe La Compagnie Financière Edmond de Rothschild

Directeur Commercial Région Sud

basé à Marseille

De formation Grande Ecole ou équivalent, il possèdera au minimum 15 ans d'expérience de la Banque lui ayant permis d'assumer des fonctions de management et d'encadrement d'équipes et l'ayant formé aux négociations commerciales dans le secteur PME/PMI.

Nous lui confierons le développement des activités d'Affacturage dans le Sud de la France et la responsabilité de l'Agence Bancaire de Marseille.

Rattaché au Directeur Général et membre du Comité de Direction, il animera, contrôlera et dirigera un groupe de 25 personnes environ.

Votre candidature adressée sous référence LM/MAB/2010 sera traitée avec la plus grande discrétion par notre conseil :

Hay Managers
14, rue F. Joliot
13763 LES MILLES CEDEX

TOBACCOR
Division Tabac du Groupe Bolloré Technologies

2700 personnes - 1,5 milliard de CA - 110 millions de Résultat Net

Nous sommes un groupe industriel installé en Afrique Francophone et en Océanie où nous gérons 10 usines de TABAC. Nos perspectives de croissance sont exceptionnelles et nos implantations vont s'étendre prochainement à d'autres pays du monde.

Directeur Général Expatrié

Nos filiales ont une position dominante dans la Fabrication et la commercialisation des cigarettes dans chaque pays où elles sont installées. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un Directeur Général pour l'une de nos filiales à l'étranger.

Homme de communication, il aura le souci de développer des relations harmonieuses avec les autorités et avec les partenaires extérieurs à l'entreprise comme avec le personnel qu'il aura la responsabilité d'animer.

Soucieux de l'efficacité du marketing et de l'importance d'une bonne maîtrise de la distribution, il devra faire du développement des ventes sa priorité.

Son expérience industrielle lui permettra de rechercher en permanence l'amélioration de la qualité de la productivité et les résultats financiers seront son premier critère de succès.

Vous avez une expérience Marketing, Commerciale et/ou Industrielle et vous êtes attiré par un poste de Direction Générale expatrié, tout en restant attaché à un groupe français au dynamisme exceptionnel. Nous vous offrons une opportunité si vous avez au moins 10 ans de carrière professionnelle et un niveau de Direction Générale confirmée.

Nous vous remercions d'adresser votre CV, lettre manuscrite, sous référence M à J.C. BOE CST - 9, rue Salomon de Rothschild - 92150 SURESNES.

Nous sommes un important groupe industriel spécialisé dans la construction et la vente de groupes électrogènes (400 personnes 730 MF CA) leader sur son marché.

Nous recherchons pour notre établissement situé en **région parisienne** (85 personnes).

UN DIRECTEUR

En relation avec le PDG dont il dépendra, il participera à l'élaboration et à la mise au point de la politique de l'entreprise dont il coordonnera la mise en oeuvre et sera responsable de la réalisation des objectifs définis.

De formation Ingénieur Electromécanicien, les candidats devront justifier :
- de réelles aptitudes commerciales et de communication,
- de plusieurs années d'expérience dans la direction de services techniques ou d'ingénierie,
- d'une bonne pratique de la gestion du personnel.

La pratique courante de l'anglais est souhaitable.

Merci d'adresser candidature + CV + prétentions s/réf 4825 par fax N° (1) 49.10.95.72 ou à **EUROMESSAGES** BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

PARIS LYON STRASBOURG MARSEILLE EUROMESSAGES

Le Monde
CADRES

***Le Monde,* point de rencontre des grandes ambitions.**

Pour son département "Veille technologique", France Télécom recherche

Chargé d'études

Vous conduirez des analyses technico-économiques sur le développement de nouveaux produits et services dans le secteur des télécommunications de la voix, de l'image et des données.

De formation technique supérieure (bac + 5), votre expérience vous a donné une bonne connaissance du milieu industriel. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Ce poste est basé en région parisienne avec de courts déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV), à la Direction des Affaires Industrielles et Internationales, SEDE/Agence d'Evaluation Technologique, 38-40 rue du Général Leclerc, 92131 Issy-les-Moulineaux Cedex

FRANCE TELECOM
UN AVENIR D'AVANCE



GROUPE TESTS

Filiale de CEP Communication, nous constituons le premier Groupe de Presse Informatique Electronique et Télécoms et éditons 14 titres qui occupent une place de leader incontesté sur leurs marchés respectifs.

L'important développement de nos activités lié à notre volonté d'anticipation, nous amènent à renforcer nos structures en procédant au recrutement de :

CHARGE(E) D'ETUDES
Réf. JE

- Rattaché(e) à la Direction du service diffusion, vous serez plus particulièrement chargé(e) de l'évolution et du suivi des statistiques commerciales ainsi que de la constitution des tableaux de bord.
- Vous effectuerez le suivi des budgets, collaborerez à l'élaboration de ceux-ci et assurerez l'interface avec les services comptables.
- Vous serez en outre chargé(e) de la mise en place des outils de prévision et de simulation.
- Vous êtes diplômé(e) en informatique de gestion (minimum Bac+2) et maîtrisez les outils statistiques de base ainsi que la pratique des logiciels micro-informatique (types bases de données et tableurs).

CHEFS DE PUBLICITE (H/F)
Réf. PHT

- Passionnés par l'univers de la communication, vous alliez sens du contact et forte capacité de travail.
- Vous êtes diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, soit en mesure de nous prouver une première expérience commerciale particulièrement réussie.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite et photo) en précisant la référence du poste à :
CEP Groupe Tests
Direction des Ressources Humaines
5, place du Colonel-Fabien - 75010 PARIS



ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

GRANDE ECOLE PARIS
recrute
pour son Département Formation Continue

UN FORMATEUR

ingénieur et/ou urbaniste

Il aura à concevoir, monter et animer des stages et des cycles de formation pour ingénieurs et cadres au sein d'une équipe pluridisciplinaire.

Une expérience confirmée du métier de formateur est requise. La connaissance du secteur du génie civil et/ou de l'aménagement est souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 8810
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy - 75007 PARIS

F.F.M.J.C.
recrute

1) Centre de formation professionnelle de Rennes

Formation de Directeurs(trices) de M.J.C., Chef de Projet de développement social et culturel sur 2 ans, rémunération Etat, mise en poste et certification universitaire (BAC + 4) à l'issue de la formation Publique : Animateurs socio-culturels formés et 3 ans d'expérience minimum.

2) MISE EN POSTE DIRECTE

Directrices(teurs) de M.J.C.
Exigées : cinq années d'expérience de direction.
Formation : BAC + 4 ou équivalent.
Age maximum : 35 ans.

CONCOURS NATIONAL DE RECRUTEMENT EN AVRIL 1990
DOSSIER DE CANDIDATURE A RETIRER AVANT LE 20 MARS à la F.F.M.J.C.
15, rue La Condamine
75017 PARIS

Dans le cadre de son développement,
SCET-CONGRES
recherche des

DIRECTEURS DE PALAIS DES CONGRES

pour prendre en charge la gestion et l'animation de ces structures dans le contexte de l'action économique locale. Une expérience confirmée dans le domaine des congrès, expositions... est demandée.

Les dossiers de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) doivent être adressés à la SCET, Service Recrutement, 4 place Raoul Dautry, 75741 Paris Cedex 15, sous réf. M/262.

Le Monde CADRES — *Le système télématique expert de l'emploi des cadres* 3615 LM

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT ACTIVITE CREDIT-BAIL

Toulouse

Pour poursuivre son développement, cet Etablissement Financier Régional - appartenant à un réseau *bancaire français de premier plan* - recherche le responsable du développement commercial de l'activité Crédit-Bail (mobilier et immobilier) et de son intégration dans la gamme des produits et services offerte à la clientèle. Il devra former, animer et assister les forces de vente, tout en participant activement *aux actions régionales* auprès des Entreprises, en diffusant l'image de cette technique et en étant garant du savoir-faire (tant interne qu'externe). Il organise la collecte des informations régionales, définit les orientations et coordonne les opérations. Il assure le relais des actions nationales spécifiques *à l'activité Crédit-Bail et sera, bien sûr,* responsable du développement et de la gestion de son marché.

De formation supérieure, vous maîtrisez parfaitement les techniques du Crédit-Bail au travers d'une expérience commerciale réussie *d'environ 5 ans. Homme de terrain,* vous êtes un formateur et un animateur d'équipe. Créatif, vous saurez convaincre et faire vivre concrètement et durablement les actions engagées. Dynamisme commercial, sens du risque, implication, aptitude aux relations humaines seront garants de votre succès.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 24/3522 B à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM



La SOREFI MIDI PYRENEES, Organisme Financier Régional des Caisses d'Epargne, a pour vocation d'assurer la décentralisation et le développement du Réseau Ecureuil Régional. Pour accroître ses performances, elle crée aujourd'hui le poste de

SECRETAIRE GENERAL ADMINISTRATIF

Toulouse

Chargé de prendre en charge, au quotidien, les services généraux et l'administration : relations sociales (gestion, formation, CE, syndicats...), fonction juridique (législation, contrats bancaires et financiers...), l'organisation interne (informatique, bureautique, prise en charge du quotidien, définition des tâches...), l'intendance, la logistique.

Rattaché au Président du Directoire, c'est un généraliste très opérationnel qui propose et met en oeuvre toute action susceptible d'optimiser l'efficience de l'entreprise.

De formation Juriste, le candidat que nous recherchons possède une expérience réussie significative dans un milieu financier ou bancaire.

Sa diplomatie, son pragmatisme, son sens de la communication et de l'écoute, son autorité, sa compétence, son souci de la vie sociale interne seront garants de sa réussite.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 24/3522 A à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

GERLAND
SOL INTERNATIONAL

Le Marketing de nos marchés internationaux

Nous sommes les premiers fabricants français de revêtement de sols et murs et renforçons notre orientation internationale : l'Europe d'abord, notre "marché intérieur", où nous avons déjà une structure très organisée de filiales et de réseaux commerciaux, le reste du monde ensuite où nous développons notre présence sur les zones porteuses et recherchons de nouveaux secteurs opérationnels.

Deux activités principales : le "bâtiment" où nos produits sont prescrits directement aux architectes, aux maîtres d'oeuvre ou d'ouvrage et aux entreprises de pose, le "négoce" où nous sommes distribués par les circuits modernes et les magasins spécialisés.

Votre mission, dans ce contexte, consiste à analyser tous les éléments du mix, par marché et pays, puis à proposer des actions, aider à les concrétiser et en assurer le suivi. *Marketing très opérationnel, très "terrain"*, tout en contacts avec les hommes des produits et ceux de la vente. Beaucoup de déplacements, surtout en Europe.

Poste très riche d'initiatives et de responsabilités pour un jeune sup de co, de moins de 30 ans, déjà aguerri à la vente ou au marketing, parlant parfaitement anglais, et si possible allemand, et capable de préparer dans ces fonctions son avenir chez nous.

Avant de nous répondre, renseignez-vous sur nous, sur nos produits, sur notre équipe (*minitel 3614 search*Gerland*). *Merci d'adresser votre dossier sous réf. SLS20M à SEFOP* notre conseil.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable des systèmes d'information sociale

HENKEL FRANCE, (CA de 5 mds, 3 100 personnes, 12 usines, 9 sociétés), nous sommes la première filiale du groupe allemand HENKEL KGaA et l'un des principaux acteurs européens des marchés des lessives, des cosmétiques, des produits d'entretien, des colles et adhésifs.



Au sein de notre Direction des Relations Humaines devenez notre Responsable des systèmes d'information sociale.
Dans un contexte de fort développement vous mettez en synergie l'ensemble des moyens nécessaires à une gestion efficace, à court et moyen terme, des ressources humaines de l'entreprise *et dirigez une équipe de 10 personnes.*

Votre mission :
- encadrer et gérer l'activité de nos services Paye, Administration et Systèmes d'Information.
- animer et coordonner les Etudes Sociales en vous impliquant personnellement sur certains projets.
- participer au développement du système d'information sociale, au moyen notamment de l'outil informatique.

De formation supérieure scientifique et sociale, vous avez acquis une expérience significative de la conduite de projets et de l'animation d'équipe, une bonne connaissance de la fonction personnel et une excellente maîtrise de l'outil informatique. Sensibles à vos qualités d'organisation et de communication, nous saurons gérer, avec vous, votre évolution professionnelle.

Merci de transmettre votre dossier sous référence RSIS/M à l'attention de Philippe Grié : HENKEL FRANCE, Direction des Relations Humaines, 150 rue Gallieni 92100 BOULOGNE.

La chimie directement utile

Droit des Affaires

JURISTE SENIOR

Organisme privé de 750 personnes bénéficiant d'une renommée mondiale, nous jouons un rôle de premier plan dans l'activité économique française et bientôt européenne. Nous voulons renforcer notre service juridique.

Véritable bras droit du Responsable juridique, vous interviendrez de façon autonome en matière de droit des affaires, du contentieux, *des garanties, du droit fiscal. En outre,* vous serez chargé du traitement et de la diffusion des informations juridiques (Loi - Jurisprudence) à l'ensemble des services de la société.

Vous êtes titulaire au minimum d'une Maîtrise, DEA de droit des Affaires, ou mieux d'un DESS de juriste d'affaires, et justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans acquise en cabinet d'Avocats ou de Conseils juridiques. Pratique de l'Anglais vivement appréciée. Perspectives de carrière pour un élément de valeur. Poste basé à Paris 8ème.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 11/2026 R à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Coopération scientifique et culturelle internationale

Important Organisme spécialisé dans l'accueil et le suivi administratif et financier de ressortissants étrangers en formation supérieure ou en stage en France

recherche

CHARGÉ(E) DE MISSION

- Formation supérieure (Economie, Gestion ou Sciences Humaines),
- Expérience professionnelle de préférence à l'étranger en Organisation et/ou Education (2 ans minimum),
- Fort potentiel relationnel et goût du travail en équipe,
- Motivation réelle pour le développement et les échanges internationaux.

Poste au sein du Département chargé des études, du développement et des relations extérieures.

Basé à PARIS

Déplacements fréquents à l'étranger, notamment Afrique noire et Maghreb.

Rémunération annuelle de départ de l'ordre de 140 à 150 KF.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite et photo s/nº 8798 Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris

à partir du LUNDI 5 MARS (daté 6)

LES NOUVELLES RUBRIQUES

d'offres d'emplois du Monde

Lundi daté mardi : Section C économie
- LE MONDE *des DIRIGEANTS* (Postes de + 400 KF)
- LE MONDE *des JURISTES*
- LE MONDE *de la GESTION*

Mardi daté mercredi :

1) Section C économie
- LE MONDE *des CADRES*
- LE MONDE *de la FONCTION COMMERCIALE*

2) Pile séparée emploi
- LE MONDE *de l'INFORMATIQUE*
- LE MONDE *des SECTEURS DE POINTE*

Mercredi daté jeudi : Section C économie
- CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES (couplage avec sept titres européens)
- LE MONDE *INTERNATIONAL* (postes basés à l'étranger)
- LE MONDE *des CADRES*

Tous les mercredis en kiosque :
Emplois Cadres
et sur **3615 LM** un mois d'offres d'emplois parues dans Le Monde.

Régie de communication
recherche son

DIRECTEUR (H/F) DE LA COMMUNICATION ET DE LA PUBLICITÉ

Expérience 3 à 5 ans dans régie publicitaire ou agence de publicité. Dynamique et autonome, vous avez le sens de l'organisation, de l'animation et des contacts.

Nous offrons de réelles responsabilités opérationnelles et une rémunération motivante au sein de notre équipe.

Envoyer lettre, CV et prétentions au journal sous le nº 8805
Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.



recherche pour leur activité "PROMOTION IMMOBILIERE" sur Paris et première couronne

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT CONFIRME

Diplômé de l'enseignement supérieur, doté d'une énergie intense, d'un sens aigu des contacts et de la négociation, d'un goût affirmé pour l'immobilier, ayant une bonne connaissance des secteurs du logement et des bureaux, vous serez responsable de l'initiation, de la négociation et du montage des affaires nouvelles : intégrant la stratégie de développement du groupe, de l'étude de faisabilité à la mise au point des projets y compris leur vente aux investisseurs le cas échéant.

Votre rémunération, très motivante, fonction de votre expérience et de votre performance comprendra un intéressement et la possibilité de participer aux tours de table des opérations que vous aurez montées.

Nous concevons des espaces de vie.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
Madame Yvette Trescarte, Responsable des Relations Humaines
31, rue Ernest Renan 92130 ISSY LES MOULINEAUX.

Société implantée dans le Sud-Ouest
filiale du groupe Elf Aquitaine
recherche

Son chef du service administratif

Formation juridique (DESS - DEA droit) avec une *expérience d'au moins 5 années dans un poste similaire.*

Adresser votre candidature sous nº 8796
Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeune ESC

Analyser, définir et affiner des stratégies commerciales adaptées à chaque pays.



1700 personnes, 3 usines, sur le marché des emballages industriels, de la verrerie de table (Vereco, Crescendo...) et des bocaux à conserves (Le Parfait), réalise 1 Md de F de CA dont 30% à l'export.

Garant d'une gestion rigoureuse des produits, vous interviendrez, tant sur nos marchés français qu'à l'exportation (80 pays), pour mettre au point des outils de suivi fiables et opérationnels et notamment le suivi et l'harmonisation des conditions tarifaires de nos clients.

Rattaché au Directeur Commercial grand public, vous contribuerez activement à l'orientation de la politique commerciale, en partie grâce à une écoute attentive de nos équipes vente et marketing. Vous maîtriserez rapidement nos marchés et participerez aux décisions finales.

De formation supérieure type ESC (option contrôle de gestion), vous pratiquez l'analyse budgétaire. Cette mission requiert à la fois des qualités de gestionnaire et un réel sens commercial acquis au cours d'une expérience de vente.

Bien sûr, vous pratiquez couramment l'anglais. Votre réussite à ce poste vous permettra de saisir des opportunités d'évolution au sein du Groupe BSN. Poste basé à Reims.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 64 M à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

HM Hervé & Millet Conseil

X, ECP, MINES, HEC...

DIRECTEUR DE GROUPE DE FILIALES

Un puissant groupe français, leader et en développement, recherche le Directeur d'un ensemble de filiales en France.

Il sera chargé :
- d'animer plusieurs directeurs de centres de profits;
- de créer de nouvelles implantations;
- de négocier des contrats à niveau élevé

Ce poste conviendrait à un candidat de premier plan ayant déjà assumé avec succès des responsabilités opérationnelles de direction de centres de profits importants.

Il aura environ 10 à 15 ans de vie professionnelle et il témoignera de solides qualités de négociateur, de gestionnaire et d'animateur ainsi que d'un réel potentiel d'évolution.

Poste basé au choix à Paris ou grande ville universitaire Ouest.

Ecrire sous réf. 9B 1650-9M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Société de haute technologie développant ses activités dans un environnement international, filiale d'un important Groupe Français, recherche, pour son Siège Social situé à SURESNES (92)



juriste

Adjoint au Chef du Département Juridique

A 35 ans environ, vous possédez un Doctorat en droit et justifiez d'une bonne expérience de juriste généraliste au sein d'une importante entreprise du secteur industriel.

En collaboration étroite avec le Chef du Département Juridique, votre sens du conseil et votre esprit d'équipe vous impliqueront dans tous les aspects de la fonction :
- la préparation et la négociation des accords, conventions et contrats (nationaux et internationaux),
- le traitement des aspects juridiques liés aux opérations sur les sociétés,
- le conseil juridique aux différentes directions de l'entreprise,
- la gestion des contentieux.

La maîtrise parfaite de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions s/réf. 79435 à CONTESSE, 38, rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

CONTESSE

Crédit bail immobilier : une naissance grâce à votre maturité.

Filiale d'un très important groupe financier, nous assurons sans relâche la conquête du marché. C'est ainsi que nous créons une structure spécialisée en crédit bail immobilier, qui d'ores et déjà, peut être alimentée par de nombreux dossiers.

A 30-35 ans, vous pouvez faire valoir, après votre formation supérieure, 5 à 7 années d'expérience du crédit bail, en tant qu'exploitant ou chargé d'affaires. Vous êtes donc devenu un specialiste de la recherche, du montage et du traitement d'opérations complexes, et ce, jusqu'au back-office.

Parce que vous êtes capable de travailler en équipe, que vous vous montrez relationnel(le) à tous les échelons, nous vous proposerons d'assurer le développement de cette nouvelle entité. Outre votre technicité et votre extrême rigueur, c'est bien entendu votre dynamisme qui vous permettra très vite de confirmer vos responsabilités. Vous êtes intéressé(e) ? Alors adressez votre dossier à Philippe Vuitteney, associé du cabinet Sirca - 140, boulevard Haussmann - 75008 Paris, sous référence 111 885 LM.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

Société de CREDIT-BAIL leader dans son domaine d'intervention (3 milliards de francs de réalisations annuelles). Filiale d'un groupe bancaire de première importance, recherche :

CADRE COMMERCIAL

Responsable de son secteur Energie et Equipement des Collectivités

au sein du département prescripteur il aura pour mission de développer les produits de financement de la société (crédit-bail, location financière, prêts, ...) dans le domaine de l'énergie et des équipements des collectivités.

Agé de moins de 35 ans le candidat devra justifier d'une expérience commerciale réussie dans une société de crédit-bail, ainsi que d'une bonne connaissance des principaux intervenants sur ce marché (producteurs d'énergie, exploitants de chauffage, ...).

Une expérience professionnelle dans un organisme de financement spécialisé de type SOFERGIE, serait appréciée.

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite + photo à Martine GAZEL - AUXIFIP - 12, rue Chauchat - 75009 PARIS

PUBLIPANEL

EXPLOITANT PME-PMI
SENIOR

Membre d'un groupe international, NSM *est une banque commerciale privée à forte vocation financière. A une clientèle de haute qualité, nous offrons un service personnalisé, alliant tradition et innovation.*

EXPLOITANT PME-PMI SENIOR. *Placé sous l'autorité immédiate du responsable du département entreprises de notre importante succursale parisienne, vous développez de façon autonome un portefeuille de clientèle dans les secteurs d'activités économiques les plus divers. Vous prenez également la responsabilité d'une équipe constituée de plusieurs collaborateurs.*

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience de 5 années en exploitation qui vous a permis de démontrer votre sens commercial et vos réelles capacités d'animation d'équipe.

Madame Théron vous remercie de lui répondre par courrier sous référence EPP/M/0290, NSM, BP 46608, 75366 Paris *Cedex* 08. *Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.*

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet — NSM — GROUPE ABN BANK

SOPHOR
Conseil de Direction
recherche

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

VOUS :
- Voulez prendre des responsabilités et avoir une plus grande autonomie au sein d'une équipe à la fois jeune et expérimentée.
- Souhaitez des conditions de rémunération et d'intéressement attractives.
- Etes diplômés d'une grande école.

NOUS :
- Voulons vous associer à nos missions de développement du management stratégique :
  — projet d'entreprise ; résultat d'une dialectique entre stratégie et culture
  — analyse et mise en œuvre stratégique sous forme participative
  — management des ressources technologiques et de l'innovation
  — réactivité stratégique des structures.

Notre marché en plein développement nous pousse à compléter notre équipe par :
— au moins un SENIOR CONSULTANT (ayant minimum 6 à 8 ans d'expérience dans un Cabinet important).
— au moins deux CONSULTANTS avec une première expérience industrielle, commerciale ou financière en entreprise.

Le reste, nous le verrons ensemble.
Adressez votre dossier de candidature à Noëlle WARNIER S.A. SOPHOR Conseil - 7, rue Jean-Mermoz 78000 VERSAILLES. Merci

---

Notre société 400 millions de CA, 420 personnes dont 340 dans les deux usines- appartient à une multinationale américaine.
Nous fabriquons et commercialisons des fournitures de bureau et articles de papeterie sous des marques réputées.
Notre développement se fait notamment par rachats d'entreprises mais aussi grâce à une technologie performante et à une gestion très rigoureuse.
Notre culture d'entreprise s'appuie sur l'échange et l'adhésion. Nous recherchons notre

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Une création de poste pour un technicien et un stratège

Vous êtes responsable de la gestion du personnel, du recrutement, de la formation, des relations avec les partenaires sociaux. Vous créez les outils nécessaires au maintien d'une bonne politique sociale (politique de rémunération, mise en place d'un système d'informations efficace...), vous mettez en oeuvre une véritable DPO.

Dépendant du DAF, vous encadrez, pour débuter 3 personnes.

De formation supérieure, vous avez plusieurs années d'expérience dans une fonction personnel, si possible en milieu industriel. Vos qualités personnelles : rigueur, méthode, souplesse et fermeté, goût prononcé pour la communication, capacité à proposer une stratégie cohérente à long terme...

Merci de vous adresser à notre conseil sous réf.M 557 qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

ornicar 6 rue Halévy 75009 PARIS



Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

MATERIALS MANAGER

Sophia Antipolis - Côte d'Azur

Matériel médico-chirurgical - Cette unité de production pour l'Europe (*110 personnes actuellement*), d'un important groupe international, recherche son "materials manager". Sous l'autorité de "l'operation manager", il prendra en charge l'ensemble de la gestion des flux de l'unité: gestion des commandes, planning, ordonnancement-lancement, stock, achats-approvisionnements, logistique, dans un univers fournisseurs-entreprise-clients très international. Il sera aidé, dans sa tâche, par une équipe de 9 personnes. Ce poste s'adresse à un ingénieur de 30 ans minimum, ayant une bonne expérience de la GPAO (MAPICS, MRP) et si possible de la fonction au sens large dans un contexte similaire (petite et moyenne séries dans une unité internationale). La pratique de l'anglais courant est nécessaire. La rémunération, l'entreprise et son contexte, ainsi que le site, sont de nature à motiver un candidat de valeur. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/X5158M - PA *Consulting Group* - **4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90.** (PA Minitel 36.15 code PA)



Creating Business Advantage

JEUNES DIPLOMES

BAC + 5 SCIENTIFIQUE - TECHNIQUE - COMMERCE

OSEZ L'INFORMATIQUE ET LA FINANCE

SSII française, parmi les premières sur les marchés Banque, Bourse, Finance, elle est aussi la meilleure **«prépa» aux métiers de l'informatique** : après 3 mois de formation vous participerez à la réalisation de Projets. Et vous apercevrez très vite qu'il existe mille et une occasions d'enrichir vos compétences.

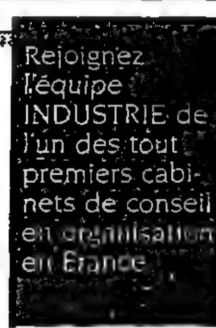
Car à la SITB, tout va très vite. L'explosion de ses domaines d'application fait naître chaque jour des besoins nouveaux. Dans la grande variété des missions offertes, nous cherchons ensemble celle qui convient le mieux. Attention... soyez curieux, observateur : c'est à vous d'aller au devant des opportunités. Ensuite, vous serez surpris de la rapidité avec laquelle vous prendrez des responsabilités.

Autonomie, ouverture, compétence et qualité : c'est cela la SITB. C'est aussi plus de 950 personnes et une croissance qui n'est pas près de faiblir.

Muriel NEVEU, vous invite à lui adresser votre candidature s/réf. PROMO/M à SITB Recrutement, 137 Boulevard Voltaire, 75011 PARIS.



VOTRE VALEUR EST A LA HAUSSE



CONSULTANTS EN ORGANISATION

Diplômé d'une grande école, vous justifiez d'une première expérience (2-3 ans) de conduite d'actions d'organisation au sein d'un groupe industriel ou d'une société de conseil ou de services en informatique. Vous souhaitez participer à des projets ambitieux et diversifiés : conception et intégration de systèmes d'information, mise en œuvre de systèmes de pilotage, amélioration de productivité et de qualité, pilotage de grands projets...

Intégrer notre Département Industrie, c'est pour vous l'opportunité de participer au développement de l'un de nos axes stratégiques et d'exprimer tout votre potentiel pour évoluer.

Postes à pourvoir à Paris et Lyon.

Adressez votre candidature sous référence 105, à Catherine Bocquet, ORGACONSEIL, 64 rue du Ranelagh, 75016 Paris.





Société d'études qualitatives de marchés

recherche

DEUX CHARGÉS(ES) D'ETUDES SENIORS

(expérience d'animation et d'analyse : 2 ans au moins dans un institut qualitatif)

UN(E) CHARGÉ(E) D'ETUDES JUNIOR

(Expérience un an au moins dans un Institut ou chez un annonceur)

Formation : Psycho/Socio/Marketing

Envoyer C.V. à :
Société FEED-BACK
10, rue aux Ours - 75003 PARIS

Depuis un an et demi, notre filiale Parisienne, Conseil en développement, a prospéré *autour de la motivation - stimulation des ressources humaines* et de la structuration de projets d'entreprises.
Nous créons aujourd'hui l'activité Recrutement et recherchons un

CONSULTANT RECRUTEMENT CONFIRME

A 30/35 ans il est fort d'une formation grande école d'ingénieur ou de gestion et possède :

- une pratique confirmée du recrutement de cadres en cabinet ou en entreprises,
- une expérience et une forte motivation commerciale,
- *une connaissance spécifique si possible dans les domaines suivants* : high-tech, informatique ou télécommunications.

Imprégné de nos techniques, il prendra en charge le développement du portefeuille existant et mènera à terme les différentes missions qui lui seront confiées.

Rémunération non plafonnée très motivante.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Philippe HERBLIN

HERBLIN CONSEIL
20, avenue Franklin Roosevelt
75008 PARIS

HC

code Herblin — PARIS-NICE — Herblin Conseil

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Un des leaders du marché du crédit aux particuliers, filiale d'un groupe prestigieux, accueille à son siège (banlieue Sud de Paris)

un contrôleur de gestion

Venez renforcer une équipe dynamique, où vous participez *à la mise en place et au suivi de la comptabilité analytique,* des comptes d'exploitation par produit et de la budgétisation correspondante.

Vous avez moins de 30 ans, une bonne formation supérieure (ESC, Ecole d'Ingénieurs) et une formation comptable complémentaire. Vous avez déjà exercé vos talents en contrôle de gestion dans un établissement financier ou une banque, ou venez d'un cabinet d'audit.

Dans cette entreprise en forte croissance, qui confie vite des responsabilités importantes à ses jeunes "hauts potentiels", vos perspectives d'évolution en France ou à l'étranger découlent de votre réussite.

Ecrivez à Mme M.C. TESSIER consultante (réf. 5558LM)
à "Carrières Gestion Finances"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

Nous sommes un des leaders mondiaux dans notre domaine. *Pour faire face au développement de nos activités en France* (1 milliard de FF de CA) nous offrons le poste de

Directeur Financier et Administratif

à un professionnel confirmé de la Finance/Administration. Capable de manager, gérer et organiser, il aura la responsabilité des services comptabilités, contrôle de gestion, administration des ventes, crédit-trésorerie, informatique...

Mais surtout, il est chargé de faire évoluer notre organisation *administrative et l'environnement informatique suite à la* fusion de deux sociétés.

Diplômé d'Ecole de Gestion/Expertise Comptable, personnalité solide et de rigueur, apte à s'intégrer dans un environnement anglo-saxon en mouvement, le candidat parle anglais.

Si cette opportunité vous intéresse, merci de nous écrire sous référence RVR DAF/M/02 à ***Arcos & Partners s.a.***, 6 Avenue d'Eylau 75116 PARIS.

Arcos & Partners s.a.



Groupe

COMPAGNIE FINANCIERE DE L'ARCHE

■ Créé début 1990, le Groupe réunit des partenaires prestigieux de la finance (AXA-MIDI, CREDIT FONCIER DE FRANCE...) et de l'immobilier (AUGUSTE THOUARD, PIERRE ET VACANCES, LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS, COPRIM...),

■ Doté d'importants moyens financiers, à la hauteur de ses *ambitions, il innovera et interviendra* dans tous les domaines de l'immobilier (promotion, crédit, investissement)...

■ *Pour sa filiale* **ARCHE CREDIT**, spécialisée dans les crédits immobiliers à court, moyen et long terme, il recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

■ *Au sein d'une équipe jeune, motivée et dynamique*, il devra assurer la mise en place et la responsabilité du back office (secrétariat administratif, *gestion du personnel, comptabilité*, moyens de paiement, moyens matériels).

■ En fonction de son expérience et de ses *capacités*, il pourra se voir confier d'autres missions de même type au sein du Groupe.

■ Le poste, basé à Paris-La-Défense, s'adresse à *un cadre* bancaire âgé de 35 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et possédant une réelle expérience.

■ Rigueur, dynamisme, capacités d'adaptation et d'initiative sont des qualités indispensables.

■ La rémunération, motivante, sera fonction de la valeur et de l'expérience. Elle inclura un intéressement *significatif* aux résultats de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V, photos, *salaire actuel et prétentions*) à ARCHE CREDIT - La Grande Arche - 1, Parvis de la Défense Cédex 41 - 92044 PARIS LA DEFENSE.

MAIRIE DE POITIERS (VIENNE)
(plus de 80.000 habitants) recrute

ou *1 ADMINISTRATEUR CONTRACTUEL H/F*

*Il (elle) sera chargé auprès du secrétaire général des pro*blèmes d'organisation et de méthode.

Profil :
Expérience souhaitée en contrôle de gestion et en pratique d'audits internes, connaissance indispensable en matière d'informatique et d'analyse financière.
Situation statutaire : Contractuel, ou Administrateur recruté selon les règles statuaires de la fonction publique territoriale applicables au cadre d'emploi des administrateurs (dont notamment mutation ou détachement).

Adresser candidature et C.V. à :
M. le Maire de la Ville de Poitiers
Hôtel de Ville - 86021 POITIERS CEDEX
Tél. : 49.88.82.07
avant le 31 Mars 1990

BANQUE INTERNATIONALE NEUILLY

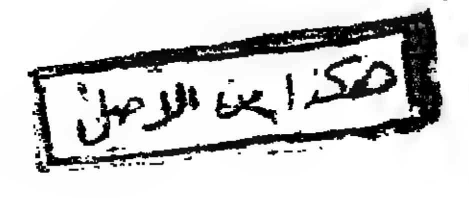
recrute

SPECIALISTES CREDITS DOCUMENTAIRES

Classes III ou IV. BAC + 2 minimum.
Anglais parlé écrit indispensable.

Ecrire s/réf. 2534 par Fax (1) 49.10.95.72 ou à **EUROMESSAGES** BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité vous sont assurées.







Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Investissez-vous dans la finance.

La DIRECTION DES SERVICES FINANCIERS ET DE CONTROLE DE GESTION D'IBM FRANCE recherche des

CADRES FINANCIERS

pour rejoindre, dans une première étape de carrière, ses équipes de :

- audit,
- études de financement,
- consolidation et études comptables,
- filiales financières (tarification, planification, études).

Cette offre s'adresse à des diplômé(e)s de GRANDES ECOLES SCIENTIFIQUES ou de COMMERCE (X, HEC, ou équivalent), EXPERTISE COMPTABLE, ayant éventuellement 2 à 3 ans d'expérience.

Ces postes situés à PARIS LA DEFENSE et à ORLEANS (consolidation et études comptables) nécessitent une parfaite connaissance de l'anglais en raison de leurs implications internationales.

Les éléments de valeur se verront confier par la suite d'autres postes à responsabilités dans les domaines les plus variés.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) sous référence FIN01 à : IBM France, Département Recrutement, 5, place Vendôme 75001 PARIS.

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

CONSENSUS





Une banque française, filiale d'un groupe bancaire international, recherche un

Sous-Directeur d'Agence

Région Parisienne

Directement rattaché au directeur de l'agence, il l'assistera dans son rôle d'animation de l'équipe commerciale et contribuera à la gestion et au développement du fonds de commerce.

Vous avez entre 25/32 ans, vous êtes de formation supérieure et vous avez une expérience de 2 ans minimum de l'exploitation entreprises.

Vous désirez dynamiser votre carrière et rejoindre une banque en pleine croissance au sein de laquelle vous connaîtrez une évolution rapide en fonction de vos résultats. Dans ce contexte de qualité, votre dynamisme et votre capacité à vous investir au sein d'équipes jeunes et motivées seront vos meilleurs atouts.

Contacter Christian Katchourine au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.CK371MO.

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

4e MONDIAL - LEADER EUROPÉEN SUR LES

MARCHÉS D'OPTIONS *H/F*

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE renforce sa position et recherche des diplômés(ées) de POLYTECHNIQUE, MINES, CENTRALE, ENSAE, HEC, ESSEC, ESCP, DESS, DEA...
Vous possédez impérativement de réelles qualités d'entrepreneur et une grande rigueur. Vivacité et esprit de compétition sont des atouts majeurs.

Nous vous proposons, en France ou à l'étranger, de rejoindre nos équipes de Market Makers, Commerciaux, Recherches et Développement dans un contexte dynamique d'autonomie. Ces réelles opportunités d'un métier passionnant, dans un secteur financier pointu offrant de belles perspectives d'évolution, ne peuvent convenir qu'à des candidats motivés et à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. MO, à Frédéric PASTRE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 29, rue Taitbout - 75009 PARIS



CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIAPA

Directeur Financier
Important Groupe de Conseils

Nous sommes un des premiers groupes de conseils français. Notre effectif est de 250 personnes et notre CA de 110 millions. Solidement implantés dans les principales villes de l'hexagone, nous poursuivons notre développement international.

Le processus de croissance du Groupe se fait par créations et par acquisitions avec l'appui de notre actionnaire majoritaire, important groupe de communication.

Dans le cadre de cette dynamique, nous recherchons l'homme qui prendra l'entière responsabilité de la fonction finance/comptabilité du Groupe.

Vous rendrez compte au président. La gestion du personnel et l'administratif vous sont également rattachés.

Agé de 32 ans au moins, de formation supérieure, une expérience comptable étant appréciée, vous avez passé 3 à 5 ans dans un cabinet d'audit, puis acquis une expérience sérieuse de Contrôle de Gestion avant d'exercer une responsabilité plus globale.

Homme de rigueur, de synthèse, ouvert et pédagogue, vous interviendrez tant auprès de la direction générale dans la définition de la politique financière liée aux stratégies du Groupe qu'auprès des responsables des centres de profit pour les rendre plus efficaces dans leur rôle de gestionnaire.

Votre candidature sera traitée très confidentiellement et rapidement.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous référence DAF/M (à noter sur courrier et enveloppe) 29/83, rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex.



BERNARD JULHIET *RESSOURCES HUMAINES*

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

BANQUE Paris 8ème

recherche

RESPONSABLE COMMERCIAL GRANDES ENTREPRISES

Au sein de la Direction Bancaire, vous ferez partie d'une équipe d'Exploitants chargés de la gestion et du développement d'un fonds de commerce d'Entreprises dans un secteur ou un groupe de secteurs industriels.

Vous aurez à promouvoir l'ensemble des produits et services de la Banque en relation et avec l'appui des autres Départements de la Direction et des autres Directions.

Agé de 30 à 35 ans, vous avez une formation supérieure : Grande Ecole Scientifique ou Commerciale ou Universitaire, 3ème cycle.

Vous bénéficiez d'une expérience de plusieurs années des relations avec les grandes et les moyennes entreprises.

Vous connaissez l'ensemble des produits bancaires y compris les opérations liées au commerce international, les produits de marchés boursiers et monétaires, les produits de placements collectifs.

Vous avez le sens du risque, un goût réel pour la négociation, l'aptitude au travail en équipe.

Si cette offre vous intéresse, envoyez lettre de candidature manuscrite, CV et photo sous référence 42 34 à SOURCES - 108, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS qui transmettra.

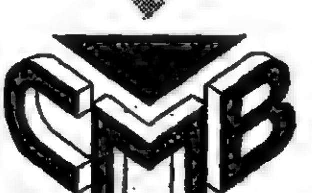
CMB INDUSTRIES PACKAGING, N° 1 français de l'emballage métallique, recherche pour son usine de ROUEN/GRAND QUEVILLY (300 MF de CA - 400 personnes)

JEUNE RESPONSABLE COMPTABILITE/CONTROLE DE GESTION

Diplômé d'une école de commerce ou titulaire d'un DECS (ou équivalent), vous disposez d'une première expérience réussie dans le milieu industriel et vous maîtrisez l'outil informatique.

Rattaché au Directeur de l'usine, vous serez aussi en liaison fonctionnelle avec le Directeur financier du siège et différents interlocuteurs sur les autres sites.

Votre ouverture d'esprit et vos talents d'organisateur vous permettront d'animer une équipe de 4 personnes.



Au-delà d'une rémunération motivante, vous trouverez dans notre Groupe en forte croissance de réelles perspectives d'évolution.

La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions à :
CMB INDUSTRIES PACKAGING
Direction des Ressources Humaines/FdB
71, rue des Tilleuls
BP 201
92108 BOULOGNE CEDEX

CA
ILE-DE-FRANCE

A 35/40 ans, de formation supérieure complétée par l'ITB, vous avez une expérience bancaire confirmée d'une douzaine d'années. Nous vous proposons d'évoluer maintenant vers de plus grandes responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet au Service du Recrutement, CREDIT AGRICOLE, 26 Quai de la Rapée, 75012 PARIS.

Réf : CA/M21

HARGE D'AFFAIRES

Nous vous proposons de gérer et de développer un portefeuille de PME/PMI et de grandes entreprises. Une connaissance des secteurs suivants, sans être exigée, serait appréciée :

- Electricité électronique,
- Pharmacie, parapharmacie, cosmétique
- Communication, publicité, loisirs
- Transport, tourisme
- Mécanique, matériel de transport

Notre offre s'adresse à des candidats pouvant justifier d'une solide pratique du risque et de fortes aptitudes commerciales.

NC communication

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION



BMW offre l'opportunité à un jeune diplômé de débuter sa carrière comme CONTROLEUR BUDGETAIRE. Dans le cadre du Département Contrôle de Gestion, il s'agit de développer le contrôle budgétaire de nos activités (auto, moto, pièces de rechange) et participer au reporting vers notre maison mère.

Une réelle adaptation et une bonne réussite dans ce poste permettront d'évoluer vers des responsabilités plus larges dans l'activité gestion au siège ou vers un poste d'animation commerciale terrain, et pourquoi pas, vers un job à l'international dans le cadre du groupe BMW.

Nous recherchons, avant tout, une personnalité bien "trempée" alliée à un bon niveau de formation (ESC, Maîtrise de gestion,...).
La connaissance opérationnelle de l'anglais et/ou de l'allemand est indispensable.

Adressez votre lettre de candidature, CV, photo et prétentions, sous référence 90/01/M, à :

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 Saint Quentin Yvelines Cedex

NORD FRANCE

(2 700 personnes, 2,2 Milliards de CA) entreprise générale de référence présente dans tous les secteurs de la construction, recherche pour

UNE DE SES FILIALES EN AFRIQUE, un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Vous serez responsable :

- de la comptabilité générale jusqu'au bilan
- de la comptabilité analytique
- de la trésorerie
- de la fiscalité
- du reporting mensuel de gestion
- de l'administration du personnel local et expatrié
- des relations avec les administrations locales (douanes/banques/etc...)

Vous avez entre 30 et 40 ans et justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans de la fonction dans le domaine du BTP à l'export, de préférence en AFRIQUE.

Vous utiliserez quotidiennement la micro informatique (tableur notamment).

La connaissance de la langue anglaise est un plus.

Merci d'adresser lettre + CV + photo + prétentions sous réf. RAC à Pascale MONNIER NORD FRANCE - Chemin de la Tourelle - LONGPONT SUR ORGE - 91810 MONTLHERY.

"L'ESPRIT D'ENTREPRISE"
NORD FRANCE



Notre groupe (C.A. : 1,8 milliards de F.; 1.500 personnes) poursuit sa politique de développement international. Dans le cadre du renforcement de notre Contrôle de Gestion, en appui aux objectifs de forte croissance du groupe, nous recherchons un jeune

CONTRÔLEUR DE GESTION

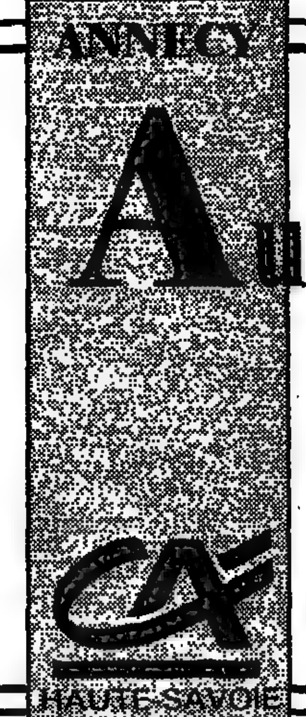
Chargé d'un secteur d'activité, vos partenaires seront les responsables, pour la France, de la *Recherche* et du Développement, ainsi que du Marketing. Intégré à l'équipe du Contrôle de Gestion, vous participerez à l'élaboration des budgets, des procédures nécessaires à leur suivi et en contrôlerez les réalisations. Vous effectuerez également toutes études servant de support aux décisions de gestion.

De formation supérieure en gestion (ESC ou équivalent), après une première expérience de deux à trois ans, vous êtes maintenant à la recherche d'une société vous permettant de valoriser votre compétence en gestion et vos qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo) à notre Conseil, Pierre CHAUSSEMIER, sous la référence C/COG/LM à l'adresse suivante : **RPC - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS.**

membre de SYNTEC





Auditeur confirmé

Entreprise en fort développement, nous utilisons des outils modernes de gestion, et notamment une informatique très évoluée.

Au sein du service Audit et Sécurité, vous serez responsable de missions d'Audit opérationnel couvrant les domaines financier et informatique.

Vous prolongerez ces missions en proposant de nouvelles solutions *d'organisation et en participant à leur mise en place.* Vous serez assisté d'un Auditeur Junior.

De formation supérieure (gestion, finance ou informatique), vous souhaitez valoriser une première expérience de 2 à 3 ans, acquise au sein d'un organisme financier ou d'un cabinet d'Audit.

Nous vous offrons de rejoindre une structure évolutive vous permettant à moyen terme d'élargir de manière réelle vos responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 201 au Crédit Agricole de Haute-Savoie, Service Ressources Humaines, BP 200, 74942 ANNECY - LE VIEUX CEDEX.

Souhaitez-vous débuter dans la finance ?

Nous sommes par exellence la banque de l'immobilier, et nous nous soucions toujours plus d'apporter à notre clientèle un service à sa mesure. C'est pourquoi l'apprentissage de nos techniques, l'acquisition de notre culture au sein d'équipes opérationnelles vous conduiront rapidement au professionnalisme qui ouvre, dans notre maison, les opportunités.

Le fait que vous soyez débutant ou presque ne nous gène pas : nous vous formerons. Certes, nous vous souhaitons diplômé d'une école de gestion ou d'ingénieurs, de sciences-po ou encore d'un 3ème cycle en banque-finance. Si, par ailleurs, vous avez acquis une première expérience du risque et des montages financiers et surtout dans l'immobilier... tant mieux !

Nous pourrions, d'ores et déjà, vous décrire les opérations que nous conduisons en immobilier d'entreprises ou bien encore le financement d'opérations de marchands de biens... Le plus simple est peut-être d'en parler, plus encore si vous vous sentez la rigueur, la disponibilité, l'implication nécessaires au développement d'une carrière. Nous avons confié à Philippe Vuitteney, associé de Sirca, le soin d'étudier votre candidature. Merci de lui adresser votre dossier sous référence 109 885M, au 140 boulevard Haussmann - 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

CHEF DE SERVICE CONTROLE DE GESTION

JACOBS SUCHARD, nous sommes leader dans le domaine de la production et de la commercialisation du café et du chocolat. Avec un chiffre d'affaires de 5,3 milliards en France, nos marques SUCHARD, *GRAND'MERE*, VAN HOUTEN, JACOBS, COTE D'OR, CARTE NOIRE, MILKA, JACQUES VABRE sont autant de grands noms sur la plupart de nos marchés qui *témoignent* de l'enthousiasme de nos 1 600 collaborateurs.

De formation SUP de Co ou DECS, vous possédez une expérience de 2 à 5 ans du contrôle de gestion. Aujourd'hui, nous vous offrons la possibilité d'une carrière passionnante au sein d'un *groupe international* . Vous participerez à l'élaboration du budget, des plans stratégiques et du reporting mensuel. Vous veillerez au respect et à l'amélioration des procédures. Vous assisterez également le Contrôleur Financier d'une de nos divisions en plein essor.

Ce poste basé à notre siège de Choisy-le-Roi (94) nécessite l'anglais courant et si possible la connaissance de Lotus.

Si vous êtes prêt à associer vos compétences à notre expérience et à notre esprit d'équipe, adressez C.V., lettre manuscrite, photo, *sous référence CG, à Laurent Amelineau* JACOBS SUCHARD FRANCE 16, avenue Jean-Jaurès - 94601 CHOISY-LE-ROI.



JACOBS SUCHARD

MEDIAPA

FINANCIAL CONTROLLER

CREATION DE POSTE

Notre Société, qui appartient au secteur des aciers spéciaux, a connu une très forte croissance ces dix dernières années pour atteindre le C.A. de 80 MF.

Nous venons de rejoindre un Groupe anglo-saxon et, dans le cadre de notre nouvelle organisation, nous recherchons notre Financial Controller.

Rattaché au Directeur Général, et animant une équipe de 8 personnes, il supervise la comptabilité, les finances, le service du personnel et l'informatique.

A 30 ans environ, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Maîtrise de Gestion...), et vous avez acquis une expérience d'au moins trois ans dans ce type de fonction, idéalement dans un environnement international. Vous parlez l'anglais et vous maîtrisez l'informatique en tant qu'utilisateur.

Pour ce poste, basé en proche banlieue parisienne, merci d'adresser votre candidature et votre rémunération actuelle sous réf. 157.01 à notre Conseil qui vous assure de sa totale discrétion :

Muriel ANIORT - COFROR - 20, place de l'Iris - la Défense 2 - 92400 COURBEVOIE.

Cofror

Vous avez le goût d'entreprendre, stimulez votre matière grise !

Nous sommes l'un des majors européens en bâtiment, génie civil, routes, installations industrielles, *électricité, offshore, ingénierie, services, car nous savons conjuguer créativité technique et imagination* financière avec efficacité.

Nos domaines d'activités sont riches de projets. Nous souhaitons vous les faire partager en vous proposant de rejoindre l'équipe financière et administrative de l'une des sociétés de notre Groupe.

Nous offrons à un HEC, ESSEC, ESCP, IEP (Eco-fi)..., débutant ou pouvant faire état d'une première expérience, un poste d'

Assistant de Secrétaire Général

Vous serez associé à l'ensemble des problèmes traités, concernant les finances, la comptabilité, le contrôle de gestion, les questions administratives et juridiques liées à la réalisation de nos chantiers.

Après une première période de 2 ou 3 ans au Siège, vous pourrez évoluer vers un poste de Responsable Administratif et Financier à l'étranger.

Vous devez maîtriser parfaitement la langue anglaise et être disponible pour de courtes missions à l'étranger. Une connaissance de la micro-informatique sera un atout.

Vous avez compris que nous cherchons un esprit ouvert, dynamique et imaginatif, aimant les challenges, capable de devenir rapidement un interlocuteur privilégié de nos équipes opérationnelles.

De notre côté, nous vous transmettrons nos compétences de vrais professionnels et serons attentifs à votre évolution personnelle.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, sous référence 70042, à *Média-System,* 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

GTM-ENTREPOSE

IMAGINER POUR ENTREPRENDRE

VGS et COPAREL, filiales du groupe international NOBEL INDUSTRIES - Division "Produits de grande consommation" (MONT-ST-MICHEL, VADEMECUM, DENIVIT, SUBSTRAL) - en forte expansion, recherchent leur

RESPONSABLE GESTION DU PERSONNEL

Directement rattaché au Directeur du Personnel, vous *aurez en charge* :

- la gestion opérationnelle des ressources humaines (250 personnes, 2 établissements, 2 forces de vente),
- le recrutement du personnel administratif et des représentants,
- l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du plan de formation,
- ainsi que la communication interne.

Pour ce poste, vous avez, à 25-30 ans, une formation supérieure ainsi qu'une 1re expérience de la fonction.

Poste évolutif basé à Nanterre (92).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Société COPAREL - M. BONNAUD 47/49, rue Sadi Carnot - B.P. 827 92008 NANTERRE CEDEX

MEDIAPA

Deloitte & Touche

Cabinet leader dans le domaine de l'audit et du conseil, nous réalisons pour nos clients des missions d'organisation à haute valeur ajoutée, *dans une structure conviviale, à taille humaine.*

Pour faire face au développement des secteurs Assurances et Industrie nous cherchons:

Un manager "Assurances"

Un manager "Gestion de Production/GPAO"

Un diplôme de grande école de commerce ou scientifique et une réelle expérience d'au moins 7 ans vous ont permis d'acquérir une compétence incontestable en systèmes d'information et contrôle de gestion dans l'un de ces secteurs.

Si vous êtes attiré(e) par une carrière passionnante dans un métier en pleine évolution, faites parvenir une lettre manuscrite + CV + photo, à Antoine Raymond, Deloitte & Touche Conseil, 185 avenue Charles de Gaulle, 92200 *Neuilly-sur-Seine.*

BDA

le meilleur investissement pour votre capital de compétences

MEDIA-SYSTEM

responsable comptabilité et systèmes de gestion, *H/F*

Venez rejoindre à Paris une agence de publicité particulièrement créative et en plein développement (40 collaborateurs), liée à l'un des groupes de communication les plus prestigieux.

Aux côtés de notre direction générale, vous couvrez *la fonction comptabilité,* gestion, administration, trésorerie, dans un environnement informatique performant. Gérer le quotidien comme développer de nouveaux outils de *gestion et être un* conseil actif est bien votre ambition.

Ecole de Gestion ou IUT, vous avez 4 à 5 ans d'expérience similaire, *si possible en agence* de publicité. Réussir chez nous vous ouvre toutes les portes.

Ecrivez à Mme M.C. TESSIER *consultante* (réf. 5562LM) à "Carrières Gestion Finances"

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON GRENOBLE LILLE NANTES TOULOUSE STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE TRESORERIE

Cet important groupe industriel français, disposant d'un très large réseau d'implantations internationales tant en unités de production qu'en divisions commerciales, recherche son futur responsable trésorerie. Dépendant directement de la direction générale et animant une équipe d'une dizaine de collaborateurs, sa mission sera de gérer la trésorerie francs et devises du groupe ainsi que le risque de change. Véritable négociateur, il traitera les conditions de tous les financements et veillera à maintenir un contact permanent avec les banques du pool. De formation financière de haut niveau, le responsable recherché dispose d'une expérience professionnelle lui permettant d'être suffisamment rompu à la pratique du métier et se sent apte à prendre la responsabilité d'une fonction primordiale pour l'entreprise. Poste basé dans une grande ville universitaire de l'Est de la France. Ecrire à D. WIRTZ en précisant la référence A/6745M - **PA Consulting Group 3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54.** (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

UN PROFESSIONNEL DE L'AUDIT COMPTABLE

Le Groupe des Mutuelles du Mans (9.000 personnes, 15 milliards de francs de chiffre d'affaires) est le premier groupe français d'assurances mutuelles. Il connaît une forte croissance, tant sur le marché français qu'au plan international où il intervient à travers ses 30 succursales ou filiales réparties sur quatre continents. Son département audit compte une dizaine de personnes et intervient dans l'ensemble des structures du groupe. Il réalise des audits opérationnels mais aussi comptables et financiers. C'est cette dernière activité qu'aura en charge le candidat qui les rejoindra. Assisté d'un collaborateur, il interviendra dans l'ensemble du groupe sur des missions essentiellement tournées vers la révision comptable et le diagnostic financier. Ce poste s'adresse à un cadre comptable de formation expertise comptable, âgé de 30 ans minimum. Il aura une expérience similaire en entreprise ou, préférentiellement, en cabinet d'expertise-comptable ou de commissariat aux comptes. Ce poste est situé au Mans et nécessite des déplacements en France et à l'étranger. Il pourra évoluer vers des fonctions de management global au sein du département. Ecrire à C. BUSO en précisant vos prétentions et la référence A/R9684M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.** (PA Minitel 36.15 code PA)

les mutuelles du mans



Très importante banque d'affaires française, notre Direction des Marchés renforce ses structures de Back-Office et recherche son :

Responsable Back-office
Devises / Eurobonds

A la tête d'une équipe de 12 personnes :

- vous assurez la fiabilité et la qualité des traitements administratifs des opérations devises en vous impliquant tout particulièrement sur les produits plus complexes ou spécifiques (NIF, Eurobonds),
- interlocuteur de la Direction de l'Organisation, vous contribuez activement à l'optimisation des procédures et des systèmes d'information du Back-Office,
- vous gérez et animez vos collaborateurs dans un double souci de formation permanente et de polyvalence sur la gamme des opérations traitées.

A 30/35 ans, de formation supérieure, votre expérience significative des opérations devises, des nouveaux instruments financiers et des Eurobonds, vous a déjà permis d'encadrer une petite équipe de Back-Office.
Vous pratiquez l'informatique et parlez anglais.
Vos aptitudes d'organisateur et de gestionnaire sont vos atouts pour réussir dans cette fonction et évoluer vers des responsabilités élargies au sein de notre banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. Y0110 à notre conseil :



GROUPE CONCEPT

2 PLACE ANDRE MALRAUX 75001 PARIS

MEDIA-SYSTEM



SNECMA • SEP • MESSIER-HISPANO-BUGATTI • HISPANO-SUIZA • SOCHATA SNECMA • FAMER • FNM • **SEPT SOCIETES, UN GROUPE**

GROUPE SNECMA, LES MOTEURS DU CIEL

Organisme Fédérateur d'un Réseau Bancaire alliant Tradition, Ouverture et Diversification recherche pour Paris

CHEF DU SERVICE AUDIT INSPECTION

Intermédiaire privilégié entre la Présidence et les Etablissements

. Il analyse et porte un jugement sur le fonctionnement du réseau.
. Il formule des propositions et assure le suivi des décisions prises.
. Il procède à des arbitrages techniques sur le terrain.
. Il prévoit les évolutions de son service.
De formation supérieure, il vient de l'inspection ou de l'audit, et a tenu, durant 7 ans minimum en qualité de responsable, soit des responsabilités polyvalentes, soit une fonction hiérarchique dans un service central.
Faire évoluer un projet, mobiliser et convaincre conditionnent sa réussite. *Référence : 2002M*

INSPECTEUR

Expert, conseil, et formateur pour l'ensemble du Réseau.

. Il contrôle sur pièces et sur place l'activité des Etablissements.
. Il analyse les aspects techniques et de rentabilité des opérations commerciales.
. Il fait des recommandations dans le domaine de la gestion et de l'organisation.
De formation supérieure, universitaire ou grande école, avec spécialisation en techniques bancaires, il a une expérience d'au moins 3 ans de l'inspection ou de l'audit en établissement financier, et possède une bonne connaissance de l'informatique.
Il sait entendre et se faire entendre. Référence : 2003M

Pour ces deux postes adressez une lettre accompagnée d'un CV aux consultants d'IGS Recrutement en précisant la référence du poste, 11 rue de La Trémoille 75008 Paris.
Après examen des candidatures un dossier d'information sera envoyé à chaque candidat retenu.

IGS RECRUTEMENT

Ville de Guyancourt (Yvelines)
en très forte expansion
recherche

Le RESPONSABLE de son Service Financier

Outre la capacité à mettre en œuvre la comptabilité et l'exécution budgétaire, il devra être à même de faire évoluer cette fonction vers une véritable Direction Financière, en impulsant le développement de la comptabilité analytique et le contrôle de gestion.

De formation supérieure - Niveau ATTACHÉ - Expérience professionnelle et connaissances en informatique souhaitées. Sens de l'organisation, rigueur et aptitude à l'encadrement.

Adresser lettre de motivation + C.V. à
Monsieur le Maire de Guyancourt
2, rue Ambroise-Croizat
78280 GUYANCOURT

2e équipementier automobile européen, associé aux plus grands constructeurs, recherche

Contrôleur de gestion

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, maîtrise de sciences économiques ou équivalent), vous justifiez d'une compétence significative de deux ans environ dans une fonction similaire en milieu industriel.

Vous maîtrisez l'anglais et l'allemand.

Vous aurez la responsabilité du contrôle de gestion, sous tous ses aspects : production, budget, prix de revient, inventaire, etc...

Votre goût du travail en équipe, votre force de conviction et la qualité de vos réalisations vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CG 20590/S à notre Conseil PG Consultants - 9/11 rue Benoît Malon - 92150 Suresnes.



ANGERS BORDEAUX NANTES PARIS RENNES TOULOUSE TOURS

MEDIA-SYSTEM

FRESHFIELDS
P-A-R-I-S

CABINET DE JURISTES INTERNATIONAUX IMPLANTE DANS 7 PAYS
recrute
dans le cadre du développement de son département fiscal,

UN(E) FISCALISTE CONFIRMÉ(E)

4 ans d'expérience minimum.
Anglais indispensable.

Adresser curriculum-vitae avec photo à :
Jean-Luc Michaud - 14, avenue Gourgaud - 75017 Paris.

P.R.Bley

La Branche Financière d'un Groupe Industriel International recherche pour ses Filiales, des

Contrôleurs de gestion

Motivés par les métiers de la Finance et de la Gestion, vous serez intégrés, dans un premier temps, au sein de nos Filiales Financière Parisiennes (banlieue Est ou Ouest), puis vous évoluerez rapidement avec une large ouverture (de secteurs d'activités ou de fonctions) tant au Siège qu'en Filiale, et qu'en France ou à l'Etranger.

Ce sont donc prioritairement des Cadres à haut potentiel que nous souhaitons rencontrer à l'occasion de ce recrutement.

H ou F, vous êtes diplômés d'une Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs, vous avez acquis une première expérience de 2 à 4 ans en Entreprise ou en Cabinet.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'espagnol sera un atout.

Merci de faire parvenir vos dossiers de candidature, sous référence MO/112 à Elisabeth MALIGAND - CABINET FRENKEL CONSULTANTS - 5, rue de la Harpe - 75005 PARIS.

FRENKEL
CONSULTANTS

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

SOUS-DIRECTEURS BANQUE

350.000 F - Sud Est

Banque régionale de tout premier plan (3.000 personnes) - Nos objectifs de développement 90/92 nous conduisent à renforcer l'équipe de cadres supérieurs de notre réseau. Nous recherchons pour le sud-est de la France plusieurs sous-directeurs capables de prendre à moyen terme (3 ans) des fonctions de directeurs de groupe. Tout en développant leur propre portefeuille de clients, ils animeront l'ensemble des exploitants d'un groupe d'agences dans la conquête de nouveaux clients, entreprises ou particuliers. Ces opportunités s'adressent à des diplômés de l'enseignement supérieur (école de commerce ou équivalence). Agés d'au moins 35 ans, ils disposeront d'une expérience reconnue comme responsable d'une agence importante ou d'une unité commerciale au siège. Ils sont généralistes ou spécialistes particuliers ou entreprises. La rémunération sera de l'ordre de 350.000 francs. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/X5135M - **PA Consulting Group - 4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90.** (PA Minitel 36.15 code PA)



PLUS QU'UN CHEF DE MISSION... LE NUMERO DEUX DE L'AUDIT

Le Groupe des Mutuelles du Mans (9.000 personnes, 15 milliards de francs de chiffre d'affaires) est le premier groupe français d'assurances mutuelles. Il connaît une forte croissance, tant sur le marché français qu'au plan international où il intervient à travers ses 30 succursales ou filiales réparties sur quatre continents. Son département audit compte une dizaine de personnes et intervient dans l'ensemble des structures du groupe. Il réalise des audits opérationnels de nature très diverse, y compris en diagnostic (audits d'acquisition...). Rendant compte directement à la direction générale, il contribue à la stratégie du groupe à travers ses recommandations. *Le candidat recherché sera l'adjoint direct du responsable de l'audit.* Il le secondera dans la supervision et la gestion de l'ensemble des activités du département, sera garant du bon déroulement des missions pour leur phase amont et encadrera une petite équipe de haut niveau. Ce poste s'adresse à un auditeur confirmé âgé de 30 ans minimum et ayant acquis une solide expérience *de chef de mission en entreprise ou en cabinet* (audit contractuel). La pratique courante de l'anglais est indispensable. Ce poste est situé au Mans et nécessite des déplacements en France et à l'étranger. Il doit évoluer naturellement vers la responsabilité pleine et entière du département. Ecrire à C. BUSO en précisant vos prétentions et la référence A/R9683M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.** (PA Minitel 36.15 code PA)



PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

INFORMATIQUE DE GESTION

Consultants Consolidation

Le groupe Concept c'est 4 000 collaborateurs et plus de 2 milliards de CA en 89, 3e SSII française et 6e en Europe.

Vous deviendrez les spécialistes de nos progiciels "Concept Consolidation" et "Tadia Consolidation". Vous interviendrez auprès d'une clientèle de grands comptes pour mettre en place nos produits, former et conseiller les utilisateurs : une mission riche en contacts où vous contribuerez à développer chez nos clients le professionnalisme et la haute technologie qui caractérisent notre Groupe.

Consultants juniors, votre formation de type ESC, Bac + 4 Gestion, est complétée d'une première expérience comptable.

Consultants seniors, au-delà de votre formation supérieure, vous justifiez d'une expérience significative de la consolidation. Postes basés à Paris 17e.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. conso en précisant le poste choisi à Bruno Van Overtveld.



Concept SA, 35/37 rue des Abondances, 92100 Boulogne.

LA NOUVELLE DONNE

Membre de Syntec

MEDIA-SYSTEM

ADMINISTRATEUR DE PROGICIELS COMPTABLES. LA GESTION DANS TOUTES SES DIMENSIONS

Au sein de notre Direction Financière, vous serez chargé du transfert de nos systèmes comptables sur le progiciel de comptabilité anglosaxon Masterpiece. Vous concevrez et mettrez en oeuvre l'ensemble de nos outils de gestion.
Vous assisterez les responsables et formerez les utilisateurs chargés de traiter les données.

A 30 ans, diplômé d'une école supérieure de gestion (DECS ou équivalent accepté), vous êtes familiarisé avec les circuits d'information et les modes de gestion. Vous maîtrisez l'outil informatique et vous avez acquis une première expérience de l'organisation comptable et de la mise en oeuvre de progiciels.

Pour ce poste basé à Vélizy, merci de nous faire part de votre intérêt en adressant votre candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous référence APC/EIPV à Fichet Bauche Direction des Ressources Humaines 15/17, avenue Morane Saulnier 78140 Vélizy.

FICHET
LA SECURITE EN TETE

Aujourd'hui parmi les leaders dans les domaines de la sécurité tant mécanique qu'électronique, nous réalisons avec 6 400 personnes 2.3 milliards de C.A.

Maître d'oeuvre, nos compétences s'étendent de la conception à la fabrication et de l'installation à la maintenance. Ce savoir-faire constitue notre première garantie et contribue à faire de nous un partenaire privilégié.

Notre défi : devenir le N° 1 de la sécurité en Europe et multiplier par trois nos résultats d'ici deux ans.

ATTACHE DE CLIENTELE PARTICULIERS

MONTPELLIER

Membre d'un groupe international, NSM *est une banque commerciale privée à forte vocation financière. A une clientèle de haute qualité, nous offrons un service personnalisé, alliant tradition et innovation.*
Notre Succursale de Montpellier a acquis une grande compétence en gestion patrimoniale et poursuit son développement en intégrant un
ATTACHE DE CLIENTELE PARTICULIERS. *Pour développer et gérer en collaboration avec le Responsable de clientèle un fonds de commerce composé de clients particuliers haut de gamme.*
A trente ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (ou formation bancaire équivalente), vous avez acquis une expérience d'au moins 2 ans en exploitation et de bonnes connaissances en titres et fiscalité d'assurances notamment.
Pour ce poste qui comporte une réelle opportunité d'évolution, votre atout majeur résidera dans vos aptitudes commerciales.
Madame Théron vous remercie de lui répondre par courrier sous référence ACP/LM/02. NSM, BP 46608, 75366 Paris Cedex 08. *Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.*





GROUPE ABN BANK

MEDIA-SYSTEM

Jeune contrôleur financier

PARIS — 240-280 KF

LA SOCIETE : *Filiale française (CA 100 MF) d'un puissant groupe international.*

LE POSTE : *Comptabilités générale et auxiliaires, trésorerie, recouvrement, contrôle de l'inventaire, budgets, reporting....*

LE CANDIDAT : *Formation Ecole de Commerce avec environ 3 ans d'expérience en audit ou comptabilité ; vous êtes jeune mais mûr et aimez exprimer votre talent dans un contexte opérationnel.*

Contacter Philippe NORMAND au (1) 42.89.09.17 ou envoyer un CV complet avec photo sous référence 1223/PNM à : NORMAN PARSONS - 12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.

Norman Parsons
CONSEIL EN RECRUTEMENT

PUBLIPANEL



AUX COMMANDES DE VOTRE AVENIR

Filiale du puissant groupe américain TENNECO, nous sommes parmi les leaders mondiaux dans les domaines des matériels de travaux publics et matériels agricoles.
Pour conforter notre implantation et notre développement sur le grand export nous recherchons :

CREDIT MANAGER

Vous êtes un professionnel des opérations de financement, du montage de crédit, de la législation et de la gestion des affaires internationales dans l'industrie et les biens d'équipement.
Votre responsabilité portera sur l'identification des sources de financement nationales et internationales auprès des organismes spécialisés (Coface, Hermès, etc...) et des banques.
Avec les responsables commerciaux des grandes zones commerciales vous mettrez en place et suivrez les plans de financement ou les appels d'offres, permettant d'assurer la réalisation des objectifs de ventes annuels.
Vous êtes de formation E.S.C. complétée par une expérience de 3 à 5 ans dans des organismes de financement internationaux avec une bonne pratique du montage et de la réalisation de dossier.
L'anglais courant des affaires est exigé.

Case Poclain S.A.

J I Case

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à Monsieur MARCHAND - Direction des Ressources Humaines et de la Communication - CASE POCLAIN S.A. - Avenue Georges Bataille - 60671 LE-PLESSIS-BELLEVILLE CEDEX.

CONTESSE

GROUPE PRINTEMPS

LA DIRECTION DU CONTROLE DE GESTION ET DE LA PLANIFICATION DU GROUPE
RECHERCHE
CONTROLEUR DE GESTION

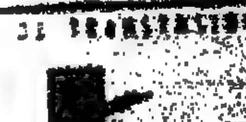
De formation HEC, ESSEC, IEP (EcoFi), E.S.C..., ayant 2 à 3 ans d'expérience du contrôle de gestion ou de l'audit dans un cabinet anglo saxon et une bonne connaissance de l'outil informatique.

Au sein de l'équipe du Contrôle de Gestion du Groupe, vous participerez :
- A l'élaboration des rapports de synthèse, des plans pluriannuels, des budgets et des résultats prévisionnels;
- A l'élaboration des rapports sur l'évolution des réalisations, au suivi et à l'analyse des principaux indicateurs de gestion;
- A la mise en place d'un nouveau système de gestion;
- A la réalisation d'analyses ponctuelles.

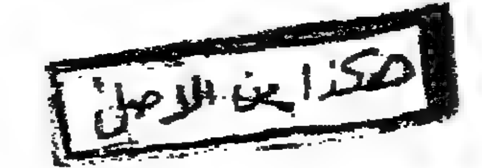
Merci d'adresser lettre de candidature (C.V., photo et prétentions) à Bénédicte LEFEBVRE DU PREY, Groupe PRINTEMPS, 61, rue Caumartin, 75009 Paris.

GROUPE PRINTEMPS











UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CHEF COMPTABLE

Capable de nous aider à mettre en place une organisation et d'adapter notre structure à notre développement

LA GRANDE DISTRIBUTION EST NOTRE METIER
(C.A. + 1 Milliard de Francs / effectif 800 salariés)

- Vous avez la trentaine, un DECS ou équivalent.
- En plus des compétences réelles de votre métier, vous avez des qualités naturelles d'autorité et d'animation d'une équipe de 15 personnes.
- Notre région et le management participatif vous attirent.
- Envoyez votre dossier complet de candidature (C.V. + photo + lettre manuscrite + prétentions) à :
  HAVAS NIMES, 2 RUE ALEXANDRE DUCROS - 30000 NIMES. Réf 51592

RESPONSABLE CONSOLIDATION POUR UNE GESTION DE PRECISION

Au sein de notre Direction Financière, vous serez chargé d'établir notre chiffre d'affaires trimestriel consolidé. Vous participerez également à la définition du plan comptable du groupe.

De formation supérieure (DECS ou équivalent et certificat de révision comptable souhaité), vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet d'audit ou en entreprise au sein d'un service de consolidation.

Rigueur, précision, esprit d'analyse et de synthèse sont vos principales qualités pour réussir pleinement avec nous dans votre mission. La connaissance de l'anglais et la maîtrise de la micro-informatique sont des atouts supplémentaires.

Pour ce poste basé à Vélizy, merci de nous faire part de vos motivations en adressant votre candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous référence RC/EIPV à Fichet Bauche - Direction des Ressources Humaines - 15/17, avenue Morane Saulnier 78140 Velizy.

FICHET
LA SECURITE EN TETE

Aujourd'hui parmi les leaders dans les domaines de la sécurité tant mécanique qu'électronique, nous réalisons avec 6 400 personnes 2,3 milliards de C.A.

Maître d'oeuvre, nos compétences s'étendent de la conception à la fabrication et de l'installation à la maintenance. Ce savoir-faire constitue notre première garantie et contribue à faire de nous un partenaire privilégié.

Notre défi : devenir le N 1 de la sécurité en Europe et multiplier par trois nos résultats d'ici deux ans.

CONSULTANT SENIOR

INTEGREZ UN GROUPE INTERNATIONAL

Filiale d'un des premiers Groupes Mondiaux de Conseil, COFROR est spécialisé dans la recherche de cadres confirmés pour une clientèle fidèle composée d'Entreprises et de Groupes de renom, dans des secteurs très variés.

Notre développement nous conduit à recruter un Consultant Senior. Interlocuteur de sa clientèle, il assure la responsabilité complète de missions : étude du poste et préconisations, définition et mise en œuvre des stratégies de recherche, entretiens et présentation des candidats, suivi de leur intégration.
Mais nous souhaitons aussi qu'il participe à la gestion et à l'organisation du Cabinet.

A 28 ans au moins, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4), de préférence avec une formation économique. Vous avez une première expérience du recrutement acquise soit en Entreprise, soit en Cabinet. Le métier de Conseil vous intéresse, vous souhaitez l'exercer à la fois dans une structure à taille humaine et dans un Groupe de dimension internationale.

Prenez contact avec nous, soit par téléphone au (1) 42 61 82 81 (8 h 30 à 18 h 30 et le samedi de 10 h à 13 h), soit par minitel 3616 code CVCOM, soit en écrivant sous *référence IB.03.14 à Marc SIBOLD, Directeur associé,* qui étudiera votre candidature en toute confidentialité. 20, place de l'Iris - La Défense 2 - 92400 Courbevoie.

(Organisation et Publicité)


Cofror

ECCO
TRAVAIL TEMPORAIRE

Contrôleur de Gestion

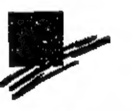
HEC, ESSEC, SUP. de CO. PARIS, SUP. de CO. LYON, vous avez exercé au moins deux ans cette fonction, en entreprise ou en cabinet, vous avez l'esprit rigoureux et le sens des contacts, vous êtes disponible : rejoignez notre équipe "Croissance Externe" pour participer au contrôle de la gestion de nos filiales, à la conception et à la mise en place de nouvelles procédures, à l'amélioration des structures existantes en vue d'accroître notre rentabilité et la qualité de nos services.

C'est pour vous une réelle opportunité de compléter votre formation et de profiter de notre expérience, avec des perspectives d'évolution intéressantes.

Poste basé à **LYON**. Avec des déplacements sur le territoire national. Intéressé(es) ? Alors adressez très vite lettre manuscrite, CV et photo à B. CHATTI, 4 rue Louis Guérin - 69626 VILLEURBANNE Cédex.

CONTESSE

CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE



recherche pour sa Direction Financière

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION H/F

Directement rattaché au Contrôleur de Gestion du Groupe, vous l'assistez dans sa mission d'analyse économique de l'entreprise dans un contexte d'évolution importante. ■

Vous avez la responsabilité du recueil des données et de la mise en forme du reporting mensuel. Vous participez à la préparation du budget et prenez en charge des études ponctuelles dans les domaines industriel, économique et financier. ■

Ce poste s'adresse à un ESC débutant ou équivalent, maîtrisant l'outil micro-informatique. Le poste est basé aux Ulis. La rémunération et les perspectives d'évolution devraient motiver un candidat de valeur. ■

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence CDG à Clarisse Dubuc, CNTS, BP 100, 91943 Les Ulis Cedex. ■

MEDIA-SYSTEM

MOTOROLA SEMICONDUCTEURS

TOULOUSE
2,5 milliards de C.A. dont 80 % à l'export
2000 personnes
moyenne d'âge 35 ans.

MOTOROLA un des leaders mondiaux des fabricants de semiconducteurs recherche:

RESPONSABLE COMPTABLE Réf. 71181

MISSION:
- Participer à l'élaboration des Comptes sociaux et des déclarations fiscales
- Assurer la gestion d'un service comptable
- Développer et optimiser l'utilisation des systèmes et bases de données
- Adapter et améliorer les procédures comptables dans un environnement international

FORMATION:
MSTCF - ESC ou équivalent + DECS complet.

CONTROLEUR DE GESTION Réf. 71182

MISSION:
- Aura en charge les fonctions de contrôle d'une ou plusieurs familles de produits
- Budgets, prévisions, analyse des résultats financiers

FORMATION:
HEC - ESSEC - SUP de CO avec appréciée une formation complémentaire mastère ou DECS.

Pour ces postes évolutifs, 2 à 3 ans d'expérience, bonne capacité de communication, forte motivation et une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Pour nous rejoindre, adressez votre dossier de candidature sous réf. choisie à: Serge Gurtler - MOTOROLA - BP 1029 - 31023 Toulouse Cedex.

MEDIA-SYSTEM

STREICHENBERGER ENERGIES SERVICES

La performance au quotidien

Notre Société, forte de 1250 personnes, connaissant un fort développement dans le secteur de la gestion des énergies, recherche

AUDITEUR INTERNE Réf. AI/M

CONTROLEUR DE GESTION Réf. CG/M

Vous assurerez principalement ces missions de contrôle de gestion et d'audit au sein des établissements décentralisés de la société, ainsi qu'au siège social.
Votre **formation supérieure en gestion** (type ESC) ou d'Ingénieur et votre expérience professionnelle vous permettront de réussir dans ces fonctions enrichissantes et pleines d'avenir.
Basés à Lyon, vous serez amenés à vous déplacer fréquemment.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions en indiquant la référence du poste à :
STREICHENBERGER ENERGIES SERVICES
Service des Relations du Travail - Monsieur Parmantier
BP 7211 - 69354 Lyon Cedex 07

HCA

Le Monde CADRES

LA FOIRE INTERNATIONALE DE CAEN
recherche son
ATTACHÉ(E) DE PRESSE
également chargé(e) de la promotion de différentes manifestations.
Ecrire avec références et photo, sous double enveloppe
GOMET B.P. 6256 14065 CAEN CEDEX

Importante société secteur METALLURGIE leader dans son domaine, recherche
TECHNICIENS COMMERCIAUX SÉDENTAIRES
Pour Paris Nord-Ouest
Formation BTS Technique de Commercialisation ou BTS Electrotechnique.
Expérience souhaitée : 2 ou 3 ans
Envoyer C.V., photo et prét. s/réf. 79441 à CONTESSE 38, rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex qui transmettra.

Importante société secteur METALLURGIE leader dans son domaine, recherche
TECHNICIENS COMMERCIAUX SÉDENTAIRES EXPORT
Pour banlieue Nord-Ouest de Paris.
Formation BTS Commerce International
Expérience souhaitée : 2 ou 3 ans
Envoyer C.V., photo et prét. s/réf. 79442 à CONTESSE 38, rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex qui transmettra.

FILIALE SPÉCIALISÉE GRANDE BANQUE INTERNATIONALE
offre POSTES de responsabilité dans son secteur
INGÉNIERIE FINANCIÈRE INTERNATIONALE
à diplomés(ées) grandes écoles ayant déjà expériences similaires dans groupes industriels et/ou bancaires.
Env. C.V. + lettre manus. au Monde Publicité sous nº 8807 5, rue de Monttessuy 75007 PARIS

Sté de crédit cherche
CORRESPONDANTS(ES)
pour Paris, banlieue et province. Conviendrait à retraités de banque ou assurance. Ecr. avec C.V. à : S.M.O., 219, rue St-Honoré, Paris-1er

Ville de Garges-lès-Gonesse (40 000 habitants) recrute son Directeur du personnel (S.G.A., Cadre contractuel de direction, etc.)
Ecrire avec C.V. à : Monsieur le Maire 8, place de l'Hôtel de Ville 95140 Garges-lès-Gonesse

Pour missions France ou étranger, rech. BILINGUES français/anglais, connaiss. électronique.
Adress. C.V. s/nº 53 939 PUBLICITÉ ROGER BLEY 101, rue Réaumur 75002 Paris qui transm.

DEMANDES D'EMPLOIS

COLLABORATRICE (secrétaire sténodactylo), 55 ans, expérience milieu artistique et universitaire, goût de l'efficacité, des contacts, sens des responsabilités, serait intéressée par TTES PROPOSITIONS dans le domaine des arts et des lettres
45-84-52-98, apr. 19 h

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

5e arrdt

MUSÉE DE CLUNY
Vue imprenable, 4e ét. plein soleil gd séj. 4 chbres cuis. équip. bns dche 2 wc parquet chem. chff. indiv. cave. Libre 91. Px 6 900 000. S. KAYSER 43-29-60-60

14e arrdt

Métro PERNETY
Propr. vend, dans bel imm. briq. et p. de t., 2 PIÈCES : entr., cuis., s. d'eau, w.-c., 35 m² + balc. + cave. Dble vitr., chauff. gaz indiv., interph., 5e ét. s. asc. Dble expos. Clair, soleil, calme. Prix : 780 000 F. Tél. le soir : 45-43-42-49.

appartements achats

Etude VALRI 43-79-11-11 130, bd Voltaire 11e rech. tt genre d'appts petits ou gds pour clients ou paiement immédiat en cas d'achat direct par nos soins.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
Recherche pour BANQUES, STES MULTI-NAT. et DIPLOMATES grands appartements de standing 5-6-7 pces. Tél. : 45-26-33-27

bureaux

Locations

DOMICILIATION BURX, TÉLÉCOPIE, TÉLEX.
AGECO, 42-94-95-28.

GROUPE ASPAC
1er réseau national de centres d'affaires
Propose bureaux et salles de réunion équipés ttes durées + ts services : tél., télex, fax, secrét. ttx. sièges sociaux
Boulogne 46-20-22-25
Strasbourg 88-75-78-78
Marseille 91-72-45-00
Rouen 35-71-80-80
Paris 8e, 9e, 15e 42-93-50-54
+ de 20 centres en France
Infos Minitel : 3616 ASPAC

MARCHÉS FINANCIERS

A l'exception du PCF et de la CGT

L'accord Renault-Volvo fait l'unanimité

Tous d'accord, ou presque. A l'exception du PCF et de la CGT, c'est en effet une belle unanimité qui a salué l'accord entre Renault et le suédois Volvo. Au gouvernement, après que le Premier ministre eut donné le *« la »* vendredi soir sur France-Inter, les ministres ont fait chorus pendant le week-end. Lors de l'émission 7/7, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a disserté sur le fait qu'il n'y avait pas de dérogation à la règle du *« ni-ni »*. Le ministre de l'industrie, M. Roger Fauroux, s'est exprimé, le lundi 24 février, dans *les Echos* et *la Tribune de l'expansion* pour affirmer que cet accord correspond à des *« fiançailles qui finiront par un mariage »* et qu'il est normal de modifier le statut de la Régie.

Au Parti socialiste, les « éléphants », qui avaient été mis dans la confidence au début de la semaine dernière, n'ont pas ménagé leur soutien. *« Satisfait »*, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a ajouté : *« Nous devons avoir des alliances pour aller porter la conquête chez les autres. »* MM. Pierre Mauroy, premier secrétaire, et Michel Delebarre, ministre des transports, lors d'une conférence de presse à Arras (Somme), ont déclaré en chœur : *« Le « ni-ni » n'est pas un dogme dès lors qu'il s'agit de servir l'intérêt et le dynamisme d'un certain nombre de secteurs d'activité en France. »*

Du côté de l'opposition, M. Michel Noir, maire (RPR) de Lyon, *« se félicite de l'accord, de sa logique et du choix stratégique du groupe français »*. L'ancien ministre de l'économie, M. Edouard Balladur (RPR), a estimé sur Europe-1 lundi matin, que l'alliance était *« une bonne décision »*, mais qu'elle *« n'avait rien à voir avec la fin du « ni-ni »*. Même M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a félicité M. Rocard d'avoir réalisé ce que les *« pseudo-libéraux n'avaient même pas osé le faire par crainte de la CGT »*.

Justement, à la suite du PCF, ce syndicat, dont Renault fut longtemps le bastion symbolique, annonce une semaine d'action du 5 au 10 mars, avec un rassemblement le 9 mars, pour protester contre la *« gravité des coups bas contre l'industrie nationale »*.

Ce que disent les motions du congrès socialiste de Rennes sur le «ni-ni »

La volonté de MM. François Mitterrand et Michel Rocard de ne pas faire de l'accord Renault-Volvo un enjeu du congrès socialiste de Rennes (*le Monde* daté 25-26 février) est d'autant plus compréhensible qu'au-delà de l'invocation quasi obligée de l'économie mixte, aucune des sept motions en présence ne prend franchement la défense du « ni-ni » présidentiel.

Si certains des textes tournent autour du pot, alors que d'autres abordent de front la question, c'est plutôt la tendance au pragmatisme qui se dégage de ces sept textes.

Parmi les motions qui restent discrètes sur la question du « ni-ni », celle qu'ont signée à la fois MM. Pierre Mauroy et Lionel Jospin affirme notamment : *« Un grand secteur public, dynamique, concurrentiel est plus que jamais nécessaire : nous nous prononçons pour l'économie mixte. (...) Pour faire vivre ce puissant secteur nationalisé, pour aider au développement du tissu industriel, il faut, sans aucun doute, des moyens accrus. »*

De même, la motion des fabiusiens se borne à affirmer : *« Nous voulons, à côté d'un vaste secteur privé, des entreprises publiques fortes et dynamiques, dans les secteurs cruciaux pour notre économie et pour notre défense : nous les voulons à la fois dotées d'une grande autonomie de gestion et attentives à apporter à leurs salariés de réels progrès sociaux. Nous voulons utiliser le dynamisme du marché sans nous assujettir à sa loi »*(1.)

Le texte des amis de M. Michel Rocard passe, lui aussi, pudiquement, sur la règle du *« ni-ni »* pour se contenter d'affirmer : *« L'Etat, notamment à travers son action législative, a pour devoir d'encourager le développement économique, de réduire les inégalités, et à travers notamment le secteur public d'aider à la constitution d'entreprises compétitives sur le marché international, comme il vient de le faire avec la prise de contrôle d'UTA par Air France. »*

Quant à Mme Marie-Noëlle Lienemann, elle passe tout simplement sous silence la théorie du « ni-ni ».

En revanche, M. Jean Poperen est moins allusif. Sa motion affirme : *« On peut comprendre le refus de relancer de grandes vagues et de grandes polémiques qui inspirent la règle du « ni-ni », mais une application trop stricte de cette règle figerait des situations qui requièrent une gestion plus souple et pèserait sur le dynamisme des entreprises publiques. Comme le montre la constitution du troisième groupe mondial de transport aérien autour d'Air France, il est souhaitable que ces entreprises puissent, lorsque le besoin s'en fait sentir, diversifier leur source de financement, prendre, d'autre part, les participations majoritaires utiles à leur développement. »*

La motion du courant de M. Jean-Pierre Chevènement précise : *« Les entreprises nationales devront bénéficier des moyens, notamment financiers, leur permettant d'assurer leur développement et leurs missions d'intérêt général. Aussi leur périmètre doit évoluer en fonction de ces impératifs : l'économie mixte implique la respiration du secteur public au service du renforcement de l'économie nationale. »*

Enfin, les amis de MM. Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray sont dans la même ligne et, comme à leur habitude, encore plus directs. Pour eux, *« aucun tabou ne doit être admis sur les politiques de privatisations ou de nationalisations »*.

(1) Après les propos de M. Jacques Delors, mardi 23 février sur Antenne 2, qui avait estimé que la règle « ni privatisation, ni nationalisation » pouvait être « transgressée », M. Laurent Fabius avait affirmé qu'*« il faut respecter les engagements qui ont été pris par le président devant les Français ». « Cela n'empêche pas certains mouvements comme cela s'est passé avec Air France, mais sur le plan général, le président a passé un contrat avec les Français et il est normal que ce contrat soit respecté. »*

Le président de la Générale des eaux conteste les décisions de Bruxelles sur les marchés publics

Le bénéfice net de la Compagnie générale des eaux (services aux collectivités, traitement des eaux, BTP, communication, etc.), s'est élevé en 1989 à 1,8 milliard de francs, en hausse de 33 % sur 1988, pour un chiffre d'affaires de 96,5 milliards de francs (+ 13,2 %), dont 22 milliards à l'étranger (+ 30 %), indique M. Guy Dejouany, PDG de ce groupe dans une interview au quotidien financier *Agefi*. En quatre ans, le bénéfice net du groupe a triplé en dépit de pertes de plusieurs centaines de millions de francs par an pour le câble.

Pour M. Dejouany, la directive européenne sur les marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des télécommunications et des transports, adoptée le 21 février *« n'assure pas le respect de l'égalité entre les agents économiques européens. Bruxelles*, estime-t-il, *devrait s'intéresser en priorité à la protection de l'environnement plutôt qu'au mode de passation des marchés »*.

Enfin, en ce qui concerne Fougerolle (BTP), dont la Générale des eaux détient 34,5 %, et qui a préféré un RES à la fusion avec la SGE récemment rachetée, il considère que *« pendant toutes les années que durera le RES, cinq ou dix ans, il ne faudra pas que la société fasse de faux pas »*.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 29 décembre 1989	16 fév.	23 fév.
Valeurs franç. à rev. variable	93,8	91,9
Valeurs industrielles	92,3	90,4
Valeurs étrangères	99	92,8
Pétrole-Energie	110	107,3
Chimie	88,2	86,3
Métallurgie, mécanique	88,7	87,2
Electricité, électronique	98,4	98,2
Bâtiment et matériaux	88,8	86,3
Ind. de consommat. non alim.	92,3	88,6
Agro-alimentaire	91,2	90,3
Distribution	87,3	84
Transports, loisirs, services	97,4	96,1
Assurances	101,1	99,5
Crédit banque	101,9	101,4
Sicomi	99	98,6
Immobilier et foncier	95,5	93,9
Investissement et portefeuille	92,7	91,9
Base 100 : 29 décembre 1989		
Valeurs franç. à revenu fixe	98,1	98,1
Emprunts d'Etat	98	96,7
Emprunts garantis et assimilés	98	98,6
Sociétés	98,7	98,1
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 308	4 221,9
Valeurs étrangères	4 631,2	4 361,2
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	620,6	608,3
Valeurs étrangères	618,6	578,9
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	111	110,1
Emprunt d'Etat	91,2	91,9
Emprunts garantis et assimilés	110,6	110,1
Sociétés	111,5	110,8
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	509	494,6
Produits de base	365,6	358,6
Construction	469,9	453,1
Biens d'équipement	328	318,1
Biens de consom. durables	540	538,2
Biens de consom. non durables	614,2	589,4
Biens de consom. alimentaires	783,6	766,2
Services	616,7	608
Sociétés financières	610,7	593,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	591,8	540
Valeurs industrielles	479,6	465,6
BOURSES RÉGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	368,2	368,3

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	15 février 1990
Total actif	662 214
dont	
Or	196 606
Disponibilités à vue à l'étranger	71 201
Ecu	55 490
Avances au Fonds de stabilisation des changes	15 343
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	57 908
Concours au Trésor public	36 750
Titres d'Etat (bons et obligations)	25 714
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	225
Effets privés	143 190
Effets en cours de recouvrement	36 638
Total passif	196 606
dont	
Billets en circulation	240 100
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	81 294
Compte courant du Trésor public	13 330
Reprises de liquidités	17 458
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	8 213
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	55 837
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	225 816

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres .... 10 %
- Taux des pensions de 5 à 10 jours . 10,75 %
- Taux d'escompte .... 9,50 %
- Taux des avances sur titres .. 12 %

Le titre Henri Maire sur le marché boursier de Stuttgart

L'introduction du titre Henri Maire (Jura) sur le marché boursier de Stuttgart a eu lieu jeudi 22 février. Toutefois, cette opération financière ne s'est pas traduite par une augmentation de capital, mais par le transfert d'actions françaises actuellement cotées sur le second marché de Lyon depuis mai 1987.

Le chiffre d'affaires consolidé de cette société viti-vinicole implantée au cœur du vignoble arboisien a atteint, en 1989, 235,1 millions de chiffre d'affaires, soit une augmentation de plus de 11 %.

Dans le Jura, Henri Maire possède 300 hectares de vignobles, 33 000 mètres carrés de surface développée, une capacité de stockage de 100 000 hectolitres.

Actuellement, la filiale allemande de vente, comptant une cinquantaine de représentants, est en déficit. Henri Maire emploie au total huit cents personnes.

TOKYO, 26 février ⬇

Nouveau coup de tabac

Coup dur, lundi, pour la Bourse de Tokyo, qui, après une très mauvaise fin de semaine, a commencé la suivante par un nouveau et joli plongeon (*lire en première page*). Les cours avait commencé à chuter dès l'ouverture matinale et, à la mi-journée, la baisse dépassait déjà 1 458 points (– 4,2 %). Le mouvement allait s'accélérer avec une chute de 6,5 % en début d'après-midi (– 2 447,79 points) avant de se ralentir un peu. A la clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 33 321,87 après avoir au total cédé 1 569,10 points (– 4,5 %). C'est la deuxième plus forte baisse que Tokyo ait jamais enregistrée depuis le mardi noir du 20 octobre 1987 au lendemain du krach de Wall Street. Singulièrement, la rechute s'est faite dans un marché toujours peu actif avec 400 millions de titres échangés contre 430 millions, vendredi.

VALEURS	Cours du 23 fév.	Cours du 26 fév.
Akai	1 070	
Bridgestone	1 520	1 440
Canon	1 550	1 460
Fuji Bank	3 300	3 200
Honda Motors	1 650	1 530
Matsushita Electric	2 070	2 040
Mitsubishi Heavy	1 020	985
Sony Corp.	7 900	7 770
Toyota Motors	2 320	2 230

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Boom des bénéfices pour Sony.** – Le géant de l'électronique japonaise, le groupe Sony, annonce une hausse de 44,8 % de son bénéfice net consolidé pour le troisième trimestre de l'exercice fiscal 1989-1990 dont le montant s'élève à 41,9 milliards de yens pour un chiffre d'affaires de 871 milliards de yens. Ces résultats comprennent ceux de la compagnie cinématographique américaine Columbia Pictures Entertainment, qui a été acquise par Sony en novembre dernier pour 3,4 milliards de dollars. Pour les trois premiers trimestres de l'année fiscale (avril-décembre 1989), le bénéfice net consolidé de la société a grimpé de 56,5 % à 90,9 milliards de yens tandis que les ventes progressaient de 30 % à 2 099 milliards de yens. Durant le seul troisième trimestre, les ventes d'équipement vidéo ont augmenté de 34,6 % (226 milliards de yens), les ventes d'équipements audio de 32 % (224 milliards de yens), les ventes de magnétophones de 71,5 % (144 milliards de yens) et les ventes de téléviseurs de 32,1 % (138 milliards de yens).

□ **Ciba-Geigy : 18 % de profits en plus.** – Le géant suisse de la chimie et de la pharmacie annonce pour 1989 un bénéfice opérationnel, après impôts, de 1 557 millions de francs suisses en progression de 18 %. Son cash-flow atteint 2 635 millions de FS (+ 16 %) pour un chiffre d'affaires (20 608 millions de FS) accru de 17 %. En raison de ces résultats excellents, le conseil a décidé d'augmenter le dividende par action ou bon de participation de 30 % pour le porter à 65 FS. Le conseil proposera à l'assemblée générale du 9 mai prochain : 1) d'ouvrir son capital aux étrangers ; 2) d'échanger les bons de participation contre des actions nominatives ; 3) d'offrir aux cadres supérieurs de participer davantage au capital, et aux collaborateurs de développer le système de participation ; 4) de compenser la renonciation au droit préférentiel de souscription lors de la création d'actions pour l'échange des bons de participation et celles pour cadres et collaborateurs.

□ **Schlumberger : tassement des résultats.** – Le groupe international de services parapétroliers annonce un tassement de son bénéfice net pour le quatrième trimestre 1989 ainsi qu'une baisse de 7 % de ses bénéfices pour l'ensemble de l'exercice écoulé. Le bénéfice net s'est ainsi établi à 118,1 millions de dollars pour le quatrième trimestre contre 118,9 millions pour la période correspondante de 1988 pour un chiffre d'affaires en recul de 3 % à 1,2 milliard de dollars. Pour l'exercice 1989 en entier, Schlumberger enregistre une baisse de 7 % de son bénéfice net, qui revient à 441,5 millions de dollars. Pour cette période, le chiffre d'affaires a reculé de 5 % pour revenir à 4,7 milliards de dollars. Ce tassement des bénéfices s'explique notamment par le programme de rachat des actions mené par la société. Schlumberger précise toutefois que cette opération, en réduisant le nombre de titres en circulation, était à l'origine de la légère hausse du résultat net par action.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault & Associés	....	442	Le gd livre du mois	....	448
Asystel	....	85 50	Loca Investissement	....	285
B.A.C.	....	205	Locamic	....	140
B. Demachy & Assoc.	....	578	Matra Communication	....	205
Banque Tarneaud	188	189	Metallurg. Minière	....	224
B.I.C.M.	....	781	Molex	217	213
Boiron	....	390	Naxale-Delmas	....	1187
Boisset (Lyon)	....	....	Olivetti-Logabax	240	....
Câbles de Lyon	....	2411	Om. Gest.Fin.	....	560
Calberson	....	745	Pinault	....	484
Cardif	....	750	Presbourg (C In & Fin)	....	92
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	990	Présence Assurance	....	489 20 o
C.D.M.E.	....	1675	Publicat. Filipacchi	....	710
C. Equip. Elect.	....	345	Razel	....	903
C.E.G.E.P.	....	281	Rémy & Associés	....	370
Ciments d'Origny	....	650	Rhône-Alpes Ecu (Ly.)	....	320
C.N.I.M.	....	702	St-Honoré Matignon	....	237
Codetour	....	278	S.C.G.P.M.	....	820
Conforama	....	1065	Segin	....	314 10
Creeks	....	347 10	Sélection Inv. (Lyon)	....	112 90
Dafsa	....	198 50	S.E.P.	....	395 50
Dauphin	....	540	Sofibo	....	525
Devanlay	....	1023	S.M.T.Goupil	....	298 50
Deville	....	480	Sodinforg	....	....
Dollons	....	192 50	Supra	....	231
Editions Belfond	....	220	Thermador Hold. (Lyon)	....	278
Elysées Investissem.	....	15 05	TF 1	....	320
Finacor	....	200	Unilog	....	172
Gerenor	....	824	Union Financ. de Fr.	....	500
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	....	342 50	Viel et Cie	....	170
Guyomarc'h	....	210	Yves Saint-Laurent	....	1039
Guintoli	....	940			
I.C.C.	....	275			
Idis	....	283 30			
Idianova	....	141			
IM2	....	300			
Int. Metal Service	....	1005			

Marché des options négociables le 23 février 1990

Nombre de contrats : 15 115.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier
Bouygues	520	–	–	8	23
CGE	560	8	24	35	–
Elf-Aquitaine	600	9	32	–	38
Eurotunnel SA-PLC	60	3,50	7	7	7
Euro-Disneyland SC	100	–	7,50	–	7,50
Havas	1 500	15	–	–	–
Lafarge-Coppée	325	6	22	17	27
Michelin	140	–	6,25	–	14
Midi	1 200	50	–	30	60
Paribas	640	23	–	28	–
Pernod-Ricard	1 400	12	–	99	–
Peugeot SA	720	60	95	22	–
Rhône-Poulenc CI	380	–	–	11	–
Saint-Gobain	560	7	22	–	–
Source Perrier	1 400	120	–	24	–
Société générale	560	16,50	–	33	–
Suez Financière	400	26	42	7	14
Thomson-CSF	140	2,40	8	12	13,50

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 23 février 1990

Nombre de contrats : 107 239.

COURS	ÉCHÉANCES Mars 90	ÉCHÉANCES Juin 90	ÉCHÉANCES Septembre 90
Dernier	99	99,24	99,36
Précédent	98,74	98,98	98,92

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 90	OPTIONS D'ACHAT Juin 90	OPTIONS DE VENTE Mars 90	OPTIONS DE VENTE Juin 90
100	0,01	1,14	0,70	1,77

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,70 F ⬆

Le dollar s'est légèrement raffermi, lundi 26 février, essentiellement vis-à-vis du yen, au plus bas depuis six mois. La devise japonaise est déprimée par le niveau insuffisant des taux d'intérêt nippons, les difficultés rencontrées dans les négociations commerciales avec le Japon et les incertitudes politiques à Tokyo. Le franc français reste ferme vis-à-vis du mark, cote 3,3840 F à Paris.

FRANCFORT	23 fév.	26 fév.
Dollar (en DM)	1,68	1,6850
TOKYO	23 fév.	26 fév.
Dollar (en yens)	146,70	148,70

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (26 fév.) .... 10 5/16 %
New-York (23 fév.) .. 8 1/4-8 5/16 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 29-12-89*)

	22 fév.	23 fév.
Valeurs françaises	90,7	89,3
Valeurs étrangères	95,8	
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	493,8	494,6
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 836,91	1 803,62

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

Industrielles	2 574,77	2 564,19

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

Industrielles	1 789,8	1 762,3
Mines d'or	303,3	295,6
Fonds d'Etat	79,9	80,1

TOKYO

	23 fév.	26 fév.
Nikkei Dow Jones	34 890,97	33 321,87
Indice général	2 554,31	2 448,31

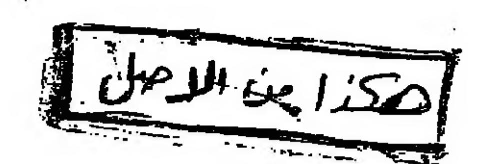
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E-U.	5,6825	5,6875	+ 98	+ 110	+ 200	+ 230	+ 710	+ 780
$ can.	4,7473	4,7554	– 100	– 71	– 208	– 156	– 413	– 316
Yen (100)	3,8791	3,8838	+ 104	+ 128	+ 190	+ 226	+ 654	+ 735
DM	3,3814	3,3858	+ 64	+ 76	+ 117	+ 141	+ 341	+ 393
Florin	3,0034	3,0077	+ 34	+ 49	+ 69	+ 95	+ 260	+ 314
FB (100)	16,2357	16,2593	– 21	– 82	– 55	+ 192	+ 148	+ 574
FS	3,8499	3,8559	+ 40	+ 56	+ 86	+ 117	+ 300	+ 389
L (1 000)	4,5908	4,5935	– 105	– 59	– 225	– 147	– 585	– 380
£	9,7029	9,7171	– 379	– 314	– 736	– 635	– 1860	– 1665

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	8 1/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 7/16
DM	7 3/8	7 5/8	7 15/16	7 1/16	8 3/16	8 5/16	8 3/4	8 7/8
Florin	8 7/16	8 11/16	8 11/16	8 13/16	8 3/4	8 7/8	9	9 1/8
F.B. (100)	9 7/8	10 3/8	10 1/4	10 9/16	10 5/16	10 5/8	10 9/16	10 7/8
F.S.	8 11/16	8 15/16	8 7/8	9	9	9 1/8	9 3/16	9 5/16
L (1 000)	13	14	12 7/8	13 1/4	12 7/8	13 1/4	12 7/8	13 1/4
£	14 3/4	15	14 7/8	15	15	15 1/8	15 1/8	15 1/4
F franç.	10 1/16	10 5/16	10 1/2	10 5/8	10 5/8	10 3/4	11 1/16	11 3/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 23 FEVRIER

Cours relevés à 17 h 39

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
3852	C.N.E. 3% ★	3850	3850	3850	....
1051	B.N.P. T.P.	1051	1050	1052	+ 0 10
1228	C.C.F. T.P.	1229	1229	1229	....
1045	Créd. Lyon. T.P.	1045	1041	1041	− 0 38
1680	Renault T.P.	1680	1670	1680	....
2044	Rhône-Poul. TP	1950	1950	1930	− 1 03
1220	St-Gobain T.P.	1215	1215	1215	....
1190	Thomson T.P.	1200	1220	1220	+ 1 67
845	Accor	825	821	819	− 0 73
610	Air Liquide	606	603	605	− 0 17
2130	Als. Superm.	2100	2100	2100	....
555	A.L.S.P.I.★	545	550	550	+ 0 92
2550	Arjom. Prioux★	2476	2492	2317	− 6 42
615	Ausedat-Rey★	615	616	615	....
975	Av. Entrepr. ★	1010	994	992	− 1 78
525	Av. Dassault ★	530	530	516	− 2 64
300	Axa Midi Assur.	298	295 50	296	− 0 67
340	BAFIP ★	350	348	334	− 4 57
325	Bail-Equipem.★	312	320	307 50	− 1 44
990	Bail Investiss★	965	965	955	− 1 04
420	B.N.P. C.I. ★	426 50	415	408	− 4 34
885	Bolloré Tech.	880	893	885	+ 0 57
480	Cie Bancaire ★	518	513	505	− 2 51
730	Bazar H.-V.★	725	719	710	− 2 07
750	Béghin-Say ★	750	730	744	− 0 80
1410	Berger (Ma)	1355	1360	1360	+ 0 37
655	Bic ★	649	639	644	− 0 77
950	B.I.P. ★	890	890	890	....
570	B.I.S.★	525	519	517	− 1 52
2830	Bongrain S.A. ★	2730	2720	2700	− 1 10
1000	Bon-Marché ★	1020	1000	1000	− 1 96
550	Bouygues ★	537	539	535	− 0 37
175	B.P. France ★	175	173 50	172 10	− 1 66
710	B.S.N.★	706	700	695	− 1 56
810	Canal Plus★	802	782	790	− 1 50
430	Cap Gem. S.★	430	430	427	− 0 70
3100	Carrefour★	3100	3100	3065	− 1 13
160	Casino★	148 50	150	143 80	− 3 16
120	Casino A.D.P.★	115	115	114	− 0 87
965	Castorama D.I.	970	979	960	− 1 03
150	C.C.M.C.	150	150	150	....
655	C.E.G.I.D.	630	636	630	....
245	Centrest	240	235	239	− 0 42
555	C.E.P. Comm.	563	550	544	− 3 37
405	Cerus CER	397 50	398 50	390 90	− 1 66
480	Cetelem★	500	499	492	− 1 60
680	C.F.A.O.★	674	680	675	+ 0 15
540	C.G.E.	540	537	533	− 1 30
1620	C.G.I. Informat.	1512	1530	1501	− 0 73
1190	C.G.I.P.★	1208	1208	1199	− 0 75
600	C.G.P.	609	601	599	− 1 64
1110	Chargeurs S.A★	1093	1090	1081	− 1 10
770	Cica	750	759	759	+ 1 20
1300	Ciments franç.★	1291	1288	1265	− 2 01
700	Club Méditerr.★	683	671	650	− 4 83
185	C.M.B. Packag.	176 50	176	168	− 4 82
180	Codetel★	180	177	177 60	− 1 33
410	Cofimeg★	408	405	405	− 0 74
470	CPR (Par.-R.)★	480	474	460	− 4 17
685	Colas ★	709	715	697	− 1 69
280	Cpt. Entrepr.★	281	273	283	+ 0 71
970	Compt. Mod. ★	986	987	962	− 2 43
390	Concept S.A.	388	380	388	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1240	Créd. Foncier ★	1257	1245	1240	− 1 35
495	C. F. Internat. ★	495	495	504	+ 1 82
230	C.C.F.★	225	218 50	220	− 2 22
705	Cr. Lyon. (CI) ★	714	704	699	− 2 10
1310	Crédit Nat.★	1301	1300	1300	− 0 08
300	C.S.E.E. ★	320	318	316	− 1 25
3820	Damart S.A. ★	3640	3630	3612	− 0 77
1850	De Dietrich★	1732	1740	1650	− 4 73
220	Dév. R.N.-C. (Li)	210	210	209	− 0 48
310	Dév. R. Sud-Est	300	300	305	+ 1 67
590	D.M.C.	579	575	562	− 2 94
4600	Docks France ★	4510	4500	4390	− 2 66
820	Dumez ★	830	820	825	− 0 60
2030	Eaux (Gén.)★	2080	2055	2048	− 1 54
500	Ecco ★	494 20	495 10	491	− 0 65
910	Electrofinanc. ★	914	900	880	− 3 72
400	El. S. Dassault★	410	408	405	− 1 22
585	Elf-Aquitaine	589	580	574	− 2 56
425	− (certific.) ★	420 80	421 20	420 70	− 0 02
1320	Epeda B.-F.	1294	1294	1280	− 1 08
2700	Essilor★	2641	2650	2650	+ 0 34
1180	Essil. Int.(OP)★	1145	1140	1130	− 1 31
690	Esso S.A.F. ★	660	640	641	− 2 88
2400	Eurafrance★	2320	2302	2400	+ 3 45
1810	Eurocom ★	1745	1740	1732	− 0 74
100	Eurodisneyland	99 65	98 10	98 20	− 1 46
4300	Euromarché★	4199	4170	4080	− 2 83
1230	Europe n° 1 ★	1260	1245	1235	− 1 98
56	Eurotunnel ★	60 50	59 90	57 35	− 5 21
1700	Exor ★	1679	1680	1680	+ 0 06
1780	Facom★	1745	1725	1641	− 5 96
1180	Fichet-Bauche★	1150	1150	1150	....
199	Finextel★	205	202	205	....
420	Fives-Lille★	402	381	383	− 4 73
2310	Fromager. Bel★	2350	2310	2305	− 1 91
1780	Gal. Lafayette★	1680	1685	1720	+ 2 38
510	Gascogne★	498	495	495	− 0 60
1630	Gaz et Eaux★	1567	1565	1540	− 1 72
1120	Géophysique★	1100	1070	1089	− 1
680	Gerland★	691	686	678	− 1 88
720	Groupe Cité★	720	723	723	+ 0 42
1490	Gr. Victoire	1360	1405	1405	+ 3 31
1120	− (certif.)	1068	1083	1010	− 5 43
1300	GTM-Entrep.★	1241	1240	1265	+ 1 93
1160	Guyenne-Gas.★	1075	1050	1055	− 1 86
370	Hachette ★	364	362	350	− 3 85
1420	Havas ★	1425	1420	1416	− 0 63
580	Hénin (La)★	560	561	560	....
1130	Hutchinson ★	1103	1110	1110	+ 0 63
270	Imétal ★	270 50	267	270 50	....
78	Immobil. Phénix	74 50	74 60	74 60	+ 0 13
138	Ingénico ★	134 80	134	128 40	− 4 76
6430	Inst. Mérieux★	5300	5300	5250	− 0 94
510	Interbail★	509	501	495	− 2 75
1600	Intertechnique★	1595	1595	1585	− 0 63
1010	J. Lefebvre★	990	990	952	− 3 84
1100	Labinal ★	1070	1060	1050	− 1 87

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
2530	Lab. Bellon★	2499	2480	2456	− 1 72
320	Lafarge-Coppée	322	319 80	314	− 2 48
1310	Lebon ★	1287	1254	1289	+ 0 16
3150	Legrand ★	3300	3250	3290	− 0 30
1780	Legrand (DP) ★	1738	1750	1700	− 2 19
....	Leroy-Somer★	2100	2101	2100	....
770	Locabail Im.★	799	795	795	− 0 50
530	Locafrance ★	540	544	512	− 5 19
845	Locindus★	838	834	835	− 0 36
490	Luchaire★	494	487	487	− 1 42
4680	L.V.M.H.★	4730	4685	4620	− 2 33
525	Lyonn. Eaux ★	530	529	529	− 0 19
320	Majorette (Ly)★	330	320	324 90	− 1 55
385	Mar. Wendel ★	387	385	376	− 2 84
345	Matra ★	336 90	333	328 50	− 2 49
4800	Merlin-Gerin ★	4670	4650	4648	− 0 47
205	Metaleurop★	191 90	188	180	− 6 20
230	Métrologie Int.★	215	215 50	213 50	− 0 70
131	Michelin	130	128	128 40	− 1 23
1290	Midi (Cie)	1254	1230	1233	− 1 67
174	Midl. Bk SA★	169	166	166 10	− 1 72
460	Min Salsig (Ma)	455	452	452	− 0 66
178	M.M.B.M. ★	174 50	174	171	− 2 01
123	Moulinex★	124 90	123	123 50	− 1 12
1890	Navig. Mixte ★	1900	1800	1880	− 1 05
166	Nord-Est ★	172 90	170	169 90	− 1 74
430	Nordon (Ny)	402	404	406	+ 1
730	Nouvelles Gal.★	719	710	702	− 2 36
790	Occid. (Gén.)★	775	770	766	− 1 16
1670	Omn.F.Paris★	1570	1600	1580	+ 0 64
370	Olipar ★	383 50	381 50	372 50	− 2 87
4300	Oréal (L')★	4500	4340	4449	− 1 13
620	Paribas	662	658	637	− 3 78
1650	Pechelbronn ★	1618	1605	1520	− 6 06
285	Pechiney CIP★	285	278	278 50	− 2 28
155	Pechiney Int.	158 40	158	155	− 2 15
565	Penhoet★	555	551	546	− 1 62
1340	Pernod-Ricard★	1340	1350	1320	− 1 49
706	Peugeot S.A.	750	780	753	+ 0 40
405	Plastic Omn.★	410	418	410	....
490	Poliet ★	490	489	490	....
1160	Prétabail Sic.★	1150	1160	1145	− 0 43
880	Primagaz★	824	818	789	− 4 25
600	Printemps★	577	565	563	− 2 43
3780	Promodès★	3790	3789	3740	− 1 32
640	Radiotechn. ★	631	615	615	− 2 54
200	Raff. D. Total ★	205	202	206	+ 0 49
3150	Redoute (La) ★	3200	3110	3070	− 4 06
400	R.-Poulenc CIP★	390 60	388 80	376 70	− 3 56
326	Rober franc.	329	327	327	− 0 61
102	Rochette (La)	95 40	96	92	− 3 56
1850	Roussel-Uclaf★	1901	1930	1900	− 0 05
4600	R. Impér. (Ly)	4610	4575	4600	− 0 22
185	Sade	182 20	182 20	183	+ 0 44
1440	Sagem ★	1475	1402	1450	− 1 69
535	Saint-Gobain	539	528	522	− 3 15
1480	St-Louis ★	1461	1455	1410	− 3 49

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
2610	Salomon	2600	2600	2555	− 1 73
545	Salvepar	530	539	530	....
990	Sanofi ★	971	966	964	− 0 72
1780	S.A.T. ★	1580	1580	1541	− 2 47
335	Saul.-Chât (fi)★	316 50	328	317 50	+ 0 32
1500	Saupiquet (Na)	1470	1470	1470	....
880	Schneider ★	875	879	850	− 2 86
42	S.C.O.A.★	40	41	39 75	− 0 63
1110	S.C.R.E.G. ★	1101	1100	1100	− 0 09
1040	Seb ★	1036	1035	1029	− 0 68
510	Sefimeg ★	505	501	500	− 0 99
585	Sextant A.	545	545	543	− 0 37
1350	S.F.I.M.★	1355	1380	1350	− 0 37
235	S.G.E.★	228 50	226 60	222	− 2 84
830	Silic★	820	821	833	+ 1 59
585	Simco	578	570	570	− 1 38
1040	Sk. Rossignol★	1070	1070	1059	− 1 03
920	Sligos ★	919	923	905	− 1 52
540	Société Génér.	564	558	553	− 1 95
142	Sodecco	139	144	144	+ 3 60
170	Sodero (Na)	170	170	170	....
675	Sodexho ★	645	645	670	+ 3 88
98	Sogenal (Ny)	98	98	99 50	+ 1 53
510	Sogerap★	495 10	485	486 10	− 1 82
2150	Somm-Allib. ★	2159	2159	2130	− 1 34
1500	Source Perrier★	1507	1500	1485	− 1 46
645	Sovac ★	644	643	641	− 0 47
720	Spie-Batignol.★	719	722	715	− 0 56
1190	Strafor ★	1200	1191	1175	− 2 08
420	Suez	424	419	417	− 1 65
485	Synthélabo ★	500	494	490	− 2
133	Thomson-C.S.F.	132 30	131 50	129	− 2 49
545	Total (CFP) ★	538	530	530	− 1 49
102	− (certific.)★	100	100	98 80	− 1 20
405	Truffaut (Fin.)	408	402	410	+ 0 49
420	U.F.B.-Locab. ★	400	400	400	....
1060	U.I.C. ★	1101	1115	1112	+ 1
650	U.I.F. ★	645	650	645	....
1010	U.I.S.★	1048	1030	1030	− 1 72
240	U.C.B. ★	243 10	250	243	− 0 04
910	Unibail★	888	885	882	− 0 68
680	Valéo ★	663	664	655	− 1 21
410	Vallourec ★	403	400	399 80	− 0 79
375	Via Banque★	360 10	365	352	− 2 25
1400	Zodiac	1361	1375	1322	− 2 87
1180	Elf-Gabon ★	1150	1140	1150	....
130	Amax Inc.	133 90	130 50	131 50	− 1 79
164	Amer. Express	158 20	155 50	155 50	− 1 71
220	Amer. Teleph.	218 50	212 60	212 60	− 2 01
205	Anglo Amer. C.	201	195 10	192	− 4 48
600	Amgold	590	565	565	− 4 24
260	Banco Santander	244 90	236 10	236 10	− 4
1010	BASF (Akt)	1015	1005	1000	− 1 48
1040	Bayer	1030	1012	1000	− 2 91
101	Buffelsfont.	100 10	98	96	− 4 10
168	Chase Manh.	169	166	166	− 1 78
95	Echo Bay Mines	96 50	94 40	94 40	− 2 18

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
109	De Beers	108	105	104 10	− 3 61
2660	Deutsche Bank	2648	2591	2630	− 0 68
1390	Dresdner Bank	1371	1323	1322	− 3 57
81	Driefontein Ctd	80 60	77 20	76	− 5 71
215	Du Pont-Nem.	212	210 50	213	+ 0 47
215	Eastman Kodak	216 10	214 30	217 50	+ 0 65
31	East Rand	32	31 95	30	− 6 25
240	Electrolux	240 90	238	238	− 1 20
780	Ericsson	792	781	781	− 1 39
270	Exxon Corp.	271 10	266 50	266 50	− 1 70
250	Ford Motors	259 90	252 50	253	− 2 65
78	Freegold	78 40	75 60	75	− 4 34
19	Gencor Limit.	18 40	17 80	17 15	− 6 79
350	Gén. Electr.	343	340 10	341 50	− 0 44
510	Gén. Belgique	502	498	497 90	− 0 82
245	Gen. Motors	249 50	246	246	− 1 40
56	Gd Metropolitain	55 90	55 80	55 50	− 0 72
63	Harmony	64 50	61 60	60 80	− 5 74
245	Hewlett-Packard	239	231	235	− 1 67
59	Hitachi	58 80	55 70	56 10	− 4 59
1030	Hoechst Akt.	1039	1011	1000	− 3 75
128	Homestake	128 30	124	124 50	− 2 96
101	Imp. Chemical	100 50	99 30	99 30	− 1 19
585	IBM	603	587	583	− 3 32
300	ITT	305 10	296 80	296 80	− 2 72
166	Ito-Yokado	159 50	146 20	146 20	− 8 34
183	Mac Donald's	176 80	176	176	− 0 45
83	Matsushita	81 80	78	76 50	− 6 48
20	Maxwell	19 80	19 70	19 80	....
400	Merck	397	388	388	− 2 27
455	Minnesota M.	445	438	438	− 1 57
355	Mobil Corp.	352 50	344	344	− 2 41
205	Morgan J.P.	198 40	197	198	− 0 20
33620	Nestlé	33300	33050	33000	− 0 90
925	Nixdorf	919	901	901	− 1 96
172	Norsk Hydro	171	168	168 70	− 1 35
189	Ofsil	193 40	182	182	− 5 89
1760	Petrofina	1709	1700	1700	− 0 53
215	Philip Morris	214	215	214	....
125	Philips	124 90	122 50	122 50	− 1 03
109	Placer Dome	109 50	105 50	105	− 4 11
330	Quilmès	331	331	325	− 1 81
485	Randfontein	477 90	450	430	− 10 02
435	Royal Dutch	436 50	424 50	424 50	− 2 75
50	Rio Tinto Zinc	49 65	49 40	48 50	− 2 32
21	Saat. & Saatchi	19 60	14	13 50	− 31 12
67	St Helena Co	66 35	66	66	− 0 53
280	Schlumberger	287 50	278	273 50	− 4 87
45	Shell transp.	45	44 10	44 10	− 2
2540	Siemens A.G.	2529	2480	2480	− 1 94
315	Sony	311	305 90	305 90	− 1 64
130	Sumitomo	123 50	115	115 10	− 6 80
48	Telefonica	43 90	43 80	43 80	− 0 23
230	T.D.K.	230	221 90	221 90	− 3 52
48	Toshiba Corp.	45 75	42 40	42 30	− 7 54
435	Unilever	432	422	423	− 1 19
290	Unit. Techn.	284	280 50	280 50	− 1 23
650	Vaal Reefs	644	623	620	− 3 73
345	Volvo	351	....	....	....
275	West Deep	273 90	268	250	− 8 73
290	Xerox Corp.	290	286 10	286 10	− 1 34
131	Yamanouchi	123 30	115 10	115 10	− 6 65
2 51	Zambia Corp.	2 62	2 60	2 54	− 3 05

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	117 50	6 854
9,80 % 78/93	99	6 098
10,80 % 79/94	99 70	5 089
13,25 % 80/90	100 47	9 620
16 % juin 82	101 28	11 353
14,60 % fév. 83	103 60	0 080
13,40 % déc. 83	108 70	2 380
12,20 % oct. 84	103 37	4 813
11 % fév. 85	104 35	0 080
10,26 % mars 86	99 65	9 782
OAT 10 % 2000	99 42	7 462
OAT 9,80 % 1997	99 58	1 953
OAT 9,80 % 1996	98 45	0 644
Ch. France 3 %	144 10	..
CNB Bques janv. 82	99 35	1 283
CNB Paribas	100 50	1 283
CNB Suez	100 50	1 283
CNI janv. 82	99 40	1 283
PTT 11,20% 85	100 15	2 485
CFF 10,30% 86	99	0 994
CNE 11,60% 85	101 45	7 514
CNT 9% 86	87 21	7 148
CRH 10,90% déc. 85	100 50	1 478
C.R.C.A. T.P.	....	110
Carso 4%	1985	199
C.G.E. 6% janv. 89-99	....	51 900
Drouot Ass. Obl. conv.	....	..

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	....	1447
A.G.F. (St Cent.)	....	1169
Alsthom	....	....
Applic. Hydraul.	....	1186 d
Arbel	....	901
Astorg	....	334
Avenir Publicité	....	1682
Ban C. Monaco	....	655
Banque Hypoth. Eur.	....	....
Béghin-Say (C.I.)	....	504
Blanzy-Ouest	....	5000
B.N.P. Intercontin.	....	295
Bénédictine	....	3330 o
B.T.P. (Compagnie)	....	102
Caff	....	....
Cambodge	....	652
C.A.M.E.	....	197
Carbone-Lorraine	....	980
Case-Poclain	....	28 10
C.E.G.Frig.	....	430
Centen. Blanzy	....	615
Cerabati	....	140
Champex (Ny)	149	149
C.I.C. (Financ. de)	....	210

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I. Maritime	....	800
Citram (B)	2340	2340
Clause	....	....
Cofradel (Ly)	....	....
Cogifi	....	357
Comiphos	....	730
Cie Industrielle	....	7920
Comp. Lyon-Alem.	....	699
Concorde (La)	....	1320
C.M.P.	....	39 70 d
Créd. Gén. Ind.	....	....
Cr. Universel (Cie)	....	710
Créditel	....	132
Darblay S.A.	....	728
Degremont	....	780
Delalande S.A.	....	1850
Delmas Vieljeux	....	4500
Didot-Bottin	....	1005
Drouot Assurances	....	....
Eaux Bass. Vichy	....	1580
Eaux Vittel	....	4540
E.C.I.A.	....	1379
Electro-Banque	....	343
Eli-Antargaz	....	1519 o
E.L.M. Leblanc	....	699
Enafi-Bretagne	....	387
Entrepôts Paris	....	1703
Europe Soutra Indust.	....	73 40 o
Eternit	....	1833
Finalens	....	208
FIPP	....	220
Fnac	....	1670
Foncière (Cie)	....	745
Fonc. Lyonnaise	....	890
Foncina	....	541 d
Forinter	....	....
Fougerolle	....	873
France I.A.R.D.	....	1270
France (La)	....	3250
From. Paul Renard	....	2070
GAN	....	2191
G.F.I.I.	....	314
Gaumont	....	979
Genefim	....	348
Gévelot	....	....
Gr. Fin. Constr.	....	435
Gds Moulins Paris	....	1466
G. Transp. Ind.	....	789
Imm. Plaine-Monceau	....	....
Imminvest	....	....
Immobail	....	435
Immobanque	....	840
Immob. Marseille	....	8500
Immofice	....	523
Invest. (Sté Cent.)	....	3140
Jaeger	....	205
Lambert Frères	....	478 40 d
Lille-Bonnières	....	1585
Loca-Expansion	....	285
Locafinancière	....	380 50
Locatel	....	349
Louis Vuitton	....	1300
Louvre (Stê)	....	4710
Lucia	....	2015
Machines Bull	....	80

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Magasins Uniprix	....	....
Magnant S.A.	....	227
Maritimes Part.	....	384
Métal Déployé	....	605
Mors	....	173 70
Navig. (Nat. de)	....	245
Nozal	....	280
Optorg	....	391
Oréal (L') C.I.	2165	2150
Origny-Desvroise	....	1260
Palais Nouveauté	....	1100
Paluel Marmont	....	694
Parfinance	....	241
Paribas-CIP	317 70	311 60
Paris France	....	255
Paris-Orléans	....	266
Partenbs	....	435
Pasam. Risq. Div.	....	1852 o
Pathé-Cinéma	....	....
Piper-Heidsieck	....	2150
P.L.M.	....	595
Porcher	....	715
Promodès	1630	1696 d
Publicis	....	965
Rochefortaise S.A.	....	1391
Rosario (Fin.)	....	570
Rougier et Fils	....	387
Rozières (usine de)	....	630
Sacer	....	605 o
SAFAA	....	470
Safic-Alcan	....	647 o
SAFT	....	2200
Saga	....	220
Salins du Midi	....	580
Santam	....	117 50
Savoisienne (M)	174 50	174 50
SCAC	....	721
Senelle Maubeuge	....	470 10
S.E.P. (M)	185	184
Sici	....	510
Slemor (Li)	....	....
Simim	....	456
Siph (Plant. Hévéas)	....	477
Sofal financière	....	820
Sofical	....	1030
Sofio	....	....
Soficomi	....	731
S.O.F.I.P. (M)	463	463
Sofragi	....	1340
Sopagri	....	169
Sophia-Bail	....	470
Soudure Autog.	....	825
Souabail	....	630
Suez (Fin. de)-CIP	....	231
Stami	....	749
Taittinger	....	4395
Télémécanique Elect.	....	....
Testut-Aequitas	....	700
Tour Eiffel	....	330
Ufiner S.M.D.	....	786
Ugine A. Chat. Gueug.	....	256
U.A.P.	....	....
U.T.A.	....	3722 o
Vicat	....	2850
Viniprix	....	2160

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Vinax	....	195 10
Waterman S.A.	....	935
Brass. du Maroc	....	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1070	1072
Akzo	345	....
Alcan Alum	110	114
Algemene Bank	114	110 10
American Brands	360	378
Arbed	800	720 o
Asturienne Mines	176 10	....
Bco Pop Espanol	445	445
Banque Ottomane	1850	1832
B. Régl. Internat.	39100	40000
Br. Lambert	620	625
Canadian-Pacific	110 10	110 10
Chrysler corporation	82 20	90 20
CIR	21 50	....
Commerzbank	965	944
Dart. and Kraft	....	....
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	380	350
Gén. Belgique	....	....
Gevaert	1280	....
Glaxo	68 10	68 50
Goodyear	200	197
Grace and Co	168	165
GTE corporation	331	....
Honeywell Inc.	440	420
Johannesburg	1510	....
Kubota	43	40
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	36 50	....
Mineral-Ressourc.	96	96 50
Noranda	100 30	100 10
Olivetti	19 90	18 40
Pakhoed Holding	460	460
Pfizer Inc.	359 20	344
Procter Gamble	364	356 80
Ricoh Cy Ltd	46	44 10
Rolinco	290	287 20
Robeco	294	291 10
Rodamco	238	238
Saipem	9 50	9 50
Sema Group	37	37
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	125 50	128
Steel Cy of Can.	96 20	96 50
Tenneco	366	....
Thorn EMI	67 90	67
Toray indust. inc	37 80	36 30
Vieille Montagne	....	....
Wagons-Lits	1280	1330
West Rand	23 35	23 10
Whitman Corporation	142	141 10

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
American Petrofina	....	....
Banque Hydro-Energie	315	....
Buitoni	850	....
Calciphos	185	195
Chambourcy (M.)	978	....
Cochery	380	....
Cogesfor	130	125
C. Occid. Forestière	180	....
Copexaz	385	370
Europ. Accumul.	72 10	....
Gechar	133 10	141
Guy Degrenne	480	....
Heilbo-Récylite-Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Marlin Immobilier	240	....
Nicolas	921	....
Particip. Percier	390	400
Rorento N.V.	171	170 50
St-Gobain-Emballage	1990	....
Sevra-Matra	385	....
S.E.P.R.	1720	....
S.P.R.	534	....
Sté Lecteurs du Monde	455	....
Ulinex	380	....
Union Brasseries	90	....
Wonder	1200	....

SICAV (sélection) 23/2

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1075 96	1049 72
Actilion	233 30	227 06
Actions France	584 20	563 08
Actions sélectionnées	875 33	850 92
Aedificandi	664 21	640 20
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1207 54	1178 09
A.G.F. 5000	692 23	675 35
A.G.F. ECU	1047 20	1036 83
A.G.F. Foncier	125 14	122 09
A.G.F. Interfonds	434 11	423 52
A.G.F. Invest	124 34	121 31
A.G.F. OBLIG.	1124 61	1119 01
A.G.F. Sécurité	11204 52	11204 52
Agfimo	709 11	691 81
Akeli	205 12	197 71
A.L.T.O.	175 23	168 90
Amei-Gan	6162 57	5883 12
Amplitude	648 13	629 25
Arbitrages court terme	5819 22	5807 59
Associc	1062 57	1062 57
Atout Futur	364 02	352 05
Aurecic	1458 54	1416 08
Avenir C.I.C.	102 16	99 18
Avenir Alizés	1523 70	1493 82
Axa Europe	122 44	116 89 ◆
Axa Investissements	125 80	118 90 ◆
Axa N.P.I.	107 81	102 92 ◆
Axa Valeurs PER	130 40	124 49 ◆
Bred Associations	2603 51	2595 72
Capimonic	1048 56	1034 05
Capital-Monde (ex F.I.)	428 55	418 10
Capital Plus	1668 34	1668 34
Cardin-Pierre	33 50	32 68
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Cosmis	1053 22	1037 66
Compavalor	5709 72	5701 17
Convertimmo	419 01	402 89
Credinter	508 87	494 05
Crédit Mutuel Capital.	1043 51	1023 05
Diese	1139 79	1102 31
Drouot-France	840 78	802 65 ◆
Drouot-Investiss.	1034 23	987 33 ◆
Drouot-Sécurité	247 22	236 01 ◆
Drouot-Sélection	143 53	137 02 ◆
Ecuric	1056 59	1040 98
Ecureuil Capitalisation	2058 91	2033 52
Ecureuil Investissement	401 30	389 61
Ecureuil Monepremière	54161 56	54161 56 ◆
Ecureuil Monétaire	31921 30	31921 30
Ecureuil Trimestriel	1935 81	1916 64
Elicash	2252619	2252619
Energia	275 80	283 10
Eparcic	2916 82	2916 82
Epercourt Sicav	4352 14	4341 29
Epargne Associations	25759 80	25721 22
Epargne-Capital	8542 77	8458 19
Epargne Court-Terme	550 98	550 98
Epargne Croissance	1610 55	1567 45
Epargne-Industr.	92 95	90 45
Epargne Inter	587 87	572 14
Epargne J	56853 86	56853 86
Epargne Long-Terme	189 37	183 33
Epargne Monde	1332 99	1297 31
Epargne Première	11812 85	11724 91
Epargne-Oblig.	193 40	188 22
Epargne-Ouest	1077 88	1049 03
Epargne-Unie	1354 94	1305 97
Epargne-Valeur	448 22	436 22
Epalon	1147 31	1136 95
Eurocic Leaders	1089 23	1067 21
Eurodyn	1133 85	1096 57
Euro-Gan	7445 90	7108 26
Fonsicav (div. par 10)	11602 80	11602 80
Foncival	261 03	252 81
France Avenir	111 66	111 66
France-Gan	9523 40	9091 55
France-Garantie	270 29	269 75 ◆

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France-Index Sicav	108 47	105 68
France-Obligations	458 84	452 12
Francic	478 11	464 18
Francic Pierre	117 98	114 54
Francic Régions	1310 76	1272 57
Fructi-Associations	28 70	28 70
Fructi-Epargne	29 15	28 44
Fructicapi	33 89	33 39
Fructicourt	115422 49	115422 49
Fructidor	229 79	226 39
Fructifrance	909 54	887 38
Fructimonde	31 11	30 35
Fructivar	4452 64	4441 64
Fructi ECU	570 21	561 78
Fructi-Première	10684 20	10506 60
Futuroblig	1149 17	1111 38
Gestilion	59226 55	59078 86
Gestion Associations	157 38	153 93
Gest. France Sécurité	9928 54	9928 54
Horizon	1226 98	1190 27
Imrepar	104853 48	101605 32 ◆
Immoblig.	11642 51	11194 72
Intersélect France	523 57	508 42
Japacic	185 75	180 34
Jeune Épargne	238 91	236 38
Laffitte-Amérique	217 61	207 74
Laffitte Europe	284 62	281 26
Laffitte-Expansion	284 88	271 98
Laffitte-France	348 64	332 83
Laffitte-Immobilier	260 86	248 84
Laffitte-Japon	432 33	412 73
Laffitte-Oblig.	134 37	128 38
Laffitte−Rend.	188 51	179 96
Laffitte-Tokyo	376 06	359 01
Latitude	5518 90	5510 63
Leumi Court terme	10318 57	10318 57
Leumi Long terme	5526 93	5365 95
Lion-Associations	10761 96	10761 96
Lion-Institutionnels	23478 31	23419 76
Lionplus	774 87	757 20
Lion Trésor	2156 17	2134 82
Livret Bourse Investis.	533 48	517 85
Livret portefeuille	714 16	693 36
Méditerranée	194 84	186 ◆
Mensuel CIC	10111 50	10010 39
Mondiale Investissem.	449 29	428 92
Monecic	5831 12	5631 12
Monedor	54704 80	54704 60
Moné J.	59234 33	59234 33
Mutualité Dépôts	10947 73	10925 88
Mutuelle Unie SA.	143 41	136 91 ◆
Natio.-Epargne	14250 48	14109 38
Natio.-Epargne Retraite	122 30	119 03
Natio.-Epargne Trésor	6371 38	6358 66
Natio.-Court terme	229550	229550
Natio.-Inter.	1151 86	1121 03
Natio.-Immobilier	1198 92	1166 83
Natio.-Monétaire	20763 62	20763 62
Natio.-Obligations	494 27	481 04
Natio.-Patrimoine	1444 10	1405 45
Natio.-Placements	62346 10	62346 10
Natio.-Revenu	987 59	977 81
Natio.-Sécurité	11535 13	11535 13
Natio.-Valeurs	830 20	807 99
Nippon-Gan	6489 26	6195
Nord-Sud Développ.	1290 66	1228 19
Normavil	12387 63	12144 74 ◆
Obli Association	121 29	120 09
Oblicic Mondial	2257 89	2224 52
Oblicic Régions	1036 66	1021 34
Oblig. toutes catég.	145 67	143 52
Oblilion	1075 95	1065 30
Oblisécurité	10448 92	10448 92
Oraction	1223 97	1183 72
Orvalor	6550 90	6314 12
Paribas Epargne	16799 39	16765 86
Paribas Opportunités	121 23	116 29
Paribas Patrimoine	547 89	526 55

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Paribas Revenu	88 72	87 84
Patrimoine Retraite	178 86	176 32
Pervalor	638 62	620 02
Phénix Placements	268 71	261 85
Pierre Investiss.	757 60	739 12
Placement A	1171 59	1148 62
Placement court-terme	72785 76	72650 48
Placement J	5865 10	5853 39
Placement Premier	53791 54	53684 17
Plénitude	115 38	112 29
Poste Gestion	53147 17	53147 17
Première Obligations	11088 66	11027 63
Prévoyance Ecureuil	113 14	110 11
Priv'Association	23927 81	23927 81
Quartz	123 39	120 35
Rentacic	158 24	155 90
Revenus Trimestriels	5168 55	5117 38
Revenu Vert	1116 74	1100 24
St-Honoré Bio-aliment.	892 30	851 84
St-Honoré Global	274 27	261 83
St-Honoré Matignon PL	234 66	224 02
St-Honoré Pacifique	606 75	579 24
St-Honoré P.M.E.	531 95	507 83
St-Honoré Real	12219 06	12170 40
St-Honoré Services	500 58	481 33
St-Honoré Technol.	792 84	756 89
Sécuricic	1435 28	1433 85
Sécuri Taux	11389 61	11389 61
Sicasden (Casden BP)	691 11	680 90
Sicav-Associations	1516 69	1514 42
S.F.I. fr. et étr.	698 77	679 39
Sicav 5000	422 13	410 83
Slivafrance	664 83	647 04
Slivam	442 50	430 66
Slivarente	211 64	209 54
Slivinter	430 41	418 89
S.N.I.	1240 05	1203 83
Sogepargne	329 46	317 55
Sogevar	1100 29	1050 40
Sogister	1376 56	1314 14
Soleil Investissement	552 93	527 88
Stratégie Actions	1171 44	1126 38
Stratégie Rendement	1170 59	1133 74
Technocic	1116 74	1084 21
Techno-Gan	6158 60	5879 33
Thésora	524 71	519 51
Transcontinents	85 06	83 38
Trésor Avenir	110 67	107 36
Trésor Plus	1041 24	1030 93
Trésor Réel	11688 76	11688 76
Trésoricic	104730 86	104730 86
Trilion	5067 89	5017 81
U.A.P. Investiss.	474 37	457 22
U.A.P. moyen terme	110 98	108 97
Uni-Associations	112 11	112 11
Unifrance	581 18	560 17
Unifoncier	1448 85	1398 48
Uni-Garantie	1249 20	1224 68
Uni-Régions	1580 58	1523 45
Unirente	2310 20	2234 24
Univer	196 39	196 39
Univers-Actions	1267 37	1225 70
Univers-Obligations	1631 10	1577 47
Valorem	567 99	554 14
Valorg	1708 89	1704 99
Valreal	43475 59	43463 86
Vauban	23601 95	23576 35

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/2	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 686	5 679	5 500	5 900
ECU	6 932	6 928	....	....
Allemagne (100 DM)	338 820	338 590	328	348 500
Belgique (100 F)	16 257	16 255	15 750	16 800
Pays Bas (100 fl.)	300 700	300 640	291	310
Danemark (100 krd)	88 030	88 110	85	92
Norvège (100 k)	87 900	87 810	85	92
Grande-Bretagne (£ 1)	9 711	9 703	9 350	10 150
Grèce (100 drachmes)	3 588	3 591	3 400	4 200
Italie (1 000 lires)	4 580	4 581	4 350	4 850
Suisse (100 fr.)	383 830	385 250	372 500	396 500
Suède (100 krs)	93 040	93 310	89	97
Autriche (100 sch)	48 112	48 085	46 600	49 800
Espagne (100 pes.)	5 249	5 254	5	5 550
Portugal (100 esc.)	3 860	3 850	3 650	4 350
Canada ($ can 1)	4 747	4 735	4 550	4 950
Japon (100 yens)	3 898	3 865	3 740	3 960

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/2
Or fin (kilo en barre)	76500	76000
Or fin (en lingot)	76500	76150
Pièce française (20 fr)	443	441
Pièce française (10 fr)	409	.....
Pièce suisse (20 fr)	482	482
Pièce latine (20 fr)	441	437
Souverain	555	555
Pièce de 20 dollars	2590	2680
Pièce de 10 dollars	1372 50	1376
Pièce de 5 dollars	920	.....
Pièce de 50 pesos	2865	2865
Pièce de 10 florins	459	451
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

L'issue de la rencontre de Camp David

M. Bush n'a pas réussi à obtenir du chancelier Kohl une déclaration sans équivoque sur les frontières

Après deux jours de conversations avec le président Bush à Camp David, le chancelier Kohl est resté sur ses positions sur la question des frontières

WASHINGTON

de notre correspondant

Les douces pressions exercées par les Etats-Unis sur le chancelier Kohl n'ont pas donné de résultat appréciable : à l'issue d'un séjour de vingt-quatre heures à Camp David, où l'avait convié le président Bush, le chancelier n'a pas vraiment levé l'équivoque qu'il entretient sur la question de la frontière entre le futur Etat allemand et la Pologne.

Esquissant un demi-pas dans la direction souhaitée par les Américains, il s'est voulu rassurant : *« Nous respectons les sentiments de nos voisins, et spécialement des Polonais » (....) « personne n'a l'intention de lier la question l'unité nationale à celle d'un changement des frontières actuelles »*. Mais ces précisions n'étaient là que pour encadrer la thèse bien connue que le chancelier n'a pas manqué de réitérer : *« la question des frontières sera définitivement réglée par un gouvernement et un Parlement librement élus représentant toute l'Allemagne »*.

M. Bush espérait de toute évidence autre chose et, alors que M. Kohl poursuivait son développement, le président américain l'interrompit pour rappeler *« la position américaine »* : les Etats-Unis respectent les dispositions de l'Acte final d'Helsinki concernant l'inviolabilité des frontières, et *« reconnaissent formellement l'actuelle frontière germano-polonaise »*. Cela dit, le président américain s'est bien gardé d'insister outre mesure, et a préféré voir le bon côté des choses. Ainsi lorsqu'on lui a demandé si des assurances préalables à la réunification allemande ne seraient pas souhaitables, étant donnée l'histoire de ce pays, M. Bush a répondu : *« je préfère considérer les quarante-cinq années de démocratie allemande »* (depuis la guerre).

L'unification se fera dans l'OTAN

Le président américain a mis l'accent sur les points d'accord constatés au cours des conversations : les deux parties estiment que l'Allemagne unie devra rester membre de l'OTAN, *« et de son organisation militaire »*, même si, pour faire droit aux préoccupations de sécurité de l'URSS, les troupes de l'OTAN ne sont pas déployées sur le territoire actuellement est-allemand. Mais aucune des nombreuses questions qui se posent à ce propos n'a reçu de réponse publiquement. Comme on demandait au chancelier Kohl si des troupes soviétiques pourraient continuer à être stationnées dans un pays membre de l'OTAN, il a fait vaguement référence à une période de transition.

Aucune allusion n'a été faite à la polémique qui s'était instaurée récemment au sein du gouvernement ouest-allemand à propos du déploiement de troupes de la Bundeswehr sur le territoire est-allemand. Mais la manière dont la question a été réglée, au sein du cabinet de Bonn et sans aucune consultation avec les alliés, avait irrité la partie américaine, parce qu'elle illustrait une tendance observée avec inquiétude à Washington : les Allemands vont de l'avant sans demander de conseils.

Le chancelier n'a pas voulu répondre à une question concernant les effectifs de la future armée allemande, arguant du fait qu'il ne pouvait parler au nom de l'Allemagne réunifiée. Mais, curieusement, il ne s'est pas abrité derrière cet argument lorsqu'on lui a demandé si l'Allemagne souhaiterait se doter de l'arme nucléaire : *« Nous n'en voulons pas »*, a-t-il répondu.

A propos des conversations dites *« deux plus quatre »*, c'est à dire entre les deux parties allemandes et les quatre puissances occupantes, M. Bush ne souhaite surtout pas donner l'impression qu'il décide de ces questions avec le seul chancelier Kohl, sans tenir compte de l'avis des autres pays concernés. Mais il a donné satisfaction au chancelier en indiquant clairement qu'on en resterait au schéma 2 + 4, non *« 2 + 5 »*, qui permettrait une participation de la Pologne. *« Je suis conscient du fait que les Polonais portent un intérêt particulier à la question »*, a cependant a ajouté M. Bush.

Au cours des derniers jours, les responsables américains, et en particulier le secrétaire d'Etat James Baker, avaient souligné que le *« deux plus quatre »* était conçu comme un mécanisme de *« consultation »* et non de décision – manière d'apaiser les inquiétudes aussi bien de la Pologne que de pays comme l'Italie, mécontents d'être laissés en dehors du processus. Mais M. Bush a rejeté l'idée, avancée par Rome, d'un sommet de l'OTAN consacré à la question allemande.

Quelques jours plus tôt, un responsable américain confiait que les Etats-Unis entendaient essayer de faire comprendre à M. Kohl qu'il serait dans l'intérêt même de l'Allemagne d'éviter de susciter la moindre inquiétude concernant les frontières. Le résultat de ces efforts paraît mitigé. La prestation du chancelier n'a en tout cas nullement satisfait le comité éditorial du *Washington Post* : *« M. Kohl essaie de gagner sur les deux tableaux, de dire à l'étranger que les frontières actuelles seront maintenues tout en laissant entendre aux électeurs de droite dans son pays que peut-être les frontières pourraient être reconsidérées. Il est inquiétant de voir un chancelier ouest-allemand avoir tant d'égards pour les ultra-nationalistes »*.

JAN KRAUZE

□ **La position soviétique.** – Dans une mise au point publiée samedi 24 février par *TASS*, le ministère soviétique des affaires étrangères conteste *« les recettes avancées dans certains pays occidentaux (...) qui se résument à l'adhésion de l'Allemagne réunifiée à l'OTAN »*, et qui sont présentées comme si elles prenaient en compte les intérêts soviétiques. *« La partie soviétique ne peut admettre que quiconque tente de déterminer à sa place ce qui est l'essence de la sécurité soviétique »*, dit le communiqué.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Affolons les Japs !

QU'EST-CE que vous en pensez, vous, des Japonais ? Non, je vous demande ça parce que si, par bonheur, vous pouviez pas les blairer, s'ils vous filaient des boutons, s'ils vous faisaient peur, si vous trouviez qu'ils ont une odeur, vous gênez pas, montrez-le, foutez-vous de leur gueule ouvertement. Et chaque fois que vous passez devant un pack de touristes aux yeux bridés, le Minolta en bandoulière, ricanez, en vous bouchant le nez.

Déjà qu'ils se sentaient pas tellement at home aux Etats-Unis, ça ne peut que les conforter dans l'idée qu'on les aime pas non plus, nous les Français. Non, parce qu'ils s'en plaignent, ils s'en inquiètent. Ils ont le moral en chute libre, pire que le yen. Ils nous accusent de nippophobie. Ils se souviennent que de Gaulle traitait leur premier ministre de représentant en transistors. Ils prétendent que mon Mimi l'a complètement snobé, m'sieur Kaifu, il lui a tiré une gueule pas possible après lui avoir tendu deux doigts condescendants et dédaigneux quand il l'a reçu le mois dernier au palais. Enfin, ils s'offusquent des résistances de la Cresson, et ils soulignent au marqueur les mots de tricheurs et de tueurs qui reviennent continuellement sous les doigts hostiles de mes confrères.

Du coup, moi, c'est décidé, dans mon petit coin, j'ai la ferme intention de participer activement à cette campagne de presse encore bien timide, bien désordonnée. Allez, les mecs, mollissez pas ! Un peu de punch, un peu de mordant, bon Dieu ! C'est pas le moment de les rassurer, au contraire, faut continuer à hurler au péril jaune et à leur taper dessus à bras raccourcis.

C'est ce qu'ils ont fait, ces gros malins d'Américains. Résultat : les Japs, affolés, ont décidé, c'était marqué l'autre jour dans le *Herald Tribune*, de les gâter, de les couvrir de cadeaux, de verser des sommes énormes à leurs bonnes œuvres histoire de se faire bien voir. C'est un ordre. Venu d'en haut. Casquez, et ce sera déduit de vos impôts, qu'on a dit à Tokyo aux entrepreneurs qui sont partis à la conquête de l'Ouest. Alors, pour ma petite enveloppe, je vous dis merci, domo arigato, d'avance.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Identité : « Libérons l'Europe de l'Ouest ! », par Jacques Merlaud ; Musique : « Je ne suis pas paranoïaque, mais... », par Jean-François Zygel 2

La mort de Sandro Pertini

Ancien président de la République italienne 4

Les élections au Nicaragua 6

La préparation du congrès du PS

Les campagnes de M. Jospin et de M. Lang 8-9

L'ANT va être réorganisée

La gestion de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer a été critiquée par la Cour des comptes et l'Inspection générale des affaires sociales 10

SECTION B

Des machines-outils pour les écoles africaines

Aux termes d'un accord de coopération, les machines-outils qui ne sont plus utilisées dans l'enseignement technique en France seront cédées aux pays d'Afrique 14

« Jumelles » : un opéra diabolique à Lyon

La gémellité a inspiré à deux compositeurs lyonnais et au metteur en scène Michel Rostain un opéra de poche électronique et diabolique, créé en ouverture du festival Musiques en scène 17

Ville d'art à la Martinique

Saint-Pierre-de-la-Martinique a été classée « ville d'art et d'histoire », ce qui signifie promotion et aide financière pour restaurer un patrimoine détruit en 1902 par l'éruption de la montagne Pelée 18

L'esbroufe d'Oliver Stone

Le film d'Oliver Stone *Né un 4 juillet* a recueilli un nombre impressionnant de nominations aux oscars : comme si la fameuse statuette devait récompenser l'exhibitionnisme 18

Télévision : changement de direction en Espagne

Accusé par l'opposition d'entretenir des liens étroits avec les socialistes au pouvoir, M. Luis Solana est limogé et remplacé par M. Jordi Garcia Candau, un journaliste .. 18

SECTION C

L'économie française en 1989

Une croissance de 3,7 %, comme en 1988 21

Les investissements des collectivités locales

Régions, départements et communes n'ont jamais autant dépensé qu'en 1989 21

Budget espagnol

Un budget contre les risques de surchauffe ; Des investissements étrangers à un niveau record 22

CHAMPS ÉCONOMIQUES

L'Asie des foules ● Le Nigéria malade du pétrole ● La chronique de Paul Fabra : « Des Allemands de l'Est à Paris » .... 25 à 29

Services

La télématique du *Monde* :

3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 25-26 février 1990 a été tiré à 531 526 exemplaires.

Une perte possible de 2 à 3 milliards de francs

La banque allemande DG Bank refuse d'exécuter ses accords avec plusieurs établissements

« Inouï ! Inconcevable ! Ahurissant ! Suicidaire ! Des pratiques de gangsters ! » Tels sont les termes employés, le lundi 26 février, sur la place de Paris pour qualifier le comportement des dirigeants de la Deutsche Genossen Schaft Bank (DG Bank), sixième établissement de RFA qui, la semaine dernière, a décidé de ne pas exécuter un certain nombre d'accords de prises en pension d'obligations allemandes par des banques françaises.

Ces accords consistaient, pour les banques françaises, à acheter à la DG Bank des titres d'Etat allemands un peu plus tard à un prix convenu. Pour les acheteurs, c'étaient un placement de trésorerie, puisqu'ils percevaient l'intérêt fourni par les titres ; pour les vendeur, il s'agissait au contraire de se procurer de la trésorerie temporairement.

Ces opérations avec la DG Bank avaient commencé en 1986 et continuaient avec reconduction, en général mensuelle. L'encours atteint actuellement environ 6 milliards de marks, une vingtaine de milliards de francs.

Pour justifier son refus, la DG Bank affirme que ces accords de prises en pension ou, en jargon bancaire, d'acheté-vendu, ont été conclus *« par un employé de haut niveau »*, qui aurait *« conclu verbalement des offres qu'il n'était pas habilité à faire »*. Autrement dit, la banque allemande se refuserait à racheter les titres vendus. On comprend son attitude, puisque les cours des emprunts d'Etat allemands et de toutes les obligations outre-Rhin ont chuté de 5 % à 14 % depuis deux mois à la suite de la hausse de rendements à long terme en RFA, qui sont passés de 7 % à près de 9 %. Il n'en reste pas moins qu'un accord est un accord : à la Sogenal, à Strasbourg, on déclare détenir des engagements de rachat signés par deux directeurs de la DG Bank et l'on s'estime tout à fait « bordé » juridiquement, les titres allemands de la DG Bank n'ayant jamais appartenu à la banque strasbourgeoise et n'ayant jamais figuré à son bilan.

La BNP est également impliquée dans cette affaire, ainsi que d'autres établissements. Le Crédit commercial de France, qui avait été mis en cause à la veille du week-end, a opposé un démenti formel. Les conséquences d'une telle affaire sont graves : pour les banques françaises, la perte peut s'élever à 2 ou 3 milliards de francs. Immédiatement, l'Association française de banque est montée au créneau : *« La DG Bank ne peut opposer aux tiers leur éventuelle méconnaissance d'opérations conclues en son nom par son département technique compétent. »*

La Banque de France s'est émue de l'affaire et en a sasi la Bundesbank qui, par la voix de son porte-parole, a répondu : *« La Banque de France a fait part de sa vision des choses, mais nous estimons que le conflit en question appartient au domaine du droit privé. »* Reste que l'organisme fédéral de contrôle des banques allemandes, le Bundes Aufsicht Amt à Berlin, est très ennuyé. Car, s'il est maintenu, le refus de la DG Bank est absolument suicidaire. Il s'explique par l'ampleur des sommes en cause que cette banque ne veut pas ou ne peut pas prendre en compte, mais il risque de retrancher l'établissement de la communauté bancaire internationale. « En cas de malheur, on paie d'abord, ou pleure ensuite : telle est la règle en vigueur dans le monde bancaire et la sanction est immédiate, c'est-à-dire une ruineuse perte de crédit. »

FRANÇOIS RENARD.

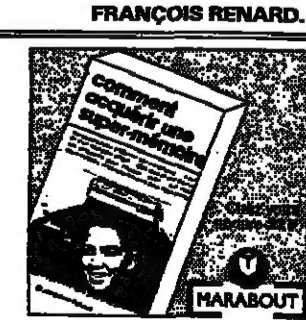
BOURSE DE PARIS

Matinée du 26 février

Nouvelle et forte baisse

Traumatisée par la nouvelle chute de Tokyo, la Bourse de Paris a continué de baisser dans la matinée de lundi. Le mouvement s'est toutefois un peu ralenti et l'indice CAC-40, en repli de 1,67 % à l'ouverture, n'enregistrait plus vers 11 heures qu'un retard de 1,39 %.

Parmi les valeurs les plus éprouvées, citons UFB, SGE, Euromarché, Locafrance, Primagaz, Sagem, Métaleurop, Schneider, Raffinage, Pechiney International.




EN BREF

□ **Un représentant de la province yougoslave du Kosovo assassiné en Belgique.** – M. Enver Hadri, président du Comité de défense des droits de l'homme dans la province yougoslave du Kosovo – dont le siège est à Bruxelles, – a été assassiné dimanche 25 février, à Saint-Gilles, dans la banlieue de la capitale belge. Deux personnes à bord d'un véhicule ont tiré des balles de revolver en direction du véhicule dans lequel se trouvait M. Hadri. Atteint à la tête, celui-ci a succombé quelques heures plus tard à ses blessures. Le Comité de défense des droits de l'homme, qui défend la cause des citoyens de souche albanaise, majoritaires au Kosovo, a accusé dans un communiqué les services secrets serbes d'avoir commis ce meurtre. – *(AFP, Reuter.)*

□ **M. André Ramoff est chargé d'une mission de coordination des actions de formation dans les pays de l'Est.** – Délégué à la formation professionnelle depuis 1981, M. André Ramoff, ancien élève de l'ENA et conseiller-maître à la Cour des comptes, a été chargé d'une mission de coordination pour toutes les questions d'éducation et de formation en rapport avec les pays de l'Est. Une lettre de mission lui a été adressée le 16 février, qui précise qu'il devra veiller à la cohérence des initiatives privées et publiques, des interventions des différents départements ministériels ainsi qu'à l'articulation avec les actions entreprises par la Communauté européenne. Cette action s'inscrira dans le cadre de la mission générale de coordination interministérielle confiée à Mme Elisabeth Guigou.

□ **Les PME confiantes pour 1990.** – Les PME abordent en confiance l'année 1990, selon la dernière enquête semestrielle du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) publiée, le samedi 24 février. Les six mille dirigeants d'entreprise interrogés par l'organisme financier prévoient une accélération de leur activité cette année, après le léger tassement enregistré en 1989. A l'heure actuelle, 90 % des carnets sont estimés bien ou normalement garnis. Trois chefs d'entreprise sur quatre se disent prêts à investir, en priorité pour accroître leur capacité de production, déclarent 53 % d'entre eux. C'est la première fois depuis 1985 que l'augmentation des capacités de production est désignée comme prioritaire, précise le CEPME.

□ **Nouvelle tempête en Grande-Bretagne : un mort.** – La nouvelle tempête qui souffle sur la Grande-Bretagne a provoqué le lundi 26 février dans la matinée la mort d'une personne, écrasée dans un autobus par la chute d'un arbre à Walsall (West-Midlands, centre de l'Angleterre). De nombreuses routes sont coupées par des inondations dans le sud de l'Angleterre ou par des chutes d'arbres dans le nord-ouest. Plus de 25000 foyers sont privés d'électricité au sud du Pays de Galles et 6000 autres dans le Devon et en Cornouailles (sud de l'Angleterre). Les météorologistes prévoient des vents atteignant 145 km/h dans la journée, comme le 25 janvier dernier où la tempête avait tué 46 personnes en Grande-Bretagne. – *(AFP.)*

□ **Condamnation de douze ostéopathes et quatre chiropracteurs à Lyon.** – Poursuivis pour « exercice illégal de la médecine » (*le Monde* du 10 février), douze ostéopathes et quatre chiropracteurs de la région lyonnaise ont été condamnés jeudi 22 février à 10 000 francs d'amende avec sursis par le tribunal correctionnel de Lyon devant lequel ils avaient comparu le 8 février. En outre chacun d'entre eux devra verser 2 000 francs de dommages et intérêts au conseil de l'ordre des médecins, 5 000 francs au Syndicat national des ostéothérapeutes et 5 000 francs au Syndicat national des médecins spécialisés en réadaptation fonctionnelle.

□ **L'école anglaise de Croissy-sur-Seine partiellement détruite par un incendie.** – Un incendie volontaire a en grande partie endommagé les locaux de l'école anglaise de Croissy-sur-Seine (Yvelines) dans la nuit du vendredi 23 au samedi 24 février, sans faire de victime. Selon la direction de l'établissement, qui accueille environ trois cents élèves de nationalité britannique venus de toute la région parisienne, l'école sera néanmoins prête à fonctionner le 5 mars, jour de la rentrée scolaire.

□ **Mort du chanteur Johnny Ray.** – Le chanteur américain Johnny Ray est mort le samedi 24 février, des suites d'une défaillance du foie. Il était âgé de soixante-trois ans. En 1951, Johnny Ray devint une idole aux Etats-Unis, grâce au succès de *Cry* et de *The Little White Cloud That Cried*, deux titres mélodramatiques qui établirent sa réputation de chanteur sentimental, ne reculant devant aucun effet pour faire pleurer les foules. Dans ses meilleurs moments, Johnny Ray communiquait à la musique populaire américaine du moment l'intensité du blues (la légende voulait que la chanteuse LaVern Baker lui ait appris à chanter). Aux Etats-Unis, sa popularité ne survécut pas au rock'n roll, mais il connut plusieurs succès en Grande-Bretagne jusqu'à la fin des années 50.

